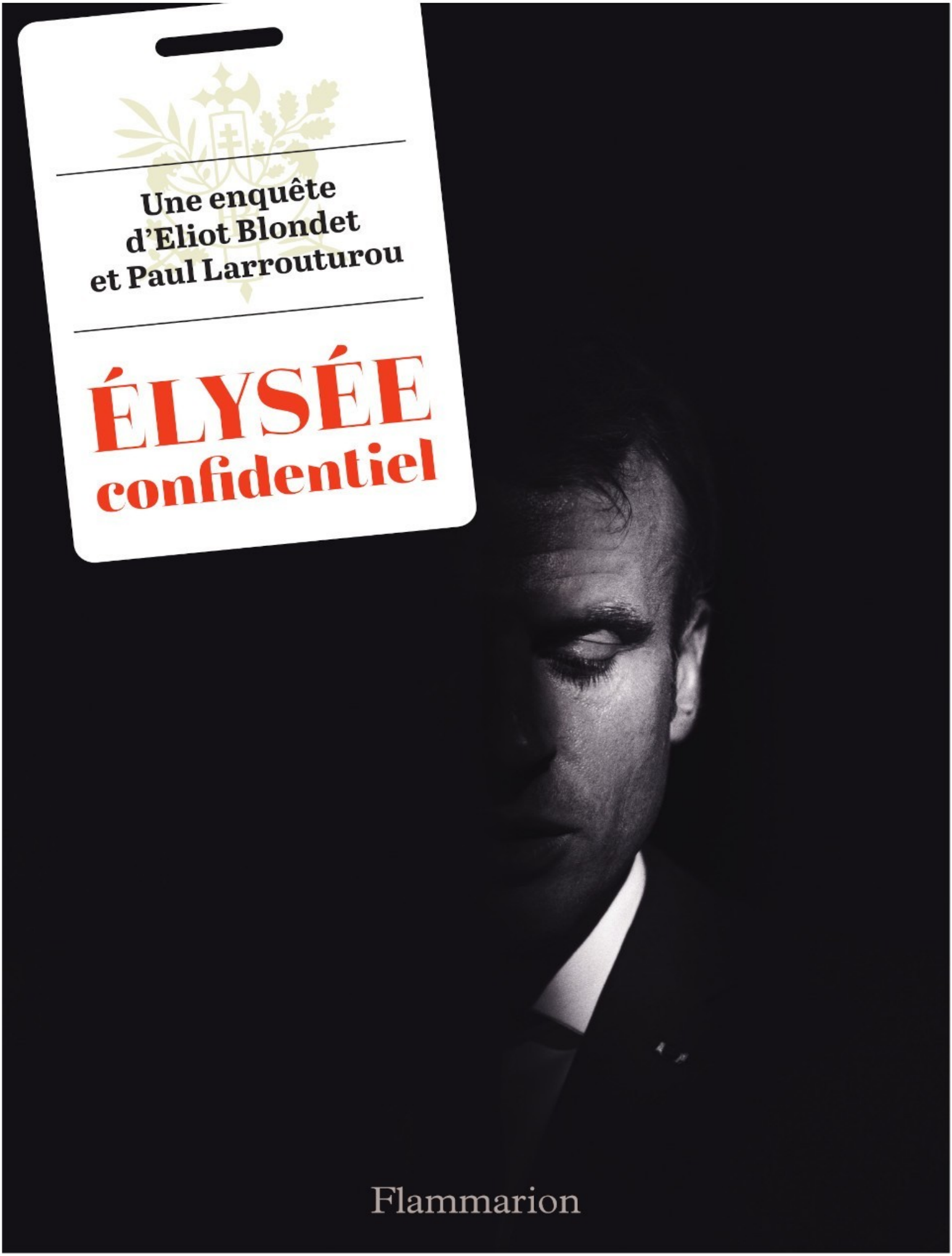
Une enquête
d'Eliot Blondet
et Paul Larrouturou

ÉLYSÉE
confidentiel



Flammarion


Bienvenue
dans la bulle
Macron

À Marie-Bérénice & Joseph

Textes de Paul Larrouturou

Photographies d'Eliot Blondet

Pour la photographie de couverture et celles dans texte © Eliot Blondet /Abaca Press

Direction littéraire : Gaëlle Lassée, assistée de Séléna Richez

Conception graphique : Djohr Guedra

Relecture sur épreuves : Nathalie Sawmy

Fabrication : Louisa Hanifi et Titouan Roland

Photogravure : IGS

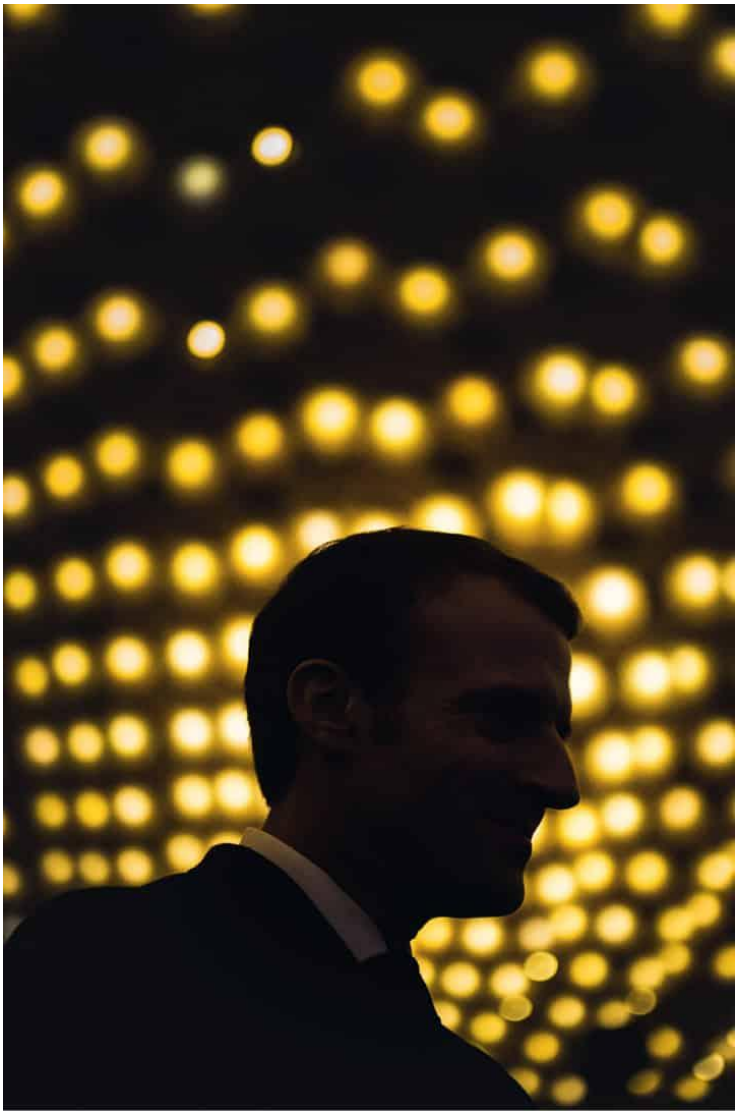
© Flammarion, Paris, 2021

ISBN : 978-2-8411-0290-7

Une enquête
d'Eliot Blondet
et Paul Larrouturou

ÉLYSÉE
confidentiel

Flammarion



« *Toi non plus tu ne sais pas quoi répondre quand on te demande comment est vraiment Emmanuel Macron ?* » Ce livre est né d'une rencontre à la veille de la Saint-Valentin, le 13 février 2020. Une rencontre au sommet, ou, plus modestement, une rencontre sur la route d'un sommet, à 1 913 mètres d'altitude, au Montenvers. C'est là qu'est venu, en 1779, Johann Wolfgang von Goethe. Il écrivait : *« Tout est plus simple qu'on ne peut l'imaginer et en même temps plus enchevêtré qu'on ne saurait le concevoir. »* C'est là que deux siècles et demi plus tard, deux jeunes reporters français attendent le président de la

République en se posant beaucoup de questions.
Pourquoi tous ses intimes utilisent-ils le mot « bulle » ? On connaît la bulle papale, la bulle immobilière, la bulle boursière, la bulle cognitive qui nous enferme tous dans les algorithmes sélectionnant uniquement les contenus qui nous plaisent, et le ministre de la Santé a recommandé une « bulle sociale » contre la pandémie. Mais comment décrire la « bulle Macron » ? L'expression est née au sein de son service de sécurité pour désigner la bulle sécuritaire. Elle a été reprise par ses détracteurs qui ne voyaient en lui qu'une bulle dans les sondages en 2016. Le terme « bulle » est aujourd'hui utilisé par ceux-là mêmes qui disent « PR » avec un air entendu sans préciser que cela signifie président de la République. Elle désigne tout à la fois la bulle du pouvoir suprême et la bulle qui isole un homme déjà profondément solitaire dans sa façon d'être et par les pouvoirs que lui offre la Constitution de la V^{e} République.
Pour nous, couvrir la bulle Macron est une adrénaline, une pression, un honneur, un bonheur, un privilège, une fatigue, un bras de fer permanent, une façon de percevoir le pays, une camaraderie entre reporters et une électricité dans l'air.
Soudain, le chef de l'État apparaît. Et ce 13 février 2020 est une parfaite synthèse de la complexité de la journée d'un président et de l'impossibilité de la relater exhaustivement. Emmanuel Macron sort du refuge du Montenvers où il a passé la nuit après avoir dîné avec le climatologue Jean Jouzel et l'explorateur-aventurier Mike Horn. Il a surtout reçu dans la soirée la vidéo intime de Benjamin Griveaux, qui va pousser ce dernier à se retirer de la course à la mairie de Paris le lendemain. Mais *« il s'est comme toujours composé un masque de parfait contrôle »*, résume Sibeth Ndiaye, son ancienne porte-parole et ancienne communicante. Le président est le seul en combinaison tricolore d'alpiniste Rossignol et chaussures de montagne à semelles rouges. Quand on lui explique que le plus grand glacier de France a perdu 130 mètres de hauteur en un siècle, il fait une tête d'enfant et montre ses dents du bonheur : *« 130 mètres ?! Je ne pensais pas ! »* Puis il regarde intensément l'horizon pour que ça fasse une belle photo. La bulle Macron s'élance en descente dans un interminable escalier de 430 marches. Autour de lui, deux policiers, deux ministres, son chef de cabinet,

deux attachés de presse, sa photographe officielle, un employé qui filme avec son téléphone à la verticale pour les réseaux sociaux de la présidence, le maire de Chamonix, trois photographes, une caméra et une agencière, dans une doudoune jaune, nommée Laurence Benhamou. Il arrive dans la grotte de glace, entouré des scientifiques. Les caméras et photographes sont déjà positionnés dans l'axe pour faire la belle image. Il touche la paroi bleue translucide. C'est en boîte. On remonte les 430 marches. Petit bain de foule à la gare avec des sympathisants LREM qui demandent des *selfies* pendant que son smartphone de propagande le suit toujours. Photo souvenir avec les gendarmes devant l'emblématique petit train rouge à crémaillère. Premier discours pour lancer l'Office français de la biodiversité et réfléchir à une façon de faire diminuer la pollution dans la vallée de l'Arve. Au moment où le chef de l'État annonce que l'écologie *« sera le combat du siècle »*, *Closer* met en ligne un article qui estime à 1 450 euros sa tenue Rossignol. De nombreuses associations écologistes et députés d'opposition lui reprochent immédiatement sur les chaînes d'info et les réseaux sociaux des mesures *« insuffisantes et anecdotiques »* et l'accusent de faire de la com' pour verdir son image, un mois avant les élections municipales. Des manifestants contre la réforme des retraites l'attendent sous la pluie. *« Réchauffons le dialogue social et pas le climat »*, écrit la CGT en lettres blanches sur fond noir, devant l'espace Mont-Blanc à Saint-Gervais où Emmanuel Macron fait son second discours suivi d'une conférence de presse. Derrière lui, sur le fond de la scène, Arnaud Jolens, son scénographe, a dessiné le mont Blanc. *« Faut-il avoir peur du coronavirus ? »* demande l'auteur de ces lignes. Le week-end précédent, cinq Anglais ont été contrôlés positifs dans le premier cluster français aux Contamines, à quelques kilomètres de Saint-Gervais. *« Non, il ne faut pas avoir de psychose »*, répond le président, détaillant longuement l'action de l'État. Après son départ, le maire de Saint-Gervais, Jean-Marc Peillex – qui l'avait invité via une lettre ouverte à réfléchir à une solution pour limiter les incivilités générées par le tourisme chaque année au mont Blanc – reçoit plus de 800 messages d'insultes et de menaces pour avoir accueilli le chef de l'État (*« Au poteau le collabo »*) et porte plainte.

Voilà. Tout est là. Le 13 février 2020 est le condensé d'une journée de reportage dans la bulle Macron. L'irruption de l'imprévu, une prise de conscience à la fois sincère et impuissante de l'urgence écologique soigneusement mise en scène, le serpent de mer de la réforme des retraites, la haine viscérale que le président inspire à certains, le mélange de grandes promesses et de polémiques très triviales sur des vêtements. Et l'arrivée du Covid.
Mais « LA » bulle Macron n'existe pas. C'est une galaxie. Il en existe autant que de personnes qui l'ont approché de près ou de loin. Chacun raconte son Macron. Voici quatorze portraits croisés, subjectifs mais subtils, dont toutes les situations évoquées ont été minutieusement vérifiées. Quatorze visions qui dessinent le kaléidoscope d'un homme, d'un quinquennat et d'une façon de faire de la politique aujourd'hui. Ce livre est un constat partagé, une connivence générationnelle, un amour absolu du terrain, une envie, aussi, de partager notre quinquennat. Bienvenue dans la bulle.

SOMMAIRE


MANUEL
VALLS
Trahisons


Sibeth Ndiaye
et les cygnes noirs


STÉPHANE
SÉJOURNÉ
« Le club de la Patate »
au carrefour de l'Europe


BENJAMIN
GRIVEAUX
ET L'ARROGANCE EN POLITIQUE


CHRISTOPHE
CASTANER
HOUSE OF FORCALQUIER


ARNAUD
JOLENS
50 nuances de bleu-blanc-rouge


JEAN GABORIT
ASCENSION ET DÉSILLUSION
D'UN PUYFOLAIS


AURÉLIEN TACHÉ
M. PAUVRETE FACE AU PRESIDENT DES RICHES

Jean-Marc Dumontet
Au théâtre ce soir

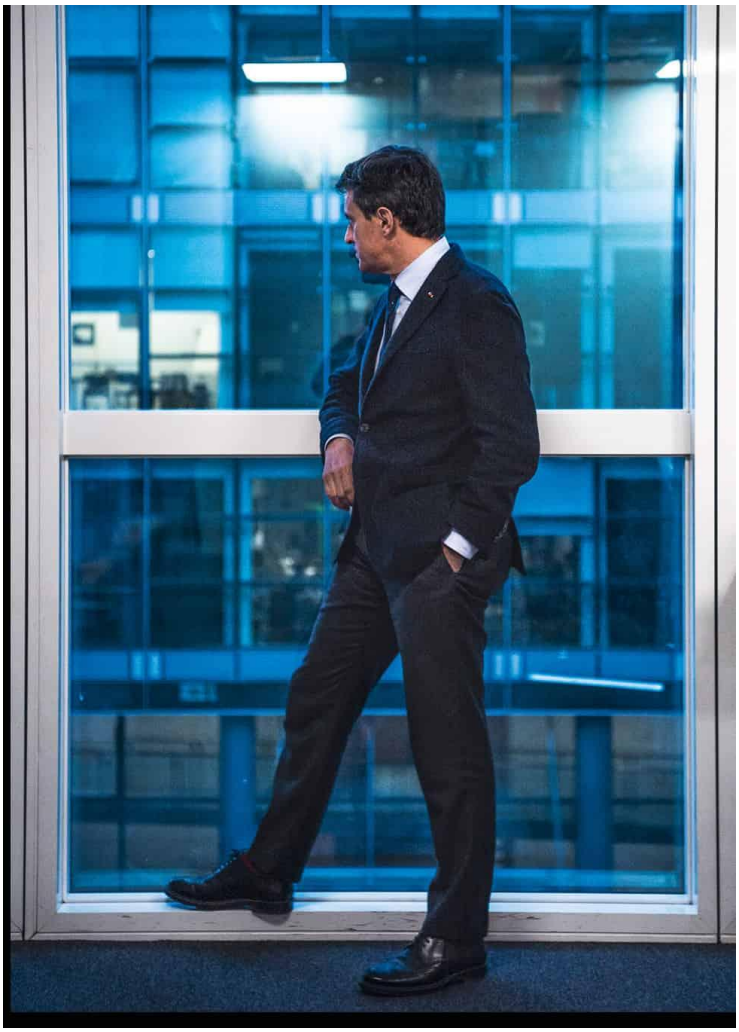
Marie Tanguy
Plume version martyre

Jonathan Jahan
La vraie vie derrière la petite phrase :
« Je traverse la rue, je vous en trouve du travail. »

PATRICK DE PERGLAS DIT GÉPY
Le seul (et unique) Gilet jaune invité par Macron à l'Élysée

PATRICK PELLOUX
LES TROIS PRÉSIDENTS ET LES TROIS CATASTROPHES

LAURENCE BENHAMOU
LA SENTINELLE



15 MAI 2012

1 568 jours dans la bulle Macron

30 AOÛT 2016

MANUEL VALLS

Trahisons

« *Emmanuel Macron est bien évidemment loyal à l'égard du président. »* Bien évidemment. C'est en tout cas ce dont le Premier ministre Manuel Valls cherche à convaincre les lecteurs du *Parisien* en mai 2016. Pourtant, fin août, lors d'un dîner avec sa majorité présidentielle subclaquante, François Hollande finit par ouvrir les yeux : *« Emmanuel Macron m'a trahi avec méthode. »* Le 4 octobre suivant, à Strasbourg, le candidat En Marche est en plein maquillage et nous lui signalons juste avant qu'il monte sur la scène de son premier meeting depuis sa démission du gouvernement : *« Vous avez une étiquette de traître collée sur le front. »* Emmanuel Macron ne nie pas. Il plaide le courage du saut dans le vide : *« Si j'avais quitté le gouvernement pour rallier quelqu'un qui était plus haut dans les sondages, je pourrais être un traître. — Vous menacez la réélection potentielle du président de la République* , insiste-t-on. — *C'est peut-être ça, leur problème. Interrogez-vous là-dessus*[1]*. »*

De son côté, Alain Juppé, alors grand favori de la droite, insiste. Une fois : *« Macron, c'est la trahison de François Hollande, qu'il a poignardé dans le dos. »* Deux fois : *« Macron veut faire de la politique autrement, mais il utilise les plus vieilles recettes : la trahison. »* Trois fois : *« Macron, c'est Brutus, mais avec une petite différence : Hollande n'est pas César. »*

Le lendemain, lors du débat télévisé de la primaire LR, Nicolas Sarkozy tape sur le même clou : *« Il a été son secrétaire général adjoint, son ministre des Finances et maintenant, il le trahit. Si c'est ça, la modernité, je pense que c'est un peu classique. »*

« Nicolas Sarkozy vous a qualifié de traître[2] *»*, rapporte-t-on au candidat à Marseille. Emmanuel Macron répond : *« Celui qui a trahi il y a un peu plus de vingt ans en quittant celui qui avait fait sa carrière politique pendant vingt ans, à savoir Jacques Chirac, pour retrouver monsieur Balladur parce qu'il était plus haut dans les sondages, ça, c'est de la vraie traîtrise. Donc quand je quitte le gouvernement et que je prends mes responsabilités, je ne suis pas dans la même situation que lui*[3]*. »*

Le 18 janvier 2017, une semaine avant l'explosion du scandale Pénélope Fillon dans *Le Canard enchaîné*, on peut lire la chronique d'un député-maire encore méconnu du grand public, un certain

Édouard Philippe, dans *Libération* : *« Qui est Macron ? Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme, le second plus de principes. Pour d'autres, il serait Brutus, fils adoptif de César. […] Non, le Romain qui ressemble le plus à Macron, ce n'est pas Brutus, c'est Macron. Naevius Sutorius Macro, dit Macron, haut fonctionnaire (si si) devenu, à la faveur d'une révolution de palais, le conseiller de Tibère, empereur détaché des affaires courantes, il finira par l'assassiner… […] De quoi restera-t-il le nom ? D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? Personne ne peut le dire aujourd'hui*[4]*. »*
Personne ? Si, Manuel Valls. Il est le mieux placé pour réfléchir à la trahison en politique. Il a vu de l'intérieur celle d'Emmanuel Macron. Et a lui-même trahi.

« Une certaine qualité de gentillesse est toujours signe de trahison. »

François Mauriac, *Le Nœud de vipères*

Manuel Valls ne se souvient pas avoir croisé Emmanuel Macron avant 2012. Ils se rencontrent vraiment au lendemain de l'élection de François Hollande. L'un est ministre de l'Intérieur, l'autre secrétaire général adjoint de l'Élysée. Chacun dans son couloir. Ils ne sont pas sur les mêmes dossiers, pourtant : *« Nous sympathisons parce que l'homme est séduisant, sympathique, brillant. Il a du charme, un esprit rapide, il tutoie, il vient vers vous, il vous met la main sur l'épaule, vous embrasse, vous fait des clins d'œil. »* Ils ne font que se croiser lors de dîners chez Jean-Pierre Jouyet, l'ami de François Hollande. Mais ils sont suffisamment proches pour que, début avril 2014, une semaine après avoir été nommé Premier ministre, Manuel Valls propose la nomination de deux *« têtes nouvelles »*, deux conseillers du président, comme secrétaires d'État : Aquilino Morelle à la Santé et Emmanuel Macron au Budget. François Hollande argue de leur manque de légitimité et refuse. Déçu de ne pas être nommé ministre, ni promu secrétaire général (il n'est alors

qu'adjoint), Macron quitte l'Élysée quatre mois plus tard.
À quoi ça tient, un destin ? Manuel Valls le remet en selle peu après, en remplacement d'Arnaud Montebourg viré du gouvernement fin août 2014. Aujourd'hui, Valls prend un malin plaisir à détailler les tractations secrètes et à présenter ainsi le futur président comme un quatrième choix. Avant celui de Macron, il avait proposé trois noms pour le ministère de l'Économie. Gérard Collomb. Louis Gallois. Et Didier Migaud. Le premier est écarté par François Hollande. Les deux derniers déclinent. *« À ce moment-là, l'idée que le gouvernement doit incarner le rajeunissement s'impose. Et j'en profite pour proposer de nouveau Emmanuel à François Hollande qui l'avait cette fois-ci dans un coin de la tête. »* Ce dernier s'isole pour téléphoner à Macron. *« Il revient, déçu : "Je lui ai proposé, mais il pose des conditions" et moi je dis : "Attends, j'ai un besoin urgent." J'appelle Macron et je lui dis : "Ne déconne pas, Emmanuel, tu vas accepter et on pourra faire de belles choses ensemble. C'est notre politique que l'on va mettre en œuvre. Ne pose pas de conditions." »* Emmanuel Macron rappelle François Hollande deux minutes plus tard pour accepter sa proposition et, le soir même, Valls pour lui glisser : *« Au fait, il va y avoir un petit problème demain, j'ai donné une interview au* Point*. »* Un entretien *« assez fracassant »*, le prévient-il d'un ton léger, sur les 35 heures. Mais sur le fond, les deux hommes sont sur la même ligne, et le Premier ministre va devant le Medef dire que, lui aussi, il aime l'entreprise.
Valls et Macron, qui se font la bise, nouent une relation. Un vendredi sur deux, de 10 heures à 11 heures, ils se voient, à Matignon, avec Alexis Kohler et Véronique Bédague-Hamilius, leurs deux directeurs de cabinet. Entre eux ils appellent ça le *casual Friday*, même si Emmanuel Macron est le seul à retirer sa cravate. Ils vont aussi dîner au Marly au cours de l'été 2015 et le Premier ministre est invité à dîner à Bercy avec Maxime Leforestier.

« Les amis sont les meilleurs traîtres en puissance. »
Amélie Nothomb, *Métaphysique des tubes*

« Ensuite, honnêtement, pour sa loi, Emmanuel Macron fait un travail remarquable jour et nuit en commission. » Mais on signale à

Manuel Valls des crispations au sein de la majorité présidentielle socialiste à propos de l'assouplissement du travail le dimanche. Il va donc siéger en soutien à son ministre, le matin de la Saint-Valentin 2015, au banc du gouvernement. Le lendemain, Benoît Hamon fait savoir que lui et ses amis voteront contre. Le lundi, son équipe parlementaire l'alerte : *« On a un problème, il va nous manquer des députés. »* L'équipe Macron dit que ça passe. L'équipe de Matignon est formelle, ça casse. Ils décident, avec François Hollande, de convoquer un Conseil des ministres extraordinaire pour déclencher si nécessaire le 49.3. *« Emmanuel Macron le prend très mal, OK, sauf qu'il va bâtir une légende, un mensonge avec cette histoire. Il va laisser dire par son entourage que j'ai souhaité lui imposer le 49.3. C'est totalement faux. »*

En mars 2015, une rumeur lui arrive aux oreilles : *« Valls a imposé le 49.3 parce qu'il est jaloux de Macron. »* Lors du *casual Friday* suivant, Manuel Valls lui pose la question plusieurs fois, frontalement, sur ce bruit qui court. Son subalterne s'écrase : *« Écoute, tu as raison, ce n'est pas comme ça que ça s'est passé. »* Le Premier ministre demande à son ministre de démentir publiquement. Emmanuel Macron acquiesce, mais ne le fait pas.

À l'été 2015 vient le temps d'un petit remaniement. Quand François Hollande envisage de lui confier le ministère du Travail, Emmanuel Macron demande à élargir ce périmètre à celui de l'Industrie, mais n'obtient pas gain de cause. *« Au même moment, Michel Sapin nous informe qu'il y a beaucoup de dîners à Bercy avec les Macron. Qu'ils reçoivent le Tout-Paris et de nombreux responsables politiques, et qu'ils semblent afficher de grandes ambitions. Moi, à ce moment-là, je n'écoute pas. J'aurais dû. Quelques semaines plus tard, Emmanuel Macron est déçu de ne pas porter une nouvelle loi économique qui aurait intégré la réforme du marché du travail. Mais nous tranchons : c'est la nouvelle ministre du Travail, Myriam El Khomri, qui doit la porter. On me fait savoir qu'Emmanuel en conçoit de l'amertume envers moi. »*

Le 21 novembre, une semaine après les attentats, lors d'une intervention en conclusion de l'université des Gracques[5], le ministre de l'Économie affirme que la société française doit assumer une *« part de responsabilité »* dans le *« terreau »* sur lequel le

djihadisme a pu prospérer. *« C'est pour moi la première salve réelle, la preuve qu'il y a un problème avec Emmanuel Macron. Et là, clairement, je le corrige en rappelant qu'il ne peut y avoir aucune excuse à des actes terroristes. Au début de l'année 2016, je me retrouve engagé, et c'est une erreur, dans une course avec le ministre de l'Économie pour savoir qui est le plus réformiste. Nous imposons au président un texte de loi très libéral sur la réforme du travail. »* L'avant-projet fuite dans la presse trop tôt. Le PS se braque. La CFDT pose son veto. Manuel Valls renégocie la loi, mais est amené pour l'imposer à utiliser plusieurs fois le 49.3. Cette réforme provoque de violentes manifestations. Emmanuel Macron disparaît du projet.
En février 2016, à l'occasion d'un autre remaniement, alors qu'elle perd le ministère des Droits des femmes et conserve celui des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine demande à Manuel Valls de monter dans le protocole. Automatiquement, quelques ministres descendent dans l'ordre protocolaire, dont Emmanuel Macron. Son entourage crie alors à l'humiliation. *« La deuxième légende consiste à dire que j'aurais changé cet ordre protocolaire volontairement pour le rétrograder. C'est totalement faux. »* Pour Manuel Valls, ces « *légendes* » ne sont que les justifications a posteriori d'une trahison. Du storytelling pour enjoliver une félonie minutieusement planifiée.

« La trahison est une question de dates. »
André Thérive, *Essai sur les trahisons*

Un soir de mars 2016, les responsables socialistes dînent à l'Élysée. Autour du chef de l'État et du Premier ministre, le premier secrétaire du PS, les présidents de groupe à l'Assemblée et au Sénat. Tout à coup, le conseiller en communication de Manuel Valls, Harold Hauzy, l'appelle en lui demandant d'ouvrir la pièce jointe qu'il vient de lui envoyer. C'est une interview à paraître d'Emmanuel Macron au journal *Le Monde*. Valls le sanguin devient blême en lisant cet entretien où son ministre s'éloigne de son domaine autorisé, l'économie, se positionne sur la proportionnelle, marque sa distance avec la déchéance de nationalité, assure que la loi El Khomri ne va

pas assez loin. *« Je l'appelle avec ma grosse voix, j'avoue que je me laisse aller. »* Il lui ordonne de modifier son propos. Son ministre lui annonce que c'est impossible, que le journaliste a déjà tout écrit. *« Tu changes, parce que sinon tu vas avoir un problème. Tant qu'il te l'envoie pour relecture, c'est que ce n'est pas publié. Et de toute façon, le président va t'appeler. »* Manuel Valls se précipite vers François Hollande et lui demande de téléphoner à Emmanuel Macron. *« Imaginez une engueulade tout en douceur… »* Et l'interview est totalement édulcorée. *« Au* Monde*, ils sont fous furieux parce qu'ils tenaient une petite bombe. Mais le plus important, c'est que François Hollande aurait vraiment dû comprendre ce qui se préparait. »*

Le 16 mars, sur Europe 1, le ministre de l'Économie retrousse ses manches, puis lâche d'une toute petite voix : *« Bien sûr que je souhaite que François Hollande soit candidat. J'ai deux loyautés : l'une à mon pays, l'autre à mes idées. Et puis, j'ai des principes personnels et je sais à qui je dois d'être là : c'est à François Hollande. Ce n'est pas* La Comédie humaine. *Il y a des principes à respecter. »*

Le 6 avril, Emmanuel Macron annonce la création d'En Marche à Amiens, tout en prétendant que le parti qui porte ses initiales n'est *« pas un mouvement pour avoir un énième candidat de plus à la présidentielle »*. Huit jours plus tard, sur France 2, François Hollande lance un avertissement public : *« C'est, entre nous, non pas simplement une question de hiérarchie, il sait ce qu'il me doit, c'est une question de loyauté personnelle et politique. »* Le 21 avril, Emmanuel Macron lui répond dans *L'Est républicain* : *« J'ai une loyauté personnelle envers François Hollande. Je lui dois de m'avoir fait confiance et de m'avoir nommé au gouvernement. En même temps, lorsqu'un président nomme quelqu'un ministre, il le fait parce qu'il pense que c'est bon pour son pays, pas pour en faire son obligé. »*

Emmanuel Macron est convoqué à l'Élysée. Officiellement, pour parler de l'avenir d'EDF. En réalité, Manuel Valls l'attend avec un bazooka dans le bureau du président et Bernard Cazeneuve lui remonte les bretelles dans l'escalier d'honneur. Puis ils l'obligent à un démenti. Macron appelle l'Agence France Presse. Mais il ne

s'excuse pas. Il accuse les médias. Et il rode là une technique qu'il utilisera pour toutes ses petites phrases polémiques : le fameux *« sorti de son contexte »*. *« Dans cette interview, on ne veut sortir qu'une phrase de son contexte, parce que certains souhaitent affaiblir le président de la République. C'est insupportable* , affirme-t-il. *Il ne faut pas me faire dire ce que je n'ai pas dit. C'est ridicule. Au-delà de cette loyauté personnelle, il est légitime de vouloir proposer, rassembler et agir pour les idées auxquelles on croit. C'est mon cas. »* Sauf que *L'Est républicain* met en ligne une précision utile. *« Nous avons publié la phrase telle que prononcée par le ministre de l'Économie et enregistrée sur dictaphone. »* Cette explication laissera des traces entre les trois hommes : *« Hollande pense que ma réaction vis-à-vis de Macron est de la peur et une tentative de me débarrasser d'un rival encombrant. Je lui ai pourtant dit plusieurs fois : "Tu crois que je te dis ça parce que je pense qu'il veut ma place à Matignon, mais c'est la tienne qu'il vise." »*

Mardi 10 mai 2016. Question au gouvernement de Georges Fenech, député LR du Rhône : *« Nous apprenons par la presse […] que le ministre de l'Économie a […] effectué une levée de fonds pour, semble-t-il, son micro-parti En Marche. »* Sur le banc du gouvernement, Emmanuel Macron trépigne : *« C'est faux, je vais répondre. »* Manuel Valls cherche à le calmer, mais celui-ci insiste : *« Je peux le faire. Je préfère. »* Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, se penche vers Valls : *« On ne peut pas l'envoyer au front, c'est personnel. »* Valls acquiesce : *« C'est bon, je vais le faire »*, puis se lève devant la représentation nationale et, pendant qu'Emmanuel Macron regarde en hauteur en prenant un air de premier communiant, le Premier ministre tonne : *« Il n'y a eu aucune levée de fonds particulière pour je ne sais quelle association. […] Ce que je souhaite et ce que nous souhaitons tous, et tel est le cas, c'est que les membres du gouvernement soient pleinement, totalement engagés dans leurs tâches. »* Le spectacle commence quand il se rassoit. Seule une partie de l'échange qui suit a été rendue publique. En voici l'intégralité. Manuel Valls se penche sur sa droite. Son regard noir passe au-dessus des bras croisés de Myriam El Khomri et à travers Michel Sapin, qui semble apprécier la scène. Le Premier ministre

lance : *« Je viens de te défendre, mais dans une interview, tu te payes les élus. »* Une référence à une interview dans laquelle le candidat critique ceux qui lui reprochent de faire campagne tout en étant ministre : *« J'entends les gens qui me le reprochent. Mais qui sont-ils ? Des gens qui ont été chefs de partis et ministres eux-mêmes. Des gens qui ont été maires de grandes villes de province et ministres régaliens quand ils n'ont pas été maire et Premier ministre. Soyons sérieux. Que me reproche-t-on ? Le mélange des genres que ces gens ont systématisé ? Je ne fais pas partie de cette caste politique et je m'en félicite. Nos concitoyens sont las de cette caste*[6]*. »*

« Tu parles de qui ? Tu parles de ton ami Gérard Collomb ? Tu parles de Le Drian, des barons, demande Manuel Valls.

— *Non, non*, dément l'ambitieux d'Amiens.

— *Alors pourquoi tu dis ça ?*

— *C'est Juppé que je visais.*

— *Mais alors dis-le, dis : "C'est Juppé." C'est le maire de Bordeaux, c'est un ancien Premier ministre, pourquoi tu t'en prends à lui ? Tu n'es même pas un élu local. »*



Arc de triomphe, 8 mai 2017

« Il a sans doute – plutôt à raison – considéré comme inacceptable que je l'engueule devant les ministres et les députés », regrette presque aujourd'hui Manuel Valls. Quelques jours plus tard, François Hollande l'appelle : *« Macron va te contacter. Ne t'inquiète pas, il lance son parti à Amiens pour nous aider. »* Le Premier ministre est consterné : *« Alors là, François… »*

Le 12 juillet, Emmanuel Macron organise son premier meeting parisien à la Mutualité et ouvre grand les bras quand la salle scande *« Macron président ! »*. Le soir même, lors du dîner des dirigeants socialistes à l'Élysée, Manuel Valls fait partie de ceux qui demandent officiellement la tête d'Emmanuel Macron et ne comprennent pas

« l'aveuglement » du chef de l'État. François Hollande leur oppose deux arguments : *« C'est à lui de faire la faute et je ne veux pas passer mon interview du 14 Juillet à parler de lui. »*
L'attentat de Nice le jour de la fête nationale et l'assassinat du père Hamel, le 26 juillet, marquent l'été. Frédérique Espagnac, la fidèle attachée de presse de François Hollande, devenue sénatrice des Pyrénées-Atlantiques, déjeune avec le couple Macron au Pays basque et rapporte au chef de l'État qu'il va être candidat. Hollande ne bouge pas une oreille.

« La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée. »
Talleyrand, *La Confession de Talleyrand*

Le 26 août 2016, lors de leur *casual Friday*, Manuel Valls demande droit dans les yeux à Emmanuel Macron s'il compte quitter le gouvernement. Réponse mensongère : *« Non, pas du tout, je t'assure. »*
Et le mardi 30 août, Macron porte sa démission à François Hollande. Valls arrive à l'Élysée juste après : *« François est sous le choc. Emmanuel l'a embrassé, l'a pris par les sentiments. J'appelle Emmanuel pour lui dire que c'est dommage, qu'il fait une erreur. Et je me plante totalement parce que je lui explique qu'il y aura toujours un candidat socialiste qui l'empêchera d'être au second tour »*, raconte-t-il avec un rictus d'autodérision.
Le lendemain, à Évry, Manuel Valls se fait donneur de leçons : *« Il n'y a pas de destin personnel en dehors du collectif, il n'y a pas de destin individuel dans l'ambiguïté. On ne peut pas partir, on ne peut pas déserter. Ce que l'on doit aux Français, c'est de la loyauté. On ne s'improvise pas candidat à la présidentielle. »* François Hollande lui confie alors : *« La seule chose qui me rassure, c'est qu'il m'a promis de ne rien dire tant que moi-même je ne me suis pas prononcé. »* Le 16 novembre 2016, François Hollande assiste à un sommet à Marrakech et ne s'est pas encore prononcé. Emmanuel Macron annonce sa candidature à Bobigny.
Le 17 janvier 2017, veille de la parution de la fascinante tribune d'Édouard Philippe citée plus haut, la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron n'a pas encore totalement décollé. Et celle de

Manuel Valls ne s'est pas encore totalement crashée. Les deux hommes sont alors en Bretagne. Emmanuel Macron prend un porcelet dans ses bras lors de la visite d'une exploitation à Moustoir-Remungol, près de Lorient. Au même moment, Manuel Valls sort de la mairie de Lamballe, en compagnie de Jean-Yves Le Drian. Un jeune chevelu s'approche et le gifle. *« Ça va, ça va, ça va »*, lance Manuel Valls d'une voix métallique à ses gardes du corps qui se sont jetés sur l'assaillant et l'ont plaqué au sol. Mais l'image est terrible. Plus que le profil de l'agresseur, à mi-chemin entre l'autonomiste breton et le fan de Dieudonné qui veut faire parler de lui, c'est l'absence de message de compassion pour Manuel Valls qui surprend ; au contraire, les tweets jubilatoires pullulent[7].

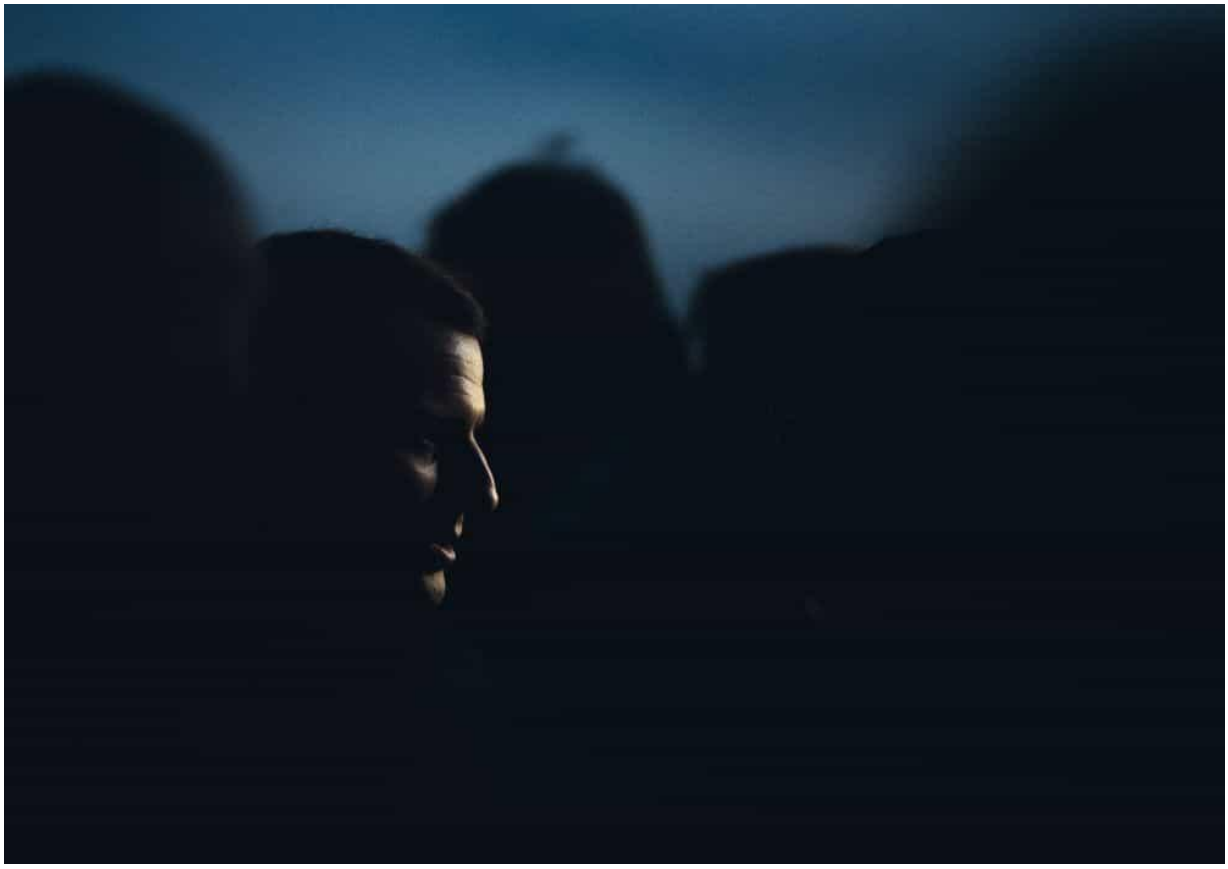
Cinq ans plus tard, voici donc, pour nous, Manuel Valls en thérapie introspective : *« Comme Hollande s'est dérobé, je deviens à l'époque l'incarnation de tout le quinquennat. Après coup, je vois bien mon durcissement dans l'opinion, y compris dans mes traits physiques, dans ma voix. Je ne suis plus que dans la dureté : le terrorisme, la loi travail, les problèmes avec les frondeurs et Macron. Mon personnage se réduit à ça. La gifle incarne pour moi la violence politique et donc physique qui s'ensuit. Je n'avais pas compris que j'étais déjà en train de devenir LE traître. »*

Manuel Valls parcourt une partie de la galerie des glaces acérées des plus grands traîtres de la V^{e} République. *« Celui qui trahit et qui gagne n'est pas un traître. »* Le jeune Jacques Chirac est pour lui *« le traître par excellence, parce qu'il brise le parti gaulliste pour soutenir Valéry Giscard d'Estaing »*. Vient ensuite le jeune Nicolas Sarkozy, qui rejoint Édouard Balladur au détriment de Jacques Chirac, *« avec qui il avait une relation filiale, exactement comme Macron et Hollande »*. *« Mais la différence entre Chirac, Sarko, Macron et moi, c'est que, dans des circonstances très différentes, Sarkozy et moi, on perd. Chirac devient Premier ministre, bingo. Emmanuel devient président, bingo. Sarkozy fait une traversée du désert, pas bingo. Et moi, pas bingo du tout. En plus, je ne subis pas une simple défaite politique, c'est mon univers qui s'écroule, le Parti socialiste qui disparaît. Mon erreur, souvent, c'est de considérer que j'ai le devoir de dire ce que je pense. »*

« La trahison peut être le fait d'une intelligence supérieure, entièrement affranchie des idéologies civiques. »
Paul Léautaud, *Passe-temps*

« DÉCLARATION D'ENGAGEMENT. » Vingt-deux lettres majuscules blanches sur fond rouge. La preuve de sa trahison. *« Je m'engage à soutenir publiquement le.la candidat.e qui sera désigné.e à l'issue des élections primaires citoyennes et à m'engager dans sa campagne. Date : 15 décembre 2016. Signature : Manuel Valls. »* François de Rugy a signé le même papier, mais son parjure lui a offert un ministère d'État et la présidence de l'Assemblée nationale[8]. Manuel *« pas bingo »* Valls, lui, est devenu un mème[9]. Il incarne l'opportuniste prêt à tout pour devenir ministre pendant le quinquennat Macron, selon certains observateurs qui en font la cible récurrente de leurs photomontages ou de leurs tweets narquois. Il faut dire que, comme toujours, il y était allé fort. Par exemple, lors du débat du premier tour de la primaire de gauche. À la question : *« Soutiendrez-vous le vainqueur quel qu'il soit ? »*, il répond : *« Oui, c'est pour ça que je veux gagner. »* Il s'était même fait, comme souvent, donneur de leçons : *« Moi, je respecte les règles. D'ailleurs, j'ai toujours respecté les règles et ça n'a pas toujours été le cas de Benoît [Hamon] au cours de ces deux dernières années. »* Le soir de sa défaite[10], devant les drapeaux tricolores et européens et son éphémère logo #Valls2017 : *« J'ai depuis toujours le sens de l'action collective et de la loyauté. Je suis profondément attaché au respect des engagements pris. Benoît Hamon est désormais le candidat de notre famille politique. »*
« Je ne parrainerai personne et je n'ai aucune leçon de loyauté à recevoir », lance-t-il encore, le 14 mars 2017, devant ses fidèles, lors d'une réunion à huis clos à l'Assemblée. Deux semaines plus tard, le 29 mars, sur BFM, le perdant de la primaire lâche publiquement le candidat socialiste et appelle à voter dès le premier tour pour Emmanuel Macron. *« Oui, j'ai signé la charte de la primaire, mais l'intérêt du pays va au-delà des règles d'un parti ou d'une commission »*, se justifie-t-il. Mais le candidat En Marche stoppe immédiatement son élan, sur Europe 1 : *« Je le remercie, [mais] je serai le garant du renouvellement des visages, du renouvellement*

des pratiques. » Et les socialistes se déchaînent : *« @manuelvalls tu nous fais honte »*, tweete Patrick Mennucci ; Arnaud Montebourg (qui reconnaîtra cinq ans plus tard avoir voté Mélenchon au premier tour) ajoute : *« Chacun sait désormais ce que vaut un engagement signé sur l'honneur d'un homme comme Manuel Valls : rien. Ce que vaut un homme sans honneur. »* En Marche *« devient l'usine de recyclage des opportunistes de tous bords de la politique française et croyez-moi, il y a du monde sur le paquebot »*, estime un expert en la matière, le vice-président LR, Laurent Wauquiez.



Une discussion s'engage avec François Bayrou. *« L'idée avec Bayrou, ça aurait été de bâtir une majorité présidentielle avec un pilier central LREM, un pilier à droite avec Bayrou et un pilier à gauche, social-démocrate, avec moi. »* Mais Emmanuel Macron ne veut pas des socialistes qui menacent l'équilibre de son *« en même temps »* – une époque lointaine où Emmanuel Macron craignait de paraître trop à gauche. *« Je n'ai pas pris conscience que soutenir un*

autre candidat que celui qui emportait la primaire de la gauche allait faire de moi le traître, analyse Valls. *Il était naturel pour moi, au fond, de rallier Emmanuel Macron, parce que je voyais la chute de Benoît Hamon et un deuxième tour possible et désastreux pour le pays entre François Fillon et Marine Le Pen. Les gens de gauche qui font le même chemin que moi en votant Macron, il y en a un sacré paquet. Des dirigeants aussi, comme Jean-Yves Le Drian ou Bertrand Delanoé. Si on relit Shakespeare, on se rend compte que la trahison est permanente dans l'Histoire. »*

Est-on ici chez Hamlet et Claudius ? Ou dans la mythologie du fratricide, Abel contre Caïn ? Ou chez Walt Disney ? Manuel Valls a au moins un point commun avec le plus grand méchant de tous les dessins animés : Scar du *Roi Lion*. Tout comme lui, il a une cicatrice sur l'arcade sourcilière gauche. Tout comme Scar, il se pense écarté du trône en raison du droit d'aînesse. Reste à savoir si son comportement est comparable à celui de Scar dans la scène mythique où il précipite son frère, le roi Mufasa (François Hollande), vers une mort certaine, piétiné par une meute de gnous. Mais ce qui est certain, c'est qu'Emmanuel Macron, lui, se prend pour Simba, le petit prince trop cool, fils de Mufasa et neveu de Scar, quand, le 1er décembre 2016, il explique par téléphone à son équipe, dans une séquence extraite du documentaire *Les Coulisses d'une victoire*[11], diffusé sur TF1 le 8 mai 2017 : *« Pour beaucoup de militants hollandais, le report sur Valls sera très compliqué. Là-dessus, il faut dire que moi j'ai quitté le gouvernement pour ne pas assister à ce cynisme et au spectacle de ceux qui, la main sur le cœur, faisaient montre de générosité et de soutien au président. On l'a vu ces derniers jours, ces dernières semaines, ça a été un* impeachment *de l'intérieur. Une vraie trahison sans prise de risque personnelle. S'il y a un traître, quelqu'un qui a flingué Hollande, c'est Valls. »*

« C'est pour moi une période d'humiliation où mon seul objectif est de ne pas crever. Et je vais devoir faire un truc qui va être extrêmement compliqué à comprendre, juste une manière de me débattre. » Et c'est ainsi que le lendemain de la diffusion du documentaire, dans la matinale de RTL, Manuel Valls prend un air assuré et annonce : *« Je serai candidat de la majorité présidentielle aux élections législatives et je souhaite m'inscrire dans ce*

mouvement qui est le sien, La République En Marche. – Et vous vous êtes assuré qu'En marche acceptait votre candidature ? » l'interroge Yves Calvi. *« Je prends mes responsabilités, je ne demande rien. »* Quelques secondes plus tard sur Europe 1, Benjamin Griveaux l'humilie : *« Il n'a pas été investi par la Commission nationale d'investiture, ou alors sa candidature m'a échappé. Il aurait dû déposer sa candidature comme chacun puisque la règle est la même pour tous. Premier ministre ou non, la procédure est la même pour tous. Il lui reste 24 heures. »* Le porte-parole du candidat annonce ensuite sur un autre plateau[12] avoir reçu plusieurs dizaines de mails de militants qui se plaignent de l'arrivée de l'ex-Premier ministre. Mais, de son côté, Manuel Valls a entendu les rumeurs de noms de candidats LREM qui rêvent de sa circonscription. Il a fait ses calculs. Jean-Luc Mélenchon y a fait 32 %. Il sait que s'il a un candidat LREM face à lui, il est mort. Donc, il s'arrange avec la réalité en annonçant qu'il a l'investiture alors qu'il n'en est rien. Quand Jean-Paul Delevoye, président de la commission, lui rend visite dans son bureau de l'Assemblée nationale pour lui demander de décliner son CV, *« une discussion surréaliste »* s'ensuit : *« Je lui ai dit : "On sait qui je suis, vous n'avez pas besoin de tout ça, c'est une plaisanterie." »* Il finit par envoyer un SMS à Emmanuel Macron, juste avant la date butoir de dépôt des listes, le 10 mai : *« Ce n'est pas possible que tu fasses tout pour battre un ancien Premier ministre qui en plus t'a apporté son soutien aux deux tours. »* Réponse : *« Je m'en occupe. » « Je pense qu'il l'a fait, et avec le recul, je crois que ce n'est pas par sentimentalisme. Ils se sont juste dit : "Se payer Valls sciemment, ça va se voir." »*

Le 11 mai, la décision tombe. Il n'aura pas l'investiture. Mais il n'y aura pas de candidat LREM face à lui. Et Valls gagne avec 749 voix d'avance. Emmanuel Macron l'a épargné.

Entre août 2016 et août 2018[13], les deux hommes n'ont aucune conversation. Ils se croisent, deux fois. D'abord le 24 février 2017, parmi les 3 000 personnes réunies dans la cathédrale d'Orléans pour les obsèques de Xavier Beulin, le patron de la FNSEA. Et la seconde fois, le 25 avril, à la préfecture de police de Paris, pour l'hommage national à Xavier Jugelé, ce policier tué sur les Champs-Élysées. Ils se saluent sans se parler.

Lors des législatives, les choses ne se gâtent pas uniquement pour Manuel Valls : *« Ils mettent un candidat devant tous mes copains, il les bute un par un. »* Ainsi, malgré son soutien (tardif) à Emmanuel Macron fin mars, Malek Boutih, l'ancien président de SOS Racisme, proche de Manuel Valls, n'obtient pas l'étiquette LREM ; il est éliminé au premier tour dans sa 10e circonscription de l'Essonne. Juste à côté, dans la 9e circonscription de ce même département, LREM fait éliminer Romain Colas, l'héritier de Thierry Mandon, ancien secrétaire d'État de Manuel Valls. En Vendée, son fidèle Hugues Fourage subit le même sort. Tout comme le député PS sortant de Gironde, Gilles Savary.
Plus que celle du chef de l'État qui n'a, selon lui, que *« laissé faire »*, Manuel Valls y voit la revanche d'une partie des strauss-khaniens : *« Les Griveaux, Séjourné, Attal, je ne les connaissais pas. C'est pas du mépris. C'est juste pas ma génération. Eux, ils ont vu se dérober le pouvoir le 14 mai 2011. Mais je n'y suis pour rien, je n'ai pas organisé le Sofitel… Ils ont eu mal quand ils m'ont vu débarquer avec Hollande alors qu'on n'était pas dans le coup avec Dominique Strauss-Kahn. Je suis sans doute alors une sorte d'adversaire dangereux pour eux. J'ai constaté qu'une partie du macronisme, souvent les plus jeunes, s'est construite contre moi. J'étais l'anti-Macron, notamment sur la question du terrorisme et de la laïcité. »*

« Un traître est celui qui quitte son parti pour s'inscrire à un autre ; et un converti, celui qui quitte cet autre pour s'inscrire au vôtre. »
Georges Clemenceau

En octobre 2018, Manuel Valls démissionne de son mandat de député français pour se porter candidat à la mairie de Barcelone. En mai 2019, il n'obtient que 13,2 % des voix. Mais il a gardé le contact avec Paris. Il parle avec Jean-Michel Blanquer et Olivier Dussopt. Il déjeune à Madrid avec Gérald Darmanin, dîne avec Jean Castex. Il est consulté par Marlène Schiappa sur le séparatisme. Il échange avec Christophe Castaner au moment de la crise des Gilets jaunes. Il rédige quelques messages à l'intention du chef de l'État : une alerte sur MédiaPro en l'incitant à se méfier de leur fonds chinois et

un petit mot de soutien quand Emmanuel Macron attrape le Covid. Il lui enverra son livre dédicacé[14]. Fin janvier 2020, ils passent une heure ensemble à l'Élysée et au printemps suivant, l'ancien Premier ministre est consulté par son ancien rival sur sa vision de la sortie de crise au moment du premier déconfinement. Mais le passif entre les deux hommes est trop lourd. Chacun voit en l'autre un Judas, un méprisable Iznogoud qui a toujours voulu être calife à la place du calife et détrôner le gentil Haroun El Poussah *aka* François Hollande. *« Au fond, Emmanuel est guidé par une vision assez messianique. Il pense sincèrement que son élection va créer une catharsis, rendre les Français heureux et faire disparaître les sujets difficiles. On est tous un peu bluffées par le panache. Il est un feu follet, un jeune Bonaparte des temps modernes dont la conquête étonne le monde. Il a un talent dingue, un leadership incontestable, mais il ne va pas au contact, il est plutôt dans l'évitement. Sauf qu'Emmanuel Macron avance masqué. Il cache son jeu parce qu'il est dans une stratégie politique. Comme s'il ne voulait jamais être prisonnier d'une logique collective. Le vrai reproche que je fais est moins à Emmanuel Macron qu'à François Hollande. En termes d'éthique politique, vous n'avez pas le droit de faire ça quand vous faites partie du gouvernement. Aujourd'hui, lui-même n'accepterait pas ça de la part d'un de ses ministres. Jamais un président ne doit permettre qu'un ministre ait un autre agenda, surtout un agenda aussi ambitieux. Il a fait preuve d'une grande duplicité à l'égard du président et envers moi. Il a su jouer de nos naïvetés. Moi, je romps quand le PS est déjà détruit, mais lui est totalement libre. Je lui envie cette liberté. Je n'ai aucun remords de mes quarante ans de vie politique, mais c'est vrai que j'aurais aimé avoir cette audace. »* L'audace de la trahison.



1 - Entretien avec les auteurs le 4 octobre 2016, au palais des Congrès de Strasbourg.
2 - Lors du débat télévisé de la primaire LR, le 17 novembre 2016.
3 - Entretien avec les auteurs, le 18 novembre 2016.
4 - In *« La campagne côté droite. En latin, on dit “ambilans” », Libération*, 18 janvier 2017.
5 - Université d’été d’un collectif fondé par d’anciens collaborateurs des gouvernements socialistes.
6 - *« Emmanuel Macron : “ Être utile à mon pays dès maintenant” »*, *Sud-Ouest*, 9 mai 2016.
7 - Le lendemain matin, il est invité de la matinale de France Inter et un auditeur lui lance : *« Je ne sais pas si tu trouves ça normal ou pas, mais moi je pense que la claque, en fait, on est 66 millions à vouloir te la mettre. Enfin, c’était juste trop bon, sans déconner. »*
8 - Avant que son manque de sens politique qui lui fait effectuer 64 000 euros de travaux d’embellissement de son logement de fonction, dont 17 000 euros pour un dressing, en pleine vague de manifestation des Gilets jaunes, et les photos de ses dîners avec homards mises en ligne par Mediapart, conduisent à sa démission.
9 - Sur internet, un mème est une parodie massivement reprise, créant le buzz.
10 - Benoît Hamon emporte 58,65 % des voix, Manuel Valls, 41,35 %.
11 - Réalisé par Yann L’Hénoret.
12 - Dans *C à vous* sur France 5.
13 - Quand Macron apprend son départ prochain à Barcelone, les deux hommes se verront longuement.
14 - *Pas une goutte de sang français*, Paris, Grasset, 2021.



1er SEPTEMBRE 2014
2 135 jours dans la bulle Macron
6 JUILLET 2020

Sibeth Ndiaye
et les cygnes noirs

L’expression surgit plusieurs fois au cours de nos entretiens avec Sibeth Ndiaye. Par exemple, lorsqu’elle évoque les gros ratés du pouvoir au début de la crise du Covid-19, l’ancienne porte-parole du

gouvernement reconnaît : *« Une erreur a été faite, personne n'a jamais imaginé le* black swan *du principal fabricant de masques dans le monde, la Chine, en* lockdown *à cause du Covid. » Black Swan* ? L'expression tire son origine d'un best-seller mondial, *Le Cygne noir. La Puissance de l'imprévisible*[1], publié aux États-Unis en 2007 par un trader devenu philosophe nommé Nassim Nicholas Taleb. Passée dans le langage courant, elle désigne un événement aux conséquences exceptionnelles qui prend par surprise et pour lequel la nature humaine a tendance à chercher des explications rationnelles (voire erronées). L'invention de la roue, l'éruption du Vésuve, le krach boursier d'octobre 1987, le succès d'*Harry Potter* et l'émergence d'internet sont des cygnes noirs. Sibeth Ndiaye en a vu trois de très près. L'élection d'Emmanuel Macron, la crise des Gilets jaunes, le Covid-19 sont les cygnes noirs de Sibeth Ndiaye.

Un cygne noir nommé Emmanuel Macron

Avant l'irruption d'Emmanuel Macron dans le paysage politique, Sibeth Ndiaye, issue d'une famille sénégalaise très aisée, est une socialiste contrariée, une strauss-kahnienne perdue chez Arnaud Montebourg. Chargée de mission presse et communication du ministre du Redressement productif pendant neuf mois, elle côtoie de loin un secrétaire général adjoint de l'Élysée chargé de l'économie « *qui a l'air très smart »*. C'est le bras droit de ce dernier, Alexis Kohler, qui la recrute à la fin de l'été 2014 pour occuper le même poste auprès d'Emmanuel Macron.

De septembre 2014 à septembre 2016, elle suit l'ambitieux ministre de l'Économie dans tous ses déplacements, et devient aussi omniprésente qu'invisible auprès d'un homme auquel elle parle peu. Le jour où il démissionne du gouvernement, elle s'apprête à quitter Bercy et transmet simplement la liste des journalistes politiques à l'équipe de campagne du nouveau parti qu'il vient de lancer. Tous ensemble posent pour une photo sur le toit du ministère avant une fête de fin de cabinet chez Philippe Martin, conseiller économique. C'est lors de cette fête qu'Alexis Kohler – encore lui – la convainc de tenter l'aventure En Marche.

Deux semaines plus tard, la voici qui monte au quatorzième étage de la tour Montparnasse, premier QG d'Emmanuel Macron. *« En*

Marche est alors une coquille vide », s'étonne-t-elle encore. Elle commence par passer trois semaines à consolider le tableau Excel des journalistes politiques qu'elle a croisés à Bercy et qu'elle doit maintenant chérir pour mener son poulain au pouvoir. Elle met sur pied le service de presse et reprend la même fonction qu'auparavant auprès de son patron. Elle punaise sur son mur une petite carte de France des journaux. *« Dans ce que nous avons construit de son identité, on a beaucoup travaillé sur l'image qu'il donnait dans la presse quotidienne régionale, en considérant que la presse parisienne est extrêmement politisée, avec des journalistes aux opinions assez tranchées. Avec eux, je fais uniquement du* damage control*. Et combien de* Libération *sont vendus à Dijon ? Perdu pour perdu, on s'est donc beaucoup focalisé sur la PQR. Je me disais que ce mec allait contribuer à changer la politique en France. Il a, quels que soient ses défauts, une capacité presque divinatoire à lire l'avenir et à sentir les choses. »* La Franco-Sénégalaise l'écoute, captivée, développer sa vision de la montée des populismes dans le monde et de la reconstruction des grandes puissances, elle voit se construire, à travers son engagement européen, une vision *« très très puissante »* pour le continent, elle tend l'oreille, subjuguée, quand mi-2015 il arrête le convoi sur une aire d'autoroute pour échanger longuement avec Yánis Varoufákis, alors ministre grec des Finances, dont le pays est au bord du gouffre. *« C'est rare de rencontrer quelqu'un avec cette puissance intellectuelle. Pour autant, est-ce que j'ai tout de suite vu en lui un président ? Absolument pas. »*

« En Marche est alors une coquille vide. »

Leur relation change progressivement. Emmanuel Macron s'interrompt parfois, hilare, au beau milieu de ses réunions, pour la regarder revisser le piercing qui troue sa langue. Elle se met à le tutoyer en privé : *« Avec le temps s'est créée une relation autre que pro à partir du printemps 2016, lorsque ma mère est décédée et qu'il m'a offert* Journal de deuil*, de Roland Barthes. J'ai énormément d'affection pour lui et je pense que c'est réciproque. »* Il lui prête la

saison 3 du *Bureau des légendes*. Elle le chambre sur son plat fétiche de campagne, la salade César de La Rotonde, *« le truc le plus dégueu du monde »*, qu'il se fait livrer rituellement à son QG. *« J'ai bâti avec lui une relation assez particulière en lui offrant l'assurance de toujours lui dire la vérité, que ce soit sur lui ou sur notre action de majorité présidentielle. »*

Les sondages décollent. François Hollande renonce. François Fillon est pris dans l'affaire Pénélope. François Bayrou se rallie au candidat LREM. Emmanuel Macron, cygne noir de la présidentielle 2017, est élu. Et Sibeth Ndiaye devient la nouvelle directrice de la communication de la présidence de la République.

Son bureau, dont la fenêtre ronde donne sur la cour d'honneur, est souvent le dernier allumé. Elle a désormais 120 personnes sous ses ordres. Elle co-gère avec Ismaël Emelien la cellule web, constituée des inséparables Missak-Olivier-Juliette, le trio qui a créé et entretenu toute l'empreinte numérique d'Emmanuel Macron, les geeks militants qui ont les codes de son compte Twitter cumulant 7 millions d'abonnés. Elle anime également le travail de Joé Naturel, le responsable de la vidéo, l'homme dont on peut lire le nom dans les remerciements de McFly et Carlito, le duo de YouTubeurs dont le concours d'anecdotes avec le président a été vu par 15 millions de personnes en mai 2021. Sibeth Ndiaye est aussi la patronne de la photographe officielle Soazig de La Moissonnière et du scénographe Arnaud Jolens avec qui *« c'est très compliqué, parce qu'il est très indépendant »*. Vient ensuite le service de presse : sept attachés de presse et quatre coordinateurs. Un imposant service de veille lui remonte en permanence ce qui se dit sur Emmanuel Macron à la télévision, à la radio et sur internet – ce qui donne dans son jargon un peu *OK Boomer* : *« Tu es obligé de savoir en permanence ce qu'il se passe sur le ".fr". »* Un *«* bot *»* lui signale les *tweets* les plus repris. Les salariés LREM lui remontent des alertes. Ses community managers surveillent les comptes clefs via une boucle Telegram dédiée. Elle centralise la production des nombreux employés du palais de l'Alma qui gèrent et scannent le courrier reçu. Et les douze standardistes de l'Élysée lui font une synthèse écrite des appels qui lui donnent une « coloration ». Elle quitte son bureau, chaque soir, vers 23 heures, après avoir lu les gros titres de la presse du

lendemain, et passe souvent une tête dans l'un des deux bureaux d'Emmanuel Macron. Elle sent qu'il ne faut pas rentrer dans le bureau d'angle quand il écoute de la musique. Quand il n'y a pas de musique, ils débriefent leur journée. Parfois, avec légèreté, elle ose blasphémer contre Némo, le chien adoré du président. Comme le soir où le labrador manque de s'étouffer en avalant une claquette de piscine : *« Ton chien est quand même complètement con. »* D'autres soirs, elle le sent profondément grave. Le 21 février 2018, quand le chef de l'État apprend le décès de l'adjudant Émilien Mougin et du maréchal des logis Timothé Dernoncourt, du 1er régiment de spahis, morts pour la France au Mali, elle le voit profondément affecté et partage sa tristesse*. « Quand il avait mal, j'avais mal pour lui. Notre très grande affection s'est forgée dans le partage de la douleur. »* Pour autant, il reste son boss. *« On m'a dépeinte comme une espèce de duègne prête à tout sacrifier pour lui, ce qui ne correspond que partiellement à la réalité. Si j'ai été capable de tout sacrifier pour lui, c'est exclusivement parce que professionnellement, c'était ce qu'il fallait faire. »* Alors, oui, même si elle a deux ans de moins que lui, Sibeth Ndiaye a bien chaperonné Emmanuel Macron. Intensément. Elle l'a même maquillé. *« Chaque fois qu'un truc a cloché, j'ai toujours considéré que je ne l'avais pas assez protégé. Euh… Il déteste cette phrase donc je ne vais pas la prononcer. Bon, tant pis. Je le dis. Mon travail était aussi de le protéger, parfois de lui-même. »* Les vrais proches d'Emmanuel Macron se reconnaissent à l'énergie qu'ils déploient pour prétendre qu'ils ne le sont pas. Ils savent que, farouchement attaché à sa liberté, il déteste ceux qui se vantent dans la presse d'avoir une véritable influence sur lui. *« Se vanter de sa proximité puis s'en servir, comme l'a fait Alexandre Benalla, pour obtenir des choses, je trouve ça dégoûtant. »*



En réalité, Sibeth Ndiaye est moins une duègne qu'une boxeuse. Derrière sa bonne humeur permanente, derrière son sourire de façade et sa façon enfantine de vérifier que les micros fonctionnent en chantonnant *« 1, 2, 3, promenons-nous dans les bois »*, Sibeth Ndiaye est une vraie cogneuse. Une boxeuse qui joue d'abord en contre, en enregistrant systématiquement sur l'un de ses deux iPhone toutes les conversations d'Emmanuel Macron avec les journalistes, *« au cas où elles soient mal retranscrites »*. Une boxeuse qui encaisse et repousse physiquement le mur des caméramans et des photographes marchant à reculons devant son candidat à chacun de ses déplacements. Une boxeuse qui gère d'une poigne de fer la liste des accrédités. *« J'étais payée pour faire une belle image. Mon obsession, ma certitude, c'est que plus il y a*

de monde autour du PR, moins l'image est bonne. Donc ça veut dire que j'autorisais un seul journaliste de presse écrite, une seule radio, une seule télé, plus mon équipe com'. Pour les photographes, j'étais un garde-chiourme, je pense qu'ils me haïssaient. » Une boxeuse qui devient comme un prolongement d'Emmanuel Macron et esquive quand elle sent que les échanges avec la presse durent trop en hurlant *« dernière question »* au beau milieu de l'interview. *« Je pressentais la question qui allait amener le dérapage parce qu'il était énervé ou fatigué, donc le moment où il fallait le sortir. »* Une boxeuse qui multiplie les uppercuts par SMS, WhatsApp et Telegram aux journalistes dont elle n'apprécie pas la production. Ses crochets prennent alors la forme de messages qui allient une langue de bois aussi dure que les abdos de Mohamed Ali à un humour parfois narquois, avec ou sans émoticônes, dans un langage digne de l'argot du ring et, selon le degré de son courroux, de menaces voilées de ne plus pouvoir approcher son patron. Et quand elle décroche son téléphone, ses colères sont aussi spectaculaires que sans lendemain. Heureusement, la boxeuse n'est pas rancunière. Mais elle s'est fait beaucoup d'ennemis.

Son principal punching-ball, ou son sparring-partner selon les jours, est le bandeau BFM.

Autre mission pour la bagarreuse en chef de la macronie : faire la police en interne. *« Mon job est aussi de tancer vertement les conseillers du président en leur disant "gnagnagna, vous avez interdiction de parler à la presse" et le job des journalistes est d'aller copiner avec les mêmes conseillers pour grappiller des infos. Chacun fait son taf. Que le meilleur gagne. »* Son principal punching-ball, ou son sparring-partner selon les jours, est le bandeau BFM, la zone de texte en bas de l'écran. La première chaîne d'info est allumée, très souvent sans le son, dans autant de bars que de rédactions et dans tous les lieux de pouvoir, dont l'Élysée. C'est la raison pour laquelle le bandeau est devenu un enjeu crucial de la vie

politique française. Un bandeau que la boxeuse trouve souvent trop réducteur. *« J'en étais quand même arrivée à conseiller aux ministres de parler par séquence de six mots, parce que c'est ce qui rentre dans le bandeau BFM, ce qui est une folie. On se fait suer à avoir un joli langage pour se faire réduire à une phrase digne d'un enfant de 4 ans. C'est une logique que je refuse. Donc j'ai souvent appelé la chaîne. J'engueulais le mec en plateau pour que ce soit changé et quand ça ne suffisait pas, je pouvais monter plus haut. »*
Parfois la boxeuse trouve le président trop tendre, même s'il prend des cours de boxe avec ses gardes du corps dans les sous-sols du Palais et au Touquet : *« Dans le boulot, je peux me montrer très dure ; lui en est parfaitement incapable. Quand il aime les gens, il a du mal à être tranchant. Sauf que tu ne peux pas satisfaire tout le monde. Sa volonté d'harmonie, son "en même temps" l'ont conduit à des contorsions qui m'ont parfois exaspérée. Il finit par trancher après un processus itératif extrêmement long. Ça m'a souvent fatiguée. »*
Autre trait de caractère d'Emmanuel Macron qui l'irrite : *« Il s'occupe trop de sa com' quand il est angoissé et pas du tout quand ça va. »* Ce qui se traduit alternativement par une rafale de messages nocturnes ou par une absence totale de réponse à ses notes. Dernier axe d'attaque (bienveillant) : *« Il ne s'aime pas du tout en photo. Il n'est pas narcissique quand il s'agit de son image, mais le devient quand cela concerne ses écrits. Donc c'est l'enfer de lui écrire un discours – demandez à ses plumes. »*
Dès le début du quinquennat, celle qui aime se définir comme l'ombre d'Emmanuel Macron et prétend détester la lumière la prend quand même beaucoup. Elle est, à son insu assure-t-elle, la véritable héroïne du documentaire de Yann L'Hénoret, *Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire*, une découverte pour 4 millions de personnes sur TF1, au lendemain de l'élection. Au Touquet, devant la résidence secondaire des Macron, elle se prête, lors des deux tours des élections législatives de juin 2017, au jeu des selfies avec les groupies du président qui lui demandent des autographes. Elle est, avec Brigitte Macron, quasiment la seule femme et surtout la plus influente (au début du quinquennat) dans l'entourage du chef de l'État. Une des très rares personnes, avec la poignée surnommée

le « commando », à l'appeler par son prénom en privé.
Au printemps 2019, elle entre officiellement dans la lumière, en devenant porte-parole du gouvernement et invitée permanente à la télévision. *« Et je me fais immédiatement attaquer sur mon physique. Il ne faut jamais dire que c'est injuste, mais bon, il y a quelque chose sans doute qui passe moins bien avec moi qu'avec d'autres. »*



Sibeth Ndiaye n'a jamais parlé ni de son sexe ni de sa couleur de peau avec Emmanuel Macron. *« Il a mis du temps à s'apercevoir que j'étais une femme. Le genre n'est pas déterminant dans ses relations humaines. Et je me comporte comme un mec, j'aime la baston et les gros mots. Devant moi, il pouvait fumer son gros cigare en partageant des blagues osées. C'était notre manière de plaisanter. »* Elle regarde ses téléphones. C'est elle qui a soigneusement aligné les deux iPhone du président sur le bureau, dans le coin inférieur gauche de la photo officielle affichée dans

toutes les mairies de France. À ceux qui s'étranglent, elle répond dans un grand rire que, Cocorico, elle a fait en sorte que le petit coq doré qui orne le sommet de l'encrier se reflète dans l'écran du téléphone américain. Dans son répertoire, le président est sous pseudo et elle efface systématiquement toutes leurs conversations Telegram, *« parce qu'il y a vraiment des trucs que les gens ne doivent pas lire »*. Trouve-t-elle que le président a conservé sa joie de vivre, cette forme de candeur si palpable pendant la campagne ? La réponse fuse : *« Non. Il l'a perdue en grande partie. Mais il fait encore de grosses blagues. »*

La couleur de peau de sa fidèle conseillère éclate aux yeux d'Emmanuel Macron le 20 juin 2015, précisément. Alors que le ministre de l'Économie déambule dans le salon du Bourget, entouré de journalistes et de ses conseillers, il remarque que le service d'ordre bloque systématiquement Sibeth Ndiaye. Une fois. Deux fois. Trois fois. *« À la fin, il est venu me voir et m'a serrée dans ses bras. Il a compris un truc ce jour-là et après, il s'est toujours assuré que j'étais présente. »* Mais le président n'est pas toujours là.

« Une partie de la France est encore tout simplement raciste, c'est la réalité. »

Le 8 mai 2019, son chauffeur la dépose à quelques mètres de l'Arc de triomphe. Juste devant elle, son collègue Julien Denormandie marche très vite et passe le contrôle de sécurité. La porte-parole du gouvernement avance vers un homme, visage fermé, qui lui refuse le passage : *« Non madame, c'est le passage des officiels ici. »* L'officier de sécurité de la secrétaire d'État s'avance immédiatement et lui montre sa carte professionnelle. *« Cela n'a même pas duré deux secondes, mais ça m'a marquée. »*

Le 14 juillet suivant, elle s'installe place de la Concorde, dans la tribune présidentielle, un bandeau rouge dans les cheveux, vêtue d'un pantalon tricolore, d'une longue veste bleue et d'un tee-shirt blanc sur lequel on peut lire « Tous les garçons et les filles ». Déluge de réactions sur sa tenue. Certaines la trouvent juste trop

décontractée. D'autres font le lien avec ses origines sénégalaises. *« J'avais pourtant vraiment fait un effort en m'inspirant de Ségolène Royal qui porte du bleu, du blanc et du rouge lors de chaque cérémonie du 14 Juillet. Et on ne m'a pas ratée. Une partie de la France est encore tout simplement raciste. Il ne faut pas nous cacher derrière notre petit doigt, c'est la réalité. »* L'ancienne ministre Nadine Morano tweete contre sa *« tenue de cirque ». « Elle a dû se retenir d'écrire "boubou coloré". »* Une journaliste de télévision, issue de l'immigration, lui lance spontanément le jour de sa nomination, sans se rendre compte de sa violence : *« Je pensais qu'ils auraient pris plus intello que toi. »*
Capillairement et vestimentairement, Sibeth Ndiaye ose tout. *« Non, je n'ai pas du tout l'impression d'être provocatrice. J'ai ressenti une forme de mépris intellectuel qui m'a poussée à travailler beaucoup pour rarement être prise en défaut sur le fond. Ma couleur de peau n'est devenue une revendication que quand j'ai commencé à être attaquée à son sujet de manière essentialiste. Je ne vais pas me mettre à lisser mes cheveux ou faire du "khesseul[2]" pour correspondre à ce que eux, les racistes, considèrent comme le canon de votre beauté. Désolée. Je les emmerde. »*

Le cygne noir portait un Gilet jaune

Tout commence par une intuition. « Je sors de l'itinérance mémorielle[3] et je sens qu'il y a un truc qui monte, un énervement. » Puis le standard téléphonique de l'Élysée explose. 7 000 appels quotidiens reçus pendant la crise des Gilets jaunes. Du jamais-vu. *« On a fini par couper le standard, filtrer les appels, c'était juste impossible à gérer. »* Mais la réalité ne leur explose tous les deux au visage que le 4 décembre 2018. Le Falcon présidentiel décolle pour Le Puy-en-Velay. Un déplacement important mais secret, avec une délégation très restreinte, qui ne fait l'objet d'aucune note aux rédactions. Trois jours plus tôt, 18 policiers et gendarmes ont été blessés dans l'attaque de la préfecture de Haute-Loire. *« Le président a été choqué par les images puis par les déclarations lamentables de Laurent Wauquiez[4]. Nous décidons d'aller sur place sans prévenir la presse. »* Le chef de l'État arrive à la nuit tombée et pénètre dans la préfecture par une entrée latérale. Une sous-préfète

au bord des larmes l'attend dans un froid polaire. Les fonctionnaires expliquent que pendant les huit heures qu'a duré l'assaut, ils ont vraiment cru qu'ils allaient mourir. Le président et sa communicante visitent le rez-de-chaussée parti en fumée. Ils pataugent dans la boue stagnante de l'eau des lances à incendie mêlée aux cendres et remarquent que, trois jours après, l'odeur de brûlé persiste. Il n'y a plus d'électricité. La petite délégation s'éclaire à l'aide de téléphones portables. La sous-préfète raconte, la voix tremblante : *« Ils nous ont dit : "On va vous cramer comme des poulets." Ce sont des gens qu'on connaît. Pourquoi nous attaquer alors que nous sommes là pour les aider ? »* Sibeth Ndiaye observe la mâchoire du président se contracter à plusieurs reprises.

Ils doivent ensuite se rendre dans une caserne voisine. Mais le secret de leur visite a été éventé. Un petit attroupement hostile s'est formé devant les grilles. Ils sont peu nombreux, mais véhéments. Les insultes fusent : *« Tous pourris ! Macron, crève ! »* Le président monte en voiture et… baisse la vitre. Il voit la haine et entend. *« Démission. Sale fils de pute ! Il a osé venir, en plus ! »* Une vingtaine de personnes courent après son véhicule. La voiture présidentielle, prise en chasse, est immobilisé par des embouteillages. Un policier descend et s'interpose devant la voiture, la valise Kevlar pare-balles à la main. Un homme, dont on apprendra plus tard qu'il se prénomme Roger et est un Gilet jaune au chômage, frappe de toutes ses forces la vitre du président. Sibeth Ndiaye est dans la voiture juste derrière – dans le jargon la « suiveuse GSPR[5] » – et le véhicule percute (sans gravité) Roger. Le convoi franchit la ligne blanche et roule à contresens pour se dégager. *« C'est le premier moment très dur pour lui »*, analyse sa conseillère. Un moment qui lui fera dire : *« Ils me tueront peut-être d'une balle, mais jamais d'autre chose*[6]*. »*



Pourtant, avec le recul, la macroniste de combat reste aussi inflexible que le président à propos des Gilets jaunes. Elle lui trouve toutes les excuses du monde en concédant du bout des lèvres : *« Oui, il a eu des mots maladroits. »* Mais pour le reste, tout est la faute de son entourage : *« Il a voulu très tôt retirer la taxe carbone, mais il s'est laissé convaincre du contraire. »* Elle répond aux centaines de milliers de personnes qui ont chanté tous les samedis *« Macron, on vient te chercher chez toi »* : *« Cette crise aurait éclaté quel que soit le président, car elle révèle la peur et la colère de tout un pays. »* Et elle conclut avec ce qu'on appelle, dans le jargon des journalistes politiques, une *« Gilles Legendre*[7] *»* : *« Il donne l'impression d'être arrogant parce qu'il est trop intelligent. Non, je reformule. C'est évidemment quelqu'un de très intelligent, très cultivé. Or cette intelligence et cette culture peuvent instaurer une*

forme de distance vis-à-vis des gens. » Selon elle, *« on a commencé un quinquennat qui devait être d'ouverture, un chemin d'espoir, j'allais presque dire un chemin de gloire, en promettant aux Français : "On a touché le fond, maintenant on va se projeter dans l'avenir", sauf que nous nous sommes fracassés sur les Gilets jaunes, puis sur la crise du Covid »*.

Le cygne noir était un pangolin

Une porte-parole de gouvernement est par la nature de sa fonction surexposée. Elle a donc plus de risques de faire des boulettes. Et il faut avouer que Sibeth Ndiaye s'est surpassée. Avant le Covid, son grand sourire permanent et sa voix aiguë irritaient déjà beaucoup et elle avait à son actif toute une collection de ces boulettes. La principale erreur de communication de cette titulaire d'un master professionnel en économie sociale et en protection sociale à la Sorbonne a été de tweeter, en juin 2018, sur son compte personnel, cette vidéo tant critiquée, où le chef de l'État s'excite en réunion contre le « pognon de dingue » alloué aux aides sociales, sans résultat probant.

Été 2019, invitée sur CNews à réagir à la démission de François de Rugy, Sibeth Ndiaye provoque un débat passionné chez les nutritionnistes lorsqu'elle explique : *« Nous avons conscience […] que nos concitoyens ne mangent pas du homard tous les jours, bien souvent on mange plutôt des kebabs. »* Mais son vrai problème est qu'elle oublie des mots importants. En septembre 2019, lors des grèves de la RATP, elle crée une polémique en déclarant maladroitement sur BFMTV : *« Demain matin j'utilise ma voiture de fonction comme tous les jours. Donc je serai de tout cœur avec les Franciliens qui galéreront dans les couloirs du métro. »* On lui en parle encore. *« Je voulais évidemment dire que j'avais galéré moi aussi dans le métro. J'ai oublié des mots dans ma phrase. »* Le 25 mars 2020, lors de son point presse hebdomadaire à l'Élysée, elle se fâche avec tous les professeurs qui font cours en ligne en évoquant *« les enseignants qui aujourd'hui ne travaillent pas, du fait de la fermeture des écoles »*. Oups. *« Ma phrase n'est pas bonne parce qu'il manque le mot "télétravail". Donc, c'est BOOM, je prends le shoot, c'est justifié. »*

« Avec le recul, j'ai été un très bon soldat dont le travail était de prendre les balles perdues. »

Mais rien de comparable avec ses déclarations sur le Covid. *« Les citoyens ont eu raison de perdre confiance dans les politiques car il y a eu des moments, comme à propos du nuage de Tchernobyl, où on leur a menti. Mais moi, mon gros problème, c'est que la vérité d'aujourd'hui n'est pas celle de demain et n'est plus celle d'hier. Et ça, je l'ai vécu parfois douloureusement pendant la crise. »* La secrétaire d'État assure avec toute la force de son caractère et du haut de son expérience de femme médiatique que les écoles ne fermeront pas, même si le virus franchit le stade 3, que le système de santé français va infiniment mieux s'en tirer que celui des Italiens, que ce n'est qu'une petite grippe, que le port du masque n'est pas utile, qu'elle-même ne saurait pas comment le porter. *« Tout ça, c'était pas des conneries au moment où je les dis. Ce que je dis sur le masque, je ne l'ai pas inventé. Ce sont les éléments de langage qu'on m'a donnés. »* Les sondeurs qu'elle consulte au quotidien lui indiquent que l'opinion française est la plus angoissée d'Europe et la plus volatile, qu'elle change totalement d'avis en 48 heures. La secrétaire d'État, qui ne sait pas trop quoi dire, consulte le plan gouvernemental de pandémie grippale, cherche en vain un consensus scientifique et une position claire de l'OMS, se raccroche à tous les schémas de résilience et autres protocoles qu'elle peut trouver dans ses parapheurs. Mais elle constate que l'appareil d'État s'est trop focalisé sur la montée du terrorisme en se préparant à une attaque bactériologique, à une crise nucléaire (via le stockage de comprimés d'iode), à une tuerie de masse et, éventuellement, à une pandémie grippale. Mais pas au Covid. Comme au temps du fiasco de la gestion du virus H1N1, comme pour la canicule si mal gérée en 2003, personne n'était préparé au *black swan*. *« Personne n'avait envisagé un tel taux de consommation de masques, un tel taux d'occupation de lits en réanimation. Pouvions-nous l'imaginer ? Je ne sais pas. Je ne pense pas qu'on puisse accuser quelqu'un de ne*

pas avoir fait son boulot parce qu'il n'a pas imaginé que le jour où l'on aurait besoin massivement de masques, on n'aurait pas sur le sol européen d'appareil de production de la matière première, le meltblown*. Depuis quand prévoit-on l'imprévisible ? »*
La porte-parole plaide donc l'énorme trou dans la raquette régalienne, mais c'est son visage qui devient celui du mensonge dans le documentaire préféré des complotistes, *Hold-Up : retour sur un chaos*[8], où ressort son interview sur France Inter au cours de laquelle elle affirme, deux semaines avant le premier confinement général : *« Au stade 3 de l'épidémie de coronavirus, on ne va pas arrêter la vie de la France. »* De nombreuses plaintes ont été déposées contre elle. Et une information judiciaire pour *« abstention de combattre un sinistre »*, ouverte par la Cour de justice de la République, a débouché sur des perquisitions à son domicile, un matin d'octobre 2020. Elle encourt deux ans de prison et 30 000 euros d'amende. *« Ce n'est pas mon job de douter en public. Avec le recul, j'ai été un très bon soldat dont le travail était de prendre les balles perdues. »*
L'heure vient en avril 2019 de quitter le pouvoir. *« La bulle est très étouffante. Je me sentais en cage. J'avais besoin d'être libre. Je n'ai dit "non" au président qu'une seule fois, quand j'ai quitté le gouvernement. »* Ou plutôt trois fois pour être précis. Non, elle ne veut pas être secrétaire d'État chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable. Le poste ira à Olivia Grégoire. Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, insiste. Mais elle ne veut pas non plus devenir secrétaire d'État de Gérald Darmanin, avec qui elle s'entend très bien, au ministère de l'Intérieur. Le poste ira à Marlène Schiappa. Dernière proposition, dernier refus : elle ne veut pas non plus être secrétaire d'État au travail. En janvier 2021, elle devient secrétaire générale du groupe Adecco en charge du juridique, des solutions emplois, des affaires publiques et de la communication, tout en gardant un pied dans le parti.
2022 lui fait peur : *« Face au RN, ça va être dur. Très, très dur. »* En attendant, Emmanuel Macron n'est plus qu'une notification Telegram. Il lui confie des petites missions confidentielles, des messages officieux qu'il ne peut pas faire passer par l'Élysée. « *J'essaie d'avoir une vie. Si seulement ça pouvait ne plus être aussi*

fusionnel avec lui ! »



1 - *The Black Swann: The Impact of the Highly Improbable*, New York, Random House, 2007 ; tr. fr., Paris, Les Belles Lettres, 2011.
2 - Dépigmentation volontaire de la peau effectuée par les femmes et les hommes issus d'Afrique et d'Asie.
3 - Du 5 au 11 novembre 2018, Emmanuel Macron parcourt les lieux de la Première Guerre mondiale.
4 - Laurent Wauquiez, ancien maire du Puy-en-Velay, a enfilé un gilet jaune le 24 novembre en soutien au mouvement. En duplex dans le 13 heures de TF1, le 2 décembre, lendemain de l'incendie, il estime que la violence n'est *« pas acceptable »*, mais ne condamne pas les assaillants, considérant que l'incendie est la preuve que *« cette France-là, le président de la République ne la comprend pas »*. Le préfet Yves Rousset publiera un livre intitulé *La préfecture est en feu* (Paris, Au bout des mots, 2021) dans lequel il dénonce l'action du président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui, selon lui, *« organise la détestation de l'État »*.
5 - Groupe de sécurité de la présidence de la République.
6 - Cécile Amar et Cyril Graziani, *Le Peuple et le Président*, Paris, Michel Lafon, 2019.
7 - Le 17 décembre 2018, sur Public Sénat, Gilles Legendre, président du groupe LREM à l'Assemblée, déclare : *« Erreur, dont nous portons tous la responsabilité, moi y compris, je ne me pose pas en censeur : c'est le fait d'avoir probablement été trop intelligents, trop subtils, trop techniques dans les mesures de pouvoir d'achat. »*
8 - De Pierre Barnérias, 2020.



STÉPHANE SÉJOURNÉ

« Le club de la Patate » au carrefour de l'Europe

3 OCTOBRE 2014
Dans la bulle Macron depuis le 3 octobre 2014

C'est le lieu de pouvoir le plus méconnu, le plus étonnant et le plus international du boulevard Saint-Germain. Non pas le 172,

l’adresse du café de Flore, ni le 202, où vécut le poète Guillaume Apollinaire. Ce n’est pas non plus le 218, boulevard Saint-Germain, l’hôtel particulier du duc de Saint-Simon, mémorialiste légendaire de Louis XIV. Pas plus que le 241, adresse du QG où s’est fracassée la campagne de François Fillon, ni, de l’autre côté du boulevard, le 246, l’hôtel de Roquelaure, qui abrite un ministère de l’Écologie ayant connu quatre locataires en un quinquennat,dix en une décennie. C’est le 288.

Devant le 288, boulevard Saint-Germain, c’est d’abord une plaque commémorative qui s’offre aux regards. *« Dans cette maison est mort Louis Blériot, ingénieur, constructeur d’avions et aviateur qui le premier traversa la Manche en aéroplane de Douvres à Calais le 25 juillet 1909. »* Puis, en levant les yeux, on aperçoit du bleu et des étoiles. Une multitude de drapeaux européens orne le balcon de cet immeuble haussmannien. Sa rotonde style Second Empire fait face à la Seine, à la Concorde et au palais Bourbon. À quelques mètres de l’Assemblée nationale se dressent ici la représentation française de la Commission européenne et le bureau de liaison du Parlement européen. Le bureau parisien des 79 eurodéputés français se cache derrière deux doubles magnifiques portes cochères en bois ouvrant sur une cour coiffée d’une coupole en verre charpentée de métal.

Une fois entré, il faut choisir. Soit prendre à droite, vers les escaliers qu’encadrent les drapeaux des 27 pays européens et qui mènent à une salle de presse grandiose où les députés ont interdiction de toucher quoi que ce soit. Soit à gauche, vers la bibliothèque où nous avons rendez-vous. S’ouvre un long couloir : au bout, un salon en rotonde, qui fut un salon de lecture à l’histoire fascinante. Le bâtiment hébergea longtemps le siège du Cercle agricole, surnommé « La Patate » et créé en 1835 par des hobereaux et des propriétaires terriens. Il devint ensuite le Nouveau Cercle et un lieu de rencontre de l’aristocratie parisienne, qui laissa une intimidante collection de 35 000 volumes. C’est au milieu de cette pièce, dont les larges fenêtres s’ouvrent sur le boulevard Saint-Germain et d’où l’on voit l’Assemblée nationale, que Stéphane Séjourné, le président de la délégation LREM au Parlement européen, nous attend.

Le café qu’il boit est aussi noir que les cernes permanents sous ses yeux et il emploie de façon excessive le mot *« truc »*. Il faut dire que

Stéphane Séjourné en fait beaucoup, des « trucs ». En une semaine, il se rend en moyenne deux fois à l'Élysée, une demi-journée au parti et trois jours à Bruxelles ou à Strasbourg. Partons visiter les quatre lieux de pouvoir qu'il fréquente.

Stéphane Séjourné
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Avant d'avoir un bureau[1] de conseiller politique du président de la République, Stéphane Séjourné a été le conseiller spécial du président de la Région Île-de-France, le socialiste Jean-Paul Huchon. Fin août 2014, quand Arnaud Montebourg est viré du gouvernement, celui qui n'a même pas 30 ans fait savoir au vice-président à la Culture, un certain Julien Dray, que le nouveau ministre de l'Économie l'intrigue et qu'il a *« grave envie de bosser pour lui »*. *«* Lui *»*, c'est Emmanuel Macron. *« Je connaissais toute la bulle PS et c'est très rare en politique d'arriver comme lui, totalement vierge. Il incarne pour moi la modernité des idées vers un socialisme plus libéral et moins conservateur. »* Trois jours après la nomination du ministre, Stéphane est convoqué par le secrétariat particulier de ce dernier pour un entretien d'embauche. Il se retrouve dans une antichambre avec trois rivaux et une arme secrète.

La porte s'ouvre. Première rencontre avec Emmanuel Macron. Le candidat lui tend une feuille que le nouveau ministre commence à lire pendant que Stéphane Séjourné synthétise les points importants de son CV, son année Erasmus à Grenade, son militantisme lors du référendum de 2005 en faveur du traité constitutionnel européen. Il évoque son double master de droit spécialisé en droit européen et en marché public sur les partenariats public-privé à la faculté de Poitiers, et son fait d'armes : avoir réussi à bloquer la fac pour protester contre le contrat première embauche (CPE) en 2006. Il détaille fièrement sa première campagne électorale victorieuse, en 2007, dans la Vienne, où il aide la socialiste Catherine Coutelle à battre Jean-Yves Chamard, le candidat de droite solidement implanté. Il devient ensuite assistant parlementaire de la députée rocardienne en parallèle de ses études.

Emmanuel Macron l'écoute d'une oreille tout en se concentrant sur

le document qu'il tient dans ses mains. *« J'ai eu le nez creux de faire une note que les autres n'avaient pas faite. Une note où je ne le ménageais pas. »* Cette note liste tout ce que les socialistes détestent chez Emmanuel Macron, tous ceux auxquels il va devoir se confronter. Une liste d'idées, de réformes, de totems politiques. Rien sur la communication. Un plan, sur le fond, pour réussir à faire passer la loi Macron au Parlement. Le ministre pose la note, laisse passer quelques secondes avant de faire son clin d'œil bleu métallisé de cyborg séducteur : *« Ça, c'est très malin. Banco. »*
Stéphane Séjourné sort du bureau avec la conviction d'être entré dans la bulle Macron et devient son conseiller parlementaire. C'est lui qui, tous les mercredis, à 14 h 15, monte à bord de la navette fluviale entre Bercy et l'Assemblée nationale et profite du trajet pour briefer son patron sur les QAG, les questions au gouvernement. Chaque semaine, les députés adressent leurs questions d'actualité aux ministres. Le conseiller parlementaire a pour mission de déminer, d'anticiper et de préparer une réponse factuelle en béton aux interrogations des députés. Et concernant Emmanuel Macron, les tirs viennent autant de l'opposition que des élus socialistes qui commencent à s'en méfier.

« C'est étonnant que Macron ait pris un facard. »

Les cernes noirs de Stéphane Séjourné se creusent au fil des 200 heures passées à siéger en commission, juste derrière son boss, pour négocier le millier d'amendements de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron. Affronter les conseillers du Premier ministre Manuel Valls en leur assurant que cette loi va passer, que la majorité est acquise et qu'il n'y a pas besoin d'utiliser le 49.3, n'arrange rien. La crise ouverte avec Manuel Valls commence et Stéphane Séjourné se heurte au mépris de certains diplômés des grandes écoles : *« Quand j'étais conseiller à Bercy, un conseiller parlementaire de Matignon m'a lancé : "C'est étonnant que Macron ait pris un*

facard". » Il découvre ce terme péjoratif employé par un énarque qui avait également fait Science Po et souffrait de dialoguer avec un collègue « seulement » diplômé de la faculté.
Quand Emmanuel Macron se lance dans la course à la présidentielle, Stéphane Séjourné utilise trois téléphones simultanément. L'un d'entre eux est réservé aux Jeunes avec Macron, qu'il fait venir dans le public d'une émission dont le candidat est l'invité sur RTL. Il cornaque de près cette initiative par de fréquents contacts avec les futurs députés Pierre Person et Sacha Houlié. Parallèlement, il applaudit l'entêtement intuitif du candidat qui n'écoute pas les communicants lui martelant que l'Europe n'est pas vendeuse électoralement. Une autre de ses missions est de travailler les *« marqueurs »* du chef de l'État pendant les déplacements : *« Quand il se rend dans un territoire, il y a toujours quatre ou cinq maires, quatre ou cinq présidents de régions, pas toujours LREM, qui l'aiment bien. Ma mission est de connaître leur grille de lecture, leur ressenti. »* Ainsi, Stéphane Séjourné, le spécialiste de la carte électorale, devient-il progressivement le DRH de la Macronie, l'homme qui, avec Jean-Paul Delevoye, recrute des profils de la société civile pour forger, pièce par pièce, une large majorité aux élections législatives de 2017.

« Tu pars avec Macron ?! Mais je croyais que tu voulais faire de la politique ! »

Quelques jours après l'élection présidentielle, il est l'un des deux conseillers invités à jauger le jeune maire LR du Havre, un certain Édouard Philippe, lors de sa première rencontre secrète avec Emmanuel Macron. Le jour de l'investiture, le 14 mai, il monte dans une voiture du cortège qui suit Emmanuel Macron paradant dans le *command car* et poste sur Instagram une petite vidéo où l'on aperçoit la tête du chef de l'État, au loin, derrière la Garde républicaine à cheval. *« À cet instant précis, je me rends compte qu'on a réussi. Ce qui était le plus jouissif, c'est d'avoir fait mentir ceux qui n'y croyaient pas. Tous ces collègues qui comparaient*

Macron à une étoile filante. Même Jean-Paul Huchon m'avait dit : "Tu pars avec Macron ?! Mais je croyais que tu voulais faire de la politique !" Et à la fin, quand tu es dans la voiture et que tu remontes les Champs-Élysées avec le président, tu sais que les autres n'ont pas forcément eu beaucoup de flair. »

Dès leur premier dîner politique, le lundi 29 mai 2017, le président prend l'habitude d'écrire, au verso des menus imprimés en lettres d'or, sa *to-do list* secrète, ses missions de confiance pour Stéphane Séjourné. Celui-ci devient l'homme qui « traite » les maires et les parlementaires, assiste aux rencontres entre les élus et le chef de l'État. Un petit jeune qui fait de la politique et qui dit ce qu'il pense, sans qu'on sache si ça vient d'Emmanuel Macron ou de lui. Comme lors de ce tweet contre le préfet Lallement en novembre 2020, au moment de l'affaire Michel Zecler : *« Il est temps que le préfet de police fasse en sorte que ceux qui font respecter la loi la respectent eux-mêmes. Que certains, par leurs actes odieux, n'entachent plus l'image de tous. »* Ou de cet autre contre Gérard Collomb faisant alliance avec la droite aux élections municipales de mai 2020 : *« Des électeurs de droite nous ont rejoints il y a deux ans justement parce que Laurent Wauquiez et Rachida Dati représentaient une droite rétrograde, à l'opposé de nos valeurs. S'il n'y a pas d'autres solutions d'ententes locales, alors je préfère perdre une élection !!! »*

En mai 2020, il provoque un début de panique chez tous les députés qu'il a contribué à faire élire en déclarant à *L'Express* qu'*« il ne faut pas écarter une dissolution de l'Assemblée nationale »*. En juin 2021, quand il se dit favorable au décompte du temps de parole des éditorialistes, l'animateur Pascal Praud lui répond : *« Nul doute que si on poussait un peu M. Séjourné dans ses retranchements, il enverrait Éric Zemmour au goulag et votre serviteur en Sibérie. »*

Stéphane Séjourné devient celui qui tire les ficelles depuis l'Élysée. À tel point que les scénaristes de la série *Baron noir* de Canal + viennent le consulter. Et ils se montrent particulièrement intéressés par la révolution de la *« diplomatie WhatsApp »* : désormais, les chefs d'État se parlent directement, sans le filtre de leur administration. *« La crise du Liban se traite par WhatsApp qui a bouleversé la diplomatie mondiale. Le premier contact de Macron avec Trump, c'est quand le président américain lui dit sur la*

pieuvre[2] *: “Passe-moi ton 06, on s’appelle.” On a arrêté avec les conseillers diplo’ qui mettaient quatre jours à caler un rendez-vous. »* C’est la mort des télégrammes diplomatiques et l’ubérisation des sherpas[3].

Les élections européennes se profilent. En janvier 2019, *« quand il a fallu choisir un député européen, j’étais légitime ; Clément Beaune l’était tout autant, mais j’ai sûrement été le plus insistant. »* Il en parle tous les jours au président et emploie la même technique que celle qui a permis son embauche à Bercy : « *Je ne me résigne pas à lui faire un truc de courtisan. Je rédige une nouvelle note qu’aucun responsable politique n’aurait envie de lire. »* Le contenu est tellement explosif qu’il refuse d’en dire un mot.



Stéphane Séjourné quitte l'Élysée après un pot commun avec 17 autres conseillers sur le départ et devient directeur de campagne d'En Marche pour les européennes. Il embauche 25 personnes. Mais chez Emmanuel Macron, la confiance (relative) n'exclut pas le contrôle (absolu) : *« Il a des capteurs partout, il ne se satisfait jamais d'une version de la bulle. Pendant la campagne des européennes, il était capable de m'appeler presque tous les soirs pour savoir comment ça se passait et en même temps, il appelait Fatima, militante historique et permanente, pendant la campagne, pour connaître l'ambiance au QG. »*

Stéphane Séjourné
Parlement européen de Strasbourg
Bâtiment Winston-Churchill
Bureau M02009
Ave du Président-Robert-Schuman
CS 91024F, 67080 Strasbourg

Aussitôt élu, le stratège électoral file au Parlement européen de Strasbourg où il examine tous les dossiers. Le plus sensible est celui des migrants. Les opinions publiques sont très différentes au nord et au sud du continent, souvent hostiles. Le nouvel élu se sent rapidement pris en tenaille entre la gauche européenne, qui veut imposer des quotas, et certains pays comme la Suède, qui ne veulent surtout pas en entendre parler. Il tente un *« en même temps »* en proposant un mix entre quotas et solidarité financière, et se prépare à en parler à la presse. Sauf que, quand il sort de l'hémicycle, à Strasbourg, après le scrutin, seuls ses homologues sont assaillis par les caméras des chaînes d'information continue des autres pays d'Europe pour les interroger sur le sens de leurs votes. Les Allemands traitent les questions européennes comme de la politique intérieure. Les Grecs et les Italiens, du fait de leur histoire dramatique, connaissent l'importance des décisions prises dans ce Parlement. Les correspondants étrangers viennent interroger Stéphane Séjourné, mais les journalistes français semblent l'ignorer. Même à Strasbourg, très peu de médias nationaux lui tendent leurs micros. *« Je vais voter dans l'hémicycle, je rejoins mon bureau, puis je rentre à Paris et personne ne m'a rien*

demandé. Rien. Même démocratiquement, je trouve que ça pose un problème. » Ce profond désintérêt médiatique est pour lui en contradiction avec la légitimité démocratique de députés élus le même jour par 427 millions d'électeurs, avec un taux de participation supérieur à celui de toutes les élections françaises – à l'exception de la présidentielle. Pourtant, la plupart des phrases de Stéphane Séjourné commencent désormais par la triste phrase : *« Personne ne s'intéresse à ce que l'on fait, mais… »*

Le dernier domicile de Louis Blériot, pionnier de l'aviation française, était tout trouvé pour analyser l'explosion en plein vol de Nathalie Loiseau à son arrivée au Parlement européen. Dans la boîte noire de la trajectoire de la ministre chargée des Affaires européennes, d'abord, un décollage parfait. En compétition interne larvée, via les pages confidentielles des hebdomadaires, avec la ministre de la Santé Agnès Buzyn, elle parvient à imposer sa candidature en l'annonçant sur France 2, face à Marine Le Pen. *« Ce genre de truc, Emmanuel Macron adore. Avec lui c'est toujours : "Tu veux un job ? Impose-toi." Nathalie a tué le match en nous mettant devant le fait accompli et si elle a tué le match, c'est que c'est la femme de la situation.* » Les débuts de la campagne ne sont pas si mauvais. Le président et son conseiller la trouvent excellente sur le fond, *« hyperpropre »* en interview dans les matinales et la presse écrite. Mais les débats entre l'ancienne patronne de l'ENA et les autres têtes de listes aux européennes sont poussifs. Les turbulences commencent en meeting ; lorsqu'elle prend la parole à la tribune, c'est tout simplement gênant. Stéphane Séjourné ne dit pas que c'est une catastrophe, il choisit ses mots et finit par se réfugier derrière un *« c'était pas mal pour une première »* très diplomatique.

Malgré tout, la liste d'Emmanuel Macron fait jeu égal avec celle du Rassemblement national. Un petit point derrière, 23,34 contre 22,42. Marine Le Pen et Emmanuel Macron recueillent chacun plus de 5 millions de voix et envoient chacun 23 députés au Parlement européen. Une vraie victoire politique du président qu'on disait moribond pour les premières élections nationales après la crise des Gilets jaunes.

Normalement, la mission de Stéphane Séjourné, simple député européen, aurait dû s'arrêter là. Mais le 5 juin 2019, en arrivant à

Bruxelles, Nathalie Loiseau organise un échange avec la presse qui restera dans les annales. *Le Soir* écrit : *« La chef de file des députés macroniens s'est présentée en* off *aux correspondants français à Bruxelles. Seule la charité empêche de répéter leurs impressions. »* L'émissaire d'Emmanuel Macron juge, devant toute la presse spécialisée européenne, que l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, patron du groupe ALDE dont fait partie LREM, n'est qu'un *« vieux de la vieille qui a des frustrations rentrées depuis quinze ans »*, que Sophie in 't Veld, sa rivale néerlandaise pour la présidence du groupe, *« perd toutes ses batailles depuis quinze ans »*, que Manfred Weber, candidat de la droite à la présidence de la Commission, n'est qu'un *« ectoplasme qui n'a jamais rien réussi »* et que le Français Jean Arthuis, premier député européen à avoir soutenu Emmanuel Macron, n'est qu'un *« homme totalement aigri »*. Face au tollé que provoque sur tout le continent la divulgation de ces propos, elle aggrave son cas en mentant dans un mail en anglais envoyé à tous les députés : *« I don't recognize what is attributed to me. This is pure fantasy. »* Évidemment, tous les journalistes présents confirment les propos de cette *« pure invention »*. Jean Arthuis lui répond en un tweet : *« Je salue l'intelligence politique de @NathalieLoiseau et la sincérité de ses démentis. Entrée prometteuse au Parlement européen. »* Stéphane Séjourné lui trouve pourtant toujours des excuses : *« J'ai pensé que c'était ultramaladroit, mais nous aurions dû l'entourer pour ne pas la mettre en position de devoir répondre à des questions en fin de campagne, avec trois heures de sommeil en une semaine dans les pattes. »* Les autres délégations retirent leur soutien à Nathalie Loiseau. Emmanuel Macron n'a pas besoin du verso du menu de l'Élysée pour passer sa consigne ; il téléphone à Stéphane Séjourné et lâche trois mots : *« Reprends le truc. »* Ce dernier fait le tour des formations politiques, s'assure du soutien de François Bayrou, parle à ses 22 collègues : *« On s'est vu avec Nathalie et on a pris acte : il valait mieux qu'elle se mette en retrait. »* Il y a un nouveau pilote dans l'avion : Stéphane Séjourné devient administrateur du groupe qui les relie tous, une boucle Telegram baptisée « MEP confidentiel ».

Les nouveaux élus découvrent, étonnés, que la proportionnelle

européenne affirme considérablement les clivages politiques. *« À Strasbourg, les positionnements politiques sont plus simples. Chacun assume : les fachos comme les conservateurs et les écologistes, et nous, on assume le côté* business friendly*, la défense des droits LGBTQI et d'être parmi les premiers à opérer la transition écologique. »* Il ne le dit pas explicitement, mais on sent que Stéphane Séjourné estime que ses 23 députés à Bruxelles sont les plus fidèles de la promesse initiale du macronisme et que les 314 qui siègent à l'Assemblée nationale devraient parfois s'en inspirer. Ce qu'il exprime ainsi : *« En Europe, nous sommes vus comme les plus écolos du Parlement après les Verts, et nous renouvelons les pratiques en étant un groupe jeune, neuf et beaucoup plus présent. On aurait aussi voulu ça à l'Assemblée. »* La politique se passe le soir, les deals se font dans les couloirs, les alliances se montent en dînant. *« Le problème des délégations françaises qui nous ont précédés, c'est que la plupart faisaient des allers-retours de quelques heures pour faire du présentiel, mais ils n'ont jamais vraiment fait de politique là-bas. Et pour en faire, il faut passer entre 48 et 72 heures sur place, sinon ça ne sert à rien. Quand je vois certains anciens ministres qui sont avec moi dans le TGV pour Strasbourg et qui le reprennent dans l'autre sens deux heures plus tard, c'est un problème. »* Stéphane Séjourné, lui, a aussi un bureau à Bruxelles.

Stéphane Séjourné
Parlement européen de Bruxelles
Bâtiment Willy-Brandt
Bureau 04M121
Rue Wiertz
60B-1047 Bruxelles

« À la différence de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron incarne l'Union européenne. Lui considère que même les décisions qui sont prises à Bruxelles l'engagent personnellement. Il ne cherche aucune échappatoire à sa responsabilité. Il est le premier chef d'État à ne jamais appuyer sur la touche "C'est pas moi, c'est l'Europe". Contrairement à Hollande et Sarkozy qui la voyaient comme un terrain diplomatique, pour nous, c'est un terrain politique. » Le terrain

diplomatique considère l'Union européenne comme la maison du compromis. Donc, selon cette conception ancestrale et partagée, rendre publique une idée ou une prise de position avant de négocier un accord peut mettre en difficulté les chefs d'États et de gouvernements en les obligeant à se positionner.
Emmanuel Macron crée volontairement un clivage. Sa méthode est toujours la même, que ce soit pour le discours fondateur de la Sorbonne en faveur de la souveraineté de l'Europe le 26 septembre 2017 ou pour les 750 milliards du plan de relance post-Covid. Une méthode qui ne consiste pas à créer du consensus avant tout et irrite en Europe, notamment en Allemagne. D'abord, il fait une annonce, puis il attend de voir comment les pays se positionnent, pour ou contre. Ensuite, il envoie ses émissaires pour convaincre au sein du trilogue européen[4] : Stéphane Séjourné, son bras armé politique, qui doit trouver une majorité au Parlement européen en ciblant, en général un peu avant les annonces, les délégations majoritaires dans les gouvernements ; Clément Beaune qui, après avoir traité les sherpas, quand il était lui-même sherpa d'Emmanuel Macron à l'Élysée, « traite » ses homologues maintenant qu'il est ministre ; et le commissaire européen, Thierry Breton, qui s'occupe du marché intérieur et qui porte aussi, officieusement, les intérêts de la France au sein de la Commission européenne. *« Chacun a un rôle bien déterminé, et pour la première fois au niveau européen, on est tous très alignés : au moment précis où le président nous dit : "Je vois Merkel, il faut lui faire accepter ça, ça et ça", Clément agit en même temps auprès de son homologue allemand, moi auprès des 30 députés du groupe SDU et de mes 23 députés européens, et Thierry Breton, auprès de la Commission. On actionne tout un écosystème qui n'existait pas avant. »*

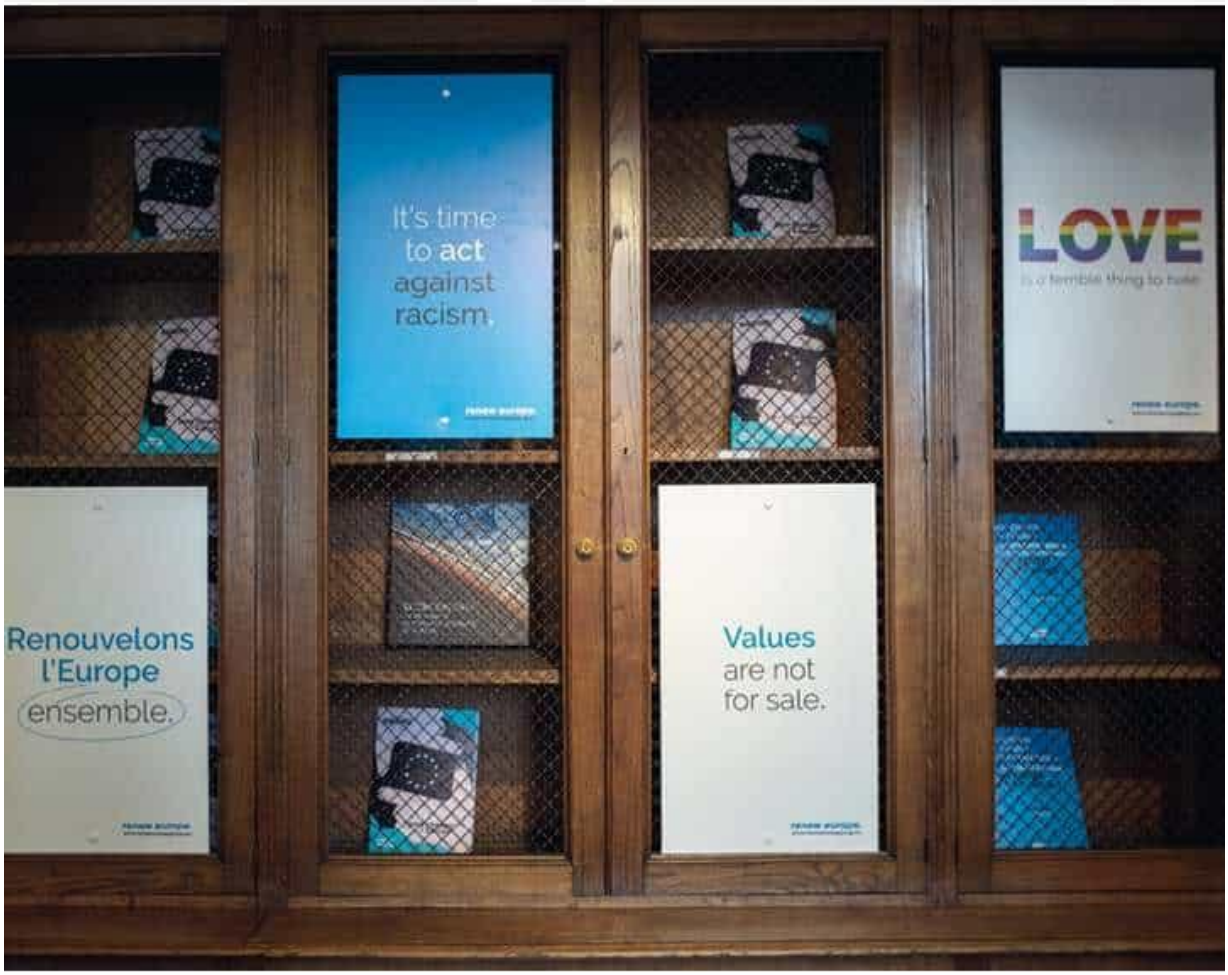


« Le numéro de l'Europe sera celui d'Emmanuel Macron. »

Le 1er janvier 2022 marquera le début d'une nouvelle ère. *« La présidence française de l'Union européenne sera très importante car elle aura aussi, quatre mois avant la présidentielle, une répercussion politique nationale. »* Le bouquet final du quinquennat et le début de sa campagne de réélection. Stéphane Séjourné travaille depuis plus d'un an au discours que fera le chef de l'État mi-janvier devant la Commission, les ambassadeurs de tous les pays européens et l'intégralité des parlementaires. Un discours pour faire le bilan, pour *« boucler la Sorbonne »* et voir si ses 49 propositions deviennent

réalité ou sont enterrées, comme sa réforme des retraites et celle de la Constitution pour y intégrer l'impératif écologique.
Après son discours, le président fera un exercice qui lui est interdit par la Constitution française, il répondra pendant quatre heures à tous les députés européens qui ne manqueront pas de l'interroger. Mais le seul véritable pouvoir du premier semestre 2022, c'est l'agenda et l'ordre du jour du conseil. *« On taffe sur des réformes qui parlent aux Français »*, comme le devoir de vigilance et la responsabilité des multinationales envers leurs sous-traitants. Et les deux priorités, les deux principales batailles du semestre, sont déjà définies : ce sera la taxe carbone aux frontières et la régulation des contenus haineux sur internet.
Au-delà du chantier titanesque de la souveraineté européenne, les macronistes ont une vision messianique de l'Europe, qu'on décèle dans le nom de la délégation « Renaissance » que dirige Stéphane Séjourné au sein du groupe éponyme, *Renew*, de 98 eurodéputés de 23 nationalités. *« L'Europe s'est toujours regardé le nombril en se disant qu'on était avant tout un espace économique. Le nouveau truc de la France, c'est de dire : "Nous, l'Europe, on a un modèle particulier." Et ce qu'on vend dans le monde, ce qu'on doit enseigner, exporter, c'est l'État de droit. Emmanuel Macron considère que l'Europe doit apporter au monde une nouvelle aube. »*
Ceci dans un contexte spécifique où, après le Brexit, les États-Unis se replient sur eux-mêmes (bien avant l'arrivée de Donald Trump, c'est Barack Obama qui avait donné le ton) et où Emmanuel Macron qualifie pudiquement les dictatures chinoise, russe et turque en pleine expansion de *« démocraties illibérales ».*
C'est dans ce contexte qu'il faut analyser l'énergie que met Stéphane Séjourné à se positionner sur les Ouïghours. Un dossier sur lequel travaille assidûment l'eurodéputé Bernard Guetta, belle voix de la géopolitique de France Inter et jolie prise médiatique sur la liste présidentielle, recommandé à Emmanuel Macron par François Bayrou. Leur plan est de menacer de ne pas conclure l'accord d'investissement UE-Chine auquel tiennent tant les Chinois s'ils refusent de ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) interdisant le travail forcé. Et si les conventions sont ratifiées, l'Europe aura les moyens juridiques de contrôler les camps

d'internement des Ouïghours. Pour l'instant, cette stratégie est un échec. Mais Stéphane Séjourné ne comprend pas la stratégie de la gauche européenne : *« Il y a une grosse différence entre faire de l'activisme associatif et faire de la politique. Comme beaucoup de gens de la société civile qui ont émergé à gauche, ils ont du mal à passer de lanceur d'alerte à homme politique. Ils jouent l'opinion publique, moi je pense que les Chinois n'en ont absolument rien à foutre. Pour les faire bouger, il faut un rapport de force. Taper sur leurs routes de la soie plutôt que sur l'opinion publique, ça, c'est efficace. Alimenter une indignation qui est déjà générale sur tout le continent, à quoi ça sert ? »*
« L'idée du président, c'est aussi, clairement, de bousculer l'Europe pour la réveiller. » Concrètement, ce réformisme s'accompagne d'une ambition plus personnelle : être réélu et apparaître comme le mâle alpha d'une alliance de 450 millions d'habitants plus que d'une puissance désormais moyenne de 67 millions d'âmes. Emmanuel Macron veut devenir LE visage de l'Europe.
À la fin des années 1970, la légende attribue au chef de la diplomatie américaine, Henry Kissinger, une interrogation qui reste d'actualité : *« Quel est le numéro de téléphone de l'Europe ? »* Analyse de Stéphane Séjourné, un demi-siècle plus tard : *« Le président américain ne veut plus être le leader du monde libre qui impose sa conception des libertés à travers le monde ; l'idée, c'est que l'Europe prenne le pas, avec notre propre conception des Lumières et des fondements de la démocratie. Je pense qu'après le départ d'Angela Merkel, le numéro de l'Europe sera celui d'Emmanuel Macron. »* Pour le moment, le duo franco-allemand est complémentaire. Emmanuel Macron lance des sujets ; la chancelière allemande les fait atterrir en téléphonant aux pays Baltes pour obtenir des majorités. Elle prend sa retraite ce 26 septembre…



Stéphane Séjourné
Commission européenne
288, boulevard Saint-Germain
75007 Paris

La présidence française de l'UE française se prépare donc rive gauche. La réélection d'Emmanuel Macron ne se jouera pas seulement à Bruxelles et à Strasbourg, mais aussi au 288 boulevard Saint-Germain. Après avoir méticuleusement placé des explosifs sur les failles du clivage gauche-droite pour dynamiter la vie politique française et permettre l'élection de son champion en 2017, le terrain de jeu de Stéphane Séjourné pour 2022 est donc l'Europe, où il va positionner Emmanuel Macron comme nouveau leader du monde libre pour qu'il soit réélu. Et ce huis clos germanopratin est un parfait

condensé du rapport de force politique national. Le fait d'avoir l'eurodéputé et ancien conseiller spécial à Matignon Gilles Boyer au sein de son groupe est la meilleure façon de garder le contact avec le si populaire Édouard Philippe.
Sur les 13 eurodéputés écologistes, Stéphane Séjourné ne se sent snobé que par Yannick Jadot : *« Il ne m'adresse pas la parole, il est dans sa présidentielle depuis très longtemps, il ne s'adresse qu'aux plus puissants. »* Quant à la cohabitation, elle se passe bien avec les cinq députés France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Mais c'est surtout ici, dans l'ancien salon du club de la patate, que les 23 députés du Rassemblement national qui composent Identité et démocratie (ID) ont chassé Les Républicains en récupérant leur bureau. Les huit députés du Parti populaire européen (PPE) n'étaient plus assez nombreux pour le garder. Pour Stéphane Séjourné, deux députés LR se détachent : François-Xavier Bellamy, *« plus un intellectuel qu'un politique »,* et Nadine Morano, dont il *« respecte [l]a loyauté »* : *« Je crois qu'elle est revancharde. Au début du mandat, je l'ai vu alpaguer Gilles Boyer à la buvette du Parlement en hurlant : "Tu as trahi !" »*
Quand il croise Jordan Bardella, le patron par intérim du RN, ils se sourient poliment, mais ne se parlent pas. Aucun échange de sourires en revanche avec Gilbert Collard. Aucun contact, en fait. *« En deux ans de mandat, je ne l'ai pas vu une seule fois dans notre commission des affaires juridiques et j'ai dû être présent plus de 95 % du temps. »* Et Thierry Mariani, l'eurodéputé qui a échoué à devenir le premier président RN de la région PACA ? *« C'est l'élu RN le plus présent, il adore la politique. Mais lui qui a été dans le passé le barrage républicain contre le FN est aujourd'hui l'incarnation du renoncement contre le RN. »* Stéphane Séjourné croise surtout Christophe Bay, un énarque, ancien préfet de l'Aube et de la Dordogne, dont la mission officielle est de faire la liaison entre les élus nationaux et les députés européens. L'ancien directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, diplômé de la promo Jean Monnet de l'ENA et qui conseillait secrètement la candidate en 2017, est surtout annoncé comme le futur directeur de campagne de Marine Le Pen en 2022. Il est le Stéphane Séjourné de Marine Le Pen. Et les deux hommes n'ont pas fini de se croiser.

Tout va se jouer à Saint-Bruxelles-des-Prés.

1 - Contrairement à ce qui pu être écrit dans la presse, il n'a plus de bureau à l'Élysée.
2 - Téléphone de conférence dont la forme rappelle celle de l'animal marin.
3 - Surnom donné au conseiller diplomatique d'un chef d'État d'un État membre du G7 ou du G20.
4 - Le trilogue européen est la réunion tripartite du processus législatif des institutions de l'UE : le Parlement européen, le Conseil et la Commission.



BENJAMIN GRIVEAUX

ET L'ARROGANCE EN POLITIQUE

1574 jours dans la bulle Macron

14 FÉVRIER 2020

Il ne sera pas ici question de l'affaire qui porte son nom. *« Ce n'est pas l'affaire Griveaux,* rétorque l'intéressé*. En général, une affaire, on la nomme du nom de l'inculpé, pas de celui de la victime. »*Le 14 février 2020, Benjamin Griveaux a stoppé sa campagne de candidat LREM à la mairie de Paris après la

diffusion publique par un activiste russe d'images intimes du porte-parole du gouvernement destinées à une femme qui n'était pas la sienne. Pour Benjamin Griveaux : *« C'est privé et ça le restera. »* Ça tombe bien, ce n'est absolument pas l'objet de ce livre.

« Le mouvement dit des Gilets jaunes »

« Le mouvement… » Petit silence calculé. Petit rictus contenu. Petit mot pour dire son mépris. *« Le mouvement* dit *des Gilets jaunes. »* Ce n'est pas le mouvement des Gilets jaunes, ce grand cri de détresse sociale qui ébranle profondément le gouvernement depuis deux mois. C'est le mouvement *« dit »* des Gilets jaunes. Benjamin Griveaux fait sa rentrée d'hiver. En ce vendredi 4 janvier 2019, il a filmé et tweeté son arrivée à l'Élysée avec tous les membres du gouvernement, pour la traditionnelle mise en scène des retrouvailles après les vacances de Noël. Gérald Darmanin est au téléphone, Marlène Schiappa lui sourit, et on entend le porte-parole rire juste avant d'entrer dans le Palais. Voici sa vingtième conférence de presse de compte rendu à l'issue du Conseil des ministres. Emmanuel Macron a renoncé à augmenter les taxes sur le carburant et a dégagé plus de 10 milliards d'euros. Dans ses vœux, le président a employé cinq fois le mot « colère » et a annoncé une lettre aux Français pour détailler sa tournée imminente dans le cadre de son grand débat national. Et il a dit aussi : *« Certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple – mais lequel ? D'où ? Comment ? Et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels. C'est tout simplement la négation de la France ! »* Cinq jours plus tard, son porte-parole va plus loin : *« Le mouvement dit des Gilets jaunes, pour ceux qui restent encore mobilisés, est devenu le fait d'agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement. »* Et Benjamin Griveaux fait les comptes de ce qui n'est désormais pour lui qu'une *« infime partie d'irréductibles » : « Je rappelle qu'ils étaient 236 000 il y a cinq semaines et 2 000 hier. »* Il lit ses notes : *« Nous allons aller plus loin dans le changement, être plus radicaux. »* Et pour être certain que le message est passé, il tweete sa citation à la sortie du

compte rendu.
Ils sont 8 100 à répondre présents à l'invitation du groupe Facebook La France en colère. Leur programme : *« Les Gilets jaunes se réunissent sur les places symboliques. »* Et ils sont plusieurs milliers le 5 janvier 2019, réunis à 14 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, pour longer la préfecture de police de Paris et rejoindre les quais en direction de l'Assemblée nationale, leur destination. Mais quai Anatole-France, devant le musée d'Orsay, la police bloque les manifestants. Une péniche prend feu et les manifestants se scindent en deux. Un groupe, comprenant Christophe Dettinger, ancien champion de France de boxe surnommé le « gitan de Massy », prend à droite pour emprunter la passerelle Léopold-Sédar-Senghor afin d'accéder aux Tuileries et à la place de la Concorde. Certains pensent pouvoir atteindre l'Élysée, mais les policiers les bloquent. Le Gitan de Massy sort les poings et tape fort sur les boucliers et les têtes de deux CRS.

«C'est tout simplement la négation de la France. »

Au même moment, l'autre partie des manifestants prend à gauche rue de Solférino, longe feu le Parti socialiste et atteint la rue de Bellechasse, où se trouve un chariot élévateur dont les clefs sont sous le tapis de sol. C'est l'engin de chantier qui va finir dans la porte du ministère de Benjamin Griveaux. Le troisième district de la police judiciaire de Paris comptera vingt personnes sur les nombreuses images des quatre minutes qui vont suivre. Dix-huit hommes identifiés par la justice, de X1 à X18, et deux femmes immatriculées pour identification F1 et F2. Le premier à interagir avec le chariot est X15. Son prénom est Jonathan. Il ne fait que bloquer le klaxon pour faire le plus de bruit possible et repart. Arrive ensuite F2 qui porte une veste kaki, une capuche et un gros masque à gaz. Sylvie se fait appeler Sysy de la Vega sur Facebook où elle partage en direct la vidéo. C'est elle qui filme un homme prenant les clefs avant de les donner à X7. X7 porte des baskets et une veste

polaire. Son prénom est Thomas, mais tout le monde le surnomme « Kangourou » car il sautille beaucoup. Un kangourou au chômage après un CDD de trois mois comme chauffeur-livreur et au casier judiciaire vierge, qui expliquera lors de son procès qu'il est monté sur ce chariot volé *« comme un enfant sur un manège »*. Puis une personne tout en noir que la police n'identifiera jamais met le contact. Il est 16 h 16, les phares de l'engin s'allument et X1 entre en action. Un conducteur ivre d'alcool et de l'euphorie générale (c'est en tout cas ce qu'il dira pour sa défense). X1 porte une chevalière et se prénomme Romain. Il est en CDI depuis quatre ans, chef d'équipe en tuyauterie incendie. Déjà condamné à trois reprises pour conduite sans permis, X1 sera le seul à faire de la prison pour vol en réunion, dégradation du chariot élévateur et dégradation en réunion – neuf jours de détention provisoire du 14 au 22 février 2019, suivis du port d'un bracelet électronique. Et pour avoir défoncé le portail, il sera également le seul condamné à rembourser le préjudice matériel : 101 879 euros et 48 centimes. Selon son avocat, Manuel Abitbol, il va donner 100 euros par mois, jusqu'à la fin de sa vie.

« Arrête-toi et défonce la porte d'un monument de la France »

Il est 16 h 20, et au moment précis où le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner s'affiche en réunion de crise et tweete qu'il *« appelle chacun à la responsabilité et au respect du droit »*, Romain arrive devant le 101, rue de Grenelle. L'hôtel de Rothelin-Charolais, construit pour Philippe d'Orléans au début du XVIII^{e} siècle, a accueilli les bureaux de Brice Hortefeux et d'Éric Besson, avant d'héberger le porte-parole du gouvernement et l'Observatoire de la laïcité. Mais Romain ne s'arrête pas. Son chariot continue sa course. Les Gilets jaunes assurent ne pas avoir particulièrement ciblé Benjamin Griveaux. Ne pas même savoir qu'il s'agissait d'un ministère, malgré le blason tricolore à gauche du grand portail bleu. Thomas-Kangourou témoigne juste avoir entendu un cri anonyme adressé au conducteur : *« Arrête-toi et défonce la porte d'un monument de la France ! »* Mais Romain jure n'avoir perçu à cet instant que le bruit du moteur. Toujours est-il qu'il pile et engage une petite marche arrière. Ils sont au moins quatre debout, en équilibre

sur les branches de son engin. Deux descendent. Le chariot prend de la vitesse et percute la porte. Les panneaux sont arrachés, le montant central se brise. Des cris de joie. Puis un flottement. Les manifestants ne s'engouffrent pas massivement dans le ministère. Trois carreaux de la porte vitrée du poste de contrôle volent en éclats. Dans la cour, deux voitures sont endommagées. Puis les Gilets jaunes repartent et s'attaquent à deux banques voisines.
Sylvie-Sysy de la Vega filme l'engin abandonné dans la vitrine de la Société générale, puis l'intérieur de l'habitacle. Kévin, un manutentionnaire qui vit chez son père et déclare en moyenne 700 euros de revenus mensuels, s'approche d'elle après être brièvement monté sur le chariot. Il a déjà onze mentions au casier judiciaire et après avoir détruit la caméra de surveillance du distributeur de billets de la Société générale et la vitrine de la BNP, il lui lance : *« Putain, t'es mal mais t'as de la chance, j'ai essuyé derrière toi. Sinon t'es mal. »* Sylvie lui répond : *« Ouais, j'ai vu, merci. »* Puis elle filme les Gilets jaunes en train d'effacer leurs traces sur le chariot. En direct sur Facebook Live.



Ce n'est pas la première fois qu'un ministère est attaqué

physiquement. Le 8 février 1999, les agriculteurs de la FNSEA saccagent le bureau de la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement de Lionel Jospin. Mais Dominique Voynet est en déplacement en région et ne voit pas la boue sur sa table, ni les petits pois sur sa moquette. C'est son directeur adjoint de cabinet qui se prend la farine sur le nez. Cinq agriculteurs sont arrêtés. L'un sera relaxé. Les quatre autres écoperont seulement de 10 000 francs d'amende. Mais c'est la première fois dans l'histoire de la Ve République qu'un ministre doit fuir son bureau. Et ça tombe sur Benjamin Griveaux, en pleine interview avec *M, le magazine du Monde*. *« On bouge ! On bouge ! »* crie l'officier de sécurité en interrompant l'entretien. *« Moi j'ai un OS [officier de sécurité] qui est armé. Et le drame, c'est que si quelqu'un s'en prend à moi, il est obligé de tirer. Vous imaginez ce que cela aurait donné ? Donc vous partez. »* En jean et basket *« parce qu'on est samedi »*, le ministre passe par le jardin de son ministère, sort par l'hôtel de Castries, traverse la rue de Varenne et se réfugie à Matignon. Édouard Philippe lui demande : *« Ça va ? Putain, j'ai vu ! »*
« Qui sème le vent, récolte la tempête. Benjamin Griveaux parlait "d'aller + loin dans le changement, d'être + radicaux" : il a dû évacuer son ministère », réagit Nicolas Dupont-Aignan à 17 h 35 sur Twitter. Vingt-cinq minutes plus tard, c'est la porte-parole des Républicains, Lydia Guirous, qui met en ligne : *« Les violences sont inadmissibles. Je les condamne fermement. Mais n'oubliez jamais @EmmanuelMacron @BGriveaux : "Le mépris est une pilule qu'on peut avaler mais qu'on ne peut mâcher…" (Molière) #ActeVIII. » « À force de mettre de l'huile sur le feu !!! »* tweete à son tour Alain Houpert, sénateur LR de la Côte-d'Or.

« Ce n'est pas moi qui ai été attaqué. C'est la République »

« Ils ont attaqué la maison France », rétorque Benjamin Griveaux devant les caméras, à 19 h 10 : *« Ce n'est pas moi qui ai été attaqué. C'est la République. »* Et à 20 h 52, c'est le président de la République qui communique. Sauf que, dans son tweet, Emmanuel Macron ne cite pas son ministre : *« Une fois encore, une extrême violence est venue attaquer la République – ses gardiens, ses*

représentants, ses symboles. Ceux qui commettent ces actes oublient le cœur de notre pacte civique. Justice sera faite. Chacun doit se ressaisir pour faire advenir le débat et le dialogue. » En fin de soirée, BFM demande à ses invités : *« Quand Benjamin Griveaux dit que ce n'est pas lui qui est attaqué mais les institutions, est-ce que le constat vous semble juste ? » « C'est la réponse du berger à la bergère »*, estime la rédactrice en chef adjointe de l'hebdomadaire catholique *La Vie*, Pascale Tournier. Tout comme Eddy Fougier, politologue chercheur à l'IRIS : *« Ce n'est pas la France qui est attaquée, ce n'est pas la République, ce ne sont pas les grands mots. C'est Benjamin Griveaux. C'est ce gars-là qui disait qu'il ne voulait pas de cette France qui roule au diesel et fume des clopes. C'est cette France-là qui s'est invitée dans son bureau. »*
Une référence à un indiscret du *Journal du dimanche* d'octobre 2018, un mois avant les Gilets jaunes, dans lequel, pour taper sur Laurent Wauquiez, à l'époque patron de la droite, qui critiquait la fiscalité écologique imaginée par l'exécutif, Benjamin Griveaux affirmait : *« Wauquiez, c'est le candidat des gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel. Ce n'est pas la France du* XXI*e siècle que nous voulons. »* Phrase qui a *« fait honte »* à Bayrou et que Benjamin Griveaux assure ne jamais avoir prononcée. Mais c'est trop tard, elle s'affiche sur les pancartes des Gilets jaunes qui fument des clopes et roulent au diesel. *« Je sais que je peux être dur dans la manière dont je défends une cause. Mais je ne m'attaque jamais aux personnes. »*

« Pardon, hein »

En cette rentrée 2020, Benjamin Griveaux, qui est encore député de Paris, a quand même nettement plus de temps pour lui. Mais il n'a pas changé. Et a toujours les mêmes tics de langage. Il parle toujours franglais et ne traduit pas quand il évoque le *learning by doing*, se réjouit que la CFDT soit *on board*, considère que le chef de l'État fait le job et rappelle que la gauche a *« dirigé pendant quinze ans* by the way *»*. Autre tic, comme quand il était le plus irritant sniper de la macronie, il dit toujours *« Pardon, hein »* avant de lancer une méchanceté. Et il le dit beaucoup. *« Pardon, hein, mais les quelques Gilets jaunes des plateaux télé, les Fly Rider, les*

Rodrigues, les Chalançon, sont de vrais fachos. J'assume totalement. Hein, pardon. »

« Les quelques Gilets jaunes des plateaux télé sont de vrais fachos. J'assume totalement. »

Mais Benjamin Griveaux est aussi un vrai sentimental qui se ronge maladivement les ongles, un homme capable dans la même phrase de cynisme et de délicatesse, un grand lecteur qui baisse subitement le son et qui se souvient de toutes les fiches gobées. *« Je connais un nombre de chiffres inutiles dont vous n'avez même pas idée. Je rêve un jour de trouver la case* reset*, de vider la corbeille. »* En attendant, il vide sa malle aux souvenirs, qui renferme tous les petits mots reçus en Conseil des ministres. C'est un rituel. Les téléphones étant interdits pour des raisons de sécurité, bien avant le scandale Pegasus chaque mercredi matin, ceux qui veulent communiquer entre eux s'écrivent des messages qu'ils placent dans des enveloppes sur lesquelles on peut lire *« Présidence de la République – Conseil des ministres »*. Chacun note alors ses initiales, dessine une flèche et indique les initiales de son destinataire. Comme il n'y a pas d'huissier, ils se passent leurs missives[1].Griveaux a notamment archivé les petits mots du Premier ministre, Édouard Philippe. Des messages potaches : après l'intervention de certains membres du gouvernement, leur chef indiquait par exemple à son porte-parole : *« Ça, tu n'es pas obligé d'en faire état dans ton compte rendu. »*
Dans la malle aux souvenirs du groupie nostalgique, on trouve aussi des bouts de discours annotés par Emmanuel Macron, récupérés après les meetings pour que les gens ne les prennent pas. Et les carnets Moleskine noirs, qui contiennent toutes ses notes de campagne dont il a juré, comme chacun des membres de l'équipe, qu'elles ne donneront jamais lieu à un livre. Des blocs-notes portant l'écriture manuscrite d'Emmanuel Macron qui a signé le premier logo du parti. Une carte de visite avec son numéro personnel, du temps

où il n'avait pas de secrétaire. Tous ses badges de meetings dont celui du premier à Amiens, celui de la Mutualité en juillet 2016 qui lui rappelle cet *« enthousiasme un peu irrationnel comme seules les élections présidentielles savent les provoquer dans le pays »*, et le badge rouge « Équipe » de la porte de Versailles, le 10 décembre 2016, où il tente de nous convaincre qu'Emmanuel Macron a uniquement hurlé *« C'est notre projet ! »* car il avait un problème de retour son. Voici aussi la pièce maîtresse de sa collection, le premier pin's EM point d'exclamation, tricolore, qu'il était si fier d'arborer sur les plateaux en tant que porte-parole de campagne, quand il n'était pas encore l'invité des matinales des principales radios nationales mais devait se battre pour l'être dans ce que les initiés appellent les *« petites matinales »* à 6 h 30.

« Objectivement, Hollande, c'est un accident »

Benjamin Griveaux est entré dans la bulle Macron le 24 octobre 2015. *« Avant ce jour, Emmanuel, je ne l'avais vu que deux fois, ce qui est étonnant car on a le même âge, des amis communs et des parcours pas très éloignés. »* Nés à huit jours d'écart à la fin du mois de décembre 1977, les deux hommes ont en commun de ne pas être parisiens, d'être des enfants de la bourgeoisie, d'avoir étudié dans des établissements privés catholiques puis réussi Sciences Po Paris et d'avoir tous les deux peu connu l'échec, si ce n'est à un concours : Normale Sup pour le chef de l'État, l'ENA pour Benjamin Griveaux. Pour le reste, avant de se retrouver dans les coulisses de la campagne de François Hollande, leur parcours diverge sur un point. Alors que le futur président est inspecteur des finances et banquier d'affaires, son futur porte-parole est un ambitieux élu local à Chalon-sur-Saône. *« Ce qui m'a déniaisé »*, dit-il, et lui a donné le temps d'être surnommé par un sénateur socialiste local puis par ses différents ennemis à travers la France, le « marquis de sa suffisance ». Après la défaite de DSK face à Ségolène Royal en 2006 et l'opprobre éliminatoire en 2011 des affaires du Sofitel de New York et du Carlton de Lille, l'apparatchik orphelin se rabat par défaut sur François Hollande, chez qui il n'obtient qu'un petit poste au cabinet de Marisol Touraine et qu'il exécute aujourd'hui en trois formules : *« Le compromis ne peut pas être la conjonction de petits*

renoncements. Et c'est ça, Hollande. » Puis : *« Objectivement, Hollande, c'est un accident. »* Et la dernière, qui parle autant de l'ex-chef de l'État que de sa vision de la chose publique : *« Quand vous renoncez à la confrontation, c'est fini. »*



Bretteur de campagne

C'est quand même Dominique Strauss-Kahn qui lui donne la clef du pouvoir. Pas tant pour la théorie – *« DSK, c'était l'expérience absolue de la liberté en politique et c'est ce que l'on a retrouvé avec Emmanuel »* – que pour la pratique. Le 9 mars 2005, le jeune strauss-kahnien de 27 ans fait passer un entretien d'embauche à un étudiant en première année de Sciences Po qui fête ce jour-là ses 18 ans. Un certain Ismaël Emelien. Dix ans plus tard, « Isma » lui propose une discrète rencontre à Bercy, un samedi après-midi, avec le ministre de l'Économie dont il est devenu conseiller spécial. Emmanuel Macron ne dit pas encore explicitement qu'il veut la place de François Hollande. Il préfère se réfugier derrière des formules

collectives et employer de pudiques périphrases comme *« notre rôle, c'est de peser sur le débat présidentiel pour 2017 »*. Benjamin Griveaux devient immédiatement le faux nez de l'ambition secrète du ministre. Avec Stanislas Guerini et Cédric O, ils déposent discrètement à la préfecture du Val-de-Marne les statuts d'une mystérieuse Association pour le renouvellement de la vie politique française, futur En Marche. Il renonce à ses 15 000 euros mensuels de directeur de la communication et des affaires publiques chez le géant immobilier Unibail-Rodamco-Westfield pour devenir bretteur de campagne. Et gagner, selon les MacronLeaks, 6 000 euros mensuels pendant la campagne. Avec Adrien Taquet, Julien Denormandie et Sibeth Ndiaye, ils forment sur Telegram la « bulle des mormons ». Un surnom moqueur donné dans la presse par une bulle rivale. *« Les mormons, ça nous va très mal ; on est l'équipe qui bouffait le plus de côtes de bœuf et buvait le plus de vin rouge de la République, s'amuse Benjamin Griveaux. Nous, on n'est pas trop amish. On est plus sybarites que mormons. »*

S'il est omniprésent pendant la campagne, son arrivée au pouvoir est pourtant contrariée. Car Benjamin Griveaux n'est pas et n'a jamais été suffisamment dans la première bulle pour être réellement dans les petits papiers du président. D'ailleurs, il n'est tout simplement pas sur la photo de l'escalier Murat du premier gouvernement Philippe. Sur la photo officielle du second gouvernement Philippe, il faut bien scanner l'estrade posée dans les jardins du Palais pour l'apercevoir. Tout à droite. Au deuxième rang. Derrière Nathalie Loiseau. Entre Brune Poirson et Élisabeth Borne. Il n'est que secrétaire d'État, sous-fifre de Bruno Le Maire à Bercy. Il lui faudra attendre cinq mois pour occuper un poste exposé, à défaut d'obtenir jamais un grand ministère régalien. En novembre 2017, à la faveur du départ de Christophe Castaner qui devient délégué général du parti, il récupère le *« ministère du "vu à la télé" »*. Il n'est toujours que secrétaire d'État, mais le porte-parole du gouvernement que chacun de ses tweets engage. Après 492 jours et quasiment autant de duplex et de matinales, il quitte le gouvernement fin mars 2019 pour son *« grand projet perso »*. Son futur grand regret. L'autre campagne et le seul vrai échec de sa vie : Paris.

Paris, naufrage collectif…

Dans le bureau de Benjamin Griveaux à l'Assemblée, pendue au portemanteau, une carte de Paris. Benjamin Griveaux parcourt des yeux sa circonscription : les III^{e} et X^{e} arrondissements. Et pose son doigt. *« Voilà, c'est là. »* Son projet phare. Déplacer la gare de l'Est pour y créer un *« Central Park parisien »*. Un projet moqué par ses rivaux et balayé par son propre parti, lorsque Agnès Buzyn lui succède. Tout partait bien pourtant. Emmanuel Macron fait 34,8 % au premier tour et 89,68 % au second à Paris en mai 2017. En mars 2018, son candidat apparaît en tête des intentions de vote. Et puis… Et puis à la rentrée 2019, Benjamin prend *« un coup de base-ball genou gauche au moment du départ pour le 100 mètres »*. La candidature dissidente de Cédric Villani. Et l'inaction, la stratégie de pourrissement très darwinienne d'Emmanuel Macron. *« Je m'en veux de ne pas avoir été suffisamment convaincant auprès d'Emmanuel pour lui faire comprendre que Cédric Villani allait s'asseoir sur la décision de l'investiture. Je lui ai fait savoir début 2019 qu'il constituerait un groupe à l'Assemblée nationale, que son objectif était parisien et national. Je n'ai pas réussi à le convaincre que cette candidature était létale pour En Marche à Paris. Létale. »* Emmanuel Macron attendra un dimanche de la fin du mois de janvier 2020 pour convoquer Cédric Villani et lui demander, en vain, de se retirer. Chacun dans sa bulle. Naufrage collectif.

Emmanuel Macron et son inaction, sa stratégie de pourrissement très darwinienne.

En juillet 2019, *Le Point* publie la transcription d'un enregistrement audio de Benjamin Griveaux au téléphone avec un ami. Un échange privé au cours duquel il se montre ordurier avec ses rivaux-et-néanmoins-indispensables-futurs-alliés-s'il-veut-gagner. Il dit notamment, et c'est le *« moins pire »* : *« Chaque jour il y a un abruti qui dit qu'il veut être maire de Paris. »* Le député suspecte un taxi de l'avoir enregistré à son insu. Cette fois-ci, il regarde notre

enregistreur. Et c'est en connaissance de cause qu'il lâche : *« D'autres éléments de la bulle ne souhaitaient pas ma candidature. »* Long silence. *« Ils en porteront la responsabilité. Moi, je porte la mienne. »* Celui qui ne l'a pas annoncé publiquement, mais sait déjà à cet instant qu'il va démissionner de son mandat de député avant 2022, va plus loin. Beaucoup plus loin : *« Ceux de la bulle qui ne souhaitaient pas ma candidature ont essayé de m'éliminer et ils ont réussi leur coup. Je sais pertinemment qui m'a mis des bâtons dans les roues et tapé dessus constamment dans la presse. C'est la déformation des anciens du Mouvement des jeunes socialistes sans doute que de flinguer son propre camp. J'espère pour eux qu'ils grandiront. »*

Procès en arrogance

« L'arrogance, c'est de penser "je vaux mieux que toi, tu es une merde". Moi, cette prétendue arrogance, on me l'a collée mille fois aussi. » La définition par Benjamin Griveaux de la bulle Macron est la réponse à l'éternel procès en arrogance qu'on leur fait à tous les deux : une forme d'autoportrait commun qui commence par une banalité proférée avec une grande sincérité. *« Être aimé, c'est pas simple. »* Puis un début de mea culpa politique : *« Pardon, hein, mais si on revient au mouvement des Gilets jaunes, je n'ai aucun problème avec des personnes qui le 15 du mois sont dans la merde. Que ces personnes soient en colère, c'est juste normal. Et est-ce qu'on a changé radicalement leurs vies ? Pas suffisamment. »* Voici l'argument de jalousie : *« Dans un pays qui doute, je peux comprendre que les gens qui se disent "ma fin de mois n'est pas assurée, je suis inquiet pour mes enfants, je sais pas ce que je ferai demain", éprouvent des sentiments peu amènes. C'est vrai qu'à 39 balais être président de la République a un côté vertigineux qui peut provoquer de l'envie. »* Un jeu-concours de synonymes : *« Arrogant ? Nan ! »* Il est intransigeant avec lui-même et avec les autres. Il peut être dur. Très, très, très dur. Gérald Darmanin s'en souvient. Au moment de la délicate mise en place du prélèvement à la source – décidé, rappelons-le, par François Hollande –, le chef de l'État l'avait publiquement tancé d'un *« c'est de la couille, ça vole pas ton truc »*. Les participants d'un autre Conseil des ministres se

rappellent et nous racontent la fureur froide du président qui s'était rendu compte lors de son itinérance mémorielle que le droit à l'erreur, loi promulguée, n'était pas ou très mal appliquée sur le terrain. La bulle de l'État profond qui fait dire à Emmanuel Macron : *« En France, on a le talent de voter des textes qui font plaisir à ceux qui les conçoivent et qui ne changent rien pour ceux auxquels ils sont destinés. »* Benjamin Griveaux a également été très impressionné par le pouvoir de donner la mort. *« Au fond, ce qui lie tous les présidents de la V^e^ République, c'est que, quand vous envoyez des troupes au feu, si ça ne se passe pas bien, c'est vous qui avez pris la décision. Et à la fin des fins, je ne souhaite à personne, vraiment, jamais, de devoir la prendre. Je n'arrive pas à mesurer ce que ça peut représenter. Peu de gens sont préparés, y compris émotionnellement, à encaisser ce qu'un président de la République encaisse. Emmanuel Macron a le calme et la distance nécessaires. Et son absolue maîtrise peut donner une impression de solitude, de froideur. Comme l'écrit René Char dans* Le Marteau sans maître *: "Il faut être l'homme de la pluie et l'enfant du beau temps." »* Mais Benjamin Griveaux préfère un extrait des *Matinaux* : *« Impose ta chance, serre ton bonheur et va vers ton risque. À te regarder, ils s'habitueront. »* Comme un goût commun de la provocation ? Silence souriant. Et trois mots, *baseline* de leurs deux vies : *« Sinon, on s'ennuie ! »*



1 - À l’exception du chef de l’État qui ne passe jamais rien et qui est le seul, dans sa bulle, à avoir ses propres enveloppes où l’on peut lire « Le président de la République ».



« Été 2018, j'ai fait une tournée européenne pour la dynamique de Renew et aller chercher de nouveaux partenaires. Normalement, le chef du parti n'est jamais reçu par personne. Là, aux Pays-Bas, j'avais rendez-vous avec Mark Rutte. Le Premier ministre hollandais a déplacé un rendez-vous pour me recevoir. Et même en Pologne, le Premier ministre a voulu me voir, j'ai fait savoir que non, c'était trop délicat. J'étais un petit Emmanuel Macron. J'étais un bébé Yoda. »

CHRISTOPHE
CASTANER
HOUSE OF FORCALQUIER

6 DÉCEMBRE 2015
Dans la bulle Macron depuis le 6 décembre 2015

Quand Christophe Castaner reçoit à son domicile, sur les hauteurs de Forcalquier dont il fut maire pendant seize ans, il commence toujours par montrer les montagnes du Lubéron avant de réciter le même commentaire sur le panorama et de raconter l'histoire du comté de Forcalquier, le moins puissant des comtés de Provence. Il tend l'index vers le sommet de la colline de la Citadelle et pointe le carillon rénové. Non loin de là, il évoque aussi la concathédrale Notre-Dame-du-Bourguet. *« À Marseille, on ne dit pas "concathédrale", mais l'inverse, "cathédrale, con" ! »* Puis il retrace la saga du fondateur du groupe de cosmétique L'Occitane qui vit discrètement dans ce village de 5 000 âmes et provoque chez lui un accès d'humilité : *« Je fais travailler moins de monde que lui et il laissera probablement une plus grande trace que moi dans l'histoire du pays. »*

Nous étions venus pour comprendre comment le dernier comte de Forcalquier s'était pacsé avec un roi de France nommé Emmanuel Macron, mais, surprise, le comte préfère disserter sur son amour des séries télévisées. En ce moment, il regarde *The Mandalorian*. Et, en l'écoutant parler, jaillit un étrange parallèle, comme si Christophe Castaner était en réalité un personnage échappé de *House of Cards*, version hexagonale. Une version plus *soft*, moins noire, sans meurtres ni corruption. Mais les points communs avec le Frank Underwood incarné par Kevin Spacey sont évidents. Tous deux sont élus du Sud : l'un est représentant du cinquième district de Caroline du Sud, l'autre député de la seconde circonscription des Alpes-de-Haute-Provence. Tous deux sont experts des combines électorales et acteurs expérimentés du pouvoir ayant grandement contribué à faire élire leur président. Tous deux sont franchement viandards : *ribbs* et énormes pièces de bœuf s'invitent à leur table. Mais leur principal point commun est leur fonction politique. Frank Underwood est un *whip*, c'est-à-dire un coordinateur de la majorité parlementaire, membre du Congrès des États-Unis chargé de veiller à ce que les élus de son parti soient présents et votent en fonction des consignes du parti démocrate, avec un fouet – *whip*, en anglais. Christophe Castaner occupe exactement la même fonction à Paris comme président du groupe LREM à l'Assemblée nationale. Même s'il reconnaît lui-même être

« amoureux » du président, son rapport à Emmanuel Macron est plus complexe que ne le pensent ceux qui le considèrent comme un « kéké[1] ».
Outre qu'il ne sera jamais président de la République française, le cousin provençal diffère en revanche fondamentalement de Frank Underwood par son caractère contemplatif, lui qui compose des haïkus depuis un voyage à Bali où il a découvert la méditation. Le personnage de fiction n'aurait ainsi jamais mis en ligne ce texte posté sur Instagram par Christophe Castaner pour célébrer le premier déconfinement, le 19 mai 2020 : *« Revoir vivre la vie, Regarder sourire les rires, D'une terrasse à l'autre. »* Ni celui du 31 janvier 2021 : *« Demeure endormie, Âme froide au creux de l'hiver, Espère en secret. »* Pas plus que le 14 février dernier : *« Silence des oiseaux, Noirceur du fenouil séché, Le printemps arrive. »* Nous avions peu de questions sur le fenouil séché, mais beaucoup sur ses espérances secrètes.
Voici le synopsis de la vie politique de Christophe Castaner. Le rapport très complexe à son père violent ne sera pas évoqué dans cette série. Ni sa jeunesse turbulente, au cours de laquelle il a *« pas mal zoné »*, joué au poker et fréquenté des gens peu fréquentables pour un futur ministre de l'Intérieur, avant d'être *« sauvé »* par son épouse, Hélène.
Voici *House of Forcalquier*, une suite de monologues face caméra entrecoupés de scènes clefs, inédites, du quinquennat.

Épisode pilote : « PACA, pas deux fois »

Le récit commence une nuit de l'hiver 2015 à l'Assemblée. Christophe Castaner est alors un député socialiste, ancien chef de cabinet de la ministre de la Culture Catherine Trautmann et du ministre de la Fonction publique Michel Sapin. Un rocardien à qui le hollandisme ne sourit pas assez et qui devient rapporteur de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. La loi Macron. Le député socialiste assiste à des débats qui s'étirent jusqu'à minuit, avant d'être invité avec les autres rapporteurs à débriefer avec le ministre jusqu'à 1 heure du matin. Puis le débat continue pendant la nuit, quand Emmanuel Macron lui envoie des SMS à 5 heures du matin : *« Bon, j'ai vu ton truc, ça, on prend. »* Le

ministre part ensuite faire un footing. Ce rythme inhumain, romancé, a aidé à créer la légende d'un président qui ne dort jamais. Sur ce point précis, il a changé. *« Il se lève moins tôt qu'avant. Ça doit être le poids de la fonction. »*

« Réponds-moi que tu vas bien. Oui ou merde, mais réponds-moi. »

En décembre de ce même hiver, Christophe Castaner, qui a été vice-président de Provence-Alpes-Côte d'Azur de 2004 à 2012, est sévèrement battu dès le premier tour des élections régionales par la candidate frontiste Marion Maréchal-Le Pen et par le candidat de droite, Christian Estrosi. Il se désiste, dans la douleur, au nom du front républicain et peine à convaincre certains socialistes sur sa liste de faire de même. De son parti, le PS, il n'a reçu qu'une consigne de timing – ne pas parler avant le bureau national de 22 heures –, et un seul appel de soutien – celui du Premier ministre Manuel Valls. Sentant arriver la défaite, le président François Hollande, qu'il tente de consulter depuis la veille, est sur répondeur. Il se sent seul, lâché. Le ministre de l'Économie l'appelle une fois, deux fois, trois fois. Il est touché par le geste, mais trop déprimé pour décrocher. Il finit par recevoir un SMS d'Emmanuel Macron vers minuit : *« Réponds-moi que tu vas bien. Oui ou merde, mais réponds-moi. »* Une loyauté est née.

Flash-back. Les deux hommes se sont rencontrés pour la première fois à l'Élysée, en 2013. Le député de Forcalquier avait besoin du secrétaire général adjoint du Palais sur un dossier de délocalisation et la technicité de ce dernier l'a bluffé. Avec le SMS de décembre 2015, il pénètre vraiment dans sa bulle. Ce coup de foudre politique est en réalité un troc. Emmanuel Macron, pour qui il a une vraie fascination et va se découvrir un étrange *« appétit sacrificiel »*, lui offre une revanche et l'accès au pouvoir. En échange, Christophe Castaner lui apporte son expérience politique, son image d'homme simple et, qui plus est, de gauche.

Confidence face caméra. Ce faux calme mais vrai sensible parle

souvent très vite, d'une voix étonnamment pincée : *« Quand j'ai rejoint Emmanuel, je n'imaginais pas une seconde qu'il serait élu président ! Je pensais qu'on avait besoin d'un bon vieux parti, qu'il fallait qu'il se soumette à la primaire PS et que le dépassement était impossible. Je me suis totalement planté. »*
Flash-forward. L'action se déroule mi-mars 2021 à Forcalquier. Notre héros est en pleine négociation secrète avec Renaud Muselier. Le chef de l'État l'a chargé des tractations avec le président LR sortant de la région PACA. Officiellement, la cheffe de file LREM pour les élections régionales est Sophie Cluzel, la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées. En réalité, le plan présidentiel est de fusionner avec la droite avant le premier tour.

« Il n'y a rien de pire pour lui que d'avoir le sentiment que vous l'enfermez. »

Intonation à la Frank Underwood, face caméra, air de roublard en col blanc : *« À force d'hésiter, Muselier nous fait tellement chier dans la négo qu'hier Thierry Solère lui a dit que ça n'allait pas être possible. En même temps, ce n'est pas cynique de dire qu'on ne peut pas battre Muselier, que ce soit avec Sophie Cluzel ou quelqu'un d'autre. Donc ce serait bien de les amener vite à nous. »* Le 2 mai, le Premier ministre annonce au *JDD* que l'alliance de LREM avec Renaud Muselier est bouclée et que sa liste se retire. La nouvelle crée un psychodrame chez LR qui menace de retirer son investiture. Finalement, l'alliance est maintenue avec uniquement une quinzaine de candidats LREM sur la liste LR, mais Sophie Cluzel est sacrifiée. Renaud Muselier est réélu face au candidat de Marine Le Pen, Thierry Mariani. Et Christophe Castaner a pris une revanche sur sa défaite du 6 décembre 2015.

Épisode 1 : « L'escalade »

Le matin du 12 avril 2017, dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle, le candidat et son porte-parole embarquent à bord d'un petit avion vers les Hautes-Pyrénées. Au programme, matinée à Bagnères-de-Bigorre, où le premier passait ses vacances

avec sa grand-mère, comme ses communicants aiment tant le souligner pour surjouer ses racines locales. Déjeuner à *L'Étape du berger*, chez son ami Éric Abadie. Soirée à Pau, pour un meeting chez François Bayrou. Pendant le vol, Emmanuel Macron interroge Christophe Castaner sur ses loisirs et lui avoue avoir envie de faire de l'escalade.
Retranscription de l'échange entre les deux hommes :
« — Dans les trois semaines à venir, tu ne vas pas pouvoir et après tu n'auras plus le droit.
— Pourquoi ?
— T'es con ? T'as pas vu le calendrier ? Trois semaines de campagne, tu auras autre chose à faire. Et après, c'est un sport tellement dangereux que le service de sécurité te l'interdira.
— Mais pourquoi je n'aurais plus le droit ?! »
Christophe Castaner face caméra (placée derrière le hublot) : *« C'est sa sacro-sainte liberté qui est touchée. Et il n'y a rien de pire pour lui que d'avoir le sentiment que vous l'enfermez. »*

Épisode 2 : « La Rotonde »

23 avril 2017. 8 656 346 électeurs glissent dans l'urne un bulletin sur lequel figure le nom d'Emmanuel Macron et le placent en tête au premier tour de la présidentielle, avec 24,01 % des suffrages exprimés. Derrière lui, dans un mouchoir de poche, Marine Le Pen (21,30 %), François Fillon (20,01 %) et Jean-Luc Mélenchon (19,58 %) recueillent chacun plus de 7 millions de voix.
Dès 13 h 42, Christophe Castaner reçoit de Valérie Lelonge, la fidèle secrétaire du candidat, un mail groupé dont les destinataires sont masqués. Objet : *« Invitation de la part de Brigitte et Emmanuel Macron. » « Bonjour, Brigitte et Emmanuel Macron vous convient à un dîner avec vos conjoints à l'issue de ce premier tour à partir de 22 h 30 au restaurant* La Rotonde*, 105 boulevard du Montparnasse, 75006 Paris. Je vous remercie de me confirmer votre répondre [sic, ce doit être l'émotion] par retour de mail. Valérie. »*
Christophe Castaner quitte le QG de l'Abbé-Groult, dans le XV^{e} arrondissement de Paris, à moto-taxi vers 19 heures. Il manque la sacro-sainte messe des résultats à 20 heures. Même si tous les sondages à la sortie des urnes convergent, voir s'afficher la tête de

son candidat était important pour lui. *« C'est frustrant pour moi d'avoir raté ce moment de grande émotion et de partage avec les proches, mais on connaissait le résultat et il fallait être sur les plateaux. »* Le porte-parole finit sa tournée sur BFM vers 23 heures. Il y découvre avec beaucoup de retard les images de La Rotonde et que toutes les chaînes, pas seulement celles d'info, diffusent en direct ces agapes triomphales saisies au travers des baies vitrées de la brasserie et qui posent un double problème. Premièrement, faire la fête le soir du premier tour n'est pas seulement déconseillé aux superstitieux, c'est symboliquement hautement prématuré. Deuxièmement, les images rappellent Nicolas Sarkozy. Christophe Castaner entend Ruth Elkrief s'exclamer : *« C'est dingue, c'est son Fouquet's*[2]*. »*

Quand le porte-parole rejoint enfin le boulevard Montparnasse, il s'isole avec le candidat, près de la porte vitrée. Les reporters n'ont pas le son, mais peuvent deviner à l'expression du président-presque-élu qui contracte ses mâchoires et dont les yeux lancent des éclairs qu'il ne reçoit pas que des compliments.

Flash-forward cinq ans plus tard : Christophe Castaner nous offre les sous-titres. *« Je lui témoigne d'abord mon émotion, mon soulagement et ma fierté qu'il arrive en tête du premier tour. Sauf qu'il me demande si ça va et là, je suis obligé de lui répondre : "Non, pas du tout. Les trois séquences médiatiques que tu as envoyées ce soir sont très mauvaises." Il se met à râler très fort, mais je développe quand même. »* Référence est faite aux images d'Emmanuel Macron triomphant, bras levés, avec son équipe et sa famille, au balcon du QG de la rue de l'Abbé-Groult, puis au discours de la porte de Versailles que Castaner estime bâclé et, donc, surtout, à cette soirée à *La Rotonde*. *« Son sens politique lui avait pourtant dit que l'image renvoyée ne serait pas bonne et son équipe l'a prévenu bien avant, mais il a décidé de maintenir. C'était une connerie qu'il a fini par reconnaître plusieurs mois après. Seule son équipe devait être présente, mais des people même pas invités se sont tapés l'incrust'. C'est un lieu important dans sa vie personnelle à Paris, mais il a fait passer sa liberté avant le risque de lecture politique. »*



Épisode 3 : « 629 jours et 629 nuits à Beauvau »

« Avec Benjamin [Griveaux], on avait fait un calcul cynique, on connaissait la limite arithmétique pour en avoir discuté avec notre candidat. On savait que les ministres issus du parti ne représenteraient qu'un tiers du gouvernement. Et donc qu'avec la parité il n'y aurait que trois ou quatre de nos hommes au gouvernement. »

Le porte-parolat dont hérite Christophe Castaner est un poste important et surexposé, mais dénué de véritable pouvoir. Il doit se contenter dans un premier temps de l'ingrat secrétariat d'État aux relations avec le Parlement et ne devient ministre de l'Intérieur qu'à la faveur de la démission surprise de Gérard Collomb.

Il arrive place Beauvau un mois avant la crise des Gilets jaunes. En un an, huit mois et 21 jours, Christophe Castaner aura été l'un des ministres de l'Intérieur les plus mis à l'épreuve de l'histoire de la V^{e} République avec, chaque samedi, une tentative d'insurrection, le saccage de l'Arc de triomphe, huit morts dans des accidents de la route sur des barrages et des ronds-points occupés par les Gilets jaunes, plusieurs bavures policières et, le 2 décembre 2018, la mort mystérieuse de l'octogénaire marseillaise Zineb Redouane, suite à

un *« choc opératoire »* consécutif à la grenade lacrymogène qu'elle a reçue en pleine tête en fermant ses volets, le samedi de l'« acte III ». Sans compter les turbulentes manifestations lycéennes et l'image inacceptable de policiers demandant à des collégiens de se mettre à genoux à Mantes-la-Jolie, le 6 décembre 2018. Un quotidien écrasant qu'il a subi, sans jamais pouvoir l'anticiper.
« Sur la colère des Gilets jaunes, on s'est tous plantés. Je venais d'arriver à Beauvau, je n'ai pas porté assez d'attention aux notes des préfets qui faisaient remonter leur inquiétude. Lors d'un échange, Brigitte m'en avait pourtant parlé. Nous avions plein d'indicateurs et nous sommes collectivement passés à côté. Juste une anecdote : quand j'entre au gouvernement en 2017, je me rends compte que mon entourage est biaisé, que je ne fréquente que des gens de gauche, donc je tente de garder contact avec la base. J'envoie un message à 100 personnes repérées à travers le pays pendant la campagne et j'en sélectionne 50 qui acceptent que je teste mes idées sur elles et de me remonter leurs sujets de préoccupation. Il y avait un patron de bar, un président de chambre de commerce, un boucher… des gens très différents, que je pensais représentatifs. J'avais baptisé ce groupe Telegram "France", et j'étais très content de mon outil… Trois semaines après le début des Gilets jaunes, aucun ne soutenait ce mouvement populaire. Pas un seul. Ma boucle n'était absolument pas représentative. »

Épisode 4 : « Le rond-point qui aurait pu tout changer »

Pendant la crise, le locataire de l'Élysée invite souvent son voisin de la place Beauvau à se balader à pied, autour du Palais. Christophe Castaner, qui en 2016 a parcouru sa circonscription à pied, 310 kilomètres entre Manosque et le col de Larche, à la frontière italienne, adore ça. Les deux hommes discutent en marchant et constatent qu'ils ont sous-estimé la façon dont le mouvement cible quasiment exclusivement le président de la République. En tant que représentant de l'ordre, le ministre de l'Intérieur est bien sûr pris pour cible sur les pancartes. C'est au Premier ministre que l'on doit l'impopulaire abaissement de la vitesse maximale autorisée à 80 kilomètres à l'heure ; pourtant c'est principalement le chef de l'État que les émeutiers fluorescents visent dans leurs chants.

« Quand il y a un problème, c'est pour bibi », répète le président à son ministre. Son approche du pouvoir change ; il se rend compte qu'il ne peut pas charger son Premier ministre de gérer à sa place.
Le matin du 19 novembre 2018, deux jours après le premier samedi de manifestation des Gilets jaunes, le ministre, qui pense à tort que les chaînes d'infos en rajoutent dans l'explosion de ce grand cri de misère sociale, fait une proposition secrète à Emmanuel Macron. Il le voit en tête à tête à l'Élysée, avant son départ pour une visite d'État en Belgique et propose un plan qui aurait pu changer beaucoup de choses : *« Samedi prochain, je te trouve un rond-point avec des Gilets jaunes près de la Lanterne*[3]*, tu débarques sans presse et tu vas leur parler. »* Le chef de l'État donne son accord. Le directeur de cabinet du ministre appelle le préfet de l'Eure, Thierry Coudert, et lui demande d'identifier un rond-point occupé par des manifestants *« raisonnables »*, préalablement castés par les services de renseignement. Le plan est d'annoncer une visite du ministre et que le chef de l'État se substitue à lui, accompagné uniquement du strict minimum sécuritaire, avec ses policiers et gendarmes d'élite du SDLP, mais sans aucun car de CRS. Une poignée de personnes sont dans la confidence. *« Dans la semaine, les communicants du président lui déconseillent d'y aller. La veille, alors que lui m'a dit OK et que tout est prêt, plus personne ne me répond ; je comprends que c'est mort. Ce n'est même pas lui qui me l'annonce. C'est dommage. Avec son talent d'empathie et son regard intuitif, il aurait mieux compris ce mouvement, plus tôt. Et peut-être qu'il se serait exprimé différemment dans la semaine qui a suivi. »*

« Sur la colère des Gilets jaunes, on s'est tous plantés. »

Épisode 5 : « Pas le choix dans la date »

Christophe Castaner restera aussi le ministre qui a signé les décrets de mise à l'arrêt de la France, le 17 mars 2020, en co-inventant le premier confinement et des restrictions de circulation inédites en

temps de paix sur le territoire français. Il découvre alors une facette de la personnalité d'Emmanuel Macron qu'il théorise et nomme le *« management d'obligation »* : que ce soit pour la reconstruction en cinq ans de Notre-Dame de Paris ou les dates des (trop nombreux) confinements et déconfinements, Emmanuel Macron a tendance à se réunir avec lui-même et à décréter, en vertu des grands pouvoirs qui lui sont conférés, une *deadline* difficilement tenable. *« Souvent, il fixe un objectif devant les Français et pour l'appliquer, on se démerde. Il sait que cela nous oblige. »* Par exemple, le jour où il annonce le déconfinement pour le 11 mai. Le lendemain, Christophe Castaner est l'invité de France Inter. Au moment de réviser ses éléments de langage, un conseiller lui vend la formule *« date à conquérir »*. Le ministre la trouve excellente et l'utilise à l'antenne de la première matinale de France. Dix minutes plus tard, son téléphone vibre, SMS présidentiel d'une fermeté glaciale : *« Non. Ce n'est pas une date à conquérir. C'est LA date. »* Christophe Castaner est à la fois admiratif de sa volonté et étonné par sa naïveté : *« Par moment, il croit un peu trop que sa parole suffit à rendre les choses réelles. Mais parfois on n'y arrive pas… »*

Épisode 6 : « Le bêtisier »

Christophe Castaner et Sibeth Ndiaye se livrent un duel pour savoir quel porte-parole a fait le plus de boulettes au cours du quinquennat. Lui parle trop vite quand elle a tendance à oublier des mots importants. Dès son arrivée au Palais, lors du point presse de sortie de Conseil des ministres du jeudi 18 mai 2017, il commet un de ses plus beaux lapsus en qualifiant les députés LREM de *« parlementaires expérimentaux »*. Lorsqu'il accuse les Gilets jaunes de *« suivre les consignes de Marine Le Pen »*, il accorde à cette dernière plus de pouvoir qu'elle n'en a. Le jour de la Fête du travail 2019, il déplore aussi une « attaque » de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière par des manifestants, ainsi que l'agression du personnel soignant. Après vérification, il s'agissait de manifestants paniqués, cherchant à s'abriter pour fuir la charge de sa police. Très critiqué, il est obligé de revenir sur ses propos deux jours plus tard. Mais sa plus grave erreur factuelle se produit le 3 octobre 2019. Dans la précipitation, quelques heures seulement après l'attentat à la

préfecture de police de Paris, le ministre prétend que l'État n'a jamais reçu *« le moindre signe d'alerte »* et que le terroriste qui a tué ses collègues n'a *« jamais présenté de difficultés comportementales »*. Les éléments rendus publics dès le lendemain démontreront le contraire.

Ce qui provoque la chute du ministre de l'Intérieur, c'est d'avoir sous-estimé le ras-le-bol et le conservatisme de ses troupes.

En juin 2020, après la mort de Cédric Chouviat survenue en janvier et celle de George Floyd en mai, Christophe Castaner annonce l'interdiction de la pratique de la clef d'étranglement, une réforme de l'Inspection générale de la police nationale et la tolérance zéro contre le racisme. Ses policiers se rebellent. Les surpuissants syndicats policiers, qui cogèrent le ministère, le lâchent et organisent des manifestations nocturnes de policiers en tenue. Les gyrophares de leurs voitures projettent une lumière bleue dans tous les lieux clefs de la capitale. Les forces de l'ordre invitent même les caméras pour filmer des rangées entières de policiers jetant leurs menottes au sol. Image dévastatrice, situation intenable.



« Son impopularité, minoritaire mais viscérale chez certains, est parfois fondée sur la jalousie. Trop souvent, notre pays n'assume pas la réussite. Quelque part, on l'aime bien car il est spectaculaire, mais très vite on le déteste parce qu'il est trop tout. Trop empathique. Trop séduisant. Il devient meilleur que vous sur vos sujets. Toute sa vie est une conquête réussie. À commencer par sa relation avec Brigitte. Tous les ados ont rêvé de leur prof. Lui, il a fait mieux. Il décide de quitter la fonction publique ? Il va dans le privé, il gagne beaucoup d'argent. Il décide d'arrêter ? Il revient. Il décide d'être président ? Boum, il est le plus jeune président de l'Histoire. À part Normale Sup', il n'a connu aucun échec. Au fond, il est tellement brillant qu'il nous efface. C'est un héros romanesque surdoué qui nous culpabilise tous. »

Le 6 juillet 2020, Gérald Darmanin le remplace. Le lendemain, en quittant le ministère, il publie sur Instagram une photo en noir et blanc de ses boutons de manchettes sur lesquels on peut lire : *« C'était formidable »*, accompagné du poème : *« Rien d'autre aujourd'hui, Que de regarder l'été. Au cœur, la Provence. »*

Épisode 7 : « La pyramide inversée »

Flashback. Avant de devenir ministre de l'Intérieur, poste dont il rêvait depuis des années, Christophe Castaner avait accepté à contrecœur de devenir patron du parti. Il est délégué général de La République en marche pendant moins d'un an, le temps de diagnostiquer une pyramide montée à l'envers. Il trace un schéma. Une première rangée horizontale de triangles : ce sont les maires qui tiennent un premier écosystème pyramidal. Au-dessus d'eux, les départements. Au-dessus encore, les régions. Puis viennent le chef de parti, le Premier ministre et, tout en haut, tel un pharaon, le président de la République. À en croire l'expérience de Castaner, *« la pyramide du pouvoir a normalement une grande stabilité, mais très peu de mobilité car la base est large et extrêmement lourde à faire bouger. Avec Emmanuel, la pyramide est inversée. Tout repose sur un seul homme. Le sommet devient la base. Et c'est une énorme fragilité pour un parti politique. »*

Autre gros problème de celui qui aimait chauffer les salles pendant la campagne en chantonnant *« Qui ne saute pas n'est pas Macron »* : le candidat ne lui souffle aucune consigne pour gérer le parti qui porte ses initiales. Christophe Castaner comprend vite pourquoi on dit plus « macronistes » que « marcheurs » et se retrouve seul pour écrire la partition. Il pense que c'est lié à l'ego du chef d'orchestre : *« Un parti fort serait une contrainte pour lui, une parole trop autonome une menace sur sa liberté, un outil de contrôle de son pouvoir. Il n'aime pas ça. Donc il n'a volontairement pas contribué à la structuration de son propre mouvement. »* Le délégué général ne veut pas communiquer le vrai nombre d'adhérents, aussi secret que riquiqui, préférant déclarer son amour à des militants *« qui compensent leur petit nombre par leur enthousiasme »*. De fait, les élus et le président de groupe sont amenés à jouer un grand rôle : *« On a fait la première campagne sans militants, et c'est pour ça que les députés sont essentiels pour la campagne de réélection. Dans les 300 circonscriptions, le député, avec ses trois ou quatre collaborateurs, ses 50 militants et son réseau, a une capacité de maillage territorial que n'a pas aujourd'hui le parti. Et l'hystérisation de la campagne va jouer en notre faveur. »*

Le candidat ne lui souffle aucune consigne pour gérer le parti qui porte ses initiales.

Son autre gros problème, c'est l'état d'esprit de ces députés, élus en six semaines, sur le nom d'un autre, qui pensent que c'est le mode normal d'élection. Après la victoire historique des législatives et l'excellent résultat des européennes, les municipales sont un naufrage, les régionales une humiliation. Christophe Castaner commence par se cacher derrière le virus. *« Avec le Covid, ces élections sont quand même bizarres. Je ne sais pas si on peut… »* Long silence. *« Non, c'est vrai, on n'a clairement pas réussi l'enracinement. »* Silence encore plus long. *« Chez En Marche, la subtilité et la modestie ne sont pas les valeurs les plus courantes. La bienveillance a parfois été oubliée. Et notre fragilité, c'est que trop peu de mes collègues connaissent vraiment leurs territoires. C'est aussi le jeu quand on a renouvelé la vie politique. À leur décharge, toutes les personnes autour d'Emmanuel Macron apparaissent fades. Donc le job est dur. »* Une claque, et un bisou.

Épisode 8 : « Un whip en mode yolo »

Après une élection interne beaucoup plus serrée que prévu face à Aurore Bergé, Christophe Castaner devient donc le *whip* d'Emmanuel Macron. Fonction que remplit le patron des députés En Marche sans états d'âme. Il s'assure que les députés sont présents à tous les moments périlleux pour la majorité. Il envoie des scuds aux députés qui ont choisi de la quitter. Il applique le programme et l'agenda du président. Mais il fait aussi entendre, plus ou moins publiquement, sa petite musique. Par exemple, en 2018 le gouvernement prévoit de faire voter l'accès à la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes (en couple ou célibataires) dans la loi bioéthique – ce qui est enfin fait le 29 juin 2021. Mais le diable se loge dans les détails, et à ce moment-là, la prise en charge du remboursement est floue. Castaner met alors subtilement la pression au gouvernement en convoquant un bureau exécutif qui le prend de vitesse et le met devant le fait accompli.
Même schéma sur l'allongement du délai d'interruption volontaire de

grossesse de 12 à 14 semaines. *« Le président me fait savoir directement qu'il est contre et signifie son opposition en Conseil des ministres. Je lui réponds que mon groupe a trop avancé sur la question et que je ne suis pas certain de pouvoir les convaincre. Et que moi, je suis pour. L'Élysée me demande d'empêcher le texte. Je réponds que c'est hors de question et décide de tenir bon malgré l'injonction. »*
Il a beau argumenter en disant que ses électeurs comptent sur lui pour cette réforme, les réticences présidentielles sont les mêmes que pour la grande réforme sociétale qu'il pousse de toutes ses forces sans parvenir à la faire avancer d'un millimètre : la légalisation de l'euthanasie – son grand regret du quinquennat. *« Politiquement, sur la fin de vie, on aurait intérêt à y aller, car c'est populaire. Éthiquement aussi, il faut y aller. Électoralement, il n'y a pas d'enjeu négatif. Mais Emmanuel est préoccupé par cette petite partie de la population qui pourrait se sentir heurtée, brutalisée. Donc il se refuse à le faire, par bienveillance envers cette minorité qu'il ne veut pas violenter spirituellement. »* Et quand fuse la question *« Est-ce qu'Emmanuel Macron s'est droitisé ? »*, la réponse est aussi instantanée que synthétique : un grand *« oui »*. Et on comprend que lui aussi. Son année au ministère de l'Intérieur l'a durci. Face aux problèmes des migrants, lors de ses nuits dans le nord de Paris à la rencontre de mineurs isolés, de ses déplacements en Afrique pour tenter de les aider à établir un état civil, il a *« eu l'impression d'arroser du sable »*. Il hésite. Il n'ose pas. Puis se lance : *« Les migrants sont un sujet politique majeur, les Français y sont très sensibles et réactifs. Et quand vous êtes au pouvoir, vous vous apercevez qu'il y a des logiques de détournement. Je l'assume et je sais que je prends un risque politique à le dire. Il y a aujourd'hui un détournement systémique de la demande d'asile pour couvrir de la migration économique. Et la mise en œuvre du retour au pays des personnes non éligibles au droit d'asile est extrêmement difficile. Ça, collectivement, depuis 20 ans, on l'a foiré. »*

Épisode 9 : « 22 v'la l'article 24 »

Christophe Castaner a conservé une habitude prise place Beauvau. Il continue d'envoyer au chef de l'État des messages numérotés

pour que celui-ci puisse répondre plus vite. Mais il évite désormais de discuter avec lui des sujets liés à son ancien ministère. Pourtant, il va faire une exception qui résume autant ses relations compliquées avec son successeur que son obsession pour 2022.
Mi-novembre 2020, lors de l'examen de la loi sécurité globale, il apostrophe en privé Emmanuel Macron : *« Cet article 24*[4] *est terrible, non pas sur le fond, mais sur l'image qu'il projette de toi. Moi, je veux que l'électeur qui n'a pas voté pour toi au premier tour se dise qu'il y a une différence entre Le Pen et Macron. De tous les "historiques", je m'inquiète peut-être le plus pour le second tour. Si on se retourne et qu'il n'y a personne pour le front républicain, qu'est-ce qu'on fait ? Donc si tu t'assoies sur ces sujets de liberté de la presse, on est morts. »* Il ajoute : *« Le chef de l'État a répondu avec une de ses deux phrases préférées. Quand ce n'est pas : "Comment tu sens les choses ?", c'est : "Fais-moi une note." »* Polémique nationale. Vif débat interne. Gérald Darmanin et son équipe insistent. Son prédécesseur hallucine : *« Avec tout le procès en dictature liberticide qu'on nous fait, ça, franchement, moi, j'aurais jamais osé. »* L'article 24 est retiré.

« Si tu t'assoies sur ces sujets de liberté de la presse, on est morts. »

The Finale : « Les sales gosses »

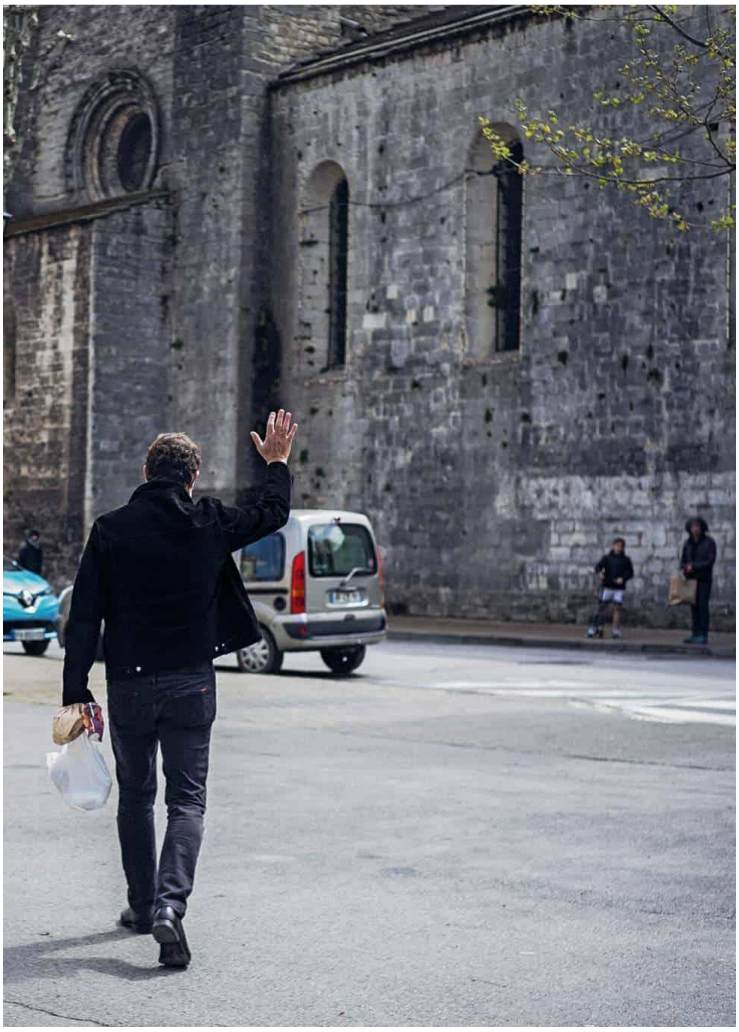
28 janvier 2020. Son agenda public fait uniquement mention d'un déjeuner avec Édouard Philippe, mais Emmanuel Macron a un autre rendez-vous important à l'Élysée. Il concerne la relance de son projet de loi tant attendu sur le séparatisme. Son ministre de l'Intérieur, qui est aussi celui des cultes, réfléchit depuis sa prise de fonctions au bon équilibre avec la si délicate loi de 1905. Il a déjà annoncé la création des CLIR (cellules départementales de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire) et plusieurs pistes d'encadrement du financement des cultes par les pays étrangers. Il s'investit discrètement pour demander le renouvellement dans la

succession compliquée de Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, en espérant régler ainsi les inextricables problèmes diplomatico-égotiques des membres du Conseil français du culte musulman (CFCM). Il commence son exposé lors de la réunion à l'Élysée, quand tout à coup, *« Emmanuel trouve que je ne vais pas assez vite ni assez loin. Il me tombe dessus avec une grande brutalité. Pour la première fois du quinquennat, il part en vrille en public, et je me sens humilié devant les ministres présents, en me disant qu'à ce rythme, il ne se passera jamais rien. Il me pourrit. Je lui réponds qu'on est obligé de faire ce pari de confiance et que ce n'est pas un hasard si la situation évolue; c'était un gros travail d'influence de ma part. Sa réponse me blesse : "Oh, on n'est jamais à l'abri d'un coup de chance." C'est tellement brutal que je reprends la parole : "M. le Président, sinon dans deux semaines, j'annonce le retour du Concordat et je vous présente la facture, mais il faut être cohérent." Et dans la foulée, je lui envoie un message Telegram : "Tu ne me parles plus comme ça. Je ne suis pas un gosse." Le Premier ministre*[5] *me fait passer une enveloppe. Je lis sur son petit mot : "Je ne sais pas ce qui vient de se passer, j'essaie de comprendre et je t'en reparle. Haut les cœurs !" Le lendemain, Valérie, sa secrétaire, m'appelle pour m'inviter à petit-déjeuner avec le président. Je décline en prétextant un engagement avec des parlementaires. Puis je suis convié à déjeuner après le Conseil des ministres, mais je décline… parce que j'ai piscine. »*

Les secrétaires se relaient pour l'amadouer. Au bout de cinq jours, les deux hommes se revoient. Ce qu'ils se sont dit alors leur appartient.

Mais, avant le générique de fin, Christophe Castaner fait une dernière confidence : *« Je peux être un sale gosse. Il l'est aussi. On peut bouder pendant dix jours après nos engueulades, ça nous fait chier tous les deux. Mais le jour où je ne peux plus lui parler franchement, objectivement je ne sers plus à rien. »* Les premiers apôtres sont les seuls à avoir le droit au blasphème.

« Je lui envoie un message Telegram : “Tu ne me parles plus comme ça. Je ne suis pas un gosse.” »



1 - Lire la biographie très documentée de Pauline Théveniaud et Jérémy Marot, *Le Kéké de la République*, Paris, Plon, 2020.
2 - Prestigieux restaurant des Champs-Élysées dans lequel Nicolas Sarkozy a fêté son élection en 2007, donnant une tonalité bling-bling à son quinquennat dès le premier épisode.
3 - Résidence secondaire des présidents français, située en bordure du parc du château de Versailles.

4 - Un projet d'article, très controversé, de la loi pour une sécurité globale préservant les libertés, visant à protéger les forces de l'ordre en opération en pénalisant la diffusion malveillante de leur image.
5 - Que Christophe Castaner surnomme *« mon poulet »*.



ARNAUD JOLENS

50 nuances de bleu-blanc-rouge

29 FÉVRIER 2016

Dans la bulle Macron depuis le 29 février 2016

...

7 janvier 2021, 2 h 51 du matin. Quelques heures après l'attaque du Capitole par les partisans de Donald Trump, Emmanuel Macron tweete une vidéo pour réaffirmer, en français et en anglais, son attachement indéfectible à la démocratie. Derrière son épaule gauche, les drapeaux français et européen. Derrière son épaule droite, fait rarissime pour un président français, le drapeau américain. Une allocution diffusée uniquement sur Twitter, au cœur de la nuit. Pour la mettre au point, le chef de l'État a passé un coup de fil à l'homme qui peut parler des heures des plis d'un drapeau, l'homme qui lui a méticuleusement renoué un million de fois son nœud de cravate juste avant une photo officielle, l'homme qui a soufflé pendant trois heures sur les braises du feu pour que l'image de la cheminée soit parfaite lors des vœux 2020. Cet homme, c'est Arnaud Jolens, son scénographe.

Arnaud Jolens se prête au jeu de l'interview pour la toute première fois. Des heures de confidences et un débit de mitraillette révèlent un curieux alliage de sensibilité intuitive et de force millimétrée. Perfectionniste autoritaire, autodidacte intimidant, cet homme secret nous reçoit rue de l'Élysée, dans son bureau, au sein de la cellule audiovisuelle du Palais créée par Gérard Colé, le conseiller en communication de François Mitterrand. Ce dernier garait sa Jaguar dans cette petite rue qui longe le Palais, le second y stationne sa Mini. Tous les matins, Arnaud quitte Juvisy-sur-Orge pour rejoindre le bureau jadis occupé par Claude Chirac. De là, il voit les fenêtres des deux bureaux du président et le jardin où il a mis en scène la Convention citoyenne pour le climat. Une souris passe dans la pièce en cette froide soirée de janvier 2021.

« Elle aussi est entrée et n'arrive pas à sortir », s'amuse le directeur des opérations qui commence par confier : *« La finalité de mon boulot, c'est ce qui se voit. Les voyages, les allocutions. Je suis le responsable des grands événements, le garant de l'image du président »*, avant de saisir un nuancier qui traîne sur son bureau. Un nuancier de couleurs qui raconte tout. Une palette où le bleu, le blanc et le rouge finissent engloutis par le noir.

Du blanc

Né en 1977, quatre mois avant le président, d'un père pied-noir et

d'une mère juive d'origine polonaise, avec un zeste de sang irlandais qu'on sent bien dans son tempérament, Arnaud Jolens a été élevé dans un fort patriotisme teinté de métissage qui lui tient toujours lieu de boussole morale. Après un bac ES à Viry-Châtillon, il suit des études dont il a *« un peu honte »*. Il se dépeint comme un artiste fainéant, un dessinateur compulsif qui préfère intégrer une école de commerce, mais découvre le monde de la nuit et dépense tout son argent chez les disquaires du Marais. Parallèlement, il est capitaine de son équipe de rugby à Ris-Orangis et hésite à passer professionnel. Après six mois de gestion de patrimoine et d'ennui profond, il enchaîne les contrats dans l'événementiel avant de devenir directeur commercial d'Eurydice, une entreprise du secteur.
En 2015, il croise par hasard Emmanuel Macron à un festival qu'il produit, organisé par le journal *Le Monde*. *« Le mec me bluffe. »* Il observe le ministre de l'Économie donner à tous les curieux son adresse Gmail et la note par réflexe. Quelques mois plus tard, le 11 janvier 2016, il organise l'inauguration du nouveau siège social de vente-privee.com, à laquelle assiste le ministre. *« Je sens un mec spontané, qui a du jus, une envie, une aura. »* Dans la foulée, Arnaud commence à rédiger un mail à son attention, ne parvient pas à trouver le ton qui convient et l'enregistre dans ses brouillons.

« Je sens un mec spontané, qui a du jus, une envie, une aura. »

Le 29 février, son téléphone sonne. Un certain Ludovic Chaker le sonde : serait-il disponible pour organiser une mystérieuse conférence de presse, pour *« un think thank »*, avec *« des hommes politiques de premier plan »*, qui doit avoir lieu à Amiens ? Il se rend aussitôt dans la capitale picarde et passe la journée avec son interlocuteur et un homme dont les écouteurs d'iPhone ne quittent jamais les oreilles : Ismaël Emelien. Les deux hommes travaillent pour l'ambitieux locataire de Bercy.
Lors de cette première réalisation pour Emmanuel Macron, Arnaud Jolens est *« en mode "il faut que ce soit bien, mais pas délirant" »*.

Le meeting, accessible sur invitation uniquement, sans presse, a lieu le 6 avril, dans la ville natale de celui qui annonce le lancement d'un *« mouvement politique nouveau », « transpartisan »*, baptisé En Marche. *« Je ne sais pas si ça va réussir »*, lance le futur président d'une petite voix, dans une petite salle, sur une petite estrade, devant un fond blanc totalement vierge. *« Depuis, il me vanne, il me dit en rigolant : "C'était vraiment pas terrible, comment j'ai pu te garder après un truc pareil ?" »* Mais c'est ainsi que le contact est établi. Arnaud l'entretient en passant boire des bières au QG du parti. Début juillet, on lui demande de monter le premier « vrai » meeting, celui de la Mutualité, *« à l'arrache, en trois jours à peine »*.

Du bleu-blanc-rouge

Leur première véritable rencontre a lieu le 12 juillet 2016. Cette rencontre, Arnaud l'a dessinée. Il a imaginé une double éruption : celle du peuple et celle de la Nation, qui se matérialisent par la présence sur la scène de chaises et de trois grands panneaux tricolores. *« Notre idée, c'était de mettre tout de suite du bleu-blanc-rouge pour le présidentialiser et d'installer du monde derrière lui pour montrer qu'il n'était pas seul. »*

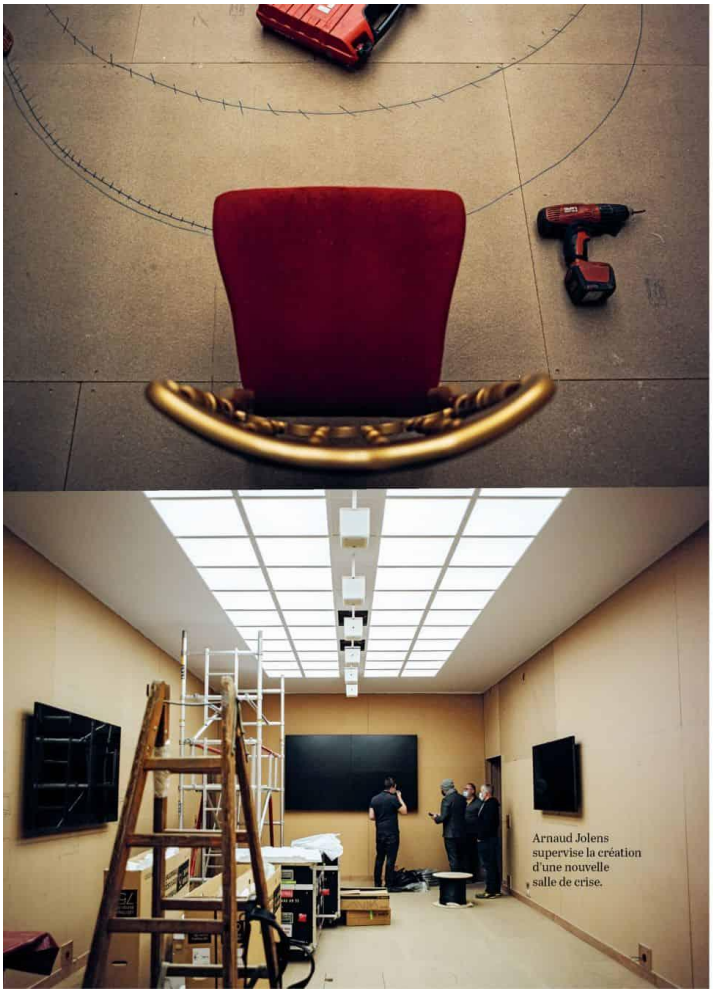
Lors des répétitions, le ministre utilise un micro classique. Le scénographe l'observe. Et intervient. *« C'est pas simple de tenir un micro quand, comme lui, on parle autant avec les mains. Donc je décide de l'équiper en micro cravate HF. C'est tout con, mais ce jour-là, mon choix a une incidence directe sur la personne et sur le candidat qu'il sera pendant toute la campagne : naturel, libre de ses mouvements. »*

Le scénographe lui prodigue aussi une série de conseils pour mieux occuper la scène, jouer avec les prompteurs, repérer un visage ami dans la foule pour fixer son regard, sourire plus. Le plus gros chantier de son tutoriel scénique accéléré, c'est la voix du candidat[1]. Trop aiguë. Mal posée. Arnaud lui conseille de la calibrer comme s'il s'adressait au premier rang et d'ouvrir son plexus.

Autre chantier, l'art de la synthèse : *« Il m'est souvent arrivé de lui dire de faire plus court. Toutes les études montrent qu'on perd l'attention de la plupart des gens après 7 minutes. J'ai fait du coaching de base avec un peu de comportementalisme. De façon*

incroyable, je n'ai quasiment plus jamais eu besoin de lui répéter tout ça ensuite. »





Arnaud Jolens supervise la création d'une nouvelle salle de crise.

Progressivement, le scénographe passe de prestataire externe à conseiller exclusif. Fin novembre 2016, Arnaud Jolens envoie un mail de candidature, intercepté par les Macron Leaks, où il se vend comme *« directeur de la stratégie et du développement multicasquette : coordinateur événementiel, scénographe, directeur technique, directeur des productions »*. Il se dit prêt à abandonner sa BMW série 3 Luxury de fonction et propose une facturation mensuelle de 6 000 euros hors taxe, 7 200 euros TTC, pour un temps partiel de trois jours hebdomadaires au siège du parti. Il précise en majuscules, encadrées d'étoiles : *« *** ATTENTION, MON RÔLE EST DE FAIRE et de garantir ce qui est fait *** »*. Et il est embauché.

Pendant toute la campagne, Arnaud Jolens dessine. En décembre 2016, Ismaël Emelien lui envoie la photo du pupitre de

réélection de François Mitterrand en 1988 en lui proposant de s'en inspirer pour le réinventer : *« Je cherche une forme de proue qui exprime une énergie, une avancée. »* Il se documente sur les précédentes campagnes victorieuses. Il esquisse un grand pupitre blanc en V, sur le devant duquel apparaissent les couleurs du drapeau, qui fait son apparition au meeting de Lyon, début février 2017.

Le 1er avril, quelques secondes avant le début du meeting marseillais, le ministre lui glisse : *« Arnaud, une mémé vient de me faire un bisou, je dois avoir du rouge à lèvres. »* Arnaud essuie la trace de maquillage. Il fait désormais partie de la bulle et passera les quatre années suivantes à vérifier, avant chaque prise de parole d'Emmanuel Macron, que les deux micros pincés sur les pans de sa veste fonctionnent, que son maquillage est au point et son nœud de cravate – toujours un double nœud dit du gendarme – impeccable. Celui qui ne votait plus depuis 2007 se met à croire de nouveau à la politique.

Avant chaque rassemblement important, Arnaud soumet ses scénographies au candidat. Apothéose le lundi de Pâques, 17 avril, date du plus gros meeting de la campagne : Bercy. *« Je l'ai conçu à 360 degrés pour que le slogan "Macron Président" soit visible où que l'on se trouve. C'est un souvenir de ouf. »*

Parallèlement, le scénographe est obnubilé par la conformité des comptes de campagne, très concentré sur les moindres détails du code électoral pour que le nom de l'entreprise qu'il a crée, Yamm[2], ne devienne pas aussi tristement connu que celui de Bygmalion. *« Au fur et à mesure que la campagne avançait, on avait de plus en plus de moyens, mais on faisait super gaffe. Et je crois qu'on a fait la moins chère de toutes. »* La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques valide en février 2018 les 16 millions d'euros dépensés. Ce qui n'empêche pas deux petites polémiques.

En juin 2018, la cellule d'investigation de Radio France diffuse une enquête intitulée *Arnaud Jolens, un metteur en scène « cher » à Emmanuel Macron* et s'interroge sur les 75 000 euros d'honoraires perçus par le scénographe entre mars et mai 2017. *« Sur le fond, le seul mot qui me vient à l'esprit, c'est "irréprochable". Ces journalistes*

sont passés à côté de la vraie révolution du truc : la désintermédiation. Il n'y a pas d'agence de com'[munication] qui prend une com'[mission]. Les prestataires facturent directement En Marche. J'ai coûté moins de 200 000 euros et je leur ai fait économiser près de 1,5 million. Irréprochable. » La seconde polémique concerne les maquilleuses du candidat, dont Arnaud Jolens est responsable. En s'immergeant dans les milliers de factures, les journalistes relèvent 29 042 euros dépensés pour trente-cinq séances de maquillage. Soit plus de 800 euros par séance. *« On a été obligé de tout arrêter avec les maquilleuses. Le président me demande toujours régulièrement de leurs nouvelles. »*

« Je sais que je suis en train de construire une image qui va faire le tour du monde. »

Pour la cérémonie au soir du second tour, le scénographe avait demandé le Champ-de-Mars, dans l'intention de cadrer la tour Eiffel derrière le président victorieux. L'homme d'images tenait à ce monument, symbole de Paris et de la France dans le monde entier. Mais la mairie de Paris refuse et leur propose le Louvre comme joli lot de consolation.

En meeting à Albi, Arnaud Jolens reçoit une vidéo d'Alexandre Benalla[3], en repérage avec le directeur de campagne Jean-Marie Girier, dans la cour du musée parisien. Il donne son feu vert, prépare mentalement le bandeau qui ornera le pupitre – *« La France, ensemble ! »* – et prévoit deux scénographies, en fonction de la météo : *« On avait prévu de le faire arriver par la cour carrée, même si ça faisait beaucoup de matos pour qu'il soit bien éclairé ; s'il avait fait mauvais, je l'aurais fait sortir de la pyramide. »* Il a aussi des mélodies en tête. *L'Ode à la joie*. L'hymne européen, donc. Et la musique choisie par François Mitterrand pour son entrée, seul, dans le Panthéon, lors de son investiture en 1981[4].

Arnaud Jolens enchaîne les meetings et ce n'est que la veille du second tour qu'il vient voir la tribune en construction et visionne les images de la répétition. Le plan serré sur le pupitre est magnifique,

mais le plan large, lui, est raté. Le sommet de la pyramide de Ieoh Ming Pei est coupé. Il travaille aussi l'une de ses obsessions : la symétrie de l'image. *« La symétrie, c'est l'équilibre. Moi, je recherche l'équilibre un peu partout. »* Il est 1 heure du matin et le perfectionniste insatisfait décide de faire démonter l'échafaudage et de l'avancer jusqu'à trouver l'angle idéal pour que la caméra puisse croquer en beauté les 22 mètres de haut et les 95 tonnes de poutrelles en acier inoxydable : *« Je sais que je suis en train de construire une image qui va faire le tour du monde, donc j'y passe un peu de temps, quitte à faire travailler les mecs au milieu de la nuit, oui. »* Quand Emmanuel Macron prend place derrière son pupitre quelques heures plus tard, il est dans l'axe exact de la pyramide.

C'est aussi à Arnaud Jolens qu'on doit la longue (4 minutes !) marche solitaire du président élu dans la cour du Louvre, si tendu et coincé par la solennité du moment qu'il ose à peine bouger les yeux dans leurs orbites pour regarder sur les côtés, sa silhouette projetant une immense ombre derrière lui. La scénographie, c'est un métier.



Lors de la traditionnelle allocution du 14 Juillet dans la salle des fêtes de l'Élysée, Arnaud Jolens *« décide d'installer le président devant les blasons République française d'un blanc épuré. C'est un virage, on a fait le test avec des images de Macron au début de la crise dans son salon doré, face cam'. On a repris les mêmes images. Il y a eu une rupture. En une image, tu suscites quelque chose. Je choisis ce blanc pour le côté lumineux et dynamique.*

Pour le coup, je ne cache pas que ma signature : l'éclairer énormément, même quand il est devant un truc blanc. On est toujours, volontairement, légèrement surexposé sur le décor et sur lui. »

Du bleu

L'autre image d'Arnaud Jolens qui fait le tour du monde, celle qui lui a demandé le plus de travail, c'est celle du G7 de Biarritz, du 24 au 26 août 2019. *« Une tranche de vie assez dingue : un an de préparation, trois semaines sur place – dans un appartement loué plutôt qu'à l'hôtel, par souci d'économie – et trois jours de direct non-stop, avec 300 personnes sous mes ordres, où je dors trois heures par nuit, et un coup de bol monstrueux : il a fait beau. Mes images*

auraient été moches sous la pluie. » Il a rapporté du sommet une étrange petite pyramide argentée. Six des sept chevalets en métal posés devant les dirigeants et portant leur nom : outre celui de son boss, ceux de Justin Trudeau, Premier ministre canadien, d'Angela Merkel, la chancelière allemande, du président du Conseil italien, Giuseppe Conte, du Premier ministre japonais, Shinzō Abe, de l'Anglais Boris Johnson et du représentant de l'Union européenne, Donald Tusk. Manque le chevalet des États-Unis : Donald Trump est reparti avec.

Après un week-end de repérage au Pays basque dès octobre 2018, Arnaud Jolens fait une dizaine d'allers-retours pour préparer l'événement. La commande qu'il a reçue d'Emmanuel Macron pour cette réunion au sommet est, ouvrez les guillemets, *« un G7 cosy, un truc au coin du feu, où les chefs d'État et les délégations se sentent vraiment bien »*. Il commence par prendre soin des journalistes en dessinant la mise en scène du centre presse dans la halle d'Iraty. *« J'avais vraiment tout packagé. Je n'irais pas jusqu'à dire que c'est mon œuvre, mais… »* Un peu quand même. On lui dit que tout le G7 aura lieu dans l'*Hôtel du Palais* et que seule la presse sera à l'hôtel *Bellevue*. Il en décide autrement en réservant le palace aux moments non officiels des chefs d'État et le Bellevue pour les réunions.

Deux semaines avant le sommet, le scénographe arrive au *Bellevue* en short, baskets sans chaussettes, la barbe non taillée. Il fait face à une délégation d'une petite trentaine d'Américains qu'il a déjà fréquentés au moment des frictions sur le 75^{e} anniversaire du débarquement de Normandie. L'incident scénographique portait alors sur le pupitre que les deux présidents partageaient à Colleville-sur-mer le 6 juin 2019, l'Américain étant plus grand que le Français. Les Américains avaient proposé de préparer une petite marche amovible au pied du pupitre pour qu'Emmanuel Macron se hisse discrètement à la bonne hauteur. Mais se souvenant de Nicolas Sarkozy copieusement moqué dix ans plus tôt parce qu'il était perché sur une même petite marche derrière un pupitre, Arnaud Jolens avait lancé une grève du chantier de la scène pendant six heures et obtenu gain de cause. Le pupitre avait été intégré dans un plan incliné surélevé et les pieds des deux chefs d'État masqués par

des panneaux verts recouverts de feuillages en mode camouflage. Ni vu ni connu, mais il avait frôlé l'incident diplomatique.
Lors de leurs retrouvailles à Biarritz, la règle établie par les Français est claire : les Américains ne peuvent pas aller partout ni prendre de photos des futures zones du G7 en plein montage. Mais les Américains vont partout et prennent quand même des photos. Arnaud Jolens se fâche, demande à parler au responsable. Le chef de cabinet du président Trump s'avance. Le Français exige l'effacement des photos et le départ immédiat des Yankees. Quelques heures plus tard, une diplomate canadienne lui fait savoir que les Américains avec lesquels elle dîne veulent le revoir. Arnaud Jolens se rend à cette fin de dîner très tardive avec un objectif : lever une fâcheuse incertitude quant à la présence du président américain au dîner d'ouverture du G7. Or sans lui, la fête sera ratée, seule son absence sera notée. Au cours du dîner, le chef de la délégation se lève, passe un coup de fil et se rassoit en lâchant laconiquement : *« Il sera là. »* Arnaud Jolens annonce la bonne nouvelle à Emmanuel Macron. Le chef de l'État est déjà au courant. Il vient de raccrocher avec Donald Trump. Bien après 2 heures du matin, il reçoit un texto présidentiel : *« Tu vas écrire au mec que tu avais en face de toi au resto, et tu vas lui dire que maintenant je t'ai demandé – parce que les Américains sont un grand peuple et que Donald Trump est un ami – de t'occuper d'eux et qu'ils auront toute ton attention. »* Et voilà comment le 22 août, Arnaud Jolens se retrouve au phare de Biarritz avec une délégation américaine entonnant à grand renfort de champagne un *« Joyeux anniversaire »* pour ses 42 ans.
Au *Bellevue*, il construit ce qu'il appelle ses *« tableaux évolutifs »* : le bureau du président, la salle du G7, se transforme en G20, la salle du G20 en salle de conférences de presse finale, la salle de table ronde devient la salle conclusive. Pour permettre cette mise en place, il dessine des espaces de stockage cachés qu'il fait visiter à Emmanuel Macron *« pour qu'il se rende compte de l'ampleur des travaux »*. Il supervise l'accrochage de chaque affiche, la pose de chaque logo.
« En même temps, je m'occupe des 75 ans du débarquement de Provence, puis je fais un saut à Breg[5] *parce qu'on y reçoit*[6] *et je retourne à Biarritz où je leur dis : "C'est dégueulasse votre truc, vous*

me démontez tout.” Je ne pouvais pas risquer que le président me dise : “Mais il est où mon truc cosy propre design nickel ? » Il dit aussi : *« J’étais focus à mort sur mes* streams *et je ne vois pas que le dir’ photo qui veut me faire un éclairage* broadcast *dans chaque pièce y va trop fort avec des semis entiers de projos dans chaque tableau. »* Comprenez qu’il est si concentré sur la bonne réception de ses scénographies qu’il ne se rend pas compte que son directeur de la photo a un peu trop forcé sur l’éclairage.

Après de vives tensions locales suscitées par la présence de plus de 13 000 policiers et gendarmes sanctuarisant un périmètre de sécurité démesuré, et malgré une question qui restera sans réponse – 36 millions d’euros officiellement selon un budget très flou, mais combien exactement a coûté ce sommet ? –, le G7 français est un succès : aucun débordement notable de *black blocks* lors des manifestations ; Donald Trump se montre coopératif sur la Chine et la taxe Gafa ; et la France réussit un coup diplomatique avec la venue d’un invité surprise en marge du sommet, le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Djavad Zarif.

Le M. Images du président a le triomphe modeste : *« On a quand même frôlé des plantades. Par exemple, lors de la conférence de presse conclusive, les gens ont pensé qu’Emmanuel Macron s’exprimait devant une photo de l’océan alors que c’était le décor naturel. Sans le soleil, c’était mort. »*

Du (Gilet) jaune et du rouge (feu)

Samedi 1er décembre 2018. Sommet du G20 à Buenos Aires. Emmanuel Macron est en Argentine quand Christophe Castaner lui apprend le saccage de l’Arc de triomphe par des Gilets jaunes. La conférence de presse du samedi soir est particulière : *« Il fallait envoyer à Paris une image très normée. Du coup, j’ai dit aux Argentins qu’on gérait le truc. Et j’ai mis un drapeau français et un drapeau européen derrière le logo Argentina 2018. »*

Lundi 15 avril 2019. À 18 h 48, quand les pompiers sont alertés de l’incendie de la cathédrale Notre-Dame, le chef de l’État est en train d’enregistrer une allocution importante pour dévoiler à 20 heures ses réponses à la crise des Gilets jaunes et son bilan du « Grand Débat ». Ils ne sont que quatre dans la pièce : Soazig de La

Moissonnière, Brigitte Macron et Arnaud Jolens, assis en tailleur, face à Emmanuel Macron. Faut-il cesser l'enregistrement ? Leurs téléphones vibrent d'alertes. Arnaud Jolens fait un tir de barrage sur Telegram afin que le président ne soit pas interrompu. Fin de la séance. Une fois averti, Emmanuel Macron décide que l'allocution n'a plus lieu d'être et charge Arnaud Jolens de récupérer les cassettes pour s'assurer en personne de leur destruction. À 23 heures, le téléphone d'Arnaud sonne : on l'envoie en urgence sur le parvis de la cathédrale pour préparer les images de l'arrivée du chef de l'État. Et là, au point zéro de toutes les routes de France, un débat jaillit : *« On me dit qu'il ne faut pas que l'on voie Notre-Dame en feu ; je réponds que si évidemment, la contextualisation. Mais ils avaient peur de cette image. Sauf que Notre-Dame n'était plus en flammes. Je trouve un camion et je cale les caméras pour avoir une belle image derrière. »*

Encore un peu de bleu

Le 13 juillet 2020, Arnaud Jolens est dans le bureau d'Emmanuel Macron. Il saisit deux drapeaux français. Dans sa main gauche, un drapeau tricolore avec un bleu cobalt, celui du drapeau européen ; dans sa main droite, un drapeau avec un bleu marine plus profond. *« Au fait, je te change les drapeaux sur tous les bâtiments de la présidence demain. »* Le chef de l'État esquisse un sourire. *« Giscard avait changé ce bleu pour des questions esthétiques lors du rapprochement avec l'Europe, mais le drapeau que tous les présidents se traînaient depuis n'était pas le vrai drapeau français. »* Coût de cette opération symbolique : 5 000 euros. Mais Jolens voit plus loin : *« Si un jour on peut faire une note pour généraliser cette mesure, je pense que tous les Français comprendront notre attachement aux symboles de la République. »*

De la transparence

Retrouvailles avec Arnaud Jolens, dans son bureau, en mars 2021. Un nouveau bureau. Le directeur du pôle Image et Événements de l'Élysée a été promu directeur des opérations et a déménagé dans l'enceinte du Palais. Il savoure d'autant plus cette promotion qu'il est passé près de la porte : *« Il y a quelque temps, on m'a demandé de*

démissionner. On avait promis ma place à des gens. Le seul qui m'a sauvé, c'est lui. Le président a dit "no way" *le jour où certains se sont acharnés contre moi. Je sais ce que je lui dois. Je suis le dernier des Mohicans d'avril [2016]. Je me demande comment je vais vivre la décompensation, après ça. »*
En attendant, il se lance dans une introspection pédagogique. *« Je suis censé m'occuper de l'image du président, mais le terme "image" aujourd'hui est terriblement galvaudé. Or l'image, c'est avant tout ce que tu fais. »* Il confie ses complexes de banlieusard autodidacte venant du privé face à certains énarques parisiens hautains : *« Il est assez frustrant pour moi de faire face à des gens qui ont de grandes références alors que je n'ai aucune culture spécifique dans le monde de l'image. Pour moi, ce qui compte, c'est l'émotion que l'image va transmettre. Peu importe qui l'a faite. C'est l'imaginaire collectif que je travaille. »* Il prend l'exemple de la Marianne d'Obey : *« On a imprimé la marque d'Obey au début du quinquennat, quand tout allait bien, et j'aimerais bien retrouver cette image. J'adore ce tableau. Je suis fier qu'on ait créé une image de marque, une marque d'image. »*

« On a assez vite analysé qu'en fin de voyage officiel, il fallait qu'il arrête de parler. »

En préambule à notre interview, Arnaud Jolens a cité un livre *« assez passionnant »*, *Réputation de Philippe Lentschener*[7], dont la thèse peut être résumée ainsi : une image trop léchée ne sert à rien si elle n'est pas sincère. C'est le premier principe d'Arnaud Jolens : la transparence. Il veut mettre en scène un homme *« véritable »*, à l'empathie *« naturelle »*, *« tel qu'il est »*. *« Je suis le premier à lui dire, de temps en temps : "Surtout ne te remaquille pas." »* Il prend l'exemple de la photo d'Emmanuel Macron qui exulte[8] lors de la Coupe du monde de football en 2018 : *« Une des plus belles du président. Elle est dingue d'énergie car elle est spontanée. »*
Mais la transparence a ses limites : *« On est décortiqués en*

permanence. Ma première mission, avant de le promouvoir, c'est d'éviter les polémiques, de le protéger. On a notamment assez vite analysé qu'en fin de voyage officiel, il fallait qu'il arrête de parler. Il est fatigué. Mort. Faire une conférence de presse à la fin de trois jours à l'autre bout du monde, c'est non. Par exemple, à Athènes, le 7 septembre 2017, l'image sur le Pnyx est dingue, j'en suis très fier, mais elle est passée à la trappe à cause de la petite phrase sur les fainéants[9]*. »*

Après des centaines de meetings et d'interventions assis au premier rang, Arnaud Jolens revendique une forme de symbiose : *« En fonction d'un mouvement de son corps, je sais ce qu'il pense, ce dont il a besoin, s'il va bien ou pas. »* Un exemple : *« Lors de son interview à Brut, le 4 décembre 2020, on voit quand il commence à se lâcher rien qu'à la façon dont il se sert à boire sans regarder les journalistes. Il n'est plus dans le contrôle. C'est lui, son énergie. Et il part sur sa tirade contre les écologistes et Cyril Dion. »* Autre exemple : *« Au début de la crise sanitaire du Covid-19, quand il va à l'hôpital et qu'il se fait brancher par le médecin*[10]*, on n'a pas à être en direct à la télé, on n'a pas à être avec des photographes de presse. J'estime que, comme le "confidentiel défense", il devrait y avoir un "confidentiel sanitaire". Je suis persuadé qu'on aurait dû fermer à la presse quand c'était ouvert. Et inversement. »*

Deuxième axe de sa communication, il faut aussi composer avec ce qu'il appelle des *« phases de présidentialisation rythmées par un protocole calendaire, comme le 14 Juillet ».* Et le gros problème de la présidentialisation, c'est le smartphone. Aujourd'hui, Arnaud Jolens ne pense plus ses scénographies comme avant, en réservant des zones à la presse, mais à 360 degrés, en étant désormais conscient que les images peuvent être prises de n'importe où : *« Mon métier est d'essayer de tout prévoir, mais avec les téléphones qui filment en permanence, c'est devenu impossible. »*



« Pendant la campagne, je suis aussi là pour lui dire non, ce que font peu de gens. Depuis qu'il est président, je fais partie des gens présents qui lui font des remontées canalisées. Il en a besoin, son agenda est très dense.
Je lui écris très peu, une fois toutes les deux ou trois semaines. Je ne lui ai jamais fait de notes. Et avant de lui envoyer un message Telegram, je le relis plusieurs fois, même si on se connaît très bien. Car j'estime que quand je lui envoie quelque chose, sauf quand on est en mode rigolade, il faut que ce soit clair et circonstancié.
J'utilise avec beaucoup de parcimonie ma relation avec lui. Un des plus beaux compliments que l'on m'ait faits, c'est au moment du départ de François-Xavier Lauch, qui m'a écrit : "Tu n'as pas conscience de l'importance que tu as pour le président". »

Et beaucoup, beaucoup de noir

Parmi les dizaines de bandeaux-pupitres[11] qu'il a produits, ceux dont Arnaud Jolens est le plus fier sont deux hommages posthumes : ceux à Simone Veil et à Samuel Paty.
« L'aube, à Birkenau, 5 heures du matin. » Le piaillement des oiseaux enregistré à Auschwitz par le cinéaste David Téboul berce la poignante minute de silence devant le Panthéon ce matin du 1er juillet 2018. *« C'était une des plus belles cérémonies du quinquennat, un projet sur lequel on a travaillé pendant des mois. On a quand même fait le Panthéon de Simone Veil ! »*

Pour cette cérémonie, Arnaud Jolens a conçu un tapis bleu de 500 mètres de long qui part de la place Edmond-Rostand, remonte la rue Soufflot puis les marches du Panthéon, et se termine sous l'immense nef du monument. La maîtrise populaire de l'Opéra comique entonne la *Pavane op. 50 en fa dièse mineur* de Gabriel Fauré. Les cercueils de Simone et d'Antoine Veil, portés chacun par six gardes républicains, marquent trois arrêts. Le premier devant un panneau symbolisant la loi Veil, au pied duquel trois jeunes filles remercient l'iconique ministre de la Santé de Valéry Giscard d'Estaing en langue des signes. Les gardes marquent ensuite une pause devant le totem de sa présidence de l'Europe de 1979 à 1982[12], où un groupe de neuf choristes figurant les neuf pays membres à cette date chante l'hymne européen, l'*Ode à la joie* de Ludwig van Beethoven. Enfin, avant d'être déposés face au Panthéon, les cercueils marquent un arrêt devant le panneau des Justes de France. Vingt-deux choristes entonnent *Nuit et Brouillard* de Jean Ferrat, doublée en langue des signes. Puis Simone Veil et son mari rejoignent Jean Moulin, André Malraux, René Cassin et Jean Monnet au son de *Sarabande*, la suite *No. 5* de Johann Sebastian Bach, interprétée au violoncelle par Sonia Wieder-Atherton.

Face à la famille des deux disparus, le scénographe a une fois encore du mal à contenir ses émotions : *« C'est toujours* touchy*, mon côté très sensible. J'arrive comme conseiller image du président, les gens, parfois, me prennent pour quelqu'un qui vient juste faire un boulot et ne comprennent pas que je suis dans l'empathie, dans un truc très amical. »* Les médecins lui ont même diagnostiqué à l'adolescence une hypertension artérielle. *« En fait, j'ai une hypertension émotionnelle. »* Il vit tout très intensément[13].

La pire allocution est tellement douloureuse pour lui qu'il l'évacue en deux phrases : *« Pas drôle »*, *« je n'ai pas envie de parler de cette allocution dans l'obscurité »*. Le 16 octobre 2018, à la suite de la démission fracassante de Gérard Collomb qui entraîne un remaniement, Emmanuel Macron improvise une allocution. Il pose trois feuilles très raturées sur la table de marbre de son bureau d'angle et invite une caméra de TF1 dans son bureau à 16 heures. Trois prises sont nécessaires. La nuit tombe. Un motard part avec la

cassette. Personne n'a visionné le résultat. L'image, très sombre, ruine toute la mise en scène d'Arnaud Jolens.
Le 26 septembre 2019 en fin de matinée, Arnaud Jolens est en route pour un « Grand Débat » à Rodez sur le thème des retraites, l'usine de Lubrizol est en train de brûler et Valérie Lelonge, la secrétaire du président, l'appelle. *« Jacques Chirac est mort, le président veut tourner pour être dans les JT de 13 heures. »* Adieu Rodez, exit le musée Soulages, le noir est à Paris. En route pour l'aéroport, il temporise : *« On va se calmer. Le 13 heures, non, parce que je ne suis pas là. Donc ce sera pour le 20 heures. Il ne faut jamais se précipiter. »* Les services de l'Élysée décident d'ouvrir le Palais et de mettre à disposition du public un registre de condoléances dans le vestibule d'honneur. Arnaud Jolens dessine des drapeaux pour le cercueil aux Invalides. *« On s'est tous rendu compte que c'était la "France joyeuse" qui mourait un peu. »* Le service solennel à l'intention du président Jacques Chirac en l'église Saint-Sulpice, le 30 septembre 2019, a été vu 940 000 fois sur la chaîne YouTube de l'Élysée – le record du quinquennat.
Le noir, c'est aussi celui d'un petit ruban au coin supérieur droit du bandeau-pupitre ce mercredi 21 octobre 2020. Puis d'une photo, un portrait en noir et blanc de Samuel Paty. C'est celui d'un masque noir sur la bouche du chef de l'État. *« La cérémonie de Samuel Paty est la seule où quand je sors du car régie, je retrouve vingt-cinq journalistes, quasiment tous en larmes ou vraiment sonnés. »*
Quand le président lui commande une cérémonie d'hommage au professeur à la Sorbonne, Arnaud Jolens passe cinq jours au sein de l'université du V^{e} arrondissement qu'il ne connaît que de l'extérieur. Il observe en faisant la moue les travaux en cours et décide de les masquer à l'aide de grandes barrières blanches et de huit drapeaux, français et européens. Il écoute *« peut-être 200 fois »,* avec le gros casque audio qui ne le quitte jamais, *One Love* de U2, morceau choisi par la famille pour accompagner l'entrée du cortège funéraire. Il assiste à toutes les répétitions des porteurs de cercueils. À la demande de la famille qui veut éviter une *«* Marseillaise *trop guerrière »*, il négocie avec la garde républicaine une version à cordes de l'hymne national.
Il observe longuement la statue de Victor Hugo à gauche de sa

scène, celle de Louis Pasteur à droite, et passe des heures à dessiner le plan final. *« Il faut quand même du drapeau, c'est un peu notre marque, le bleu-blanc-rouge, et c'est une cérémonie d'union nationale, mais je ne veux pas dénaturer la Sorbonne, je refuse d'avoir un énorme étendard derrière ; alors on a mis quelques lumières et surtout, on a inventé un truc crayonné au laser. »* Le profil d'une Marianne. Et la devise républicaine, Liberté, Égalité, Fraternité, en écriture manuscrite, en hommage au métier d'enseignant.



Lors de la cérémonie d'hommage aux victimes de l'attaque du 3 octobre 2019 à la préfecture de police de Paris, Arnaud Jolens innove : *« J'avais mis un grand drapeau bleu-blanc-rouge derrière le président, aux Invalides, pour l'hommage national au colonel Arnaud Beltrame, le 28 mars 2018, mais là je voulais autre chose. Alors j'ai réfléchi pendant trois jours et j'ai fini par taper "Marianne" dans Google. Je trouve un fichier JPEG dégueulasse. Je lui envoie. Et il me répond : "Feu." »*

« Travailler l'image du président, c'est aussi savoir le cacher. » Le

matin du 17 décembre 2020, Emmanuel Macron est testé positif au Covid-19. À 12 h 30, il a un déjeuner de travail en visioconférence, un Conseil présidentiel pour le développement. Arnaud Jolens fait le tour des huissiers, donne l'ordre qu'aucun téléphone ne pénètre dans la salle. *« Et je vérifie moi-même que les portables de chaque ministre leur soient bien retirés. Je ne pouvais prendre aucun risque, parce que tout le monde attendait la première image du président malade et on ne pouvait pas se permettre une fuite alors qu'on montait un événement l'après-midi même. »* Quelques mois plus tard, pas une image de la vaccination du chef de l'État ne filtrera, mais un tweet surprise, en un seul mot, *« Vacciné ! »*, sera publié le 31 mai, jour de l'ouverture des vaccins à tous les majeurs. *« Il faut aussi montrer que tu maîtrises l'image. Elle est belle quand elle arrive. Elle arrive quand elle arrive. Le pouvoir, c'est l'apprentissage du noir. »*

1 - Emmanuel Macron prendra des cours avec Jean-Philippe Lafont, baryton et chanteur d'opéra, de décembre 2016 à février 2017.
2 - Nom donné à son entreprise en tombant à la radio sur le titre *I Belong to You* de Muse dont les paroles sont *« You are my muse »* – Yamm.
3 - Le 3 avril 2017, Arnaud Jolens poste – et a choisi de la laisser en ligne depuis – sur Instagram, une photo avec Alexandre Benalla. Et deux hashtags : #MacronMarseille et #OneTeam_OneSpirit_OneFamily, le slogan qu'il a imposé à toute l'équipe.
4 - Avec une rose pour Jean Jaurès et une pour Jean Moulin.
5 - Le fort de Brégançon, la résidence d'été des présidents français.
6 - L'hélicoptère de Vladimir Poutine se pose le 19 août 2019 devant le fort de Brégançon. Le président russe arrive avec un bouquet de fleurs et repart avec une édition originale dédicacée des *Nouvelles moscovites* de Tourgueniev. Les drapeaux russe, européen et français d'Arnaud Jolens sont parfaitement repassés. Mais la belle image sera effacée par une pique de Vladimir Poutine – *« Je ne veux pas d'une situation telle que celle des Gilets jaunes »* – qui comptabilise le nombre de blessés sous le regard glacial d'Emmanuel Macron.
7 - Paris, Les Éditions du Net, 2019.
8 - Photo prise par Alexei Nikolsky, le photographe personnel de Vladimir Poutine.
9 - *« Je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes. »*
10 - « Quand il a fallu sauver Notre-Dame, il y avait beaucoup de monde pour être ému. Là, il faut sauver l'hôpital public », lance le neurologue François Salachas au président, lors d'une visite à l'hôpital de la Pitié-Salpétrière le 27 février 2020 retransmise en direct sur les chaînes d'information.
11 - Le carton qui annonce la date, le lieu et la thématique du discours du jour, entre le plateau du pupitre et le micro.
12 - Première présidente du Parlement européen.
13 - Le 14 mai 2019, Arnaud Jolens pleure dans le car régie en supervisant la réalisation de la cérémonie d'hommage aux deux nageurs de combat du commando Hubert de Saint-Mandrier, tués au Burkina Faso.



JEAN GABORIT

ASCENSION ET DÉSILLUSION D'UN PUYFOLAIS

19 AOÛT 2016
1431 jours dans la bulle Macron
20 JUILLET 2020

Si l'on connaît Jean Gaborit, c'est qu'il a remplacé Alexandre Benalla. Et qu'il est l'éclaireur de Philippe de Villiers à l'Élysée[1]. Mais Jean Gaborit est beaucoup plus que ça. En tant que co-fondateur des JAM – les Jeunes avec Macron –, il a incarné la promesse du macronisme. Il est ensuite devenu la preuve que ce mouvement alors naissant pouvait constituer une force d'émancipation, en transformant un gamin de 24 ans originaire d'une petite commune du Haut Bocage vendéen, sans aucun réseau politique, avec pour tout diplôme un DUT informatique et

communication, en attaché de presse, puis en conseiller technique, adjoint au chef de cabinet de la présidence de la République, en charge notamment des affaires privées du président – une fonction qui charrie bien des fantasmes. Puis, après trois ans, fatigué par les pesanteurs de l'administration et le dédain de certains hauts fonctionnaires, obsédé par l'idée de rester fidèle à ses convictions, il a décidé de quitter le président. Comme si on pouvait se lasser aussi vite du pouvoir suprême.

Été 2020, il s'exfiltre du Palais pour la place Vendôme en faisant « atterrir » Éric Dupond-Moretti au moment de son installation au ministère de la Justice. Jean est son chef de cabinet quatre petits mois, donne un coup de main à sa campagne malheureuse des régionales dans les Hauts-de-France, puis se retire sur ses terres pour réfléchir. C'est ici que nous le retrouvons pour sa toute première interview. Et, pour mettre à l'aise ce jeune homme pudique et réservé, pour décrire son alliage étonnant de gentillesse et de roublardise, de naïveté et d'ambition, transposons sa quête initiatique dans sa commune des Epesses, celle qui accueille le Puy du Fou.



« LE SIGNE DU TRIOMPHE² »

Entrez dans l'arène ! Prenez place à l'ombre d'un authentique vélum du stadium gallo-romain et vivez la fureur des jeux du cirque !

Combats de gladiateurs, courses de chars et attaques de fauves, faites un bond dans le passé et assistez à ce spectacle

haletant inspiré de la Rome antique !
ENTREZ DANS L'ARÈNE ET DEVENEZ ACTEUR !

À l'instar des quelques spectateurs du Signe du triomphe choisis pour revêtir un costume de gladiateur et participer au spectacle, Jean Gaborit a enfilé un costume-cravate et est devenu acteur du quinquennat Macron. La légende[3] raconte qu'en 1530 François Ier a séjourné au château : *« Ce séjour royal reste bien ancré dans la tradition et laisse au Puy du Fou un certain prestige toujours vivant. »* La légende macronienne[4] raconte que le 19 août 2016, le futur président est venu ici, dans cette grande arène d'apparat qui accueille le spectacle « Le Signe du Triomphe ». Il s'est affiché avec Philippe de Villiers et s'est adressé à travers lui à la France dite « populaire » ou « réac' » selon le regard que l'on porte sur le parcours du président du Mouvement pour la France, ses records de vente en librairie et le triomphe pas seulement romain de son parc d'attractions mémoriel qui reçoit 2 millions de visiteurs chaque année.
Ce 19 août, dix jours avant sa démission fracassante, le ministre de l'Économie visite donc le parc sous la pluie, vêtu d'une parka aux couleurs du Puy du Fou. Philippe de Villiers est tout miel. Emmanuel Macron monte sur un char tiré par quatre chevaux. Une fois descendu, l'aurige répond, d'une petite phrase qui restera, à la question d'un journaliste qui s'étonne de la présence d'un socialiste en ce lieu : *« L'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste. »* À ses côtés, Jean Gaborit boit du petit-lait. Lui non plus. Plus vraiment. Il a été stagiaire au PS, puis y a obtenu un contrat – *«Je n'étais que chargé de mission au fin fond de l'entresol »* – pour préparer l'université d'été de La Rochelle en 2014. *« Franchement, au PS, ça stagne, il n'a aucune idée, la machine ne produit rien ; les gens à Paris ne se battent que pour garder leurs acquis, contrairement aux militants sur le terrain qui y croient vraiment. »*
Mais laissons Emmanuel Macron poursuivre sa visite, entouré d'une « meute » de journalistes. Nous sommes là pour le jeune homme qui l'a fait venir. Enfin, qui a contribué à sa venue aussi fortement que discrètement. Jean avait déjà rencontré fugacement le ministre, le 25 juin 2015, jour du lancement du site Les Jeunes avec Macron.

Puis le 12 juillet 2016, il était allé le voir quelques secondes à la fin du meeting de la Mutualité : *« Ce serait bien que vous veniez. Un ministre au Puy du Fou, ça représente les territoires, la réussite d'un bocage. »* Tout début août 2016, le conseiller du ministre de l'Économie, Stéphane Séjourné, l'appelle pour lui annoncer que la visite va avoir lieu. La première vraie rencontre se déroule au Puy du Fou. Pas dans l'arène, mais à 3 kilomètres de là, le lendemain matin. Jean a organisé un événement top secret avec quelques militants autour d'une table du camping de La Brétèche, le long de l'étang de l'Aujardière, de l'autre côté de la départementale 27. *« Dès qu'Emmanuel Macron est sorti de sa voiture, il a été très à l'aise, tutoiement immédiat : "Bon, Jean, qu'est-ce qu'on fait ?" C'était la première fois qu'on se parlait vraiment, mais ça m'a fait plaisir de constater qu'il avait bien imprimé ma tronche. »* Pendant ces deux heures de rencontre avec une dizaine de sympathisants nantais, Emmanuel Macron joue avec les mots. Dix jours avant sa démission, il ne verbalise rien, reste prudent, mais son regard enflammé, ses poings qui se serrent et brillent des reflets de ses deux bagues, ses phrases du type *« il faut aller plus loin »* et sa demande expresse de continuer à animer ce groupe en recrutant vite parlent pour lui. Après son départ, Jean reçoit un appel : *« Le ministre est très content, il t'aime bien. »*

« LES VIKINGS »

Tremblez face à l'attaque des terribles guerriers du Nord venus piller le paisible village du Fort de l'an mil !

« Au début, on est villageois, puis on devient Viking. » Comme beaucoup des 4 200 bénévoles du Puy du Fou surnommés les Puyfolais, Jean Gaborit passe sa petite enfance à courir dans les bois alentour. Son père, Christophe, est entré au Puy du Fou l'année de sa naissance, en 1993, comme soigneur animalier responsable de la reproduction. À 13 ans, Jean devient membre de l'Académie junior du Puy du Fou et, à 16 ans, commence à interpréter des petits rôles pour *« faire masse »* dans le spectacle de Vikings. *« J'ai grandi au Puy, j'ai appris au Puy, j'ai travaillé au Puy où, en une dizaine*

d'années, tout le monde s'accorde à dire que Philippe de Villiers a sorti la Vendée des champs. Je ne partage rien politiquement avec lui à l'échelle nationale. C'est clair entre nous. Mais je lui suis extrêmement reconnaissant de l'enfance que j'ai eue grâce à lui. »
Il est promu cascadeur au moment où il prépare son bac au lycée Jean XXIII-Les-Herbiers. Pour sa première prestation, il interprète un villageois traîné au sol par un cheval au galop. Il incarne aussi un moine qui prend feu au cours d'une attaque. Et lors du grand final, un soldat qui chute du donjon. Une progression qui n'est pas sans rappeler sa trajectoire politique. Jean Gaborit a commencé dans la masse des Jeunes avec Macron, puis il est monté en grade : il devient attaché de presse au Palais, avant de cramer au soleil lors des très longues attentes avec la presse, sur la plage, devant le fort de Brégançon. En revanche, il n'est pas tombé du donjon. Il a sauté volontairement. Nous y reviendrons. *« C'est court et intense, une saison au Puy. C'est une ambiance. On passe trois mois à fond avec une équipe de soixante personnes, tu vis avec ce groupe, tu fais des performances incroyables sur scène, et les gens t'applaudissent. »*
Comme une répétition générale avant une campagne présidentielle.

« LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE »

Une histoire éternelle et un scénario haletant…

Le jeune chevalier Arthur en appelle aux pouvoirs de Merlin pour trouver un nouveau roi. Après avoir vaincu l'enchantement d'Excalibur, il affronte de redoutables épreuves et doit faire face aux sortilèges de la fée Morgane. De retour de la quête du Graal, les chevaliers de la Table ronde se révèlent alors et surgissent du lac bouillonnant !

Déçu par François Hollande, le jeune chevalier Arthur *aka* Jean Gaborit en appelle aux pouvoirs de Merlin *aka* la télévision pour trouver un nouveau roi. Le 26 février 2015, il travaille comme saisonnier en station, il est loueur de skis la journée et plongeur en extra le soir, quand des amis vendéens, lui téléphonent. *« Allume vite France 2, regarde ce reportage d'*Envoyé spécial*, tu ressembles à Macron. »* Jean regarde une première fois en replay le premier long portrait télévisuel autorisé de l'ambitieux ministre[5]. C'est la

révélation. Il se lance dans un second visionnage et se précipite sur son carnet à spirales. Il écrit : *« Brûler les étapes, parler avec les grands. »* Il le voit trinquer et dire : *« À partir du moment où on croit dans l'action politique et où on décide de faire ça, on compose avec la part de cirque. » « Les jeux du cirque,* note Jean*. Communication politique = lever le verre sans tremper les lèvres. » « C'est comme quand tu bois le verre de blanc au Salon de l'agriculture et que tu en as déjà bu deux ; parfois tu trempes juste les lèvres. Parfois, tu es obligé d'être un petit peu acteur, tu ne peux pas tout le temps être dans le vrai. »* Il dessine une flèche. *« Composer avec la part de cirque. »* Mais aussi : *« Connaissance des territoires, être proche du terrain. »* Il écrit : *« Lire* Candide *»*. Et surtout, surtout, il couche sur le papier sa fascination pour cette *« personnalité solaire »*, avec un *« côté pipoteur de génie »*. Jean se dit : *« Putain, il y a un truc. »* C'est son Excalibur.

Arthur *aka* Jean affronte donc de redoutables épreuves et doit faire face aux sortilèges de la fée Morgane *aka* Marine Le Pen. Pour la quête du Graal aka l'élection présidentielle, *« les chevaliers de la Table ronde se révèlent alors et surgissent du lac bouillonnant »*. Autour de la Table ronde, Jean se retrouve avec d'anciens militants du Mouvement des jeunes socialistes, croisés aux universités d'été de La Rochelle. Ils partagent un positionnement à la droite du PS, mais ne se connaissent pas encore bien. Arthur *aka* Jean Gaborit crée le tout premier logo des JAM. Lancelot du Lac *aka* Pierre Person code le site internet mis en ligne le 30 juin 2015. Perceval le Gallois *aka* Sacha Houlié s'enthousiasme, dans un mail de préparation de leur *« Grande Marche »*, le 24 avril 2016 : *« On est en train de tous faire un gros coup dans le paysage politique français. On va bouger ce putain de pays*[6]*. »* Galaad *aka* Florian Humez ment frontalement en duplex[7] en assurant n'avoir *« aucun lien »* avec le cabinet d'Emmanuel Macron. Les quatre chevaliers se coordonnent via Messenger et martèlent à la presse qu'ils sont totalement indépendants pendant qu'ils échangent des dizaines de messages avec Stéphane Séjourné.

Alors que les militants les appellent respectueusement *« les cofond' »*, Emmanuel Macron les surnomme alors *« les colocs de Steph' »*. Jean se souvient : *« Au début, je pense qu'on nous prenait*

pour des rigolos. À juste titre, d'ailleurs. Il était ministre de l'Économie, personne ne lui prêtait quelque destin que ce soit et nous, on n'était personne. »
Après l'élection, Florian Humez devient conseiller[8], Pierre Person et Sacha Houlié sont élus députés de Paris et de la Vienne ; le second va même être quelques mois durant le plus jeune vice-président de l'Assemblée nationale de l'histoire. Quant à Jean Gaborit, il est le seul à entrer à l'Élysée.

« MOUSQUETAIRE DE RICHELIEU »

Vivez une aventure romanesque de cape et d'épée, rythmée par les duels de mousquetaires !
Jeux d'eau et de lumière, gigantesques décors mobiles, costumes d'époque, tout a été pensé pour vous transporter !
Ce théâtre surdimensionné, équipé du plus grand rideau de scène au monde, est le mariage du charme des théâtres du XVIIe siècle et du gigantisme du Puy du Fou.

L'immense décor mobile, c'est celui de l'aventure romanesque de la campagne. Printemps 2016, Jean a monté une boîte nommée Bring Your Com', qui conseille les artisans locaux pour créer leur site internet et administrer leur page Facebook. En novembre, il monte à Paris et télétravaille tout en militant. Il est alors avec les JAM, au quatrième étage du QG de la rue de l'Abbé-Groult. Assez loin du cœur du réacteur qui se situe deux étages plus haut, dans le bureau d'Emmanuel Macron. Il croise alors le candidat qui lui lance : *« Viens plutôt travailler avec nous. »* Le lendemain, il est convoqué au sixième étage. On lui propose de rejoindre le pôle Évènements au côté d'Arnaud Jolens en CDD pour cinq mois, jusqu'au 31 mai 2017. Le premier événement auquel il travaille est le meeting du 10 décembre, porte de Versailles. Il recrute les *helpers* – les bénévoles –, briefe les *runners* qui encadrent les *helpers*, gère les prestataires, demande des devis. Un boulot de logisticien. C'est par exemple lui qui envoie le devis n° 351 pour qu'une maquilleuse, prénommée Marina, touche un chèque de 600 euros, frais kilométriques de 280 kilomètres inclus, les 6 et 7 janvier 2017 aux meetings de Nevers et de Clermont-Ferrand. C'est encore lui qui

demande à ses fournisseurs de signer un accord de confidentialité, même pour des tee-shirts. Le matin du jeudi 26 janvier 2017, il commande 5 000 tee-shirts pour 11 640 euros ; 2 500 tee-shirts blancs de la marque Sol's, modèle Regent, marquage avant et arrière et 2 500 tee-shirts de couleur. Il détaille méticuleusement la commande qui doit être livrée à Lyon : 625 bleu atol, 625 citron, 625 rose orchidée, 625 gris chiné ; 100 S / 200 M / 200 L / 200 XL / 25 XXL. Et il ajoute 2 000 drapeaux français et 20 grands drapeaux Europe, tous en tissu. *« Les drapeaux Europe en plastique, ce n'est pas possible pour nous. »* C'est aussi Jean qui est chargé de transporter en camionnette dans toute la France le lourd pupitre du candidat. Un pupitre inspiré de celui de François Mitterrand, baptisé Jupiter et équipé d'un *timer*, une grosse boîte qui affiche le temps restant en chiffres rouges… *« Mais on va pas se mentir, on aurait pu s'en passer, il adore faire long. »*

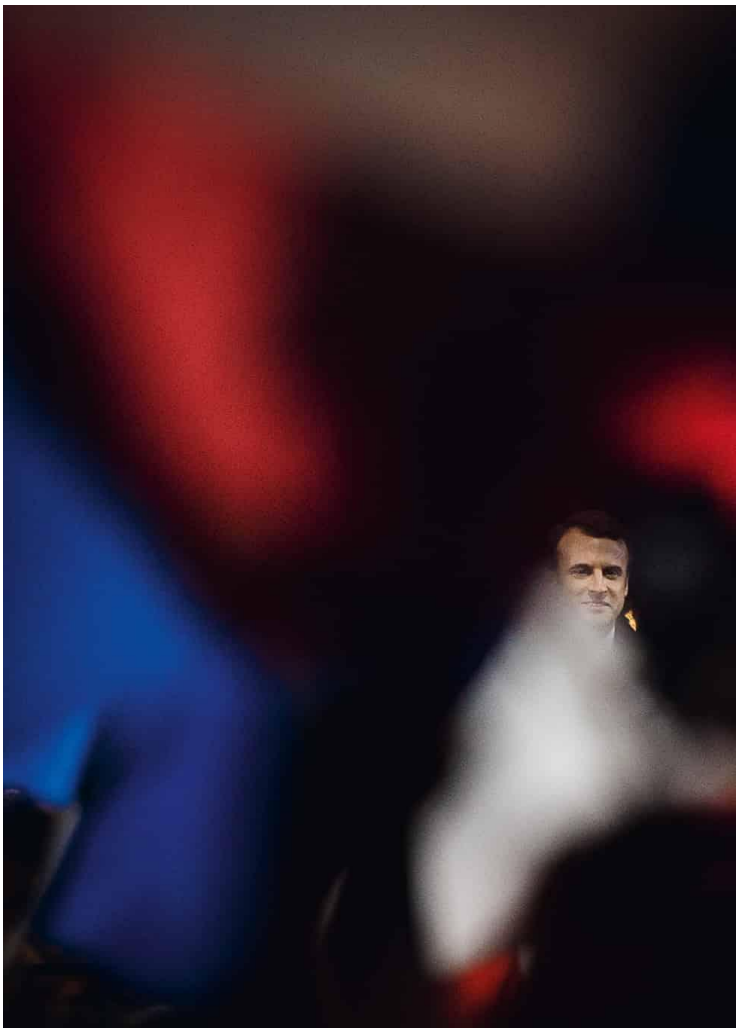
Jean doit aussi préparer la loge du candidat. Il s'assure que la température est réglée sur 22 °C, qu'il y a bien du Coca-Cola et des barres de céréales au chocolat à disposition, ainsi que son péché mignon, des Fisherman's Friend rayés vert et blanc, goût menthe. Puis il vérifie que son chauffeur a toujours dans sa voiture du gel hydro et un flacon de son parfum, *Eau sauvage* de Dior.

Le soir du premier tour, le 23 avril 2017, il se met sur le chemin du candidat au parc des expositions de la porte de Versailles : *« On voulait vraiment le croiser pour le féliciter. Il nous a fait la bise. On était en larmes. »* Invité ensuite à *La Rotonde*, il arrive en retard, le temps de ranger le pupitre. Le soir du second tour, il se retrouve juste devant Emmanuel Macron lors de la traversée de la cour du Louvre : *« Je ne sais pas du tout ce que je foutais là, mais j'étais devant. Je me souviens juste d'être au pied de l'escalier. Mon rôle, c'était de faire monter les gens sur scène, pas de monter moi-même. »*

Le 14 mai, il regarde la cérémonie d'investiture depuis la colocation qu'il partage avec Florian Humez à Nanterre, puis est invité à la mairie de Paris et le soir à l'Élysée. Il se rend au Palais avec l'équipe des JAM. *« Et là, pfffff, fin du* game*, c'était incroyable. »* À l'issue de la soirée, le nouveau président l'interroge sur ses projets. Jean annonce qu'il va retourner à Nantes. Le président pose sa main bien

à plat sur la nuque de Jean : *« Non, tu restes avec nous, le Puyfolais. »*

« LE MYSTÈRE DE LA PÉROUSE »
Spectacle immersif…
Vivez une véritable aventure en embarquant pour un voyage épique autour du monde avec le célèbre explorateur M. de La Pérouse !
Devenez des explorateurs d'un jour et prenez la haute mer pour vivre une expédition scientifique légendaire commandée par le roi Louis XVI !
Vous allez vivre, de l'intérieur, l'odyssée d'une expédition sans retour.



C’est Sibeth Ndiaye qui recrute Jean en tant qu’attaché de presse à l’Élysée de juin 2017 à septembre 2018. Même si, petit détail, celui qui se décrit à l’époque comme un *« communicant vagabond »* dans sa bio Twitter n’a jamais parlé à un journaliste. La patronne de la com’ du Palais ne s’arrête plus quand on l’interroge sur le Puyfolais : *« S’il fallait trouver un synonyme au mot “énergie”, je choisirais Jean. Généreux, loyal et toujours le premier à accepter une mission de plus, même quand on est tous au bord de l’épuisement. Il n’avait jamais exercé ce métier, mais je savais en l’engageant que j’aurais une recrue de choix, politique et inventive ! »* Elle lui demande de s’occuper des sujets « agriculture » et « alimentation », des déplacements liés à la politique parlementaire et, ses préférés, des sujets de défense.

Jean Gaborit, qui se définit comme un *« patriote enraciné »*, découvre avec jubilation les déplacements sur les bases françaises à l’étranger. Le 22 décembre 2017, il se retrouve sur la base militaire de Niamey, au Niger, où le président est venu soutenir les troupes françaises engagées dans l’opération Barkhane, et demande une dérogation au colonel pour dormir en tente de campagne. *« C’était top. »* À la sortie de la base, il descend du bus presse devant la dernière barrière de sécurité pour s’assurer que tout est en règle. Le bus passe. La barrière lui tombe sur le sommet du crâne et manque de l’assommer. Le sous-officier chargé du commissariat général des armées organise le lendemain une petite cérémonie pour lui remettre une fausse médaille de blessé de guerre.

Mais, au-delà de l’ambiance si particulière entre les médias et les attachés de presse qui voyagent ensemble, partageant les mêmes hôtels pendant les déplacements officiels, à mi-chemin entre la colonie de vacances et le rapport de force permanent, la relation de Jean Gaborit à la presse est complexe : *« L’image fausse que j’avais quand je suis arrivé, c’est “les journalistes vont me doubler. Il faut que je fasse attention parce qu’ils vont retourner ce que je dis contre moi et contre l’institution”. Je me disais toujours : “Qu’est-ce que je donne pour que ça sorte bien ?” Je n’étais pas formé, pas encore prêt, j’avais moi-même pas toutes les infos, surtout sur l’international. »*

Par ailleurs, quand il se déplace en France, il constate que les

reporters des médias nationaux monopolisent souvent la plupart des accréditations et comprend les revendications des journalistes de la presse quotidienne régionale qui se sentent méprisés : *« La méthode, c'est Paris qui débarque et impose son rythme alors que les journalistes de la PQR n'auront peut-être pas d'autres occasions de croiser le président. Pour eux, c'est un événement. »*

« LES GRANDES EAUX »

Vous voici dans un bosquet du château de Versailles, en plein concert du maître de musique de la famille royale ! Lully, célèbre compositeur et violoniste, vous transportera dans un univers mélodieux et plein d'émotions. Pour accompagner ses airs, d'immenses jets d'eau surgissent en rythme des profondeurs du lac. Profitez d'un fantastique ballet aquatique et poétique !

« À la fin de l'itinérance mémorielle de novembre 2018, je suis chargé de gérer le "programme Madame", à Versailles. Je m'éclipse seul, subrepticement, dans la galerie des Glaces et je me retrouve littéralement seul à fouler le sol de l'histoire de mon pays. Souvenir impérissable et moment unique. »

Le 3 août précédent, Emmanuel Macron était arrivé en fin d'après-midi au fort de Brégançon pour une réunion avec Theresa May, et Jean Gaborit dans ses valises. C'est déjà lui qui avait été choisi pour *« jouer avec la presse »* à Chambord, en décembre 2017, au cours du week-end polémique du quarantième anniversaire du président. Pour ce séjour varois, Jean n'a prévu qu'une valise pour cinq jours. Il va y rester trois semaines, jusqu'au dimanche 26 août. Sa mission : gérer la presse qui planque devant la résidence d'État et s'interposer entre les policiers et les paparazzis. *« Chaque fois que le président me dit : "Je veux être tranquille", mon job, c'est de faire un peu de diplomatie entre le journaliste qui fait son travail à la frontière entre vie privée et vie publique, et l'officier de sécurité qui a reçu pour consigne "aucune image" »*. C'est aussi de feinter la presse quand le chef de l'État veut faire une sortie publique, type balade à vélo sans caméra, et en même temps les appeler pour envoyer de belles images ensoleillées lors de la visite rituelle au maire de Bormes-les-

Mimosas. *« J'appelle la presse pour les images avec le maire et le bain de foule. À la fois, vous, les journalistes, vous êtes contents parce que ça permet de marquer le début des vacances du PR et nous, ça nous permet aussi de dégonfler la pression. Vous avez des images, donc moins envie, ensuite, de me harceler de questions. J'ai trouvé que c'était fait en bonne intelligence. Et s'il se passe quelque chose d'important, la presse est sur place pour une déclaration présidentielle depuis le fort. C'est pas moi qui vais filmer avec mon iPhone ! »*

Quatre jours après son arrivée, Emmanuel Macron s'offre aussi un petit bain de foule au pied du fort. Au milieu des badauds, Jean a fait venir Maxime, 6 ans et demi. Ce dernier a expliqué à l'envoyé spécial d'Europe 1 qu'il avait des photos d'Emmanuel Macron partout dans sa chambre. Jean, en lisant son portrait sur le site de la radio, demande au reporter de l'aider à retrouver le petit garçon. Le journaliste arpente donc la plage à la recherche de Maxime, retrouve Martine, sa mère, et les met en relation. Une collaboration qui finit dans la presse, dénoncée comme une grossière opération de communication. *« Je n'ai pas été habile »*, regrette Jean.

Et c'est pendant ces trois semaines dans le Var qu'il s'impose comme le remplaçant d'Alexandre Benalla dont le poste est à pourvoir depuis que son nom, désormais synonyme de scandale, a fait la une du *Monde* le 18 juillet. Une affaire toujours trop sensible pour que Jean Gaborit en parle, même trois ans plus tard : *« Je venais d'arriver en Vendée pour les vacances d'été et que dire d'autre que : "Oh putain" ? »* Mais il veut bien jouer au jeu des différences : *« Nos points communs ? Nous sommes tous les deux débrouillards, nous réglons les problèmes, nous trouvons les solutions, nous ne sommes pas bac + 5, ni issus d'une grande école ou d'un corps administratif. Nos différences ? C'est peut-être qu'il est tombé dans le piège des tentations du pouvoir quand j'ai peut-être réussi à trouver et à garder une distance. Mais pour l'avoir vu à l'Élysée pendant un an, on ne peut pas lui retirer que c'est un bosseur. Il a fait ce qu'il a fait, mais il a quand même été pour le président… présent. »* Le chef de l'État demande à son Puyfolais ce qu'il souhaite faire. *« J'ai senti que c'était comme un train qui passait. Je suis monté dedans. J'ai répondu que je voulais faire de la*

chefferie de cabinet. En rentrant chez moi, je me dis que c'est un honneur incroyable, que j'ai 25 ans et que je suis en train de devenir adjoint au chef de cabinet du président de la République de mon pays. Que j'ai intérêt à être rigoureux et à la hauteur du job. Et j'ai le vertige » Le Puyfolais est dans le donjon.



« LE PREMIER ROYAUME »

Suivez le destin de Clovis, le premier roi des Francs, dans un univers immersif éblouissant !

Au fil de ses conquêtes, découvrez les doutes de ce grand stratège partagé entre les traditions ancestrales de son peuple et la voie nouvelle qu'il pourrait choisir pour fonder le premier royaume ! Vous vivrez son épopée depuis l'intérieur.

En octobre 2018, Jean Gaborit devient officiellement adjoint au chef de cabinet. Il quitte l'*open space* des attachés de presse, dans l'aile est du palais de l'Élysée, pour un petit bureau de l'aile ouest avec pour toute décoration une carte de France et un poster de Clemenceau, enterré à Mouchamps, à 20 bornes des Epesses.
Ses journées commencent encore plus tôt et finissent encore plus tard. Il gère, via des centaines de mails, les liens quotidiens avec les préfectures, la presse, les officiers de sécurité, les gendarmes, les cuisiniers. Il participe aux réunions du mardi et du jeudi matin où se dessine l'agenda présidentiel. Il gère surtout ce qu'on appelle les « affaires privées » : *« C'est tout un mythe, mais Breg' et Le Touquet, c'est juste ça, les affaires privées. Quand il va y passer un week-end, il faut organiser les choses. »* Il l'accompagne aussi occasionnellement au théâtre, notamment à la soirée si mouvementée du 17 janvier 2020 aux Bouffes du Nord : *« Ça n'a pas été un moment agréable, il a fallu réagir et je ne l'ai pas bien vécu. »* Celui qui est habilité secret défense ne dira pas un mot de plus.
Jean Gaborit gère aussi toutes les demandes individuelles faites au président. Dès que quelqu'un demande un service au chef de l'État, son officier de sécurité sort de la poche intérieure gauche de sa veste la carte de visite de Jean. Même en l'absence de celui-ci. À la Toussaint 2018, par exemple : les Macron déjeunent à Honfleur où ils ont leurs habitudes depuis vingt ans. À la sortie du *Bistro des Artistes*, un attroupement compact de curieux et de journalistes les attende. Ils n'ont pas envie de s'attarder et, pour faire passer le message, Jean Gaborit commet une erreur de débutant : il met les mains sur les objectifs pour les empêcher de filmer, ce qui irrite fortement la presse. *« Le président est en mode privé. Le couple marche, je me mets dans la voiture qui les suit de loin. Mon travail, c'est d'être là au cas où. Soudain, le chef de l'État croise quelqu'un qui veut lui parler. Ses officiers de sécurité utilisent leur micro, la conversation tombe dans le récepteur radio de ma voiture. Je tape un sprint. Et il prononce le fameux : "Voyez avec Jean." »* En l'occurrence ici, comme souvent, il s'agit d'une personne à la recherche d'un logement. Le rôle de Jean est alors de consigner la

demande, de contacter les différentes personnes mentionnées dans le dossier, de comprendre le problème. Il se rapproche des préfectures pour tenter d'accéder à la requête. *« Parfois, souvent même, c'est assez frustrant que le président ne puisse pas intervenir. Peut-être que j'ai mis trop d'affect là-dedans. C'est tellement compliqué, toutes ces règles. »* Frustré de pouvoir rarement répondre autre chose que *« c'est compliqué »*, Jean reçoit des *« trucs incroyables »*, beaucoup de demandes de stages et des sollicitations de tout acabit. *« Selon moi, c'est très représentatif de l'administration française : les gens ne comprennent pas à qui ils peuvent s'adresser pour régler un problème. Le dernier recours devient pour eux de croiser le président. »*

« Il y a un truc que j'adorais dans le fonctionnement de cette chefferie de cabinet : je partais toujours avant, en préc'. » « Préc' » est le diminutif de « précurseur » ; c'est le nom de la mission de reconnaissance avant tout déplacement du président. Un exercice important, lourd, collectif, codifié, en six étapes : 1) Programme prévisionnel ; 2) Composition de la délégation ; 3) Aspect presse et communication ; 4) Questions d'intendance ; 5) Détails opérationnels ; 6) Brief sécurité. Et à la fin de chaque préc', une « réunion conclusive » en préfecture, en deux parties. La première détaille le programme ; la seconde est, comme dans la série *Le Bureau des légendes*, réservée aux personnes qui ont à « en connaître ». Elle liste les enjeux sécuritaires, le positionnement des barrières et, par exemple, mesure contraignante et spectaculaire, le stationnement systématique de policiers à toutes les intersections et sur tous les ponts de l'itinéraire du convoi présidentiel. D'abord, toujours une voiture ouvreuse. Puis au moins deux motos de gendarmes. La voiture blindée du chef de l'État porte le nom de code de VIP, tandis que celui du président est VEGA. Juste derrière, la voiture dite technique avec la chefferie, puis les voitures de la délégation. Et enfin, un bus réservé à la presse.

Le préc' est aussi un démineur : il « traite », pour utiliser un verbe cynique qu'emploie beaucoup Emmanuel Macron, toutes les personnes que va rencontrer le chef de l'État, avant que celui-ci ne les voie. Ironie du sort, Jean Gaborit, qui a échoué aux élections municipales de 2014, boit des cafés dans toutes les mairies où le

président doit se rendre, « démine », pour reprendre le terme consacré, l'élu qui a un courrier à transmettre. Il prend la lettre et tente de régler le problème lui-même, ou le remet au conseiller en charge. *« C'est un rôle très politique. J'adore ça, parce que c'est sans filtre : je suis au contact de gens qui me font remonter des choses pour lesquelles je peux agir et c'est génial. »*

Enfin, il y a la mission la plus borderline pour le préc', une mission que lui confie directement Emmanuel Macron, à la frontière entre intérêt général et militantisme. C'est Jean qui, avant chaque déplacement, est chargé de prévenir le référent local En Marche. Il affirme que ce n'est pas pour garantir un petit comité d'accueil bienveillant, faire de belles images et assurer les applaudissements. Jean préfère parler de *« diplomatie, pour leur expliquer que le président ne peut malheureusement pas passer une heure avec cinquante militants, mais qu'il m'a chargé de leur dire qu'il salue leur action. Je leur disais toujours : "Vous le verrez si vous l'attendez à tel endroit, mais on ne peut pas vous dédier une séquence, il n'y aura pas de longue discussion, ni d'entretien." »*

Jean Gaborit est-il donc le responsable d'un gigantesque village Potemkine à travers la France, le casteur en chef d'une armée de figurants ? Sa réponse, négative, est assez stupéfiante : *« Le parti, même s'il voulait avoir des figurants, n'aurait malheureusement pas la masse suffisante. »*



En février 2020, un entrepreneur de Hong Kong le contacte pour offrir des milliers de masques, à un moment où le pays en manque cruellement et où le président fait appel à toutes les bonnes volontés. Jean cherche longuement un interlocuteur, finit par faire une passe à Bercy et au ministère de la Santé qui accusent réception. Et puis, plus rien. *« J'ai arrêté le combat. Les masques se sont perdus. C'est la première chose qui frustre. »*

Jean se souvient alors du sourire et du dynamisme du ministre de l'Économie qui promettait de libérer les énergies, il croyait vraiment qu'ils allaient parvenir à lever les petits blocages du quotidien : *« Nous sommes arrivés, pleins d'ardeur, en annonçant qu'on allait tout changer. Mais la machine administrative est tellement lourde qu'au fil du temps elle nous a mangés. Je m'inclus dans le nous. C'est trop lent, il y a trop de chefs et personne ne décide. »*

Son autre déception est la persistance de la *« vraie fracture »* entre la capitale et les régions. Là non plus, la machine ne suit pas. Jean voit les idées de réforme prendre leur essor à Paris et juge de leur

résultat chez lui, en Vendée. Le meilleur exemple est la Maison France Service (MFS). Un dispositif créé pour répondre aux demandes des Gilets jaunes pour les territoires délaissés, inauguré en novembre 2019 à Amiens par Emmanuel Macron. Un *« lancement incroyable »*, s'enthousiasme son ancien employé, *« sauf que ce qui a été fait finalement, c'est poser un logo France Service dans les maisons de quartier ou les structures déjà existantes. Ce n'était pas ça, l'idée du président ! Aujourd'hui, les MFS ne sont pas identifiées. J'en suis navré. Je ne vais pas me faire que des amis, mais c'est vide. »* Le précurseur fait alors une préconisation : *« Il devrait décider d'avoir autour de lui plus de personnes qui ne sont pas forcément des experts. Juste des types débrouillards avec qui ça marche et qui savent y faire. Le problème des conseillers, c'est qu'ils passent tout au filtre de la machine administrative. Or Emmanuel Macron, ce qu'il aime, c'est le terrain et les choses vraies, mais on passe son temps à le surprotéger. Son souci, c'est que, dans son cabinet, il y a un déséquilibre entre technocrates et débrouillards. »*

Jean décide de prendre du champ. Il devient chef de cabinet du nouveau garde des Sceaux en juillet 2020. Emmanuel Macron lui demande d'*« aider le ministre »*. Alors il va chercher Éric Dupond-Moretti à son domicile personnel, lui explique que désormais il se baladera toujours accompagné d'officiers de sécurité, l'accompagne à la prison de Fresnes, puis se retrouve seul avec lui dans son grand bureau à le briefer sur la nouvelle vie qui l'attend. Au total, sa mission durera quatre mois. Clément Beaune a lui aussi eu recours à ses conseils pour former son cabinet. Le secrétaire d'État à l'Europe salue *« une boîte à outils »* : *« S'il vous faut un tournevis à cinq têtes, il vous le sortira immédiatement. »* Mais le tournevis décide de ne pas revenir à l'Élysée.

« C'est un peu facile de dire "la bulle élyséenne", mais je crois qu'elle existe bel et bien. » Jean a le sentiment de se perdre, de se détacher du militant qu'il fut, de s'habituer aux facilités du Palais, de ne plus toujours voir lui non plus le filtre du pouvoir. Il décide de partir. *« J'étais en train de me détacher du Gaborit qui s'était engagé. Le pouvoir manque de vrai. Je m'éloignais de ce que j'étais vraiment : un Vendéen. J'ai besoin de me raccrocher à la réalité pour*

pouvoir répondre à Emmanuel Macron avec plus de précision quand il me pose sa question préférée : “Comment tu sens les choses ?” »

1 - Pour reprendre le titre du portrait d’Ariane Chemin et Olivier Faye, publié dans *Le Monde* du 26 mai 2020.
2 - Les intertitres de ce chapitre sont repris du programme officiel du Puy du Fou, avec leur aimable autorisation.
3 - Enfin, le site internet de la mairie des Epesses.
4 - Enfin, les chaînes d’info présentes pour retransmettre les images en direct.
5 - « Emmanuel Macron : le roman d’une ambition », diffusé le 26 février 2015 sur France 2, dans l’émission *Envoyé spécial*, réalisé par Nicolas Daniel, Philippe Lagnier et Romain Marchal, produit par CAPA.
6 - Mail révélé par les Macron Leaks.
7 - Par exemple le 4 juillet 2016 sur iTélé.
8 - Conseiller parlementaire du président de l’Assemblée nationale François de Rugy, puis chef de cabinet de la ministre déléguée à l’Industrie.



NOVEMBRE 2016
1 292 jours dans la bulle Macron
16 MAI 2020

AURÉLIEN TACHÉ

M. PAUVRETÉ FACE AU PRÉSIDENT DES RICHES

Son épaule gauche, broyée par la main droite de Gérard Collomb qui l'immobilise, de force, au pied de leur avion, sur la base aérienne 107 de Vélizy-Villacoublay, lui fait mal. Aurélien Taché lit ce qui s'affiche sur l'écran que le ministre de l'Intérieur lui brandit rageusement sous le nez. Sous la date, lundi 19 février 2018, et sous l'heure, 12 h 42, une notification qui renvoie à la une du *Monde* datée du lendemain : *« Migrants : des propositions pour une véritable politique d'intégration ».* Sous la tribune, ce titre : *« Le député LRM Aurélien Taché remet au Premier ministre*

72 propositions pour favoriser la politique d'intégration des étrangers. Les propositions du parlementaire, issu de l'aile gauche de la majorité, doivent compenser la ligne dure sur l'immigration du projet de loi Collomb. » Gérard Collomb, qui va présenter son projet de loi dit « Asile et immigration » en Conseil des ministres deux jours plus tard, ouvre ses SMS. Et, devant ses conseillers qui sourient en coin, il lit à voix haute quelques lignes effectivement assez dures qu'il a envoyées au chef de l'État : *« Si Aurélien n'était pas ton petit protégé, je lui mettrais un coup de pied au cul comme il n'en a jamais reçu. »*
Le ministre d'État est dans tous ses états. *« Hein, parce que franchement, ce que tu m'as fait… Hein ? Hein. »* Aurélien Taché pense que *« la meilleure chose à faire à cet instant précis,* c'est de bien *fermer sa gueule »*. Il se réfugie dans l'avion qui va décoller pour Lyon. Édouard Philippe a déjà pris place à l'intérieur. Collomb fait autant de bruit que les réacteurs : *« Hein t'as vu Édouard, t'as vu Taché ? T'as vu ce qu'il vient de faire ? Et puis c'est 600 millions d'euros son rapport, tu vas lui donner les 600 millions ? »* Le Havrais rit. Le Lyonnais ne décolère pas. *« Alors voilà, c'est Collomb le méchant et Taché le gentil ? Hein ? »* Goguenard, le Premier ministre lance de la musique, du rock, et fait diversion en invitant le député à s'asseoir face à lui et à lire son discours.

En ce début d'année 2021, nous retrouvons le député masqué dans son bureau, le numéro 6 725, à l'Assemblée. Aurélien Taché a quitté le parti présidentiel depuis plusieurs mois, mais n'a pas, contrairement à ce que lui ont demandé ses anciens amis, remis son mandat en jeu. Il parle toujours aussi vite, mais quelque chose en lui a changé. Il sort d'une période d'introspection. *« Le confinement a sur moi un effet complètement dingue. Je ne vois plus personne de la bulle. J'ai l'impression que pendant trois ans, j'ai eu un charmeur de serpent en face de moi. Et là, tout à coup, je retrouve la vision. Et je me dis, wouah, c'est chaud quand même ! C'est terminé. TER-MI-NÉ. »*
Pour comprendre, il faut remonter ses tweets. Voici l'histoire de M. Pauvreté et du *« président des riches »*, en une douzaine de tweets et un message de rupture Telegram.



Le 28 avril 2017, dans l'entre-deux-tours donc, le député tweete cette phrase et un lien vers une tribune publiée par *Libération* sous la plume d'un collectif se présentant comme *« membres de la société civile et délégués nationaux d'En Marche qui pointent les contre-vérités du programme de Marine Le Pen sur la question de la pauvreté et des étrangers »*. Les signataires écrivent : *« Le 7 mai prochain, tous ceux qui souhaitent plus de solidarité doivent aller voter. Pas seulement pour refuser la régression des droits que Marine Le Pen veut imposer aux plus fragiles. Mais pour les faire progresser, en élisant Emmanuel Macron président de la République. »*

Quatre ans plus tard, Aurélien Taché ne se contente plus, chose qu'il a longtemps faite, de le penser en secret et d'affirmer le contraire face caméra : il déclare ouvertement qu'*« Emmanuel Macron fait la guerre aux pauvres qui n'ont pas de papiers, aux pauvres qui sont exilés, aux pauvres qui viennent du monde entier et qui sont chassés par sa police à Calais ou à la frontière franco-italienne »*.

Celui qui adore théoriser se lance dans une définition de sa bulle Macron, maintenant qu'il s'en sent définitivement spectateur. *« La bulle pour moi, c'est la start-up Macron. Macron est à la base un type assez isolé, qui ne connaît pas bien la réalité sociale du pays. C'est dû à son parcours et tout ça s'est accentué terriblement avec l'exercice du pouvoir. Aujourd'hui, Macron déplace la bulle parce qu'après avoir capté un moment les réseaux de gauche, il les a déçus, il n'a rien construit. Donc, que fait-il ensuite ? Il essaie de capter les réseaux de droite. Avec les départs successifs de tous les mecs "sociaux", ils ont fini par être entre eux, donc ils ont fini par être la droite. Comme un coucou va faire ses œufs dans un autre nid parce qu'il n'a pas de nid à lui. »* Un ami sociologue, grand spécialiste des questions de pauvreté, qui rencontre souvent le chef

de l'État l'avait pourtant prévenu : *« Tu sais Aurélien, c'est toujours pareil. Je lui parle 5, 10, 15 minutes, puis au bout d'un moment, je sens son regard qui décroche. Ces sujets de grande pauvreté ne l'intéressent pas. »*



Dans l'entre-deux-tours, Aurélien Taché avait aussi fait savoir qu'il aimerait une *« bonne circonscription »* et ne voulait pas retourner en région. Mais il veut bien être élu de banlieue, à la condition d'être parachuté dans une « circo » où il peut se rendre facilement en transport en commun, lui qui n'a pas le permis. Ce sera Cergy, 10e circonscription du Val-d'Oise, une heure porte à porte. Là-bas, les gamins le confondent avec le candidat. Ils l'appellent Macron, ce qui le ravit. Le tampon « Macron boy » lui offre une victoire facile[1]. Mais avec une abstention énorme, de plus de 63 %. Aurélien Taché devient la caution de gauche de la majorité présidentielle. *« Quelqu'un comme moi qui dit "le pognon de dingue", forcément c'est mieux. »*



Cinq mois plus tard, le 7 novembre 2017, les deux hommes décollent pour un Conseil franco-allemand de l'intégration à Berlin. Ils sont en tête à tête dans l'habitacle. Le ministre de l'Intérieur ouvre un parapheur et lui tend des notes précédées de la mention en lettres majuscules rouges « CONFIDENTIEL ». Une affaire de viol dans un camp de migrants à Calais : *« Regarde ce qu'on gère ! Tu comprends ? Il faut quand même être un peu réaliste… » « Il pense m'impressionner, sauf que je suis un ancien conseiller ministériel. Je sais comment ça marche. Je sais qu'il y a des problèmes, que tout n'est pas parfait. Encore une fois, je n'en démords pas. Si on mettait en place une politique d'intégration et d'immigration digne de ce nom, on aurait moins de problème aussi… »*

Mi-juin 2018, nouvel accrochage entre les deux hommes. Après avoir secouru 629 migrants en détresse au large de la Libye, le navire *Aquarius* de l'ONG SOS Méditerranée reste bloqué en mer plusieurs jours sans pouvoir accoster. Aurélien Taché presse Emmanuel Macron d'ouvrir un centre d'accueil en France et pense l'avoir convaincu. Mais Gérard Collomb met sa démission dans la balance. Et gagne le bras de fer. *« Beauvau lui a fait des notes à n'en plus finir sur… l'invasion. Et à ce moment-là, le président commence aussi un peu à changer, comme tous ces mecs qui sont*

confrontés à ça. Même Gérard, ça l'a rendu complètement dingue, son passage à l'Intérieur. »

Aurélien Taché fut l'un des M. Pauvreté de François Hollande avant d'être l'un de ceux d'Emmanuel Macron. Première moitié de quinquennat au conseil régional d'Île-de-France où il travaille pour Jean-Paul Huchon comme chargé de mission à la lutte contre les exclusions de 2012 à 2014. Seconde moitié comme conseiller hébergement de Sylvia Pinel puis d'Emmanuelle Cosse, ministres du Logement de Manuel Valls. Être « M. Pauvreté », dans leur jargon, très concrètement, c'est concevoir le volet « hébergement » dans le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté ; c'est cogiter au volet « hébergement d'urgence » pour les plans hivernaux 2015 et 2016 ; c'est noircir des pages sur la circulaire du 20 février 2015 pour le plan de réduction des nuitées hôtelières ; c'est rédiger les décrets « Hébergement » et « Prévention des expulsions locatives » de la loi Alur ; c'est tenter de gagner des arbitrages pour la proposition de loi relative au statut, à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 9 juin 2015, puis enterrée par le Sénat ; c'est se prendre la crise migratoire en pleine tête en 2015 et tenter d'améliorer l'accueil des migrants et la relocalisation des réfugiés avec les circulaires du 21 juillet et 9 novembre 2015 ; c'est être l'émissaire de ses ministres de tutelle dans ce qu'il appelle la « machine Beauvau », deux années à arpenter le ministère de l'Intérieur, occupé par Bernard Cazeneuve, à fréquenter les préfets et les responsables de l'immigration, ce qui lui a *« quand même donné des clefs de lecture assez importantes sur le fonctionnement de l'État »* ; c'est avoir le sentiment de ne jamais faire assez. Et c'est un premier traumatisme.

L'histoire ressurgit au détour d'une question provocatrice. Aurélien Taché n'est-il pas un Bisounours dans une France qui se droitise de plus en plus et à qui le mot « migrant » fait tout simplement peur ? *« Mais non, justement, pour moi, le propre d'un militant politique, c'est d'essayer d'agir. Oui, je suis d'accord, le mot "migrant" fait peur. Mais c'est parce qu'on n'a pas mené la bataille culturelle à l'époque. Car si Hollande avait fait un peu… comme Merkel… Si tous ces gens-là avaient osé… »* Et c'est donc avec le Bisounours que l'histoire ressurgit. Une très triste histoire.



Le 2 septembre 2015, Aurélien Taché est profondément heurté, comme une grande partie de l'Europe, par l'image du petit Aylan Kurdi, enfant kurde de 3 ans, retrouvé mort noyé, le visage dans le sable, sur une plage turque. Il décide d'agir avec un autre conseiller. Tous deux observent que le ministère du Logement reçoit via le standard de nombreux appels de volontaires solidaires qui proposent de mettre à disposition des logements pour les personnes en difficulté. Ils décident de faire quelque chose. Pas grand-chose. Juste un tableau Excel. La liste des associations qui donnent des cours de français, aident les réfugiés, les logent. Un recensement estampillé par l'État, géolocalisé, mis en ligne. *« C'était pas un truc de dingue, ce que je demandais. »* Ils arrivent devant le ministre de l'Intérieur avec leur petit projet de site internet. Réponse de Bernard Cazeneuve : *« Mais vous n'y pensez pas ! La solidarité des Français va durer trois jours. Elle va se retourner. Et nous serons balayés avec. »* Selon Aurélien-Taché-qui-n'est-pas-un-Bisounours : *« C'est à ce moment que la France bascule. Moi, c'est ça que j'essaie de raconter. Le témoignage que je voudrais laisser, c'est d'avoir vu ça de l'intérieur et d'avoir vu les mauvais choix qui ont été faits et qui font qu'en 2021, on est dans une France où le migrant fait peur. »*
Aurélien Taché prend un contre-exemple, celui de Nicolas Sarkozy. Avant son quinquennat, une majorité de Français est pour le droit de vote des étrangers. Après son départ du pouvoir, la majorité y est hostile. *« Il a fait son boulot. Lui. Il a fait changer les gens d'avis. Nous, c'est l'histoire du progressisme complexé qui n'assume pas et qui pense que, de toute façon, la France est de droite. Mais c'est pas immuable, une opinion, ça se travaille ! »*
Bisounours non, mais fier d'être le « gauchiste de service ». Aurélien Taché avait 3 ans quand sa modeste famille de gauche – mère agent hospitalier en service psychiatrique, père agent

d'équipement – fête l'élection de François Mitterrand. Son grand-père, résistant communiste devenu gardien de la paix, est son idole. Tous lui transmettent la « passion de la gauche ». Mais il n'a pas la passion des études. En décrochage scolaire, souffrant de dyspraxie, il est apprenti plombier de 16 à 17 ans, puis décroche totalement. Il revient à l'école, obtient une capacité de droit et intègre la fac avec un peu de retard, à 21 ans. Dès lors, parcours classique d'apparatchik socialiste. Lui préfère dire qu'il a *« construit un parcours de cadre »*. Il devient président de l'Unef Niort et ami avec un certain Stéphane Séjourné, membre de ce que les journalistes politiques ont surnommé « la bande de Poitiers », puis candidat sur la liste d'Anne Hidalgo pour les municipales à Paris et responsable fédéral au PS parisien.

Fin 2014, son ami Séjourné le rappelle : *« Mec, t'es foutu. DSK est tombé. On n'a plus de courant nulle part. On est chez Huchon, mais c'est quand même pas l'avenir. Un type a l'air pas mal. Il faut tenter. »* Le type, c'est Emmanuel Macron, le ministre de l'Économie, avec qui Aurélien Taché s'est pris la tête. Déjà. Aurélien Taché avait été invité par les Jeunes avec Macron à une rencontre, au ministère, à Bercy. Le ministre se plaisait à croire qu'il allait faire sauter les tabous. Il testait les limites et s'attaquait ce jour-là devant cet auditoire conquis à une réflexion sur la trêve hivernale[2], car il réfléchissait à haute voix à la supprimer. Aurélien Taché avait contre-argumenté longuement pour le convaincre qu'il s'agissait, selon lui, d'une très mauvaise idée. Il avait senti que le ministre n'aimait pas être contredit. Les deux hommes s'étaient repérés. Tout en s'agaçant mutuellement.

En novembre 2016, Aurélien Taché est embauché comme délégué régional Île-de-France du Groupe SOS par l'entrepreneur libertaire Jean-Marc Borello. C'est lui, avec Stéphane Séjourné, qui va le faire entrer dans la bulle Macron. Avant l'été, on lui a déjà demandé de télécharger Telegram, une application qu'il ne connaît pas, sur laquelle il envoie quelques notes à l'entourage du ministre qui démissionnera fin août. Mais en novembre, Jean-Marc Borello lui propose une première vraie rencontre. Ce n'est pas un tête-à-tête. Ils sont quatre : Ismaël Emelien, le futur conseiller spécial de l'Élysée, pour le moment chargé, selon l'intitulé de son poste, de la

communication et des affaires stratégiques à Bercy, Tristan Barrès, futur conseiller logement à l'Élysée de 2017 à 2021, Emmanuel Macron et lui. Le candidat ne maîtrise pas ce sujet de la pauvreté. Ses proches lui disent qu'il a face à lui deux spécialistes. Il active le mode silencieux de son téléphone et le mode charmeur de son clin d'œil automatique. Puis il pose son portable pour se consacrer à eux pendant plus de trois heures. Il prend un stylo, les mitraille de mille questions très techniques, ne rejette aucune proposition. Aurélien Taché lui explique la problématique de ces dizaines de milliers de migrants ni régularisables ni expulsables. *« On va s'en occuper »*, répond le candidat. Aurélien Taché, qui a bataillé en vain en interne avec le gouvernement Valls pour obtenir des papiers à ceux qui n'en avaient pas, sent que son interlocuteur est à l'époque influencé par les rocardiens de Terra Nova et se rêve en libéral façon gauche américaine sur ces questions. Emmanuel Macron s'intéresse particulièrement aux Roms et aux taudis. Il lui lance : *« Comment c'est possible qu'il puisse y avoir 20 000 personnes dans un bidonville aux portes de Paris ? On va régler ça d'un coup quand on sera au pouvoir. »* Aurélien Taché en ressort profondément impressionné : *« Un magnétisme indubitable, une intelligence hors du commun, ça va très très vite. Il comprend tout. Il pose les bonnes questions. Et à la fin, il est aussi bon que vous sur vos sujets. Et vous êtes dégoûté parce que vous avez l'impression que vous ne servez plus à rien. Avec lui, je me dis : ça va être génial. »*

Cinq mois plus tard, le 16 avril 2017, une semaine avant le premier tour, Aurélien Taché a été intégré à la boucle des rédacteurs du programme et Emmanuel Macron fait un déplacement sur le thème de la pauvreté. Son entourage dit à Aurélien Taché : *« Le patron veut que tu sois là. »* À la fin de leur visite de la Cité Saint-Martin, un centre d'hébergement du Secours catholique, le candidat l'attrape par l'épaule et lui glisse à l'oreille : *« Bon, ça va ? J'ai pas dit trop de conneries ? »* Aurélien Taché est entré dans la bulle. *« J'ai compris à ce moment-là qu'il crée du lien uniquement avec les gens qui sont là pour lui dans ses moments de prise de risque. Puis il vous voit comme son staff. À partir de ce moment-là, je me dis OK, il me voit comme son "conseiller pauvreté". »* Dans leur jargon, « grande précarité » ou « lutte contre l'exclusion ». Bref, le M. Pauvreté. *« Je*

deviens ça pour lui et j'ai de la chance. C'est pour ça que j'ai peut-être déconné de l'avoir quitté, Macron. C'est particulier parce qu'il y a aussi, sans que je sois dans le premier cercle, un lien personnel et affectif qui se crée. Je suis un des seuls qui n'est pas du sérail, qui vient d'un milieu populaire, donc je pense qu'il y a une forme de bienveillance à mon égard qui rend les choses plus fluides et qu'il m'identifie comme vraiment dans sa galaxie. J'ai jamais été dans le premier cercle, j'étais pas un mormon, mais il me met quelque part dans sa tête, comme une petite pièce du dispositif, quelqu'un qui sert à quelque chose. »



Le jeudi 27 juillet 2017, lors d'une cérémonie de naturalisation de 37 nouveaux Français de 21 nationalités différentes dans la salle de cérémonie de la mairie d'Orléans, le président s'emballe : *« Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus. C'est une question de dignité, c'est une question d'humanité et d'efficacité là aussi. Mais je veux que partout où sont construits ces hébergements d'urgence qui permettent de les accueillir, il y ait les dispositions administratives qui permettent de traiter leur dossier. »* Cette promesse lui colle à la peau. Six mois plus tard, elle commence déjà à être à son passif, et son M. Pauvreté explique à *La Croix* que non, le chef de l'État ne s'est pas du tout laissé grisé par un propos de tribune : *« Emmanuel Macron n'est pas le premier à faire cette promesse, mais il est le premier à se donner les moyens de ses ambitions. »* Et Aurélien y croit à fond.
Le 17 septembre, France 5 s'interroge avec un bandeau *« Migrants : pourquoi la France durcit-elle le ton ? »* Mais Aurélien Taché est en plateau pour certifier : *« La route tracée par Emmanuel Macron est celle de l'accès aux droits pour tous les réfugiés. »* Aujourd'hui : *« Quand je relis, ils ont complètement menti. Le bilan est*

catastrophique… »



Une semaine plus tard : oui, #réfugiés, #fierté. Invité le 18 octobre à déjeuner à l'Élysée avec d'autres parlementaires, Aurélien Taché met en ligne une photo du président avec la légende : *« Lancement aujourd'hui à l'Élysée de la concertation sur notre stratégie pour que la pauvreté recule. #ambition #innovation. »* Oui, #ambition. Deux mois plus tard, il tweete la remontée dans les sondages du président : *« Nous réconcilions les Français avec la politique et lui redonnons tout son sens. »* Le 14 novembre, discours de Tourcoing sur la politique de la ville : *« Ses discours sont rarement très enthousiasmants, mais celui-ci est pour moi le meilleur du quinquennat. »* Puis il attend.
Longtemps.



Pour Noël, Aurélien Taché aimerait un beau ministère dans du papier cadeau. Alors, le 24 décembre, à 23 h 28, le député s'adresse à son père Noël en apostrophant Emmanuel Macron sur Twitter avec le hashtag éclaireurs. Il partage un article qui paraît le lendemain dans *Le Journal du dimanche* qui titre *« Les éclaireurs de Macron »* : *« Inconnus du grand public, de jeunes députés s'imposent dans la Macronie. Ils préparent activement la deuxième partie du quinquennat. »* Sur la photo, le futur ministre de la Santé, Olivier Véran, et le futur porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal. Pas lui. Il a eu beau être un des seuls députés à aller sur BFM pour dire que la une de *L'Obs* de janvier 2018 entourant le visage du chef de l'État de barbelés « ne fait pas de bien au débat », enchaîner RMC, France 24 et France Info au milieu de l'été, au moment de l'affaire Benalla, pour dénoncer *« la demande insensée d'audition de madame Macron »*, être l'un des seuls à féliciter

Emmanuel Macron pour son interview à *Valeurs actuelles* et lui faire une note détaillée avec une série de propositions en octobre 2019, M. Pauvreté reste à la porte du gouvernement. Et il en conçoit clairement de la déception et de l'amertume : *« La stratégie pauvreté aurait dû être portée par quelqu'un dès le début. Dans la Macronie, si j'avais été le bon élève, si j'avais fait du Gabriel [Attal] depuis le départ, je serais au gouvernement, j'en suis certain. S'il m'avait fait entrer dans le dispositif, j'aurais emmerdé des ministres, mais j'aurais jamais emmerdé Macron. Et tout ce que j'aurais fait lui aurait fait du bien, lui aurait donné du gain politique. Sauf que je pense que sa ligne politique a changé. Il n'a plus besoin d'un mec comme moi puisqu'on a abandonné l'électorat de gauche. »*



Face à l'accusation de trahison, l'élu de la vague Macron 2017 reconnaît : *« Mon élection,*

j'ai aucun doute là-dessus, je la lui dois très largement, et c'est pour ça que c'est difficile ensuite de reprendre cette liberté, de m'opposer à son gouvernement et à lui. C'est vrai. Mais il y a des gens à qui je dois encore plus : les électeurs qui ont voté pour nous parce qu'ils pensaient qu'on allait faire un certain nombre de choses. Non seulement on ne les a pas faites, mais on a fait le contraire. Et surtout, je lui dois moins à lui qu'à ceux qui ne sont rien. »



Mardi 16 janvier 2018. Première et dernière visite du président à Calais durant le quinquennat. Le chef de l'État est venu avec quatre ministres et Aurélien Taché.
9 h 45 : visite du centre d'accueil et d'examen des situations (CAES) de Croisilles. Face à des migrants qui attendent de savoir s'ils obtiendront l'autorisation d'aller en Angleterre, le président se rend compte de l'absurdité du système dit de Dublin[3]. Certains de ses interlocuteurs ont été renvoyés trois fois en Italie et sont revenus quatre fois à Calais. Gérard Collomb fait la grimace.
12 heures : discours devant les forces de sécurité à la caserne de gendarmerie mobile de Calais. Le président annonce que l'État va prendre à sa charge la nourriture des migrants, demande aux forces de l'ordre d'être « exemplaires » et promet même des sanctions aux

policiers qui lacèrent leurs tentes. Bloqué entre le préfet en gants blancs et un grand mur en parpaing, Aurélien Taché entend Emmanuel Macron menacer : *« Je ne peux pas laisser accréditer l'idée que les forces de l'ordre exercent des violences physiques, confisquent des effets personnels, réveillent les personnes en pleine nuit, utilisent du gaz lacrymogène sur des points d'eau ou au moment de la distribution des repas. Si cela est fait, c'est contraire à toute déontologie. Si cela est fait et prouvé, cela sera sanctionné. »*
14 heures : arrivée à la mairie de Calais où le chef de l'État écrit dans le livre d'or de la ville : *« Vous avez ici démontré humanité, courage, ténacité. L'État sera à vos côtés pour le présent et pour l'avenir. Ici se joue une des batailles de la République et se construit l'avenir d'une belle région. »*
17 h 45 : en route vers une réunion avec les associations de soutien aux migrants en sous-préfecture de Calais. Les médias ne parlent que des deux qui boycottent la rencontre. Mais ce n'est pas ce qui perturbe Emmanuel Macron. Car ses intimes savent qu'il est profondément blessé depuis l'aube. Heurté par une tribune du *Monde* : *« Migrants : "M. Macron, votre politique contredit l'humanisme que vous prônez !" »* Texte signé par plusieurs soutiens très proches, dont le responsable de son programme, Jean Pisani-Ferry, et les deux patrons de Terra Nova, avec qui il a tant partagé lors de sa conquête du pouvoir. Rejoints par Laurent Berger, le patron de la CFDT, ces intimes lui font publiquement une leçon de « En même temps » : *« La recherche de l'équilibre est vertueuse, mais on ne peut pas en même temps vouloir et refuser, promettre et dissuader. On peut appliquer les critères de l'asile avec rigueur et promptitude, et le dire, mais on ne peut porter un réel effort d'accueil en offrant simultanément tous les signes du rejet. »*



La nuit est donc tombée à Calais et, sur la route de la sous-préfecture, Emmanuel Macron demande à parler à son M. Pauvreté. Leur premier moment seuls, IRL[4], depuis l'élection, sans le filtre de deux écrans et de l'application Telegram. Aurélien Taché joue gros. Depuis quatre mois, il a auditionné 250 personnes et est en train de mettre la dernière main aux 173 pages du rapport qui porte déjà son nom dans la presse. Il demande plus d'un demi-milliard d'euros et la création d'une institution dédiée aux 130 000 personnes qui s'installent chaque année en France et aimeraient y rester, qu'elles soient ou non réfugiées. Mais on lui a – gentiment mais fermement – demandé d'attendre un peu pour publier le document. C'est le moment des arbitrages. C'est aussi un moment émouvant, car Calais est son territoire de cœur. Il y est venu *« 1 000 fois en tant que conseiller »*. D'ailleurs, il se comporte encore comme tel, pas en élu : *« Je me dis : "C'est lui d'abord." Il passe une journée vraiment difficile, je veux pas en profiter pour en tirer des arbitrages à mon avantage. J'ose pas lui dire tout ce que je pense à ce moment-là. Je préfère qu'il me voie toujours comme quelqu'un de confiance, je suis plus dans un truc de coaching, pour le protéger, plutôt que de tirer très fort la sonnette d'alarme. Grosso modo, je le rassure. Il faut qu'il réussisse son truc. Je lui dis ce qu'il veut entendre. À ce moment-là,*

moi j'y crois quand même un peu aussi. Je suis dans le dispositif. Et puis je suis vachement impressionné. Je le trouve vraiment très beau avec son manteau, sa cravate. Il a beaucoup d'allure. Je suis encore, à ce moment-là, très macronien. »
Si Aurélien Taché répète autant *« à ce moment-là »*, c'est que tout bascule pour lui dans les jours suivants. *« Ils m'ont utilisé pour être la petite partie un peu sympa d'une loi dégueulasse. Mais ils se disent que mon rapport est un truc qui va devenir beaucoup plus gros que ce qu'ils voulaient qu'il soit, c'est-à-dire une simple augmentation du nombre de cours de français. »* Sauf qu'Aurélien Taché propose également la création d'une « carte provisoire de réfugié » permettant l'ouverture immédiate des droits dans l'attente des documents définitifs d'état civil et veut supprimer la condition de nationalité pour les fonctions non régaliennes de l'administration. *« Je sens que Gérard Collomb cherche à enterrer le truc, ils veulent même pas que je leur remette le rapport. »* Matignon et Beauvau finissent par lui annoncer une remise du rapport à Lyon. *« Ils se disent : "On fera une petite photo un lundi et on va enterrer ce machin." »* Il commence donc à les menacer de le rendre public avant de le leur remettre et s'exécute en faisant la une du *Monde* le 19 février avec le titre : *« Aurélien Taché, le visage social de la politique migratoire. »*



Mais il n'obtient pas les arbitrages demandés. Son rapport rejoint tous ceux « destinés à caler les armoires ». Notre formule l'énerve. Il s'en défend : *« J'ai eu de vrais beaux arbitrages quand même, sur l'augmentation des cours de français, et 150 millions d'euros pour le budget intégration. »* Puis : *« Je pense que ça a vraiment changé quelque chose. »* Puis : *« Pas énormissime. »* Puis : *« Suite à mon rapport d'ailleurs, il y a eu la création d'une délégation ministérielle avec huit mecs qui font de la modélisation des trucs. Mais, pfff, ça sert à rien. Une délégation qui aura très peu de pouvoir et très peu de moyens. Y a pas de budget, pas d'argent. Il se passera que dalle. »* Enfin : *« On est niqué. »*

Alors il tente une dernière manœuvre, avec le soutien d' Ismaël Emelien. Contacté par certains militants En Marche qui apprécient son rapport, Aurélien Taché tente d'en faire un outil militant pédagogique *« pour montrer qu'on déconne pas complètement par rapport à ce qu'on avait dit qu'on ferait en 2017 ». Libération* décrit alors Aurélien Taché comme le « vernis humaniste » de la majorité. Et Bruno Roger-Petit lui explique qu'autour de la bulle Macron, ils

ont déployé une douzaine de personnages archétypaux qui doivent aller dans les médias, téléguidés par l'Élysée. Et BRP – le pouvoir se mesure parfois au nombre de personnes qui vous reconnaissent, ou pas, à la simple évocation de vos initiales – propose à Aurélien Taché de jouer le rôle du curé de gauche de la Macronie. C'est aussi le moment où il accepte un contrat. Il faut tuer Borloo.



Le 21 mai 2018, veille d'un discours important à l'Élysée sur ce qu'on appelle pudiquement la « politique de la ville », Aurélien Taché va dire sur *Europe 1* que les quartiers en difficulté n'ont pas besoin des 48 milliards demandés par Jean-Louis Borloo dans son rapport, qu'ils n'ont *« pas besoin d'argent de poche »*, ce qu'il tweete, avec un point d'exclamation, pour que le message passe bien. *« Donc vous mettez le rapport Borloo sur une étagère ? »*, lui demande Patrick Cohen. *« J'ai pas dit ça non plus »*, se défend mollement le député. Mais quand l'ancien ministre de la Ville de Jacques Chirac écrit, dans l'introduction de son rapport de 164 pages, que *« près de*

6 millions d'habitants vivent dans une forme de relégation, voire, parfois, d'amnésie de la Nation réveillée de temps à autre par quelques faits divers », le prêtre ouvrier de la Macronie est envoyé à la radio pour répondre que *« parler des banlieues comme des territoires perdus où il faudrait envoyer de l'argent […] ne les feront pas disparaître »*.

Trois ans plus tard, le curé défroqué avoue tout : *« OK, j'ai fait quelques conneries pour Macron. Oui, j'étais totalement télécommandé par le château. Ils ont eu besoin de moi. Ils m'ont téléphoné en me disant : "Il faut enterrer le rapport Borloo mais Borloo va se battre." Grosso modo, fin de l'histoire, on arrive à buter Borloo qui m'en veut beaucoup personnellement. Aujourd'hui, je le regrette vraiment, parce que l'enterrement du plan Borloo, ça fait plus de mal que de bien. Derrière ? Rien. Sur les quartiers populaires, y a que dalle. Ce vide-là n'a jamais été compensé. »*

Lundi 16 septembre 2019, il se rend au 69, rue de Varenne plein d'espoir, après le bon score des listes LREM aux élections européennes de mai. Marc Fesneau, le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, prête le jardin de son hôtel de Clermont pour que le chef de l'État fasse un discours à sa majorité. Et, alors que son M. Pauvreté attend un virage social-écolo, le président décide de lancer une offensive sur l'immigration : *« La question est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. Les bourgeois n'ont pas de problèmes avec ça : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec. La gauche n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies. Les classes populaires ont donc migré vers l'extrême droite. On est comme les trois petits singes : on ne veut pas regarder. Vous n'avez qu'un opposant sur le terrain : c'est le Front national. Il faut confirmer cette opposition, car ce sont les Français qui l'ont choisie. »* Éberlué, Aurélien Taché ferme les yeux. Il repense à la tribune d'Emmanuel Macron publiée par *Le Monde* le 2 janvier 2017. Le candidat saluait la décision d'Angela Merkel d'accueillir massivement les migrants. Il se dit que Xavier Bertrand aurait pu prononcer le même discours mot pour mot. *« Là, vraiment, ça me fait un truc au cœur. Mais putain, qu'est-ce que je fais avec un mec qui dit ça ? Franchement, c'est pas possible. Des contorsions, j'en avais fait et j'ai essayé de*

m'autoconvaincre : "Mais si, mais c'est pas lui, c'est la technocratie, c'est de la stratégie." Je lui trouvais toujours un truc. Là, il franchit mon Rubicon. C'est le jour où je me dis qu'il faut que je me barre. OK, je mets huit mois à le faire. Mais c'est le premier soir où je me dis que je ne revoterai pas pour lui au premier tour de la présidentielle 2022. Quoi qu'il arrive. » Et M. Pauvreté quitte Emmanuel Macron en faisant ce pronostic : *« S'il y a un deuxième tour MLP-Macron, je suis quasiment sûr qu'elle sera élue. »* Hiver 2019-2020, Aurélien Taché vrille. *« Je commence à vraiment faire beaucoup de médias, je gère pas totalement bien, ça me monte à la tête. »*

Samedi 2 mars, vif débat sur le plateau de France 5. La journaliste Zineb El Rhazoui l'interpelle sur le voilement des petites filles. Le député LREM lui répond : *« Vous me posez la question pour une jeune fille de 12 ans qui serait élevée dans une famille musulmane. Est-ce que vous me poseriez la question sur une famille catholique, une jeune fille à qui on mettrait un serre-tête ? Bien sûr que non. » « Je me plante. C'était une totale connerie »*, regrette-t-il.

Novembre, nouvelle polémique quand, en duplex sur Cnews dans un débat sur les mosquées, il trouve « assez étonnant » que le projet de loi contre le séparatisme islamiste se « mêle » de la polygamie. « Ce n'est pas à l'État d'aller voir si les gens vivent à deux, à trois ou autres… En dehors de la religion, il y a des gens qui ont des modes de vie différents. » Tollé général. Il continue de s'enfoncer dans *L'Obs* : *« Dans les films d'Honoré ou de Truffaut, on voit des "trouples". L'État n'a pas à s'ingérer, tant que la loi est respectée et qu'il y a consentement. Irait-on demain jusqu'à interdire les trouples dans la loi ? »* Et il finit par avouer sur Europe 1 : *« Parfois mes propos dépassent ma pensée. En république, le mariage, c'est deux personnes. »*



Le député saisit son téléphone. Il nous lit des extraits du message Telegram envoyé à Emmanuel Macron, le 16 mai 2020 à 14 h 36, huit heures avant l'annonce de son départ dans *Le JDD* :
« M. le Président, cher Emmanuel, j'ai pris la décision de quitter la REM. Je crois sincèrement que je n'ai plus ma place et des initiatives vont fleurir sur le monde d'après auquel je crois vraiment important d'être connecté. Je ne pourrais être utile qu'en me plaçant à la lisière de la majorité. Je pense que nous devons insuffler une culture de la coalition sur laquelle tu pourrais le cas échéant t'appuyer, je reste à ta disposition. »
Son message, qui finit par le mot « Amitié », ne reçoit aucune réponse. Un conseiller du Palais l'appelle quelques jours plus tard pour lui répéter les propos du président découvrant les vives critiques de son ex-M. Pauvreté : *« Et voilà, il est à peine sorti, il nous chie déjà à la gueule…»*



Dans le bureau, la une de *Libération* « Nous sommes tous Charlie », celle du 8 janvier 2015, est encore sous son blister. Sur l'étagère derrière lui, on ne voit que deux objets. Une balle de LBD offerte par son collègue de la France insoumise, Ugo Bernalicis. Et un grand livre de Pascal Blanchard, dont la couverture fait face à l'entrée : *La France noire. Trois siècles de présences* (paru en 2011 à La Découverte).

1 - Il obtient 36 % dès le premier tour face à quinze autres candidats. Puis triomphe à 59 % au second tour face à une candidate France insoumise.

2 - La traditionnelle interdiction des expulsions locatives entre le 1er novembre et le 31 mars.

3 - Le règlement du Parlement européen et du Conseil européen n° 604-2013, dit « Règlement Dublin III », appliqué depuis 2014, stipule que le premier pays de l'Union européenne dans lequel une demande d'asile a été formulée est le seul chargé de la décision finale.

4 - *In real life*, autrement dit « en vrai ».



Jean-Marc Dumontet

Au théâtre ce soir

6 JANVIER 2017
Dans la bulle
Macron
depuis le
6 janvier
2017

Prologue

Un homme attend devant une porte cochère qui porte deux fois le numéro 33. 33, comme son département de cœur, la Gironde, dont il

rêvait de devenir député – il aurait pu l'être si celui qu'il attend l'avait vraiment voulu. 33, comme 33, rue du faubourg Saint-Martin, dans le 10e arrondissement de Paris. C'est l'entrée des artistes. Comme souvent, son invité préféré évite l'accès par le boulevard de Strasbourg, l'entrée principale de son théâtre. Enfin, l'un de ses six théâtres, le théâtre Antoine, inauguré en 1866 sous le nom de théâtre des Menus-Plaisirs, en référence aux Menus-Plaisirs du roi, administration responsable, entre autres, de l'organisation des spectacles de la cour. Mais le voici qui arrive. Le convoi s'arrête, en configuration réduite. En mode sortie privée. Seulement trois voitures, une poignée d'officiers de sécurité qui se comptent sur les doigts d'une main, son aide de camp.
Jean-Marc Dumontet accueille son hôte de marque de sa voix éternellement chuchotante : *« Bonsoir, Emmanuel… »*
Le petit groupe traverse la cour pavée et entre dans le bâtiment où l'on peut lire « Administration, entrée des artistes » en lettres rouges sur fond blanc. À l'intérieur, sur la gauche, un panneau prévient : « L'entrée du théâtre est strictement interdite pendant les représentations. Merci. » Une règle qui ne s'applique pas au président.



Derrière la porte coupe-feu, les affiches des spectacles passés forment une haie d'honneur sur deux étages.
En bonne place, dans le couloir du rez-de-chaussée, l'affiche du *Tartuffe* de Jacques Weber, qui ne porte pas Emmanuel Macron dans son cœur : « C'est un grand escroc, un mensonge permanent, un jeune coq qui ne change rien. » Au contraire de Francis Huster, à ses côtés sur le mur : « Emmanuel Macron, c'est Alceste pour l'instant. Si les Français ont voté pour Macron, ce n'est pas contre Marine Le Pen. Ils ont choisi un politique pour passer à autre chose, comme l'avaient fait les Américains en votant pour Kennedy. »

Acte I

Le rideau s'ouvre sur une chambre d'adolescent, fils et petit-fils de notaire dans la partie la plus bourgeoise de Bordeaux. Au mur, une photo de Jacques Chaban-Delmas, le maire de la ville. À côté, une affiche de Jacques Chirac. Sur les étagères, le début d'une collection du journal Le Monde.

« J'assiste à mon premier meeting en 1980, à 14 ans, celui de Michel Debré. Et ensuite, à celui de Chirac à Bordeaux. Je rencontre Chaban-Delmas en 1981, lors de la campagne des législatives, chez

des amis. C'est mon éveil à la politique. À l'époque, je suis à droite, je suis plutôt une caricature et ça me fait rire avec le recul. Je fais Sciences Po Bordeaux et du droit, parce que je suis persuadé que je vais finir notaire. Et surtout je me vois faire de la politique et j'ai la chance d'être dans le cénacle. Je me retrouve sur la liste de Chaban aux municipales de 1989 et je suis 59e sur 61, le petit jeune de principe. Je ne suis pas élu et c'est tant mieux parce que ça me permet de changer de vie.

Noir. Un projecteur est braqué sur un énorme pommeau de douche qui descend du plafond. Un premier objet tombe avec un bruit métallique. Un deuxième, avec un reflet multicolore. Dix. Vingt. Deux cents. Ce sont des pin's.

Ma première boîte sérieuse, c'est une agence de communication. Et mon premier client, le président du conseil régional d'Aquitaine… Et puis j'ai mal tourné… J'ai fait des pin's. C'est amusant, les gens pensaient que j'aimais les pin's, alors que je m'en moquais. Mais vous ne pouvez pas dire que vous n'aimez pas votre produit. Et les pin's vont être un carburant, puisque je vais gagner beaucoup d'argent au début des années 1990. Ça me permet de racheter *Objectif Aquitaine,* un journal économique en dépôt de bilan et surtout de lancer des spectacles qui eux, au début, me font perdre beaucoup d'argent.

Acte II

Une citation est projetée sur le fond de scène : « Plus on aime quelqu'un, moins il faut qu'on le flatte. » Molière,* Le Misanthrope *(1666), acte II, scène IV.

Qu'il s'agisse d'un artiste que je produis ou de Macron, j'estime à juste ou mauvais titre que je suis là pour les servir, parfois malgré eux. Je dois aussi être un garde-fou. Pour Nicolas Canteloup, c'est particulièrement vrai, parce que je vais regarder tout ce qu'il écrit, aujourd'hui encore. Je suis très présent. C'est pareil avec Alex Lutz. J'ai une relation très forte avec ces artistes pour qui j'ai beaucoup d'estime.

Mi-mars 2017, au moment de la polémique sur sa feuille d'impôt, à la sortie d'un meeting, Emmanuel me dit : "Putain, Canteloup ce matin…" Je lui réponds : "Oui, mais ça, Emmanuel…" Je ne finis pas ma phrase. Pour moi, c'est tellement évident. M'engager auprès de Macron, c'est lui apporter des sons de cloches, dont il fait ce qu'il veut, pas faire taire Canteloup. Macron, c'est un engagement personnel, qui ne doit pas être au détriment de Canteloup.
Au fond, Nicolas, son talent, ce n'est pas la voix, qui n'est qu'une anecdote, un outil. Non, son talent, c'est son intuition, son regard. Nicolas est une éponge, un excellent révélateur de ce qu'il se passe. Quand lui et ses auteurs pointent des trucs, ils me les font remonter. Quand ils font, tous les soirs, un Macron super arrogant, condescendant, c'est que cela doit être un défaut ou une impression palpable chez Macron. Moi, j'ai beaucoup d'affection pour Macron donc je suis déformé.
Parfois, je suis en désaccord avec le chef de l'État, comme je peux l'être avec mes artistes. Être un contradicteur, c'est un immense service que l'on peut rendre aux gens qu'on estime. Lui n'a pas changé, on peut tout lui dire. C'est le regard des autres qui change… Un président, ça impressionne toujours. La seule chose qui peut l'agacer, c'est si on lui dit : "Vous avez trahi Hollande parce qu'il ne vous a pas managé." Il déteste ça. Il faut savoir qu'avec Emmanuel Macron, c'est la prime au premier arrivé et la prime à la loyauté ; il considère intimement que celui qui le quitte le trahit. Tout le reste, on peut lui dire.
Tout le monde lui parle de ses petites phrases. Il ne veut pas s'interdire de parler, il déteste l'idée d'être empêché. "Je fais mon miel", c'est sa formule. Il choisit toujours son tempo, être ouvert aux critiques, c'est pas pour autant les adopter…

Une nouvelle citation remplace la précédente : « Les inclinations naissantes ont des charmes inexprimables. » Molière,* Dom Juan *(1665), acte I, scène II.

La campagne à laquelle j'ai eu l'immense chance d'être associé s'est faite dans une euphorie génialissime. Tout commence dans les premiers jours de novembre 2015, au théâtre du Vieux-Colombier.

Lors de la représentation de *20 000 lieues sous les mers* de la Comédie-Française. Je vois ce ministre qui m'intéresse, un rang derrière moi. Le couple est venu voir Christian Hecq, qu'ils adorent, puis on se retrouve dans les coulisses. Moi j'ai envie de prendre langue avec lui car j'aime bien son positionnement personnel. Il y a quelque chose de particulier chez cet homme. Ce n'est pas son énergie. Sarko est un mec très magnétique avec de l'énergie. Macron, c'est différent, c'est un courant plus alternatif, novateur. C'est sa singularité qui m'interpelle. Il est totalement iconoclaste. Ce que je renifle, c'est l'aventure. On discute dix minutes. C'est formel, très convenu. Pourtant, sans que ce soit exprimé, moi dans ma tête et lui dans son discours sous-jacent, on sent cette volonté de dépasser les clivages. Je suis sensible à ça.

Le projecteur diffuse un petit film. On voit un portail blanc surmonté d'un petit auvent de tuiles, un écriteau de bois sur lequel est gravé « La Jonchère ». Apparaît une maison en meulière au milieu d'un jardin avec un cèdre du Liban offert par Michel Audiard. Appuyée contre un grand séquoia, entourée de quatre chiens, Line Renaud.

Parallèlement, Line Renaud me parle tout le temps de Macron. On habite à 200 mètres l'un de l'autre et il s'avère que je l'ai accompagnée à un moment compliqué pour elle. Un jour elle me dit : "Jean-Marc, je ne sais pas comment vous remercier." Et moi : "Invitez-moi avec Macron." Donc en janvier 2016, je traverse la rue et je trouve pas de job, mais je rencontre Macron chez Line. Un dîner à La Jonchère où nous sommes une petite dizaine. Que des personnalités du showbiz et deux ministres. Quand j'arrive, Emmanuel Macron, alors à Bercy, est en grande conversation avec Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur. Ils sont pliés de rire en se remémorant des histoires sur Valéry Giscard d'Estaing. Emmanuel Macron nous raconte ainsi que VGE l'a fait venir et attendre 30 minutes. Puis il l'imite en train de lui dire : "C'est quand même bien dommage, quelqu'un d'aussi brillant que vous qui sert un aussi piètre président."
Les rires redoublent quand les deux ministres racontent la colère de

François Hollande face à une manifestation de poneys. Au moment des Bonnets rouges protestant en 2013 contre la taxe poids-lourds viennent se greffer des manifestations de centres équestres contre un changement de taux de TVA. Selon les convives hilares, François Hollande se sent humilié, de façon complètement irrationnelle, par ces poneys devant Bercy. Bernard Cazeneuve est ministre du Budget, Emmanuel Macron secrétaire général adjoint, chacun se refile le poney. Tous rient.

À la fin de mon premier vrai repas avec lui, je vais le voir, et je lui pose la seule question qui m'importe : "Quel est votre rapport avec Hollande ? Comment se fait-il que vous ne soyez pas géré ?" Il me répond : "Hollande m'instrumentalise." Et cette phrase finit d'achever sa légende à mes yeux.

Je ne suis pas habitué à côtoyer les politiques. Mon seul lien avec eux, c'est en tant que président de la cérémonie des Molières. Pour ça, ils m'appellent toujours. Par exemple, le cabinet de Valérie Pécresse, la présidente de la région Île-de-France, me téléphone un jour pour être bien placée pendant la soirée. Et pourquoi donc ? Au nom de quoi ? Je ne fais pas de courbettes. C'est une élue, je suis républicain, je la respecte, donc évidemment, je vais l'accueillir, mais vraiment descendez de votre piédestal, les politiques ! Donc lui me surprend par son franc-parler.

Ensuite, il vient me voir au théâtre Antoine plusieurs fois et après, nous soupons. Quand il vient, c'est jusqu'à 1 heure du mat'. La première fois, c'était avant sa candidature, en octobre 2016, pour *Peau de vache*, mis en scène par Michel Fau avec Chantal Ladesou. Moi, j'ai vraiment envie de passer la vitesse supérieure avec lui au moment où il est en plein financement de sa campagne. Contrairement à la légende au début, l'argent est rare. Je me rappelle les sueurs froides de Christian Dargnat, le trésorier de la campagne qui m'a raconté que, rétrospectivement, le jour le plus abominable pour Macron a été le meeting de Lyon, le 4 février 2017. Une semaine après l'affaire Pénélope qui éclate dans *Le Canard enchaîné*, il est en train d'exploser, mais les banques lui refusent un prêt très important.

Une nouvelle citation s'affiche : « De cette sombre et lâche

jalousie, rien ne peut excuser l'étrange frénésie. » Molière,* Dom Garcie de Navarre *(1660), acte I, scène I.

Je n'appartiens pas à la bulle, parce que l'équipe Macron me considère comme un étranger. J'utilise ce mot à dessein. C'est normal. Ils travaillent avec lui tous les jours depuis des années et ils voient débarquer quelqu'un qui se permet des libertés avec le patron – parce que son entourage l'appelle "le patron". Ils n'ont ni l'envie ni le temps de le partager. Ils se demandent qui je suis, pourquoi je la ramène sans arrêt, comment je me suis invité dans les loges, du débat de l'entre-deux-tours. Dans son livre sur la campagne, Philippe Besson me campera en ronchon, toujours à pointer des insuffisances. Déformation professionnelle et volonté d'aider. Je comprends qu'avec cette image je n'ai pas forcément séduit…
Macron un jour me dit : "De toutes façons, on va travailler en tête à tête." Je vais commencer à m'entretenir avec lui. Le jour d'abord, et ensuite plutôt la nuit. À son QG, autour du 20 décembre, je lui dis : "Emmanuel, vous devez insister sur le régalien, ce n'est pas un domaine que vous avez chevauché." À ce moment-là, je suis obsédé par le régalien, par sa posture. Les Français ne le connaissent pas, ils doivent être convaincus qu'il a la carrure. Les échanges s'accélèrent pendant les fêtes, et début janvier 2017, je demande à venir au meeting de Nevers. Il me répond : "Vous allez vous faire chier, ce sera technique, c'est sur la médecine." Et moi : "C'est pas grave, je viens pour vous." Une fois là-bas, je suis furieux parce qu'il n'y a pas assez de place pour tout le monde, plus de 200 personnes restent à la porte. J'ai peur que ça crée du ressentiment. Alors dès qu'Emmanuel finit sur scène, je vais dans les coulisses et je lui fais enregistrer un message pour ceux qui n'ont pas pu entrer et on le met sur les réseaux.
Il y a ensuite un petit cocktail avec le maire de Nevers. J'attends d'être seul avec Macron, et la première chose que je lui dis, c'est : "Quand vous êtes techno ou démago, c'est chiant." Ma sévérité l'amuse, ou je le crois… On débriefe le meeting pendant quinze minutes. Ensuite, je lui fais ma première note, six pages. Macron – c'est quelque chose que l'on ne sait pas assez – est un homme pétri de paradoxes. Il peut être extrêmement brillant ou laborieux.

Pendant la campagne, on a vu des moments géniaux et d'autres beaucoup moins. Et son image écrase toute sa réalité propre. Il pâtit de ne pas avoir un physique rond et d'avoir des yeux très bleus, donc très froids. J'ai pu lui suggérer d'apprendre à mettre de la chair, à parler de lui, à sortir de ses exposés. Et aussi des éléments de forme. Au début, il chantait sa Marseillaise tout seul. Comme il est plutôt gringalet, il apparaissait paumé, isolé sur scène. "Il faut que les gens viennent vous rejoindre et que votre pupitre ait une petite tablette, parce que poser votre verre par terre, c'est pas jouable. Et puis ces militants en tee-shirts blancs, c'est pas vivant, c'est triste." Tout un tas de choses, dont des points de discours, sur le fond. Je lui envoie la note. Il me répond que cela lui est utile et m'invite à Clermont-Ferrand. Mais je ne peux pas y aller. Je suis le meeting à distance, en direct, et je lui refais une grosse note. Ça part comme ça. Je me suis créé mon job. Je lui enverrai en tout vingt-cinq notes après ses gros meetings et ses émissions de télé.

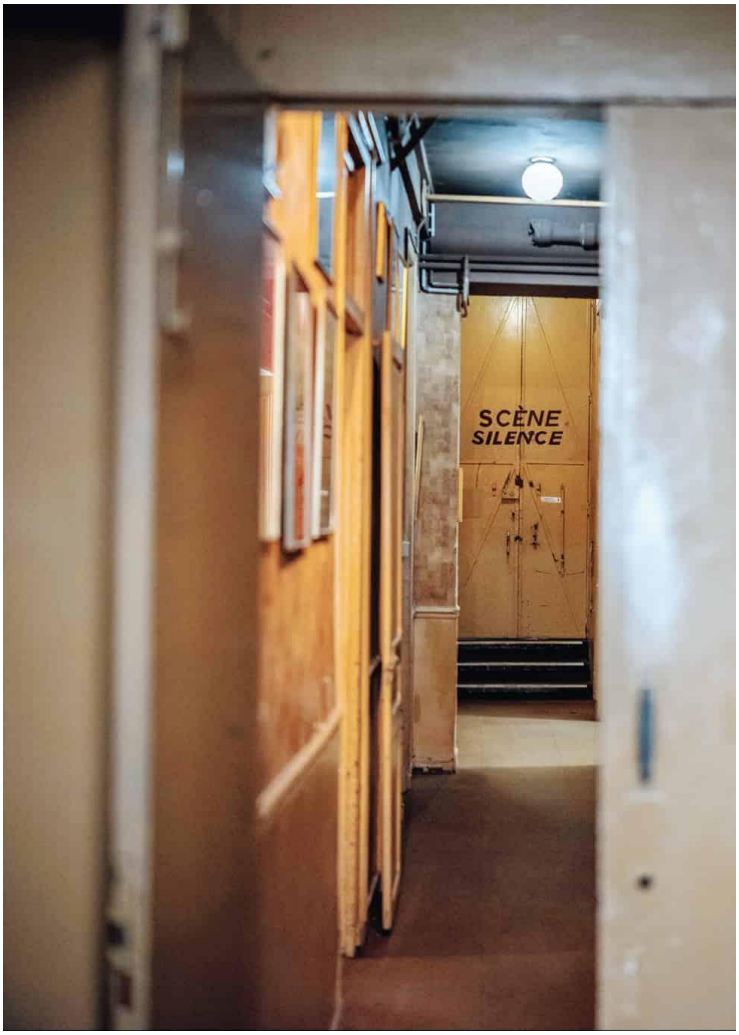
Une nouvelle citation chasse la précédente : « L'amitié demande un peu plus de mystère, Et c'est assurément en profaner le nom Que de vouloir le mettre à toute occasion. » Molière, **Le Misanthrope** ***(1666), acte I, scène II.***

J'ai de l'affection pour eux, profondément, mais je ne crois pas qu'on puisse être ami avec un président. Pour moi, une relation amicale, c'est beaucoup plus nourri. Je ne revendiquerai jamais d'être ami avec un président. Parce que c'est très prétentieux. Je déteste tous les gens qui se servent de leur relation avec Macron pour briller. Et puis, pour moi, l'amitié, ce n'est pas ça. Avec un ami, vous parlez de votre vie, de vos difficultés, de vos enfants. Avec Macron, tous nos échanges tournent autour de la France, de la politique et de son travail. Je ne partage rien d'intime avec lui. Et puis, il y a des moments où je vais beaucoup le voir et d'autres où je ne le vois pas du tout, c'est très informel.
Avec Brigitte, c'est différent. Je peux l'appeler de temps en temps pour dire : "Brigitte, je pense à vous parce que c'est pas simple, vous êtes dans une essoreuse tout le temps." Pour elle, c'est éprouvant. Lui, la charge, il l'a choisie. Il fait ce qu'il veut, avec un

immense appétit. Elle, a choisi d'accompagner son mari. Ce n'est pas la même chose. Et elle a tout autant de pression. Elle adore être au Touquet, pour pouvoir ouvrir seule ses portes, tout simplement. Loin de moi l'idée de la plaindre, simplement elle n'a des avantages que leur apparence.
J'ai beaucoup d'estime pour Brigitte. Après être venue voir *Les Chatouilles ou la Danse de la colère*, elle a relayé la demande d'Andréa Bescond, l'auteure de la pièce, qui réclamait un ministre dédié à la protection de l'enfance. Brigitte a pilonné Emmanuel pour avoir ça. Et elle l'a obtenu[1].
Je n'ai jamais pensé avoir de l'influence. Ou alors parfois mauvaise… Par exemple, le 17 janvier 2020, je lui ai déconseillé de venir aux Folies Bergère, parce qu'il y avait une soirée VIP pour Alex Lutz. Donc je lui ai dit : "Vous allez être tout le temps sollicité, ce ne sera pas de la détente. Ce qui est important, c'est que vous puissiez voir Alex, parler, dîner ensemble." Et c'est pour ça qu'ils sont finalement allés aux Bouffes du Nord. La soirée a été un peu… agitée.

Un petit film est projeté. D'abord une date. Vendredi 17 janvier 2020. Et en grosses lettres fluo : 44e jour de grève contre la réforme des retraites. Puis une courte vidéo de 7 secondes, où on voit le chef de l'État de dos, assis devant le décor du spectacle* La Mouche*, mis en scène par Christian Hecq de la Comédie-Française dont il ne manque jamais un spectacle. L'auteur de cette vidéo, Taha Bouhafs, tweete à 20 h 58 : « Je suis actuellement au théâtre des Bouffes du Nord (Métro La Chapelle), 3 rangées derrière le président de la République. Des militants sont quelque part dans le coin et appellent tout le monde à rappliquer. Quelque chose se prépare… la soirée risque d'être mouvementée. » Une heure plus tard, une trentaine de manifestants pénètrent dans le théâtre et perturbent la représentation avant d'être repoussés par les forces de l'ordre. Le couple est évacué. Alexandre Benalla tweete, avant d'effacer : « On exfiltre un président de la République en cas de menaces imminentes d'atteinte à sa vie ou à son intégrité physique. L'image de la fuite est toujours

catastrophique… » À l'extérieur, les Gilets jaunes chantent : « Même si Macron ne veut pas, nous on est là. » Et Roselyne Bachelot, pas encore ministre, présente dans la salle, dira sur RTL : « Le président est sorti un court instant pour mettre sa femme en sécurité, avant de revenir, imperturbable. » Le vidéoprojecteur s'éteint.



Voilà, c'était un peu agité. Il est retourné au théâtre, une semaine plus tard, pour bien montrer que la vie continuait. Et je lui ai fait faire le tour des Folies Bergère pour montrer que tout allait bien.
La politique est un seul en scène. Vous êtes vraiment à nu, vous devez séduire, prendre d'énormes risques, beaucoup croire en vous pour avoir la prétention, au sens très neutre et très objectif du terme,

de diriger et d'incarner le pays. Quand Macron arrive au théâtre Antoine le 1er février 2019, après avoir battu son record de grand débat, 7 heures et 8 minutes d'échange avec les élus d'outre-mer, il est euphorique. J'observe en lui exactement la même attitude qu'un acteur qui sort de scène, qui a vécu des moments de tension forts et des pics d'adrénaline. Car l'enjeu de ces grands débats était considérable pour lui.
Pour autant, la politique n'est pas du tout une comédie, même si certains la pratiquent de façon théâtrale. Les gens qui viennent voir Luchini sont tous archiconquis, ils ont acheté du Luchini. Dans l'exercice du pouvoir, c'est très différent, le chef de l'État doit en permanence séduire et convaincre tout un pays, pas seulement une assemblée d'affidés. Le comédien va délivrer sa prestation pendant 1 h 30, ensuite on l'oublie, même si c'est une très grande star. Le reste de sa vie ne nous regarde pas, il peut la cacher. En revanche, on exige du président un comportement irréprochable 24 heures sur 24, 365 jours par an. Et puis s'il n'est pas sincère, ça se voit, se sent. Un acteur compose, un politique ne peut pas. »

Acte III

Jean-Marc Dumontet se balade dans une reproduction du bureau d'angle d'Emmanuel Macron à l'Élysée. Face au bureau du chef de l'État, entre les deux fenêtres, un tableau tricolore, « Liberté, égalité, fraternité », représentant Marianne. C'est l'œuvre du fameux street artist Shepard Fairey, connu sous le pseudonyme d'Obey et célèbre pour « Hope », affiche iconique de la campagne de Barack Obama en 2008. Les Français découvrent cette œuvre réalisée au pochoir lors des premiers vœux du président, le 31 décembre 2017[2]. Jean-Marc Dumontet pose une fesse sur le bureau en béton créé par Francesco Passaniti.

J'ai toujours dit à Macron que je ne lui demanderais rien. Vraiment, c'était mon leitmotiv. Ce qui est bizarre d'ailleurs, car si on ne demande rien, pourquoi dire qu'on ne demande rien ? Je crois profondément à un engagement désintéressé, gracieux, sincère. Si on ne me croit pas, ce n'est pas très grave. À ce titre, pendant la

campagne, je ne lui ai jamais parlé du secteur culturel, qui est mon domaine naturel ; j'aurais détesté être corporatiste. Je me souviens m'être retrouvé dans les coulisses d'un meeting à Pau, le 12 avril 2017, avec François Bayrou. Je dis ce jour-là à Emmanuel Macron que j'aimerais bien me présenter dans une circonscription. Je vise la deuxième de Bordeaux, la « circo » historique de Chaban-Delmas. Il me fait du Macron : "Ah, mais c'est formidable !" Rien ne se passe. Et on se retrouve, le 26 avril, le soir du débrief de la rencontre avec les salariés de Whirlpool. On est à Arras et, après l'épisode de La Rotonde, Sophie Ferracci, la cheffe de cabinet du candidat, dont j'ai adoré la simplicité et la rigueur, cherche le resto le plus pourri possible pour ne pas se faire canarder par la presse. Comme d'habitude, je débriefe Macron. Comme d'habitude, il me demande une note. Elle part dans la nuit. Le lendemain, je suis en voiture et j'ai en tête cette histoire de circo qui me taraude. J'ai hyperhonte, je me répète : "Ce type va être président dans dix jours, qu'est-ce que tu vas l'ennuyer avec ça ?!" Je ne sais pas comment tourner mon truc, mais il faut que je lui en parle. Alors je me lance : "Emmanuel, j'ai pas de nouvelles de ma candidature." Il me répond : "Très bien, je m'en occupe." Et puis plus de news.

Je me retrouve – la vie est pleine d'ironie – le soir des élections législatives, le 18 juin, à l'Élysée. C'est un mythe qui s'effondre. Dans un coin, Gérard Collomb est en train de regarder les résultats sur son Ipad. Mais ce ne sont pas du tout des données du ministère de l'Intérieur, il consulte la presse. J'imaginais une méga cellule à l'Élysée. En fait, c'est six personnes derrière des ordis. Je dis à Emmanuel que je dois le voir. On discute assez longuement de l'impuissance de l'État. À un moment, il me parle de ma circonscription et me dit : "C'est ma faute, je ne m'en suis pas occupé." J'ai été déçu, mais j'ai toujours considéré que ma personne était insignifiante par rapport à ses responsabilités, à l'impulsion et l'ambition qu'il portait pour le pays.

Jean-Marc Dumontet s'avance dans l'angle de la pièce. Sur une table, contre le mur, une platine vinyle est connectée à une enceinte blanche Devialet. Au-dessus, un panneau sens interdit dans lequel une silhouette porte la barre centrale.

Vous voyez ce sens interdit ? C'est un Clet Abraham, un artiste français que j'adore. Je pense que je lui ai fait découvrir. Un tableau hyperintéressant, une parabole de "l'homme empêché" qui fait tout, lui aussi, pour bouger les sens interdits.
Pour alléger le fardeau, j'ai eu envie de prêter mon concours. J'ai fait acte de candidature après le départ de Franck Riester. Sans périphrase. J'ai appelé Brigitte pour lui dire : "Je ne vous demande rien, je vous tiens juste au courant, c'est la dernière fois qu'on en parle." Je suis retourné à l'Élysée pour la soirée électorale des municipales. C'était bizarre, le premier tour avait laminé En Marche. Et il n'y avait plus véritablement d'enjeu. C'est un truc incroyable chez Macron. Comme il a la posture, il paraît rarement atteint. Bref, le 28 juin donc, il me reçoit et m'annonce : "Pour le ministère de la Culture, c'est non. Parce que ce sera une femme." Et moi dans la semaine, je lui envoie plusieurs vidéos, dont une de la prestation de Roselyne Bachelot au Sénat.
Macron a une seule boussole, lui-même. Il a plein d'intuitions contre l'avis de tous, tout le temps. Son mariage, sa déclaration de candidature, le grand débat, se séparer d'Édouard Philippe, maintenir la suppression de l'ISF, déconfiner en mai, ne pas reconfiner en janvier… Et comme il a souvent, voire tout le temps, raison contre tout le monde, ça le conforte en permanence dans son côté cavalier seul. Il avance en solitaire, c'est la clé de sa réussite.
Macron n'est pas dans une bulle *aujourd'hui* : en réalité, il l'a toujours été. Je me rappelle un déjeuner en mars 2017, juste avant son meeting de Talence où il prépare le premier débat avec tous les candidats. Et là il lâche : "Je vais procéder par ordonnances." J'ai quand même écrit des articles énamourés dans *Le Point* pour dire qu'il allait réinventer la démocratie. Et il nous dit qu'il va gouverner par ordonnances ! Bon, il les a faites, tout s'est bien passé et ça a établi son pouvoir. Car il y a une chose qu'il a parfaitement réussi, dès le départ et aujourd'hui encore, alors que c'est un quinquennat très compliqué : il a la posture présidentielle. Sarko ou Hollande l'ont perdue en six mois ; lui, sa force, c'est qu'aucun Français ne doute qu'il a les capacités pour exercer le pouvoir.
Mais attention, je ne dis pas qu'il ne s'est pas planté. Il a commis de

vraies erreurs. Par exemple, croire que le rythme qu'il donne, que sa volonté absolue, sa détermination vont être compris par les gens. Souvent, il dit : "J'ai reçu le mandat des Français." Ce n'est pas tout à fait vrai.

Jean-Marc Dumontet s'avance au bord de la scène. Le rideau derrière lui se ferme. Un rond de lumière fend l'obscurité. La poursuite bouge, survole le public, monte à la corbeille, s'arrête dans l'« œil du prince[3] », la loge 22, et s'immobilise sur Emmanuel Macron. Jean-Marc Dumontet lève les yeux vers le président.

Vous avez été élu contre Marine Le Pen. Mais au premier tour, vous avez fait 24 %. Les gens comme moi, archi-convaincus, nous ne sommes que 24 %. Vous avez été élu, vous êtes totalement légitime, mais c'est contre Marine Le Pen, dans une vague de dégagisme. Et vous êtes la face respectable du dégagisme. »

Rideau. Applaudissements.

Épilogue

Premier rappel. Deuxième rappel. Comme chaque fois, Emmanuel Macron part au milieu du troisième rappel, en sens inverse du flux du public, pour ne pas être bloqué au milieu de la foule. Au début du couloir vers la sortie, le chef de l'État tourne à gauche devant une porte sur laquelle on peut lire « Local technique ». Mais c'est une cuisine. On y prépare souvent des plats pour les techniciens et les acteurs, tous les samedis, après la représentation de 16 heures et avant celle du soir. Jean-Pierre Darroussin aime y prendre un thé agrémenté de fromage, avec un petit faible pour le chabichou et le rocamadour. Gérard Depardieu y a été vu en 2013 en train de dévorer une chiffonnade de jambon Prince de Paris.
Cette cuisine est l'un de ses sas de décompression d'Emmanuel Macron, un de ses rares espaces de rencontre sans caméra. Le couple Macron est devenu grand consommateur du poulet-frites du théâtre Antoine et se réjouit de ses fromages et sa salade de fruits.

Le tout copieusement arrosé de Chasse-Spleen. C'est même désormais pour eux une forme de rituel. Chaque fois, les Macron annoncent qu'ils ne vont pas rester longtemps mais ne partent jamais avant 1 heure du matin. Chaque fois, le président occupe la même chaise et Jean-Marc Dumontet s'installe à sa droite. Le couple y a croisé Laurent Ruquier, Franck Ferrand ou Dany Boon. Le vénérable Philippe Tesson et la truculente Chantal Ladessou passent. Franz-Olivier Giesbert débat de questions géopolitiques et des avantages comparés de Bachar El Assad dans la guerre en Syrie.

Et puis, il y a le dîner où tout bascule, avec les interprètes de la pièce *Par le bout du nez*, François-Xavier Demaison et François Berléand, un acteur qui avait partagé un autre dîner, en plus gros comité, à La Rotonde, le soir du premier tour. Nous sommes le vendredi 6 mars 2020, dix jours avant l'allocution la plus fracassante du quinquennat, juste avant l'annonce du premier confinement. Les gestes barrières sont encore une incongruité. En entrant dans la cuisine, le président repousse les tentatives d'embrassades et ceux qui lui expliquent ne pas avoir peur. Il faut avoir peur. Mais il est là. Au théâtre. Malgré le virus.

La crise sanitaire est déjà terrible. Le chef de l'État veut passer un message. Il vient pour encourager les Français à continuer de vivre, de sortir. Jean-Marc Dumontet se souvient : *« Brigitte me dit* : "Vous pourrez dire qu'on est venus." *Habituellement, j'interdis à mes collaborateurs de poster sur les réseaux sociaux quoi que ce soit sur la présence du président. Cette fois-ci, je le tweete moi-même. Mais personne ne se doute que le pays est sur le point d'être fermé. »*



1 - Adrien Taquet a été nommé secrétaire d'État à la protection de l'Enfance en janvier 2019.
2 - Jean-Marc Dumontet, grand collectionneur d'art contemporain, refuse de confirmer qu'il l'a bien achetée 67 000 euros à Obey, fin janvier 2017. Quelques jours après le meeting de Lyon, début février, il la prête au candidat, en la posant dans son bureau, au 6e étage de son QG et prédit qu'elle finira à l'Élysée. Elle y est.
3 - Le couple Macron s'installe toujours dans la loge 22 qui se situe dans l'œil du prince, c'est-à-dire l'angle de vue permettant de visualiser la perspective du décor sans déformation.



19 JANVIER 2017
78 jours dans la bulle Macron
7 AVRIL 2017

Marie Tanguy

Plume version martyre

Jeudi 19 janvier 2017. Jour du dernier débat télévisé de la primaire socialiste. Vincent Peillon, candidat à la candidature et ancien ministre de l'Éducation de François Hollande, pérore : *« Macron ne nous fait pas peur. »* Marie est devant l'imprimante, dans le couloir près de son bureau. Son téléphone sonne et son cœur s'emballe. *« Je vous passe Brigitte Macron. »* C'est Valérie, la secrétaire particulière du candidat En Marche. Marie Tanguy – Tanguy est un pseudo – a déjà rencontré sa plume, Quentin Lafay. Elle a ensuite envoyé deux textes tests à Ismaël Emelien, conseiller spécial. Et c'est maintenant Brigitte Macron qui va trancher sur son entrée dans la bulle. L'épouse du candidat lui donne son Gmail. Il est 22 h 30 quand Marie lui transmet trois fichiers Word. Le premier est un discours écrit pour son actuel boss, le patron de la CFDT, Laurent Berger, prononcé le 23 septembre 2016. Puis viennent deux textes commandés par Quentin : un texte de remise de décoration à Jacky Lebrun, un truculent boucher, président de la chambre de commerce et d'industrie, qu'Emmanuel Macron a déjà fait commandeur de la Légion d'honneur à Amiens le 25 novembre 2016 – l'occasion de tester Marie en lisant sa version ; et, enfin, un troisième texte de seize pages, meeting imaginaire d'Emmanuel Macron dont elle a choisi le lieu, sa ville d'origine, Cahors, et le thème, la protection sociale. Brigitte Macron l'introduit dans la bulle avec ces mots : *« J'ai lu votre truc. C'est bon. Pour moi, vous êtes une vraie plume, Marie. » « Je me suis dit, putain, elle ne se rend même pas compte de la confiance qu'elle me donne* », se remémore-t-elle quatre ans plus tard. *« C'était vraiment sympa de me dire ça, elle n'était pas obligée. Alors je me suis accrochée à cette phrase en me répétant que tout se passerait bien… Bon, ça n'a pas suffi. »*

« Hollande a la réforme honteuse »

Pour être précis, la trentenaire ne vient pas de Cahors, mais d'un village à 20 kilomètres au nord, Gigouzac, commune de 198 électeurs qui a voté Emmanuel Macron à 67 %. Marie habitait une colline au-dessus du village dans un vieux corps de ferme bourré de livres. Sa petite maison dans la prairie. Et comme Carrie Ingalls dans le générique légendaire de la série, elle aussi a trébuché en courant vers un avenir radieux. Sa mère est enquêtrice sociale ; son père, apiculteur souvent en galère, quitte le foyer alors qu'elle est

encore enfant. *« Un vrai utopiste, très sensible, déçu par le monde autour »*, dépeint sa fille qui a hérité d'un peu d'utopie et de beaucoup de sensibilité. *« J'étais absolue. »* Elle l'est restée. La mention très bien de son bac L à Cahors lui ouvre sur dossier les portes de Sciences Po Paris. *« C'est là que je prends conscience de la politique, et ça matche de fou. »* Karim Amellal, directeur du master d'affaires publiques de Sciences Po, lui cisèle une jolie formule : *« Ce sont souvent les étudiants tourmentés qui ont le plus de potentiel, et Marie avait un gigantesque potentiel. »* Karim Amellal est un familier de la bulle Macron. Homme de gauche qui n'a pas fait la campagne du chef de l'État, il revendique une *« étroite relation sur plein de sujets »* avec le président de la République *« depuis presque vingt ans »*. Le Château lui confie en mars 2018 une mission de lutte contre la haine sur internet, lui donne en 2020 l'investiture LREM dans le X^{e} arrondissement de Paris et après sa défaite le nomme ambassadeur, délégué interministériel à la Méditerranée. Pour autant, surprise, ce généreux réseauteur soutient l'analyse de son étudiante : *« Je partage une grande partie de son enthousiasme initial. Et de sa déception aussi. »*

« Tu sais, l'exigence ici est folle. »

Marie adhère brièvement à Désirs d'avenir de Ségolène Royal. *« J'ai assisté à deux réunions de section vite fait. »* Puis, pour financer ses études, elle devient assistante parlementaire du député socialiste du Gers, Philippe Martin. Sept ans plus tard, nous le dérangeons au milieu d'une spectaculaire collecte de girolles à Maignaut-Tauzia. Il se souvient encore du regard de Marie, boulevard Saint-Germain, la première fois qu'elle est entrée dans son bureau de ministre de l'Écologie : *« J'ai ressenti chez cette enfant de la réussite républicaine une immense émotion. Une intelligence cristalline qui ne compose pas, qu'il ne faut pas décevoir. »* Marie, à l'époque, est dépitée par la gauche : *« Hollande a la réforme honteuse. Les frondeurs me navrent. Personne n'a de vision. Personne n'a de souffle. » « Elle a raison sur l'analyse »*, avoue aujourd'hui l'ancien ministre de François Hollande.

Diplômée en 2014, Marie démarche au culot un *« mec courageux »* qu'elle a repéré dans la presse car il *« sait suivre ses intérêts, revendiquer, défendre l'intérêt général et avancer pragmatiquement »*. Elle devient la plume de Laurent Berger, qui l'adore : *« Travailler avec elle fut un pur plaisir. Marie est une écorchée vive, puissante intellectuellement, suffisamment corsetée pour tenir tête. »* Son départ pour la bulle Macron a été douloureux pour lui et la fin prématurée de son aventure macroniste ne le surprend pas : *« C'était écrit dans sa personnalité et dans son parcours. »*

« Je trouve Macron extraordinaire »

En 2016, Marie observe que le ministre de l'Économie prend de l'espace sur la scène politique. Elle lit tous les articles qui évoquent le phénomène et son empathie. Lors d'une master class à Sciences Po à laquelle elle assiste, le discours d'Emmanuel Macron *« résonne beaucoup »* en elle. Il est question d'émancipation et d'espérance. Elle le trouve intelligent et cohérent ; il ne parle pas par petits bouts de réformes, contrairement aux socialistes. Elle estime qu'il sait lire les transformations du monde et comprend comment il faudrait s'y adapter. Elle aime qu'il développe le concept d'égalité réelle qui l'interpelle depuis Dominique Strauss-Kahn. Elle y voit un discours solide économiquement qui allie des valeurs de gauche portées selon elle à peu près uniquement par son patron à la CFDT. Le 2 novembre, elle boit pendant trois longues heures les paroles d'Emmanuel Macron invité d'Edwy Plenel sur Mediapart. *« Je le trouve extraordinaire. Franchement, je suis d'accord avec tout ce qu'il dit. »* Le 16 novembre, elle est transportée par son discours de candidature à Bobigny : *« En plus, il paraît que c'est lui qui l'a écrit. Il faut que j'en sois. Quoi qu'il se passe, il le faut. »* Ne sachant pas comment l'atteindre, elle joue à nouveau la carte Sciences Po. Le directeur de la scolarité, Laurent Bigorgne, est un ami du candidat. Le directeur de l'Institut Montaigne la met en relation avec la plume du ministre de l'Économie, Quentin Lafay, en décembre. Il lui dit oui une première fois, puis repousse son recrutement pour raison budgétaire. La plume lui présente Ismaël Emelien, qui lui fait signer une clause de confidentialité et la met en garde : *« Tu sais, l'exigence ici est folle. Tu referas peut-être mille fois les choses. C'est pas un*

mec à l'arrache. Il attend que tu fasses les trucs vraiment nickel. » Brigitte Macron la reçoit dix minutes en rentrant du Touquet. Elle commence par lui dire qu'elle a mal à la gorge, que comme ses petits-enfants elle a pris froid. Puis : *« J'aime beaucoup votre énergie, vous avez l'air très engagée. »* Sur le papier, son CDD s'arrête le 31 mai 2017.

Servir son pays

En entrant officiellement au QG de la rue de l'Abbé-Groult, le 1er février, Marie a le sentiment de monter dans un TGV lancé à toute vitesse. Un TGV dont le loyer mensuel est de 42 000 euros. Elle arrive en même temps que le responsable du *« projet de transformation »* du mouvement, Jean Pisani-Ferry, et son éphémère porte-parole, Laurence Haïm. Elle s'installe à l'étage de la bulle Macron. Le sixième. *« Il y avait un côté un peu insalubre. Le sixième étage était assez crade. On vivait dedans douze heures par jour. »* Elle part toujours la dernière. Marie y croise Alexandre Benalla qui ouvre des portes pour laisser passer Brigitte Macron, Sibeth Ndiaye qui *« imprime un truc de dingue »* et, notamment le dimanche, Benjamin Griveaux, *« sniper tête à beignes qui protège bien la figure du chef et kiffe vraiment ça »*. Depuis son *« pôle idées »*, elle observe la bulle dans la bulle, le noyau des conseillers venus de Bercy, le commando qui a écrit l'aventure et n'en revient pas que la campagne décolle autant. *« Un côté un peu "putain de merde, ça prend", qui nous portait tous de façon incroyable. Les mecs sont vraiment admirables. S'il y a beaucoup d'assurance et parfois d'arrogance, ce n'est pas de la fanfaronnade. On a beaucoup dit qu'ils étaient fascinés par Macron, ne travaillant que pour lui. Je pense que dans leur tête ils travaillent pour quelque chose de plus grand que ça aussi : ils servent leur pays. »*

Elle rédige une V1, parfois appelée « version martyre », parce que « tout le monde va la pilonner ».



Marie vit avec une forme d'intensité dans une silhouette pourtant frêle qui aime si peu son beau sourire qu'elle met systématiquement la main devant la bouche quand elle découvre ses dents. Ses profonds doutes la poussent à se dénigrer en permanence, son complexe d'infériorité se combine à une forme de pureté issue de l'enfance, sa naïveté cohabite avec une étonnante facilité à produire des punchlines parfois assassines avec un débit de mitraillette.

La « version martyre »

Selon les Macron Leaks – le piratage des mails de la campagne mis en ligne par des hackers probablement russes juste avant le premier tour –, Marie est rémunérée 3 200 euros net par mois, quand Jean Pisani-Ferry en touche 7 900 et Quentin Lafay 4 000. Sa fonction principale est d'écrire les discours des meetings. Pour les meetings basiques, le candidat lui demande une introduction étoffée, des *« trucs signifiants »* sur les villes qu'il visite. Des chiffres, exemples,

mots-clefs, une formule, un enchaînement logique pour personnaliser son discours en fonction du public. Christophe Castaner la met en relation avec les élus locaux à contacter avant. Elle prépare les fameux *« EDL »*, les éléments de langage, liés aux thèmes du programme sur lesquels il veut particulièrement insister ce jour-là. Le parcours de validation varie, mais le dernier à donner son feux vert est toujours Ismaël Emelien. Puis son texte est envoyé au secrétariat particulier du candidat. Valérie et Marielle, ses deux secrétaires, changent la police en Garamond, taille 14, avec un interlignage de 1,5, et l'impriment avant de le ranger dans une pochette. Le candidat le récite très rarement. Il le remanie à sa sauce en se créant son propre fil de raisonnement. Et surtout, il improvise. Souvent très longuement.

Pour les discours plus techniques, thématiques, qui contiennent des promesses, des engagements chiffrés, le processus se complique. Marie rencontre les différents protagonistes concernés, comme le patronat, les agriculteurs ou les élus locaux. Elle part ensuite d'une V1, parfois appelée *« version martyre »* parce que *« tout le monde va la pilonner »* et doit composer avec les nombreux groupes de travail thématiques. Des groupes d'experts qui ont rarement la même vision sur des sujets souvent très complexes. La validation se complique aussi : le chef du programme, Jean Pisani-Ferry, doit donner son accord, tout comme Alexis Kohler, *« son jumeau, la personne la plus puissante après lui »*, futur secrétaire général de l'Élysée, *« pour être sûr que c'est calibré, que la version martyre suit bien l'ensemble des mesures »*. Gérard Collomb et Richard Ferrand demandent aussi souvent une relecture. Après ce fastidieux accouchement, la bonne nouvelle pour la plume est que le candidat a tendance à prendre moins de libertés, il y a *« plus de chances qu'il s'y tienne, parce que c'est technique et qu'il faut bien maîtriser la façon dont on le dit ».*

« Je ne suis pas le père Noël »

Marie n'a jamais pu écouter un discours qu'elle a écrit. *« Quand Laurent [Berger] prenait la parole sur un truc que j'avais écrit, tu peux pas savoir… »* Elle porte la main à son ventre et tire la langue. *« C'est là où tu mesures ta responsabilité. S'il fait un faux pas… Ah non, non. J'ai jamais écouté un de ses discours. Jamais. Même si je*

ne pense pas avoir causé d'accident industriel. » Elle se déconnecte du flux de la campagne qui la met encore plus sous pression, n'a pas Twitter et jauge les répercussions uniquement via les notifications des boucles Telegram et surtout à travers les citations reprises sur le fil AFP, copiées-collées à l'infini dans la presse et sur le web. *« Nous n'avons pas fait beaucoup de faux pas, mais il y a eu un tremblement de terre. »* Le 15 février 2017, en Algérie, Emmanuel Macron qualifie la colonisation française de *« crime contre l'humanité »*. *« J'ai participé au discours sur l'Algérie et à une réunion du diplomate Aurélien Lechevallier. L'analyse qu'avait faite l'équipe, c'est que le mec a quand même tendance à sortir à son audience ce qu'elle a envie d'entendre et à aller trop loin. »*
Marie se souvient s'être arraché les cheveux pour deux discours, l'un à La Réunion et l'autre à Mayotte, très compliqués à négocier avec le groupe de travail dédié. Le discours dont elle est le plus fière ? Celui de Furiani, le 7 avril 2017. Pas pour la phrase *« Si je suis en Corse aujourd'hui, c'est parce qu'ici bat le cœur du vrai patriotisme, de l'amour sincère de la France »*, mais pour le père Noël. Oui, le père Noël. *« Il était pas mal, ce discours-là. Il en a repris des parties. Il y avait des enjeux. Et donc il avait dit : " Moi je viens pas avec des promesses. Je ne suis pas le père Noël. Et vous n'êtes pas des enfants." Il a repris cette formule que j'avais écrite. »* Et pas qu'une fois puisqu'il l'avait déjà utilisée lors d'un débat improvisé à Saint-Denis, le 7 mars, et qu'il emploiera à nouveau le 27 avril sur TF1 : *« Les salariés de Whirlpool n'attendent pas le père Noël. »* Mais aussi en juin, à Bellac, en Haute-Vienne, face à une employée de l'équipementier automobile GM&S : *« Mais madame, je ne suis pas le père Noël, le concret, on le fera ensemble. »* Et encore en Guyane, en octobre 2017.

« Ce que j'en ai perçu, c'est quelque chose d'impitoyable. »

La plume s'amuse

La grande campagne se joue au sixième, la petite deux étages plus

bas. Et Marie s'y sent beaucoup mieux. *« Les discours, tu les adresses à la France et aux Français. T'es sur de la vision, des envols, des généralités. Mais à côté de ça, il faut capter des segments d'électorat quand même assez puissants et qui votent pour leurs propres intérêts. Genre les chasseurs ou les écolos, à qui tu t'adresses comme aux chasseurs. »* Concrètement, il faut écrire au kilomètre des lettres ouvertes, des courriers avec des réponses extrêmement techniques, des réponses aux questions de la presse (très) spécialisée. Comme la revue *Centrale Canine Magazine* qui pense qu'Emmanuel Macron va prendre du temps en pleine présidentielle pour répondre à la question : *« La valeur patrimoniale des cinquante-quatre races françaises reconnues par la Fédération cynologique internationale vous paraît-elle importante à valoriser et à défendre ? »* C'est Marie qui s'en charge. Et la plume s'amuse : *« On te demande la position du candidat sur un sujet. Comme il n'y en a pas, tu l'inventes et tu essaies de t'assurer que ce n'est pas trop contradictoire avec le reste. »*

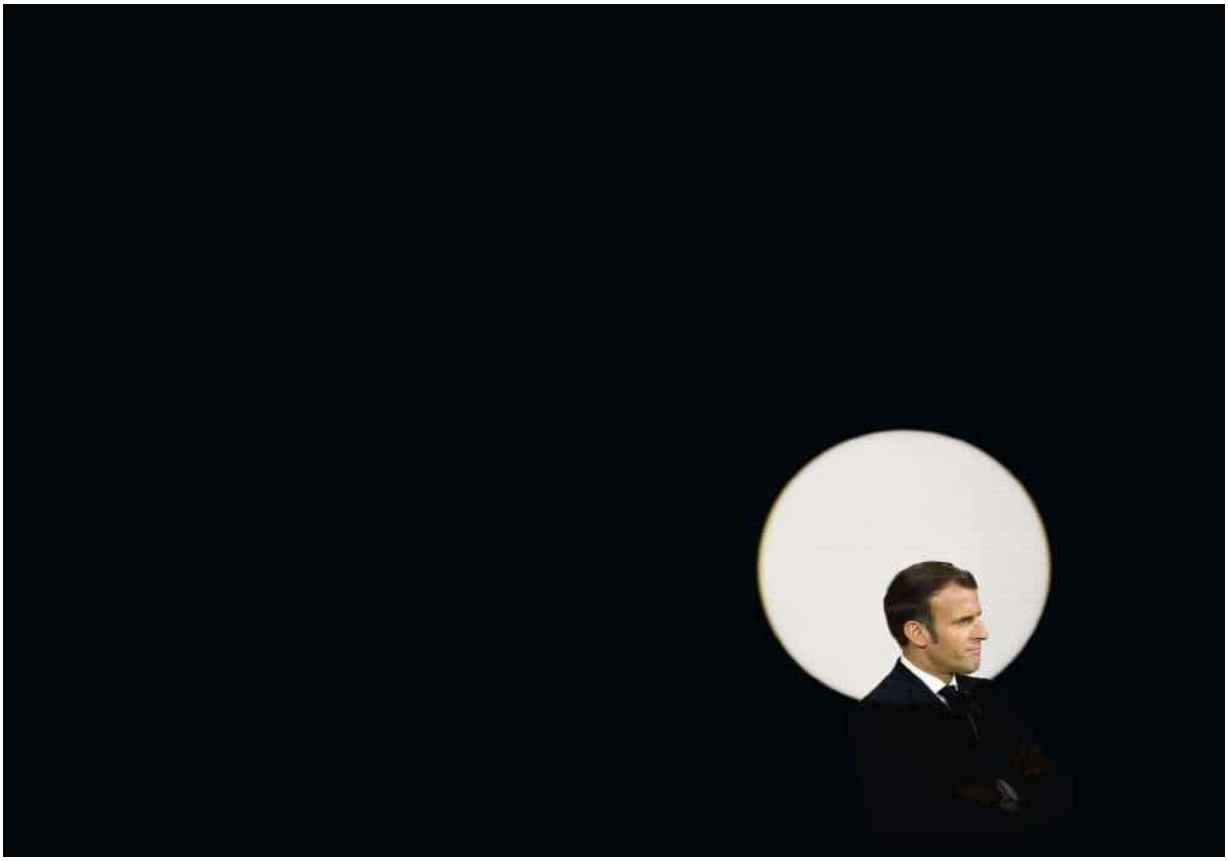
Juste après qu'elle soit arrivée, le candidat vient lui serrer la main quand il apprend qu'elle a quitté la CFDT pour lui : *« Merci pour le choix. »* Mais Marie n'est pas conviée aux réunions de travail avec Emmanuel Macron. Certes ils se sont croisés de rares fois dans les couloirs, et elle a écrit pour lui des milliers de lignes, mais elle ne le voit vraiment que lors de deux réunions avec son équipe. Son premier gros désenchantement date d'un *brainstorming* sur les négociations en entreprise où l'équipe Macron veut se passer le plus possible des syndicats : *« Ça me mettait tellement en colère. »* Au-delà du programme politique qui va à l'encontre de ses valeurs, Marie est sidérée par la métamorphose du candidat : *« Avec sa bulle, il n'est pas dans la séduction. Il est avec sa team, quoi ! Moi je l'ai vu comme ça. Et ce que j'en ai perçu, c'est quelque chose d'une brutalité impitoyable. Les mots sont forts. Et j'aimerais aussi pouvoir les nuancer. Mais moi, c'est ça que je voyais de lui. Il a suivi le fil de l'excellence. Du darwinisme. Une espèce de dureté. D'intransigeance. Mieux vaut être intelligent quand tu t'adresses à Macron, sinon il n'a pas de temps à te consacrer. Et puis on était dans la campagne, il fallait que ça délivre. Il était sous tension. »*

« Le parti LREM a toujours été et sera toujours uniquement Emmanuel Macron. »

Burn-out

En mars, Marie n'a plus pu « délivrer » ni supporter la tension. Elle a fait un burn-out et démissionné dans la dernière ligne droite de la campagne, au point de ne pas participer à la soirée électorale. Elle en a aussi fait un livre cathartique intitulé *Confusions*, d'abord imprimé à vingt exemplaires pour ses intimes, puis publié en 2020 par JC Lattès sous le label « La Grenade ». *« Un livre paradoxal, parce qu'elle est aussi pleine d'admiration »*, s'étonne Laurent Berger. Mais une admiration critique : *« Je vois bien que le parcours du président est assez pauvre. Il fait partie de ces personnes qui considèrent qu'elles ont pris des risques et fait preuve de courage, mais qui ne voient pas l'énorme matelas de sécurité qu'elles avaient derrière elles. J'ai cru qu'il était de gauche. Je me suis plantée, mais j'étais pas la seule. »* Elle ne s'arrête plus : *« J'ai vécu les Gilets jaunes comme une crise miroir de ce à quoi j'avais assisté. C'est une crise qui ressemble à Macron, que d'autres n'auraient sans doute pas connue. C'est son côté très vertical, très triomphant, très déconnecté qui a provoqué cette crise*. » Intarissable : *« Pendant la campagne, j'avais l'impression que c'étaient des "puceaux de la vie" qui allaient gouverner la France. Trois ans après, forcément, ils sont un peu sortis de la pureté de leur truc. La bulle a pris des coups. »*

Épilogue. Marie retourne au QG après les élections législatives. Elle n'a plus aucune illusion, mais accepte de donner un coup de main. Bénévolement. Appelée par ses copains du quatrième étage quand tout le sixième est parti gouverner la France avec le chef à l'Élysée. Elle pense qu'elle peut *« réparer »* son burn-out en revenant écrire sur les lieux mêmes où elle estime avoir échoué. Touchée par l'expérience des *helpers* qu'elle trouve sincère et un peu naïve, car visant à créer un parti vraiment horizontal, démocratique et participatif. *« Je suis partie pour de bon quand j'ai constaté que l'Élysée n'avait définitivement qu'un seul objectif : que le parti soit toujours et encore uniquement Emmanuel Macron, comme il l'a toujours été…»*





15 SEPTEMBRE 2018

101 secondes dans la bulle Macron

Jonathan Jahan

La vraie vie derrière la petite phrase : « Je traverse la rue, je vous en trouve du travail. »

Samedi 15 septembre 2018. Deux mois après le début de l'affaire Benalla, deux mois avant celui de la crise des Gilets jaunes. Le soleil se lève à Beaune-la-Rolande, bourgade pas si charmante à 100 bornes au sud de la capitale. Jonathan enfile son short gris orné de palmiers noirs et son haut à capuche bleu. Il range son petit téléphone blanc à clapet dans sa banane Adidas et monte dans la voiture de sa mère. Jonathan aura 26 ans le 3 décembre, mais il n'a pas le permis et l'achat d'une voiture est inenvisageable. Il a déjà dû renoncer à son scooter, l'entretien et l'essence étaient beaucoup trop chers. C'est donc conduit par sa mère qu'il quitte le

Loiret et prend plein nord, vers l'Essonne, pour cinquante bornes de départementale en cinquante minutes. Il prend le RER à Étampes, avant-dernier arrêt de la ligne C, au fin fond de la zone 5. Étréchy, Chamarande, Marolles-en-Hurepoix, Brétigny, Athis-Mons, Choisy-le-Roi… Jonathan voit défiler vingt gares en une heure et descend à Austerlitz. Il marche un petit quart d'heure, 900 mètres jusqu'à la gare de Lyon par le pont Charles-de-Gaulle. Puis s'engouffre dans le métro, ligne 1 direction La Défense. Au bout de vingt-trois minutes, il sort, traverse les Champs-Élysées, remonte l'avenue de Marigny et, devant la grille du Coq, rejoint enfin l'immense file d'attente des Journées européennes du patrimoine. Après presque trois heures de trajet, Jonathan attend encore plus de six heures pour entrer dans l'Élysée. En cherchant de l'eau et son sandwich dans son sac à dos, il repense à ses vaines candidatures spontanées destinées au 55, rue du Faubourg-Saint-Honoré. En 2013, l'envoi de son CV à l'équipe de François Hollande pour travailler dans les jardins avait abouti à une première lettre de refus. Après l'élection d'Emmanuel Macron, sa candidature, cette fois-ci pour une place en cuisine, s'est soldée par un nouvel échec. Jonathan vérifie le niveau de batterie de l'appareil photo Canon prêté par sa mère et entre dans la bulle.

« On rentre dans les jardins. Super beaux. Rien à redire. J'ai tout pris en photo, la fontaine, les fleurs un peu sur les côtés. »









« On s'approche du Château, on va dans l'allée centrale. Et c'est là où on voit le président d'la République. Je le trouve petit. »





« Ma mère me dit : "Si tu as une question à lui poser, c'est maintenant ou jamais." Je suis parti le voir. »







photo © Jonathan Ashton



photo © Jonathan Jahan

« Je lui demande si c'est possible d'avoir une photo, il me dit oui. »

« C'est là que j'ai lancé la conversation et que tout le monde était autour. Je lui ai dit : "J'ai envoyé un courrier chez vous. Vous faites rien pour nous. Moi, j'ai 25 ans et rien n'a été fait." »

— Attendez, je peux pas m'occuper de chacun. Mais je donne des solutions pour que chacun puisse en trouver. Vous êtes inscrit à Pôle emploi ?
— Ouais. Pôle emploi, RSA, tout. Y a rien. Et pourtant j'envoie des CV et des lettres de motivations.
— Vous voulez travailler dans quel secteur ?

— Je suis horticulteur. Et j'ai envoyé partout dans les mairies, ils prennent pas.
— Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, le café, la restauration, le bâtiment, il n'y a pas un endroit où je vais où ils ne me disent pas qu'ils cherchent des gens. Pas un.
— Ouais, ouais.
— Non, mais c'est vrai. Donc si vous êtes… Il y a des métiers qui nécessitent des compétences particulières.
— Non, mais je…
— Quand les gens les ont pas, on les forme. C'est pour ça qu'on investit. Mais après il y a des tas de métiers où il faut y aller. Maintenant. L'hôtel, café, restaurant, **je traverse la rue, je vous en trouve**, ils veulent simplement des gens qui sont prêts à travailler. Avec les contraintes du métier.
— Oui, bah oui. Oui. Moi, personnellement, ça ne me pose pas de problème. C'est… Je donne mon CV. Ils me rappellent jamais.
— Mais ne perdez pas de temps à m'écrire à moi !
— Non, mais je…
— Vous faites une rue, là, vous allez à Montparnasse par exemple. Vous faites la rue avec tous les cafés et tous les restaurants. Franchement, je suis sûr qu'il y en a un sur deux qui recrute en ce moment. Donc allez-y.
— Entendu, merci. [Il sourit.]
— Merci à vous.

« Culpabiliser les Français sur le ton de Marie-Antoinette, c'est ce qui plombe cette présidence. »

Libération

« À propos de traverser la rue… »

Sur le long chemin du retour, son oncle appelle Jonathan : *« T'es passé à la télé ! — Oh c'est rien, tu sais, j'passe parmi des milliers de gens. Des milliers ! Y en a qui passent tous les jours. — Ouais mais là quand même, t'as fait fort. Parler au président, félicitations. »*

Son grand frère, qui produit des bouteilles en plastique à Malesherbes, l'appelle lui aussi, mais pour l'engueuler : *« C'est pas bien c'que t'as fait, ça fait des retours négatifs sur toi. »*
Le lendemain matin, à 8 h 19, Jonathan publie sur son fil Facebook un statut public, pas seulement réservé à ses vingt-cinq amis : *« Bonjours a tous comme vous laver surement remarquer hier je suis passer à la télévision je suis partie visiter le palais de l'Élysée est devinez qui j'ai vu n'autre président de la république je lui est poser une est unique question sur le chômage il étais incapable de me répondre a ma question j'étais déçu de sa réponse mais mise a part sa le palais de l'Élysée il les magnifique je fait vous mettre des photo de L'Élysée* [sic]*. »* Et il met en ligne 101 photos du Palais, dont le selfie avec le chef de l'État.
À 9 h 30, premier tweet avec le *hashtag #TraverseLaRueCommeManu* : *« À propos de traverser la rue, vous connaissez l'histoire de Paf le Chien ? »* Des milliers d'autres vont suivre, comme celui de l'humoriste François Morel, massivement retweeté : *« Prudence sur les routes. 3,5 millions de personnes risquent de traverser la rue dans les heures qui viennent. »* Mais Jonathan ne voit rien. Il n'est pas sur Twitter. À midi, l'échange, déjà visionné 2,4 millions de fois sur les réseaux sociaux, est diffusé dans *Le Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro*. *« Est-ce que ce n'est pas une façon de maltraiter un peu les chômeurs ? »* demande le journaliste à Christophe Castaner, délégué général du parti présidentiel. Celui qui n'est pas encore porte-parole du gouvernement joue l'outré : *« Vos mots sont d'une grande brutalité et un peu spécieux »*, avant d'ajouter : *« Personne ne veut maltraiter les chômeurs. […] Au fond, on lui a pas dit, à ce jeune homme qui avait une passion, celle de vouloir être horticulteur, […] qu'il allait vers une impasse. »* Le soir, *Libération* juge Jonathan *« plutôt bonne pâte »* et met en ligne son édito contre un président « méprisant » qui a la *« manie de faire la leçon à tout le monde »*, de *« culpabiliser les Français sur le ton de Marie-Antoinette, c'est ce qui plombe cette présidence »*.

« Sur le coup, j'étais content »

Lundi matin, la presse retrouve Jonathan. C'est d'abord un journaliste d'Europe 1 qui l'appelle. La première interview de sa vie.

Il s'étonne longuement qu'on ait pu trouver son numéro de portable, puis prononce une phrase qu'il répétera en boucle à tous les micros pendant une semaine : *« Sur le coup, j'étais content. Mais après réflexion, ce n'est pas ce que j'attendais de la part du président. C'est comme s'il m'avait donné une claque. »* C'est ensuite BFM qui trouve son contact : *« Je me rappelle encore de l'heure, 17 heures, et de son prénom, Nicolas, c'est un truc qui marque, on peut pas effacer ça. Quand on n'est pas préparé à ça, c'est choquant, c'est un truc de fou. »* Il est invité sur le plateau, mais n'a pas d'argent pour aller à Paris. *« J'ai pris le train en fraude, je m'en vante pas. »* Les journalistes se bousculent pour faire exactement le même plan de lui traversant le boulevard Montparnasse. Il candidate dans les cafés et les restaurants, comme le lui a intimé le chef de l'État. Il commence ses démarches, suivi par la caméra de BFM, rapidement relayée par M6, puis France 5. Vingt CV distribués. Aucun appel. Un restaurateur promet de le contacter pour un essai, mais ne le fait pas. *« Je pensais vraiment qu'il y allait en avoir un qui me rappellerait. En plus, je l'avais bien fait aussi avant l'arrivée des journalistes. La preuve que Montparnasse ne recrutait pas. »*

Tout le monde l'appelle, à part les employeurs

Son téléphone ne cesse de sonner. Il compte 200 appels en absence, juste avant que son téléphone sans 4G, de la marque à bas coût Echo, rende l'âme. *« J'ai eu des appels, mais j'ai pas pu répondre parce que j'étais en interview. Du coup, j'ai perdu les pédales, j'ai pété un câble. Je me suis énervé, j'ai dit c'est bon, stop, on rentre. »*

Mardi matin, *L'Équipe* fait sa une sur *« une route à traverser »*, celle du PSG pour battre Liverpool en Ligue des champions. Et le téléphone de Jonathan sonne encore. Une voix grave se présente comme un conseiller d'Emmanuel Macron. *« Il m'a tutoyé, le gars. »* L'homme dit avoir transmis les coordonnées de Jonathan à la Société nationale d'horticulture, assure qu'ils l'appelleront dans la journée ou demain. Au plus tard la semaine prochaine. *« Il m'a dit : "C'est ma ligne directe, si tu veux me rappeler, tu n'hésites pas." »* Jonathan le répète à tous les journalistes qui l'interviewent. C'est bon. C'est géré par l'Élysée. Happy end pour Jonathan. *« J'ai*

attendu. Je me suis dit : "Ils doivent être débordés. Je connais pas leur truc. Je vais attendre." J'attends une semaine. Une semaine et demie. Je rappelle le numéro que m'avait donné le conseiller, ça me dit : "Ce numéro n'est pas attribué." OK, super. Donc il m'a donné un faux numéro ou il a fait une connerie. » Il rappelle, même résultat. *« Et à la Société d'horticulture, personne ne m'a appelé. J'ai cherché sur internet. Ils sont basés sur Orléans, le plus proche pour moi. Je leur téléphone : "Normalement un conseiller du président vous a appelés." Ils me disent : "Oh, c'est vous qui avez fait la polémique à la télé." Je dis : "Oui, c'est moi." Ils me répondent : "Bah oui, on a écouté comme vous à la télé que soi-disant quelqu'un nous aurait appelés. Mais personne ne nous a appelés." »* Surtout, ils n'ont rien à lui proposer : *« En ce moment, dans le Loiret, il n'y a rien, c'est calme. »*

Ancien cancre

Deux ans plus tard, Jonathan nous accueille dans le logement de fonction de sa mère, à Beaune-la-Rolande. Il a dessiné un smiley sur son masque. Deux croix pour les yeux et un grand sourire au feutre noir. Il vient de recueillir un petit chaton abandonné prénommé Fushia. Il ne s'étendra pas sur les trois familles d'accueil qu'il a connues dans son enfance et les brimades endurées à l'école. Jonathan est, à première vue, bourru. *« Quand on m'énerve, je peux faire mal. Et pas qu'un peu »*, reconnaît ce pilier gauche de rugby. Au lycée, il a cassé une arcade et deux côtes à l'auteur des moqueries sur ce père qu'il n'a pas connu. Jonathan parle très vite, en imbriquant ses mots et en en inventant à l'occasion – il ne dit pas « *adhésion* », mais *« adhération »*. Son principal tic de langage est l'emploi excessif du mot *« franchement »*. Et Jonathan est souvent trop franc.

#TraverseLaRueCommeManu

À mille lieues – enfin, à 100 kilomètres –, des débats de la bulle et des affirmations de Christophe Castaner, la vie de Jonathan Jahan n'est pas celle d'un horticulteur passionné qui ne trouve pas de

travail parce qu'il refuse les autres offres d'emplois. Elle est celle d'un ancien *« cancre »*, comme il se définit lui-même, qui se bat comme il peut, d'un jeune homme qui est arrivé par défaut dans son certificat d'aptitude professionnelle horticole au Centre de formation d'apprentis agricole de Bellegarde : *« Ça me plaît, oui et non, j'étais plus orienté sur la cuisine, mais avec mes notes catastrophiques, ça s'est pas fait. »* Jonathan n'aime pas les fleurs. Il aime bêcher son potager, planter des légumes, récolter des tomates, des concombres et des courgettes. Et, avant de demander en vain l'aide d'Emmanuel Macron, il a connu de longues périodes de chômage entrecoupées par tous les petits boulots imaginables en intérim.

Tout est détaillé sur le CV qu'il envoie sans compter les timbres. Du 1er avril 2012 au 27 janvier 2013, alors que François Hollande accède au pouvoir avec Emmanuel Macron comme secrétaire général adjoint de l'Élysée, certains week-ends, de 15 heures à 23 heures, Jonathan vide les poubelles et fait la plonge sur l'aire de Beaune-la-Rolande, sur l'A19. Il enchaîne avec quatre mois comme manutentionnaire à Sermaises, dans l'entrepôt UD qui appartient à Flammarion. Puis avec le premier et unique CDI de sa vie : plus de trois ans à souder et transporter, à l'aide de son chariot élévateur, du matériel agricole à Échilleuses.

Vendredi 14 octobre 2016, Emmanuel Macron, qui a quitté Bercy en août, donne une interview en anglais à la chaîne *Bloomberg*, au cours de laquelle il fait un nouveau petit pas vers une candidature « avant janvier » 2017. Le même jour, Jonathan se fait licencier économiquement. Pour survivre pendant ses huit premiers mois de chômage, il taille des haies et passe la tondeuse chez des particuliers, au noir, ou fait parfois de la peinture, du bricolage et de la maçonnerie.

Le 6 juin 2017, Emmanuel Macron a sept rendez-vous dans la journée, dont un avec Boïko Borissov, le Premier ministre bulgare. Jonathan en a un seul, très important : il signe son retour à l'emploi. Un contrat de deux mois comme ramasseur de volaille à Nancray-sur-Rimarde. Mais il ne tient pas deux semaines : *« Vous entendez les os craquer, c'est horrible, c'est dégueulasse, c'est pas un métier pour moi, j'ai pas pu manger de viande pendant deux mois. »* Il démissionne le lendemain du second tour des législatives, le 19 juin

2017.
Deux mois de chômage.
Quatre mois comme aide-grutier chez Strudal, une entreprise qui produit des dalles géantes en béton, du 2 septembre au 29 décembre 2017.
Sept semaines de chômage.
Neuf jours de travail de nuit comme conducteur de chariot élévateur dans une usine de recyclage de papier et de carton.
Neuf semaines de chômage.
Puis, du 16 mai au 26 juin 2018, entre la participation d'Emmanuel Macron à un sommet à Sofia et sa visite au Vatican, Jonathan fait de la mise en rayon au Leclerc d'Amilly-Montargis.
Les deux hommes se rencontrent au milieu de quatre-vingt-dix-sept nouveaux jours de chômage pour Jonathan.

« Je suis fait comme ça »

Deux semaines après leur bref entretien, le fantôme de Jonathan Jahan poursuit Emmanuel Macron jusque dans les Caraïbes, en Martinique et en Guadeloupe, avec la dernière question de sa conférence de presse à Saint-Martin, le 30 septembre : *« Est-ce qu'avec un peu de recul vous regrettez la forme de la phrase qui a pu choquer certains Français, ils vous l'ont dit en partie pendant ce déplacement ? »* Aucun début de regret. Au contraire, Emmanuel Macron s'abrite derrière les paroles de Jacques Prévert et Joseph Kosma, et convoque Juliette Gréco en répétant cinq fois *« je suis fait comme ça »*. Et trois fois l'expression *« sortie de son contexte »*. Bravache : *« Je ne vais pas vous faire des* mea culpa *parce que ça vous ferait plaisir. […] Ce n'est pas la première fois que ça m'arrive, c'est sans doute pas la dernière, donc je ne vais pas à chaque fois dire : "Je suis désolé, je n'aurais pas dû". »* Et encore : *« Ce jeune garçon, j'ai eu raison de lui dire ça, parce que c'est vrai que de l'autre côté de la rue, il y a des gens qui offrent du travail. »* Mais aussi : *« Je regrette si parfois c'est mal compris, mais je ne regrette pas de le dire. […] Si vous ne dites pas à quelqu'un qui vous dit "donnez-moi un emploi" que ce n'est pas l'État qui le lui donnera, qui va le lui expliquer ? »* Il prétend avoir *« [bousculé] un peu les choses en bienveillance, en accompagnement ».*

Jonathan lui, avec le recul, *« [aurait] souhaité qu'il soit honnête, qu'il dise les choses comme elles sont. "En ce moment, on sait que c'est difficile mais on va tout faire pour remonter la barre. On sait que les jeunes ne sont pas favorisés pour trouver du travail." Mais non. Il a répondu à côté. "Tu traverses la rue, tu auras du boulot." Il m'a vu comme un fainéant. Quelqu'un qui se lève pas le matin pour en chercher. Parce que d'après lui, il y en avait. Pour moi, c'est ça. Mais je me lève à 5 h 30 ou 6 heures pour prendre le bus pour justement déposer des CV et des lettres de motivation. Qu'est-ce qu'il voulait que je lui dise de plus ? Si lui est incapable d'entendre ça, c'est pas de ma faute. »*

Depuis sa rencontre avec le président, rien de nouveau pour Jonathan. Enfin, si, encore deux contrats d'intérim. Et les Gilets jaunes surgissent.

« Il m'a vu comme un fainéant. »



La mascotte des Gilets jaunes

Quand on évoque devant lui la grande crise sociale du quinquennat, Jonathan commence par sortir son joker : *« Pas mon affaire. Je respecte ce qu'ils ont fait, mais de loin. »* Sauf qu'il est devenu, durant la période pré-insurrectionnelle de la rentrée 2018, la mascotte des Gilets jaunes. Son histoire a été massivement partagée sur leurs fils Facebook. En faisant son entrée dans Wikipédia au rayon « macronade », « traverser la rue » fédère tous ceux qui se sentent pauvres et méprisés face à celui qui est pour eux l'arrogant président des riches. Et Jonathan a même involontairement donné la clef méthodologique aux Gilets jaunes qui cherchaient une façon légale de bloquer les ronds-points. Le 15 novembre, deux jours avant le premier acte, une image virale

rebondit de groupes WhatsApp en murs Facebook. Un tutoriel en majuscules, *« COMMENT BLOQUER UN ROND-POINT SANS PV »*. Puis un schéma. Au milieu, des véhicules bloqués : *« Manège des voitures qui tournent en rond au ralenti dans le rond-point. »* Et tout autour, la *« ronde des piétons qui traversent pour trouver un boulot »*.

Jonathan ne se tient pas si loin du mouvement. Le samedi 24 novembre 2018, il passe par le rond-point d'Amilly en forme de haricot surnommé le *« rond-point cacahuète »*, et tombe sur un joyeux blocage. *« Citoyens de France en colère »*, précise la grande pancarte blanche avec cinq points d'exclamation et trois tristes émoticônes. Jonathan les filme, les klaxonne et se réjouit du *« bordel sur l'A60 »*. Ce rond-point sera occupé jour et nuit pendant deux mois. Le 11 décembre, Jonathan souhaite un joyeux anniversaire sur son Facebook public aux Gilets jaunes avec une vidéo de Rémi Gaillard et un émoticône solidaire, un poing serré.

15 janvier 2019. Premier grand débat à Grand Bourgtheroulde, en Normandie. Emmanuel Macron répond à une question sur la mobilité en zone rurale : *« On a dit à nos concitoyens : "Tu veux un boulot, tu dois venir travailler dans la grande ville". »* Soudain, parmi les 600 maires invités dans ce gymnase suréclairé pour les caméras, plusieurs l'interrompent. Les élus sourient, mais leurs regards sont durs. Ils tutoient le chef de l'État : *« Tu traverses la rue ! »* Longue réponse d'Emmanuel Macron : *« Moi, là où j'habite, je peux vous dire, en traversant la rue, on en trouve. Ça, c'est vrai. Mais c'est pas vrai partout ! Et donc parfois, on fait des caricatures en pensant que ce qu'on dit à un moment à quelqu'un de bonne foi, c'est vrai partout […]. Que voulez-vous ? On est au temps du numérique. De l'information en continu. Je vais pas me… C'est tout ! On est… Je suis comme ça et je changerai pas. »* Dans la parole présidentielle, le refrain de Juliette Gréco est donc désormais complété par : *« C'est la faute du web et de BFM, pas la mienne. »*

Menaces physiques

Pendant ce temps, dans le Loiret, Jonathan est lui aussi confronté aux conséquences de sa rencontre avec la bulle Macron. C'est d'abord un copain qui le prévient : *« Y a des mecs à Pithiviers, ils*

veulent te choper car t'as sali l'image de l'horticulture. » C'est ensuite une agression groupée commise par des travailleurs horticoles en descendant du bus à Montargis : *« Tu mérites qu'on te pète la gueule car tu salis l'image de l'horticulture. »* Jonathan fait face et lance : *« Réécoute le truc. […] J'ai rien dit. J'ai dit que j'avais un CAP horticole, c'est tout. »* Et ce ne sera pas la seule menace physique : *« Y en a, ça les rend fous. Juste parce que j'ai parlé au président. »*

Le 31 janvier 2019, Emmanuel Macron reconnaît pour la première fois que ses petites phrases nourrissent contre lui un *« procès en humiliation »* : *« J'ai toujours été sincère, je n'ai jamais voulu blesser. Je vais faire beaucoup plus attention. Dans le système où nous vivons, cette franchise n'est peut-être plus possible. Cela suppose une conversion personnelle. »* Mais cette mini-contrition se fait sans micro. Ce début d'excuses publiques sans images est conçu pour être uniquement rapporté dans la presse écrite, sur internet ou en citation sur les chaînes d'info. Et un mois plus tard, le 28 février, changement radical de discours. Les caméras sont cette fois-ci allumées, lors d'une déambulation nocturne à Bordeaux, quand un homme âgé partage son inquiétude à propos de son fils, diplômé niveau master, au chômage depuis neuf mois, et l'interpelle : *« Comment pouvez-vous dire qu'il suffit de traverser la rue ? »* Le président se défend : *« Ça a été sorti de son contexte, le jeune à qui j'ai dit ça, il était dans mon jardin. »* Son jardin… Le vieil homme insiste : *« Ça fait très mal vous savez, ça fait très mal. »* Emmanuel Macron oublie la contrition et se dit, une nouvelle fois, incompris : *« Je ne suis pas le personnage qu'on a voulu caricaturer. À Montparnasse, je lui ai dit, ils embauchent. Y en a plein, et c'est vrai. Donc j'ai pas dit pour toutes les rues de France et de Navarre. Je connais suffisamment mon pays pour savoir que ce n'est pas le cas. C'était cinq minutes de conversation qui ont été sorties de leur contexte. Je voulais remettre les choses dans leur contexte et dans ma pensée. »* Conclusion : sa volonté de *« conversion personnelle »* disparaît à l'arrivée des micros.

« J’ai toujours été sincère, je n’ai jamais voulu blesser. »

« Lui, il est pas dans le monde réel »

Le 15 janvier 2020, Emmanuel Macron glisse une petite phrase ironique lors de ses vœux à la presse : *« Cette formule ne m’a pas porté chance, j’essaie d’être lucide sur moi-même. »* Le lendemain, alors qu’il fait la plonge dans un restaurant à Avoriaz, Jonathan est rappelé par un journaliste qui veut une réaction à l’interview de Brigitte Macron sur TF1 : *« J’ai dit [à Emmanuel] : “Tu es dans l’enceinte de l’Élysée, c’est compliqué de dire à un jeune homme une phrase comme celle-là.” Mais je la comprends, cette phrase. Et je vais vous dire, la veille, on était au restaurant et le restaurateur nous a dit : “Moi, le premier qui va traverser la rue, je lui donne un boulot parce que j’ai besoin de travailleurs auprès de moi.” Et cette phrase qu’Emmanuel a dite à ce moment-là, c’est celle qu’il avait entendue la veille. »* Brigitte Macron est donc la seule à reconnaître publiquement que c’était une erreur. Et à livrer une clef de compréhension. Ce restaurateur dont parle Brigitte Macron, c’est le patron de La Rotonde où ils ont dîné la veille. Jonathan se réjouit de l’intervention de la première dame : *« C’est bien, elle m’a défendu. Enfin, un peu. Mais lui, il est pas dans le monde réel. Lui, il est dans un autre monde. Il est président. Il est dans son monde à lui. Il reste perché. Il est dans sa bulle et il y restera. »* Jonathan soupire. Il réfléchit. Un dernier mot : *« bâclé »*. Ni bâché ni taclé. Non, Jonathan Jahan préfère dire : *« Le président m’a bâclé. »*

• • •

Après deux saisons dans la restauration, en Bretagne, puis à la montagne, Jonathan a obtenu un CAP de cuisinier après un apprentissage de neuf mois proposé par Pôle emploi, dans un centre de formation continue, à Pithiviers. Il rêve d’un restaurant dont il produirait les légumes. Son formateur lui a donné de l’espoir. *« Il m’a dit : “Ça peut se faire, tu peux faire en*

autosuffisance. […]" Il m'a dit : "Il y en a qui le font, je vois pas pourquoi t'arriverais pas. […] Ça se voit que tu as plein de projets dans la tête et dès que je te regarde, t'as des étoiles plein les yeux, dès que tu parles de ça. […] Surtout continue comme ça. Il m'a dit : "T'es quelqu'un de… euh… attachant. Et tu peux y arriver." Ils sont contents de moi, à part tout ce qui est discipline et tout. J'ai tendance à répondre un peu et je m'en rends pas compte. Bon, ça, après, ça se corrige. Rien de grave. »
Mais, victime de la crise sanitaire, il n'arrive pas à trouver dans la restauration et est de nouveau en intérim, en métallurgie. Toujours à Beaune-la-Rolande.



Le scooter de Jonathan tombe souvent en panne et il n'a pas d'argent pour le réparer ni

pour passer le permis. *« Essayez un peu de faire Corbeille-en-Gâtinais - Pithiviers à vélo. Je l'ai fait une fois. Ça m'a rincé. En plus c'était un jour de pluie. »* Vingt-sept kilomètres sur la D950. En passant par Égry. Et Jonathan est aigri. Au sens littéral : ses déceptions l'ont rendu amer, parfois agressif. Il est obligé de se déplacer en bus. Sachant qu'il n'y en a pas tous les jours. Et que quand il travaille de nuit, il n'y en a pas du tout. Le conducteur ferme les yeux quand il ne peut pas payer les 3 euros du ticket. Pour sa formation à Pithiviers, Jonathan prend pendant 22 minutes la ligne 11 des bus Rémi (Réseau de mobilité interurbaine) de la région Centre-Val de Loire. Pour rejoindre Paris, il traverse la rue pour prendre le bus dans l'autre sens ; 36 minutes jusqu'à la gare de Montargis. Puis c'est 1 h 40 de train, 13 arrêts jusqu'à la gare de Lyon. Quand il a de l'argent, il prend le TER direct, sans arrêt entre Montargis et Bercy, 1 h 07, 17 euros.



Avec sa tête de légionnaire au grand cœur et sa barbe de quelques jours pas plus longue que ses cheveux coupés ras, Gépy est trop émouvant pour qu'on pense à *Star Wars* quand il répète aux Gilets jaunes « que la Force soit avec vous. On est
en train de livrer un combat. Faut être fort, faut rien lâcher ».
Ce bonnet vert est un hommage à un ami parapentiste décédé. Le parapente est, avec la moto, la grande passion de Gépy. Il le pratique en montagne et a longtemps été le président du club alpin de Chalon. C'est là qu'il a rencontré Serge Toise. Ce pionnier du vol libre a reçu un curieux appel, au milieu d'une course en biplace. Le message lui demande d'emmener les cendres de son ami Gépy au sommet de la Grande Tête de l'Obiou,près de Gap, si sa grève de la faim tourne mal. *« Je savais que là où je m'étais engagé, j'allais peut-être mourir. »*



Mardi 4 décembre 2018. Pour la première fois de son histoire, l'Arc de triomphe est fermé au public. Les Kärcher ont déjà effacé les tags souillant ses pierres bicentenaires : *« Les Gilets jaunes triompheront »*, *« Macron FDP Démission »*, *« À force de creuser le trou, on finit par prendre des coups de pelle »*. Mais en sous-sol, le buste de Napoléon Ier, qui a fait ériger l'édifice en 1806, reste décapité et les yeux de la statue de Louis-Philippe sont toujours marqués de rouge sang. Dimanche, Emmanuel Macron, venu constater les dégâts, est reparti encadré par une compagnie de CRS qui a reçu l'ordre peu courant de trottiner tout autour de sa voiture roulant au pas. Une bulle prétorienne.

Le mardi suivant, il est 10 h 45 et à 2 kilomètres de là, un Gilet jaune arrivé de Bourgogne en voiture cherche la Concorde et descend tranquillement les Champs-Élysées. Mauvaise surprise, les policiers l'arrêtent. Coup de fil à son contact : *« Je ne pensais pas que vous veniez avec votre véhicule. Je pensais que vous prendriez un taxi. »* Le Gilet jaune trouve une place pour son Ford Transit le long des jardins du Carré Marigny et demande son prénom au policier qui vient à sa rencontre. David lui demande d'éviter la place Beauvau où les reporters des chaînes d'information sont en direct et pourraient être intrigués par son arrivée. Les deux hommes font donc un détour par l'avenue Gabriel et, devant l'entrée de la loge d'honneur rue du Faubourg-Saint-Honoré, le policier lui propose de retirer sa parka jaune fluo. Hors de question. Le portique de sécurité sonne.

« Attendez ! » se tend un autre policier. Mais David est catégorique : *« Non, non, c'est bon, le président l'attend. »* Un rendez-vous secret qui ne figure pas dans l'agenda de ce dernier. Avant un déjeuner avec son Premier ministre, sur le papier, et selon le site internet de l'Élysée, Emmanuel Macron voit le président du Sénat, Gérard

Larcher, à 11 heures. Mais à 10 h 55, c'est Patrick de Perglas qui entre à l'Élysée. Il est le premier et dernier Gilet jaune à pénétrer la bulle Macron.

Trente jours pour le peuple

Patrick s'engage dans la cour d'honneur. Excité et heureux, il sent que *« ça va être un des moments les plus importants de [sa] vie »*. Et il se rappelle. D'abord les trois mots d'adieu griffonnés à l'aube du lundi 20 novembre 2018 à l'attention de sa femme, Agnès, assistante maternelle à Cheilly-lès-Maranges : *« Je t'aime. »* Patrick a commencé cette journée avec un café et deux madeleines. Mais il n'a pas fini sa tasse car il s'est dit que le week-end écoulé n'avait servi à rien et qu'il ne pouvait pas retourner bosser. Ce week-end, c'était la première manif de sa vie. Enfin, il a déjà manifesté à 16 ans, pour se plaindre devant la préfecture de Mâcon des passages piétons et des autres lignes blanches sur lesquelles glissait sa moto. C'est à cette époque qu'il a gagné son surnom : *«* Gépy[1] *»*, l'increvable. Et c'est aussi en moto, avec sa vieille Honda Pan-European, que Gépy a rejoint la toute première réunion des Gilets jaunes, samedi 17 novembre, sur le rond-point de Lux, à Chalon-sur-Saône. Le prix de l'essence les a fédérés, mais il a rencontré des gens qui, comme lui, *« bloquent tout car ils ne peuvent plus s'en sortir alors qu'ils travaillent »*. Il est sincèrement persuadé que tout va exploser. Le soir, Agnès, qui l'accompagnait, est rentrée chez eux. Lui est resté. Toute la nuit. À discuter. Le dimanche, il a constaté que le dialogue était tout simplement impossible entre les forces de l'ordre qui ont reçu des consignes strictes et les Gilets jaunes qui ont parfois un peu trop bu pour se tenir chaud. Alors, ce lundi matin, Patrick a décidé d'aller chercher sa plus belle peinture à l'huile, celle qu'il avait mise de côté pour les portes de ses armoires, et un vieux drap brodé sur lequel il écrit : *« Je fais la grève de la faim pour tous, il faut que ça change. »* Il a pris aussi deux chaises de camping, des morceaux de bois pour attacher la banderole, une toile de tente, ses chaussures de montagne et des bougies. Direction Chalon. Mais il a cherché mieux que le rond-point de Lux. Devant le centre des impôts, *« ça a fait tilt »*. Il a déplié son drap le long de son fourgon et lancé le chrono.

Au bout de 7 minutes, les policiers venus à sa rencontre lui ont demandé pourquoi ces deux chaises de camping. Sa réponse était prête. *« C'est une invitation. Je suis venu pour parler. J'aimerais ouvrir un dialogue, donc si le maire veut bien me parler… ou le préfet… ou le sous-préfet… ou un ministre. Et même M. le président de la République. »* Le Gilet jaune a monté sa tente. Il n'a plus jamais été seul pendant les dix jours qui ont suivi. Les gens se sont arrêtés, sont venus lui parler. Il est devenu leur confident. Des Mercedes et des 4L l'ont klaxonné. Un soir, un certain David, représentant en fournitures de bars et restaurants, l'a abordé : *« On se connaît pas, on était ensemble au rond-point de Lux, tout le monde parle de ce que tu fais. »* David a offert son aide. Celui qui va devenir son binôme, son garde-fou, son attaché de presse, son *« homme de l'ombre »*, a commencé par lui créer une page Facebook. Patrick a choisi un nom qu'il a aussi tracé en lettres capitales sur le dos de sa parka fluo. *« 30 jours pour le peuple. »* Parce que, il l'a lu sur internet, un être humain ne peut pas tenir plus de 3 minutes sans respirer, pas plus de 3 jours sans boire, pas plus de 30 jours sans manger. *« Je commence aujourd'hui, il me reste 30 jours à vivre et c'est pour le peuple! »* a-t-il lancé solennellement sur sa première vidéo mise en ligne, en montrant sa chaise de camping vide qui attend un responsable politique.

Le lendemain, la police était de retour pour sonder ses intentions. Gépy leur a annoncé que si mercredi personne ne venait, il *« monterait à Paris voir M. le président de la République »*. La seule personnalité à se déplacer a été une conseillère municipale, une adjointe au maire, qui l'a menacé, tout en se tenant à bonne distance : *« J'ai relevé votre numéro d'immatriculation. Si jamais il se passe des choses, je saurai à qui envoyer la facture. »* Et des choses, il va s'en passer.

Gépy a cherché le numéro de téléphone du *Journal de Saône-et-Loire* pour annoncer qu'il se lançait dans une marche de 330 bornes tout en faisant une grève de la faim. La première caméra, celle de France 3, l'a rejoint après quatre heures, à son 19^{e} kilomètre, à l'entrée de Chagny. La seconde, celle de *BFM*, quelques kilomètres plus loin. Le portable de David n'a plus arrêté de sonner. Gépy était tout content. *« C'était tellement puissant, cette arme de la*

médiatisation. Eux m'ont utilisé et moi je les ai utilisés aussi. »

L'ambassadeur d'une misère polymorphe

Le 4 décembre, Gépy foule le gravier de la cour de l'Élysée et visualise tous les visages dont il se sent l'ambassadeur. Aude et Fleurine, les deux filles du gérant du bar-tabac La Fierté qui, sur le rond-point de départ, lui ont donné les feutres indélébiles qu'ont utilisés toutes les personnes croisées pour écrire leurs prénoms sur son camion. Nicolas, chauffeur d'ambulance à Dijon, qui, accompagné de son très jeune fils Janis, a fait 60 bornes juste pour venir lui serrer la main entre Arnay-le-Duc et Saulieu ; Marie-Rose, la révolutionnaire aux cheveux blancs de Melun ; Sandy, venue lui souhaiter bonne chance et qui a fini par lui avouer son secret : à 72 ans, elle vit dans sa voiture, sur le parking d'une piscine, et a juste assez d'argent pour manger et faire tourner le moteur quand il fait froid ; Violette, aide-soignante à domicile, absolument pas Gilet jaune, qui a décidé de marcher 40 bornes à ses côtés, et lui a confié en pleurs que, malgré son travail, elle n'a pas eu assez d'argent pour aller dire adieu à sa mère malade à l'hôpital avant son décès. Ou encore son amie motarde Tata, *« pas du tout Gilet jaune »* non plus, qui fait la pub de petites entreprises en semaine et est monitrice dans un club canin le week-end. Elle l'a chargé d'*« essayer de leur faire ouvrir les yeux pour qu'ils prennent conscience que les gens sont en mode survie et non plus en mode "je vis" »*. Il se promet aussi de parler de tous ceux dont il ne connaît pas le prénom, mais qui ont eu besoin de partager ce gigantesque cri de misère polymorphe : cette Gilet jaune qui parcourt 6 kilomètres à pied tous les matins pour se rendre à son travail, car elle n'a pas les moyens de faire le plein d'essence ; ce salarié de McDonald's qui gagnait tellement peu d'argent au début de sa carrière qu'il dormait sous un pont. Il pense enfin, en voyant les gendarmes qui veillent sur l'Élysée, aux policiers croisés sur la route, qui ont fait demi-tour et mis la sirène pour l'encourager, la main sur son épaule après un contrôle d'identité de pure façade : *« Vas-y mon gars, on est avec toi. » « Je savais que j'avais un message, mais je ne l'ai trouvé qu'en rencontrant les gens sur la route. »*

Matignon avant l'Élysée

Gépy observe le Palais. *« Je suis sur le cul de ce que je vois. Les uniformes, les dorures, la beauté des lieux. Mais ça m'a quand même plus surpris à Matignon qu'au palais de l'Élysée. »* Car en arrivant à Paris le 29 novembre, il a eu beau marcher au milieu de la chaussée, comme un messie fluo débarquant place de la Concorde tout en se filmant en direct sur Facebook, Gépy s'est fait refouler de l'Élysée. Il ne savait pas encore qu'Emmanuel Macron était à 11 000 bornes de là, en Argentine, pour le G20. Alors qu'il stationnait en vain, place Beauvau, à quelques mètres de là, encerclé par les policiers, son téléphone s'est néanmoins mis à sonner. *« Monsieur de Perglas, bonjour, hôtel Matignon, vous êtes attendu par le Premier ministre dans 40 minutes*[2]*. »* Gépy a répondu qu'il arrivait et a raccroché avant de se rendre compte qu'il ne savait pas du tout où trouver l'hôtel Matignon. Une recherche sur Google, calcul de l'itinéraire vers le 57, rue de Varenne sur Waze, et le voici en train de se filmer entrant dans Matignon. Il s'est étonné que son matériel de jardinier, ses bouteilles de gaz, cutter, couteau et scie, n'aient pas été scannés. Aucune fouille, rien. Il s'est dit qu'il avait bien fait d'enlever sa tronçonneuse d'élagueur, de peur qu'on la lui vole pendant son périple. Après avoir *« fait tous les métiers »* – plombier-chauffagiste, baroudeur, convoyeur de fond, vigile, commercial –, Gépy est élagueur acrobate. *« Ma spécialité, c'est de monter dans les arbres, je suis un singe. »*

Voici Édouard Philippe. *« Entrez. Qu'est-ce que vous voulez boire ? »* Les deux Perrier-tranche ont été les seuls témoins de ce tête-à-tête de 40 minutes. *« J'ai un message pour le président. Mais uniquement pour le président. Pas pour éviter une révolution qui se prépare en France – malheureusement, il y en aura une, j'espère le plus tard possible –, mais pour éviter que ça dégénère et qu'il y ait des milliers de morts, il faut que vous soyez avertis. »* Gépy lui a raconté ses rencontres sur la route. L'élu du Havre lui a répondu : *« Je ne suis que le Premier ministre. Je comprends tout ce que vous me dites, mais moi j'ai des menottes, je suis lié, ce n'est pas moi qui prend les décisions, c'est le président. »* Attentif mais impuissant, Édouard Philippe s'est engagé à transmettre le message au chef de l'État, à deux conditions : qu'il se réalimente et que le selfie qu'il

venait de prendre de leur poignée de main ne soit pas publié. Gépy a respecté les deux et est rentré chez lui, en Bourgogne.
Le lendemain, à 14 heures, la rencontre d'Édouard Philippe avec les Gilets jaunes a tourné au fiasco. Ils devaient être huit. Six ont boycotté, deux sont venus. L'un des deux, Jason Herbert, arrivé avec 30 minutes de retard, est reparti aussitôt en claquant la porte car Matignon a refusé de le laisser filmer l'échange en direct sur Facebook. Depuis Buenos Aires, Emmanuel Macron a répondu qu'il ne reculerait jamais.

Un pied dans la porte vitrée

Si Gépy monte les sept marches du perron de l'Élysée cinq jours plus tard, c'est grâce à Anne de Bayser, qui l'attend dans l'embrasure de la porte vitrée, entre les colonnes. La secrétaire générale adjointe de l'Élysée est une exception dans la bulle. Une des très rares femmes dans l'entourage le plus influent du chef de l'État. Et une des très rares personnes de gauche, à la fibre sociale. C'est elle qui a décroché son téléphone, samedi 1er décembre, quelques minutes avant le saccage de l'Arc de triomphe. Gépy a réceptionné son appel alors qu'il était sur le parking du Carrefour Market de Chagny et s'apprêtait à descendre de voiture pour s'acheter des petits pots, selon les instructions de son médecin.



Jean-Claude lui écrit sur Facebook :
« Ce mec soit, il a été marabouter ou droguer mais que lui a proposer macron une place

comme député européen ou autre chose camarade tu vas devoir longer les murs vu tes propos tu vas te faire luncher tu devrais avoir honte de tes propos vis avis des gens qui se mobilise tu es un vendu aller bon courage pour la suite soit prudent pour ta sante [sic] .»
Dam lui dit qu'il s'est fait *« empapaouter »*.
Pour Dany : *« Vous vous êtes fait retourner comme une crêpe. »* Quant à Sylvie :
« Désolée, mais j'ai l'impression que vous avez été bien manipulé. »

« – Allô ?
– M. de Perglas ? Bonjour, je suis Anne de Bayser. Je suis une collaboratrice du président de la République. Je vous appelle de sa part ; le Premier ministre lui a transmis votre témoignage et il a lu aussi vos articles dans la presse.
– Je suis touché.
– Lui-même était extrêmement touché et c'est pour ça qu'il m'a demandé de vous appeler. Comme vous le savez peut-être, il est en Argentine.
– Oui, bien sûr, je l'ai appris.
– C'est pour ça qu'il n'a pas pu vous recevoir, mais il a été extrêmement touché par votre témoignage et par la manière dont vous en avez fait part.
– Je vous remercie. Est-ce que vous pensez que je peux le rencontrer ou pas ?
– Si c'est votre souhait, je vais lui en faire part…
– C'est mon souhait. Ma démarche, elle sera tout autant pacifique et ce serait un honneur.
– Ce ne sera peut-être pas tout de suite. Mais en tout cas je vais lui en faire part et maintenant que j'ai vos coordonnées, du coup, je vous rappellerai. Mais il faut peut-être que vous vous reposiez un peu.
– Ça va très très bien, vous en faites pas, je vous assure. J'ai vu avec M. le Premier ministre, je me suis réalimenté dans la cour de Matignon : du sucre dans mon eau pour la première fois et je suis suivi par un médecin. Je mange pour l'instant que des petites bouillies. Mais je suis très touché par cet appel. C'était mon souhait, mais je ne pouvais pas prolonger ma grève de la faim parce qu'il ne me restait que quelques jours à vivre. Parce que je suis venu à pied. Donc en fin de compte, si c'est possible de rencontrer M. le président de la République en toute intimité, je serai honoré de lui

parler.
– Très bien. Je vais lui dire et je vous tiens au courant. Je ne veux pas m'engager pour lui, mais je sais qu'il sera très sensible à votre demande.
– Je comprends tout à fait et remerciez-le déjà de ce retour. Je suis touché.
– Bon, prenez soin de vous en tout cas. Et à bientôt.
– Merci beaucoup et bon courage à vous tous.
– Merci, au revoir Monsieur*. »*



Plus aucune nouvelle pendant quarante-huit heures. Lundi 3, Gépy a annoncé à Agnès, en larmes, qu'il repartait à Paris. Sans rendez-vous, il a rappelé *Le Journal de Saône-et-Loire* : « *J'ai un scoop, je monte à Paris. »* Trente minutes après la mise en ligne de l'article, deux chaînes d'info, LCI et France Info, le calaient en plateau pour le lendemain matin. Mais il a prévenu qu'il pouvait annuler en cas de *« rendez-vous très important »,* qu'il n'avait toujours pas. Ce qui ne l'a pas empêché de reprendre la route. Il est reparti en trombe en voiture et a effectué le même trajet que celui qu'il avait parcouru à pied, le ventre vide. Sur la route, il a envoyé un SMS à Anne de Bayser pour lui indiquer qu'il quittait sa Bourgogne et qu'il était disponible le lendemain – pas le matin, car il devait passer sur LCI et

France Info –, mais que si le président préférait le voir le matin, il était prêt à tout annuler pour le rencontrer. Puis nouveau SMS à 18 heures pour la prévenir qu'il était bien arrivé et attendait son appel. Sa technique du pied dans la porte en jouant la pression médiatique s'est avérée payante. À 23 h 26, son téléphone a vibré. Anne de Bayser lui a écrit : *« Le président vous recevra demain à 11 heures. »*



photo © Gépy

Gépy demande l'autorisation de rester un peu dans la cour de Matignon pour appeler sa mère, sa femme et ses enfants, puis Bernard, son docteur, qui lui recommande de ne pas remanger trop vite, de commencer par une seule cuillerée de soupe avant de manger uniquement des petits pots pour bébé et, en attendant, de mettre du sucre dans son eau. Gépy remet son béret noir, s'assoit derrière son volant, plie en deux un emballage en carton orange, dépose une longue ligne de sucre dans la rainure qu'il fait précautionneusement glisser dans sa bouteille de Cristaline. Puis il quitte Matignon.

À gauche, Anne de Bayser à l'Élysée, le 24 juin 2020.

Sous les ors de la République

Le voici dans le vestibule d'honneur. Il fait face à la sculpture commandée par François Mitterrand à Arman pour le bicentenaire de la Révolution française. Ces 200 drapeaux de marbre et de bronze le font culpabiliser : *« J'ai dit des choses qui sont pas belles du tout, qui ont fait mal à ma famille. J'ai dit que j'aimais plus la France que ma femme et mes enfants. Pourtant, je le redirai s'il*

fallait. » Gépy est invité à se diriger vers la salle des fêtes et passe entre deux tableaux prêtés par le Centre Pompidou. Il traverse le salon dit des tapisseries, puis patiente dans celui des aides de camp. Il observe ce décor des années 1720. Au plafond, un lustre à 36 lumières en bronze doré et cristaux de Bohême. Aux murs, des boiseries finement sculptées. La cheminée est une copie de celle de la chambre à coucher de Louis XIV, au château de Versailles. Sur son manteau, une pendule à cadran tournant dite pendule du bélier, qui a longtemps séjourné dans le bureau de Valéry Giscard d'Estaing. Au-dessus des portes, Napoléon III a fait une commande (en 1859) au peintre Charles Landelle. Une allégorie des quatre éléments que fixe Gépy : l'eau, il n'a bu que ça pendant dix jours pour arriver ici, au point de refuser les cafés, car il avait l'impression de tricher ; la terre, il l'a longuement foulée sur les routes, pendant ses 330 bornes de marche ; le feu lui fait penser à la fin de sa nuit : après avoir fait valider par ses intimes le message qu'il a écrit au président, Gépy s'est couché, puis relevé d'un bond à 5 heures pour rédiger un second message dans lequel il y *« va vraiment »* contre Emmanuel Macron en lui intimant l'ordre de *« céder sa place au plus vite »* s'il ne tient pas parole. Mais à l'aube, ses amis lui prédisent qu'il va se faire lyncher s'il est aussi violent et lui conseillent fermement de l'oublier. Gépy le déchire donc, puis le brûle dans un saladier en métal. Quant à l'allégorie de l'air, elle lui rappelle son hymne de marche, une chanson de Noir Désir, qui dit : *« le vent l'emportera »*. *« Sauf que là, c'est "le peuple m'emportera, le peuple remportera" »*, veut croire Gépy. Il lève toujours les yeux et remarque que comme il y a six doubles portes à décorer, les quatre éléments ne suffisent pas. La guerre et la paix sont également représentées, figurées par des chérubins. *« Les Gilets jaunes aimeraient un méchant représentant qui tape avec un bâton sur les doigts en restant gentil. Moi je ne peux pas, parce que je pense qu'on peut y arriver sans la violence. Il y en a déjà assez eu. Si j'avais voulu, j'aurais pu tuer le président, mais ce n'était pas l'objectif. Combien il y en a qui auraient voulu que je le fasse ? »*

Gépy observe attentivement l'endroit où on l'invite à s'asseoir, contre le mur. Un fauteuil style Louis XVI, recouvert d'une soie bleue à grands dessins tissés en relief. Ses pieds sont en bois doré et ses

supports d'accotoirs en doucine. Gépy dépose précautionneusement sa veste jaune sur le dossier mouluré. Le président ne le sait pas, mais elle est flambant neuve. Quand il a su qu'il allait vraiment au Palais, Gépy a regardé sa parka noircie par les feux de pneus des ronds-points des Gilets jaunes et a décidé qu'elle était trop sale pour les ors de la République. Alors il a demandé à un ami de Grenoble de lui envoyer une copie neuve de sa tenue iconique.



photo © Gépy

« Ça m'a fait bizarre de voir le président en vrai, parce qu'on le voit qu'à la télé. La première chose que je me suis dite, c'est qu'il était petit. » Gépy, qui fait dix petits centimètres de plus qu'Emmanuel Macron et a pour tout diplôme un CAP de plombier-chauffagiste, se sent riche de 200 ans d'expérience à force d'avoir parcouru le monde et rencontré des gens. Il toise l'énarque et lui lance : *« Je suis heureux de vous voir face à face, comme ça je peux vous regarder dans les yeux et savoir à quoi vous pensez. »*

Dans les yeux de Macron

La porte s'ouvre. *« Sur les sites internet, on peut lire ce qu'ont dit ses conseillers à la presse, qu'il est juste passé, qu'il s'est arrêté*

pour me saluer. Non, c'est faux, j'avais un vrai rendez-vous avec lui. Il m'attendait. C'est important. » Emmanuel Macron entre, lui serre la main et commence par lui poser des questions dont il connaît déjà la réponse. Son travail. Son statut marital. Puis le président passe aux choses sérieuses. *« Si ce n'est pas trop indiscret, est-ce que je peux vous demander pour qui vous avez voté ? »* Blanc, aux deux tours. Mais Gépy croit fermement en la démocratie. *« Même si tu n'es pas d'accord avec ton chef, si c'est lui le chef, c'est ton chef. »* Emmanuel Macron tente de prendre la lettre que Gépy tient fermement entre ses doigts. Il refuse de la lui donner et préfère la lui lire. Les deux hommes s'assoient. Emmanuel Macron est sur le même fauteuil Louis XVI, mais le sien est posé sur le tapis de velours bleu, œuvre d'Étienne Hajdu intitulée *Le Grand Cercle*. Il lui propose à boire. Gépy demande un Perrier-tranche qu'on lui pose sur la table basse en érable et Inox, modèle Pianola. Gépy a réalisé lors de son entrevue avec Édouard Philippe que sa grève de la faim avait développé son palais. Il fait désormais la différence entre un Perrier et une Badoit. Mais avec Emmanuel Macron, il ne boit rien. Il est trop concentré. Il cherche ses lunettes, jaune fluo elles aussi, et se lance lentement dans la lecture à voix haute, en s'appliquant à respecter la ponctuation de son message de trois pages au cours duquel il apostrophe douze fois *« Monsieur le président »*. Une forme de prière. Comme le chantait Balavoine, c'est un *« SOS écrit avec de l'air »* pour dire qu'il se sent seul. *« Nous avons besoin d'amour aujourd'hui, nous avons besoin d'être aimés. »* Gépy l'observe du coin de l'œil. Il est persuadé de voir perler dans celui du président, le gauche, une demi-larme. Il replie les trois feuillets et enchaîne avec la liste de ses nombreuses rencontres. *« Tout ce que j'ai vu, lui, il l'a pas vu. Il en a peut-être entendu parler. Mais moi, par ma parole, je voulais lui exprimer tellement fortement ce que j'avais à lui dire que je voulais le blesser. Blesser son cœur. Au fond de lui. Intimement. »* Enfin, Gépy remet la lettre au président avant de condamner fermement les violences et le saccage de l'Arc de triomphe : *« C'est horrible ce qui se passe. »* Emmanuel Macron déroule à son tour. Il lui annonce que l'augmentation de l'électricité et du gaz est *« oubliée pour l'instant »*, qu'il va faire un *« effort »* sur toutes les augmentations et, surtout, il lui révèle l'annulation de la

taxe sur le pétrole. En insistant bien sur le verbe *« annuler »*, alors que, le soir même, à la télévision, son Premier ministre n'évoquera qu'un simple report de six mois. Contrairement à la fermeté affichée à Buenos Aires, Emmanuel Macron recule.
Gépy en a assez entendu. Fait rarissime à l'Élysée, c'est lui qui met fin à l'entretien. *« Monsieur le président, je vais vous laisser car je crois que vous avez du travail et je crois qu'il faut vous y mettre tout de suite. »* Il se lève et… lui fait la bise. *« C'est pas un ennemi. »* Anne de Bayser les prend en photo avec le téléphone de Gépy. Gépy s'en va, avant de faire demi-tour pour demander l'autorisation de rendre publique sur son Facebook la lettre qu'il vient de lui lire et en parler aux médias. *« Il m'a répondu : "Monsieur de Perglas, vous faites ce que vous voulez, je sais que ce que vous ferez sera bien et je vous fais entièrement confiance." Mot pour mot. »*



photo © Gépy

Anne de Bayser le raccompagne sur le perron. Gépy sort par la grande porte : sa parka jaune traverse à nouveau la cour de

l'Élysée. Comme à l'aller, David le policier lui demande de ne pas aller voir les journalistes en duplex place Beauvau. Puis le téléphone n'arrête plus de sonner. Dont des numéros en Suisse et au Japon. On sait qu'on est dans une bulle au bruit qui vous assaille quand on en sort.

Une goutte qui n'a pas fait déborder le vase

Trois ans plus tard, l'ancien élu sans étiquette de Cheilly-Lès-Maranges nous reçoit dans son salon et nous présente Agnès, son épouse, puis Rebecca, sa Harley-Davidson rutilante. Sous la table de séjour en verre, l'œil est attiré par un autre reflet, sur la couverture rouge du livre *La parole est un sport de combat* de Bertrand Périer. Dans ce salon, aucune trace de sa rencontre avec Macron. Il a uniquement offert la photo souvenir à chacun de ses trois fils comme cadeau de Noël. Et, à en croire les parents, ils sont *« vachement fiers »*.

Ses amis sont fiers aussi, même si son ami Tata est amère : *« Je pense que Macron est totalement dans sa bulle. Il l'a reçu pour que tout le monde se dise que c'est un mec bien, qu'il l'a écouté. Moi ça me fait encore plus redescendre et m'écarter de la politique, parce que je vois que de toute façon on avancera sur rien. »* David, son attaché de presse-chauffeur-conseiller, aurait aimé aller plus fort et plus loin, jusqu'en Belgique. Mais il n'a pas réussi à convaincre son ami de poursuivre sa grève de la faim jusqu'à Bruxelles. *« Je ne pense pas que ça ait servi à quelque chose,* poursuit David. *Politiquement et médiatiquement, ils ont su utiliser les très fortes divisions au sein des Gilets jaunes. »*

Car Gépy a reçu des menaces. De la part notamment de Jean-Claude, qui lui écrit sur Facebook qu'il va devoir longer les murs s'il ne veut pas se faire lyncher et qu'il s'est fait manipuler, comme le lui écriront aussi Dam, Dany et Sylvie. Gépy est embêté : *« Par rapport à ce qu'ils ont vu de cette rencontre, peut-être que moi qui étais à l'intérieur, je ne le voyais pas de la même façon. Eux qui n'ont pas été sur place, ils ne peuvent pas voir. C'est vrai que je n'ai peut-être pas pesé mes mots, je n'étais peut-être pas moi-même. Je ne sais pas. À ce moment-là, je me suis rendu compte qu'il fallait faire attention à ce que je disais. »* Tout part de son interview sur le

plateau de France Info, le lendemain de sa rencontre avec le président. Gépy est alors persuadé que cette rencontre va tout changer et dit à la télé : *« J'ai trouvé l'homme extraordinaire, attentionné, j'ai trouvé qu'il m'écoutait. Et qu'il m'écoutait avec son cœur, ce que j'avais besoin de voir. Maintenant, il va réagir. Le président va faire le nécessaire. M. le président n'a pas bouleversé mon comportement, c'est moi, je pense, qui ai bouleversé le comportement de M. le président de la République. »* David, en plateau, hors champ, attire son regard pendant l'interview et, derrière la caméra, tape du poing dans la paume de son autre main. *« Rentre-lui dedans, rentre-lui dedans ! »* Gépy n'en *« voit pas la nécessité »*. Mais face aux insultes immédiates des Gilets jaunes, il enregistre une autre vidéo. *« Il m'a dit qu'il allait faire le nécessaire et qu'il allait descendre dans la rue pour s'adresser au citoyen français. Maintenant j'attends qu'il le fasse. »* Et sur CNews, il se fait plus dur : *« S'il ne sait pas faire, qu'il laisse la place à quelqu'un d'autre. »*

Cette expérience a rendu Gépy un peu complotiste – *« Le président n'est qu'une marionnette. Il est dirigé par d'autres personnes. C'est pas lui qui tient les rênes, c'est ceux qui ont de l'argent qui sont au pouvoir »* – et légèrement paranoïaque – *« J'ai dit lors d'un conseil de famille que ma vie était en danger, parce que si j'allais plus loin, on allait vouloir me faire taire*. *»* Ses ennemis se moquent de son message qu'ils jugent vague et à tendance messianique. Ils lui reprochent d'avoir accepté de jouer le rôle, utile pour le pouvoir, du plus gentil des Gilets jaunes. Est-il un Bisounours ? *« Oui »*, répond sa femme. N'est-t-il pas un peu mégalo ? Lui s'en défend. Agnès sourit : *« Un petit peu, quand même. »* Comme quand il se prend pour Gandhi. *« Oui, j'ai pensé à Gandhi, car après plusieurs jours de grève de la faim, je voyais les choses différemment. Une super lucidité. J'arrivais à deviner les pensées des gens »* D'ailleurs, le 13 décembre 2018, à 2 heures du matin, il envoie un mail au bureau du Tibet à Paris. Objet : Demande urgente d'entretien. Quatre jours plus tard, Namgyal Samdup, le responsable du bureau, lui répond laconiquement que *« Sa Sainteté le Dalaï-Lama ne reste pas en France »*. Au moins, il a répondu. Contrairement à Barack Obama, qu'il a également essayé de joindre. Et à Anne de Bayser, à qui il

propose, dans une salve de messages, de revenir à l'Élysée, d'organiser des réunions, de trouver des solutions. *« Avec le peu que je suis, je peux peut-être aider à arranger quelque chose quelque part. Mais bien sûr ils n'ont pas accepté mon aide. Parce que je suis rien pour eux. »* Plus aucune réponse de personne. La bulle le *ghoste*. Mais Gépy se raccroche à sa certitude : *« Le président, ma lettre, il a dû la relire plein de fois. Je pense que même quand il ne sera plus président, il n'oubliera jamais ce moment-là. »* Il n'a qu'un regret : *« Je pensais être la goutte qui allait faire déborder le vase. Ça aurait pu. Mais ça n'a pas. »*



1 - En référence à la marque de chaussures dont les publicités vantaient la résistance dans les années 1980.
2- Par chance, la veille, une réunion stérile de François de Rugy, ministre de la Transition écologique, avec Éric Drouet et Priscillia Ludosky, a fait comprendre au pouvoir que ce mouvement n'avait aucun leader légitime pour parler au nom de tous. Et qu'il fallait en trouver un. D'urgence.



21 MARS 2021
Dans la bulle de Brigitte Macron depuis le 21 mars 2021
...

PATRICK PELLOUX

LES TROIS PRÉSIDENTS ET LES TROIS CATASTROPHES

« Catastrophe » est un nom féminin si universel que le grec ancien l'a transmis au latin et qu'il désigne un événement « qui cause […]des morts », selon le dictionnaire

Larousse ou « un malheur effroyable et brusque » pour *Le Petit Robert*. La canicule de 2003, l'attentat de *Charlie Hebdo* et le Covid-19 sont évidemment incomparables, mais ce sont trois catastrophes auxquelles a été confronté de bien trop près Patrick Pelloux. Sur les trois présidents qui ont dû les gérer, il n'en connaît qu'un personnellement, mais les deux autres ont beaucoup entendu parler de lui. Rencontre avec celui que la presse compare alternativement à Daniel Balavoine ou à George Clooney (tout comme le dit son amie Josiane Balasko). Un George Clooney traumatisé, qui aurait pris quelques kilos – « Dès que je souffre de stress post-traumatique, je prends du poids » –, au tutoiement aussi immédiat que la sympathie qu'il provoque, un Balavoine qui dit beaucoup *« si tu veux »* et qui, lui, veut beaucoup de choses.

Canicule de 2003 : quelqu'un aurait-il vu Jacques Chirac ?

Été 2003. La France est touchée par une vague européenne de canicule. Les records de températures estivales de 1947 et 1976 sont battus, avec plus de 35 °C dans les deux tiers des stations Météo France, et un record de 44 °C dans le Gard. Paris, elle, n'avait jamais connu de nuit aussi chaude que celle du 10 au 11 août où la température ne descend pas en dessous de 25,5 °C. Dans la capitale, elle dépasse les 39 °C en journée, avec neuf jours consécutifs à plus de 35 °C.

Pendant cette première quinzaine d'août où 14 800 personnes vont littéralement mourir de chaud en France, le président passe ses vacances au Québec et son Premier ministre en Haute-Savoie. Jacques Chirac ne daignera quitter les rives du lac Massawippi que le 19 août, après dix-sept jours de coupure ; Jean-Pierre Raffarin ne rentrera de Combloux que le 14 août, pour déclencher le « plan blanc ». Trop tard.

Été 2003. Le dimanche 10 août, la France découvre Patrick Pelloux. Le matin, dans *Le Parisien*, le chef des urgences de l'hôpital parisien Saint-Antoine se dit confronté à *« une véritable hécatombe »* : *« Les autorités sanitaires ne prennent pas la mesure de la gravité de la situation. Aucun recensement statistique, aucun mot d'ordre général, rien. Pourtant, des vieux meurent de chaud. »* Le soir, celui qui est

aussi le président de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (Amuhf) intervient dans le 20 heures de TF1, et restera comme le premier à avoir recensé – par fax ! – et annoncé un bilan de cinquante morts de chaud en quatre jours en Île-de-France. *« Et ils osent dire que ce sont des morts naturelles ! »*

Le lendemain, le ministre de la Santé répond sur la même chaîne, dans le même journal : *« Je ne pense pas du tout qu'il y ait eu une sous-estimation. Pour sous-estimer, il faut être averti, or cette canicule n'était pas prévisible. »* Jean-François Mattei se dit simplement *« préoccupé »*, assure qu'il *« n'existe pas d'engorgement massif des urgences »* et n'a que la création d'un numéro vert à annoncer. Mais il n'est pas en plateau. L'ancien député marseillais est, lui aussi, en vacances. Il allait enfiler un costume pour faire ce duplex depuis son jardin dans le Var, quand, après avoir obtenu le feu vert du Premier ministre pour s'exprimer, il a reçu le pire conseil de sa vie : un communicant de Matignon pense malin de rester en tenue estivale *« pour ne pas inquiéter les Français »*. Ces 4 minutes et 47 secondes en polo resteront dans les mémoires et lui vaudront de n'être pas reconduit dans le gouvernement suivant.

« Je peux vous dire que tout a été bien fait et quand il le fallait », assure le médecin à Carole Gaessler, cette fois-ci en costume et en plateau, à Paris, le 14 août, invité à s'exprimer après une intervention de Patrick Pelloux en duplex. Le ministre rend hommage aux urgentistes lanceurs d'alerte : *« Ils ont raison, ce sont eux les sentinelles de l'épidémie »* et calcule une *« fourchette extrêmement large de 1 500 à 3 000 morts. C'est une mortalité globale, qui englobe y compris les noyades »*. Mais en visite la veille à la Pitié-Salpêtrière, une infirmière a refusé de lui serrer la main : *« C'est une honte !… Il n'y a pas de glace pour glacer les malades. Et vous arrivez quinze jours après la bataille ? C'est un vrai scandale, monsieur le ministre ! »* Dix-sept ans plus tard, en mars 2020, Mattei se justifiera auprès du *Quotidien du médecin* : *« Quand la chaleur est arrivée, j'avais beau m'égosiller au téléphone pour obtenir des informations, les tutelles et administrations sanitaires ne me remontaient rien. »*

Jeudi 14 août. Patrick Pelloux est invité à Matignon. *« J'arrive en*

chemise hawaïenne, remonté comme un coucou. » L'officier de sécurité que le Premier ministre a fait s'asseoir juste en face de lui pour réserver sa place à la nouvelle coqueluche des médias, en retard, se lève à son arrivée. Au même moment, partout en France, les policiers forcent des serrures pour relever les corps de personnes mortes seules chez elles. Entre 300 et 500 victimes de la canicule n'ont aucun proche pour leur dire adieu et donner des consignes funéraires. Pas seulement les SDF. Ces dépouilles sont réparties entre l'Institut médico-légal de Paris, une dizaine de camions frigorifiques loués par le maire de la capitale, Bertrand Delanoë, et stationnés à Ivry-sur-Seine, et l'entrepôt frigorifique de Rungis transformé en morgue. Le préfet du Val-de-Marne prend la parole : *« Il n'y a déjà plus de place. Nous ne savons plus où mettre les cadavres à Rungis. Donc nous avons dû les mettre tête-bêche dans les frigos. »* Jean-Pierre Raffarin écarquille les yeux, les plonge dans ceux de Patrick Pelloux, puis se tourne vers le préfet : *« Vous arrêtez ça tout de suite. »* Pour la première fois depuis les attentats de 1995, le Premier ministre déclenche le « plan blanc », la réquisition des personnels soignants.

« Nous ne savons plus où mettre les cadavres à Rungis. »

Le docteur Frédéric Teissière de l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf) organise une conférence de presse : *« Si le plan blanc avait été déclenché avant, les conditions inacceptables dans lesquelles les personnes sont décédées auraient été évitées. »*
Et Jean-Pierre Raffarin repart en vacances. Le journal suisse *Le Temps* écrit, mardi 19 août : *« Arrivé le 2 août avec sa femme Anne-Marie, Jean-Pierre Raffarin a pourtant failli écourter son séjour. La stupeur qui s'est emparée d'une France découvrant que la canicule avait tué des milliers de personnes aura tout de même obligé le Premier ministre à interrompre ses vacances pendant deux journées. L'une pour présider à Paris une réunion avec les ministres*

concernés, l'autre pour faire la tournée de maisons de retraite et d'hôpitaux. Mais, malgré les critiques émanant de l'opposition, le chef du gouvernement a choisi de rester en Haute-Savoie jusqu'au 20 août, comme prévu[1]*. »*

Patrick Pelloux n'a jamais eu de conversation directe avec Jacques Chirac. *« Ils étaient vachement emmerdés au gouvernement, parce que le président n'était juste… pas là, et il est arrivé longtemps après alors que la canicule a tué au total plus de 20 000 personnes en France et 80 000 en Europe.. »* Le 21 août, un chef de l'État tout bronzé réapparaît au palais : *« Je viens de présider le conseil des ministres. Les membres du gouvernement concernés ont rendu compte des mesures prises sous l'autorité du Premier ministre face à la canicule exceptionnelle qui a frappé nos concitoyens et notre pays. Les drames humains qu'ont vécus les Français sont une épreuve que partage la nation tout entière. Tout sera fait pour remédier aux insuffisances que nous avons constatées dans notre organisation sanitaire. »* Le 3 septembre, il assiste à Thiais à la cérémonie d'inhumation de 57 victimes parisiennes dont les dépouilles n'ont pas été réclamées. Et le mot *« insuffisance »* devient *« défaillance »* lors de ses vœux, le 31 décembre suivant : *« Je n'oublie naturellement pas l'épreuve si douloureuse de la canicule, le formidable dévouement de toutes celles et de tous ceux qui se sont mobilisés, mais aussi les défaillances de nos systèmes de prévention et d'alerte qui ont conduit le gouvernement à engager les réformes indispensables. »*

Trois ans plus tard, après avoir retiré un jour férié – depuis 2005, le lundi de Pentecôte est un jour travaillé gratuit, destiné à financer le plan de solidarité aux personnes âgées –, face à une nouvelle canicule, il ne commet pas la même erreur et prend la parole à deux reprises, les 19 et le 26 juillet 2006 : *« Face à la persistance de la canicule dans plus de la moitié des départements, il faut plus que jamais être vigilants et mobilisés. »*



De son côté, huit mois après la canicule si mal gérée, Jean-François Mattei est exfiltré tout en douceur du gouvernement. Jacques Chirac lui obtient la présidence de la Croix-Rouge, qu'il occupera pendant huit ans.

Au début du quinquennat Sarkozy, Patrick Pelloux, lui, est violemment placardisé. Placardisé dans une ambulance. *« Il faut savoir que tu le paies toujours d'être lanceur d'alerte. J'ai été victime d'une chasse à l'homme. Et puis il faut reconnaître que je suis quand même trop grande gueule. »* Celui qui se sait ingérable et aimer parfois trop la lumière a fait son entrée dans le *Who's Who* en 2004, mais explique sur France 2 qu'il n'en a *« vraiment rien à foutre »*. Patrick Pelloux pense avoir provoqué la colère de la nouvelle ministre de la Santé, Roselyne Bachelot – *« j'avoue, je lui ai déclenché une grève la veille de Noël 2008 »* – et sent sur lui la jalousie des *« grands professeurs qui ne comprenaient pas pourquoi j'avais une telle aura populaire depuis la canicule. J'ai fait toutes les télés du monde entier. Je suis même passé dans le bêtisier de la*

BBC tellement je parle mal anglais ».

« Tu paies toujours d'être lanceur d'alerte. »

À la rentrée 2008, il est viré. L'urgentiste starisé passe de chef des urgences de l'hôpital Saint-Antoine à simple praticien hospitalier au Samu de Paris, sans aucune fonction. *« Ça a été un gros choc, mais je regrette pas, parce que cette canicule a conditionné toute ma vie et m'a permis d'entrer à* Charlie Hebdo*. »* Il est repéré en 2002, lors d'un passage à la télé, par Philippe Val qui l'embauche comme chroniqueur de la rubrique « Histoire d'urgences » du journal satirique.

Charlie Hebdo : « François, ils sont tous morts, il faut que tu viennes. »

Le dernier dimanche avant la présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy s'affiche avec Johnny (et Jean-Marie Bigard) à Bercy, Ségolène Royal avec Patrick Pelloux au Samu de Corbeil-Essonnes. *« Sauf que, comme toujours, l'impolitesse des socialistes me gave. Ils n'en avaient rien à foutre, en réalité. Ils voulaient juste mon image. Et donc, pour leur dire d'arrêter de me prendre pour un con, comme coup de pied de l'âne, j'ai dit publiquement que j'avais voté Bayrou au premier tour. »*

Cinq ans plus tard, le médecin urgentiste soutient François Hollande dès le premier tour. *« Je le considère comme un ami. »* Il le croise si souvent qu'il a du mal à dater leur première rencontre, *« peut-être en 1998 »*, quand le politique vient soutenir le médecin à l'hôpital Saint-Antoine. Un ami qu'il ne voit pas pendant les deux premières années de son quinquennat. Ce qui ne l'empêche pas d'écrire dans *Charlie*, *« Mon pote François »*, une tribune de défense du chef de l'État au moment de la sortie du livre de Valérie Trierweiler[2], où il certifie qu'*« à aucun moment il ne [lui] est apparu haïr les pauvres »*. Le texte est illustré par un dessin de Charb représentant François Hollande demandant au téléphone : *« Dis donc, Patrick, tu voudrais pas devenir première dame, des fois ? »*

Les deux hommes finissent par se croiser à l'été 2014, autour des préparatifs du feu d'artifice du 14 Juillet où Patrick Pelloux s'occupe avec le Samu des dispositifs de protection des rassemblements de foules. Le président formule un gentil reproche : *« Patrick, tu ne viens jamais me voir. Appelle mon secrétariat, je veux te voir. »* Rendez-vous est pris au Château en septembre, en compagnie de Bernard Maris, Cabu et Charb, pour évoquer les finances du journal *« dans une merde noire »*. Ils se quittent en riant.

« François, je le considère comme un ami, mais, contrairement à la légende, je n'ai pas son portable. La dernière fois que je l'ai vu, c'est à ma remise de Légion d'honneur », en juin 2015. Une décoration attribuée en avril 2014, bien avant *Charlie*. Au moment d'évoquer sa journée du 7 janvier 2015, sa mâchoire se crispe et son regard se vide. Quand il revient sur son arrivée dans la salle de rédaction, les mots de liaisons disparaissent. *« Sept ou huit cadavres ne saignent pas encore beaucoup. Il vient juste d'y avoir des trous. Brouillard dans la pièce. C'est une Kalach qui a tiré. Ça pue la chaleur. La poudre. Ça commence à sentir l'hémoglobine. Le fer. J'ai pas son portable. J'appelle le standard de l'Élysée. "Vous avez une drôle de voix." Le président rappelle. "Qu'est-ce qui se passe ? – François, ils sont tous morts, il faut que tu viennes. »* Il fixe son smartphone. *« Mon principal traumatisme, c'est le téléphone. Parce que toutes les mauvaises nouvelles arrivent avec. »*

Le surlendemain, l'Élysée le rappelle. On le fait passer par les souterrains du Palais. Un huissier lui dit d'attendre devant le salon doré. *« On me dit : "Le président va arriver, ne bougez pas." François ouvre juste la porte et il me dit : "On sait qui c'est, on sait où ils sont, on va les neutraliser." Il ferme la porte. Je repars. Il avait besoin de me le dire. J'avais besoin de l'entendre. »* Les frères Kouachi sont abattus le 9 janvier 2015 à Dammartin-en-Goële.

Le week-end suivant, 4 millions de Français descendent dans la rue et le monde entier (à l'exception de Barack Obama) se rend au chevet de Paris. Patrick Pelloux s'est mis un bandeau blanc autour du front, sur lequel on peut lire « Charlie » en lettres majuscules noires. Le président s'approche. Il serre la main de Luz. Tout à coup, en direct sur toutes les chaînes, un pigeon défèque sur l'épaule droite du chef de l'État : *« Je vois Luz et Catherine Meurisse qui rient*

discrètement, je vois la merde de pigeon et je me dis : "C'est pas possible, il va pas se faire prendre en photo avec cette fiente" Alors pour le protéger, je mets la main dessus, sur son épaule, pour masquer. Il croit que je lance une accolade, donc il m'attrape et me met la tête dans la merde de pigeon. Là j'ai pensé à Mitterrand et aux forces de l'esprit. »

Patrick Pelloux est *« l'homme qui a gardé sa candeur d'enfant passé 50 ans »*. C'est la formule de François Hollande quand il lui remet la décoration de chevalier de la Légion d'honneur, le 29 juin 2015, dans la salle des fêtes de l'Élysée. Devant Michel Drucker, (que Patrick Pelloux a fait venir incognito en immersion au Samu), deux ministres, la maire de Paris et les présidents du Conseil constitutionnel et de l'Assemblée nationale, tous venus pour lui, le chef de l'État ajoute, à la fois espiègle et compatissant : *« Dès qu'il y a une souffrance, vous voulez l'apaiser ; ça fait beaucoup de travail. »*

En mars 2015, il fait partie de la délégation officielle qui se rend sur les lieux de l'attaque terroriste du musée du Bardo, à Tunis. Dans l'avion pour Cuba, en mai suivant, Hollande lui confie qu'il en veut toujours à Barack Obama d'avoir lâché la France au moment où elle voulait bombarder Bachar al-Assad, en août 2013, et qu'il n'arrive pas à le convaincre de mener la guerre contre Daech : *« Il tournait en boucle sur ce truc, et il a été visionnaire en disant qu'on aurait des gros problèmes en Syrie. »* Dans les tout derniers jours du quinquennat du président socialiste, Patrick Pelloux sera dans l'ultime carré de fidèles, aux côtés notamment de Catherine Deneuve et de Benjamin Biolay, à dire *« Stop au Hollande bashing*[3] *»*.

Covid : un Macron peut en cacher une autre

Mardi 25 avril 2017, trois jours après le premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen est au marché de gros de Rungis le matin, et l'équipe d'Emmanuel Macron tweete une courte vidéo le soir : *« Avec @PatrickPelloux : "Il faut distribuer les moyens médicaux sur le territoire pour mieux organiser le suivi des patients." »* L'urgentiste lui explique combien il est délicat de faire monter dans les ambulances des malades en chaise roulante. Le

candidat, visage fermé, écoute. C'est sa conseillère Barbara Frugier qui a organisé la rencontre à l'hôpital de Garches, dans les Hauts-de-Seine. *« Je n'ai jamais eu d'entretien avec Emmanuel Macron, jamais travaillé avec lui, ni avec ses services. J'y suis allé pour l'accès au soin des handicapés. Et contre Marine Le Pen, par réflexe républicain. Et je me suis fait dépouiller par les gens de gauche qui me l'ont reproché. »*



Décembre 2019. Son voisin reçoit un ami chinois malade, dont les symptômes l'intriguent. Mais il n'y prête pas plus d'attention. Rétrospectivement, il y voit la preuve que le virus du Covid-19 est arrivé *« très tôt, très sûrement et crescendo »*. Il pense également que le péché originel du système de santé français est de ne pas être préparé à ce type de catastrophe. *« Avant le Covid, les*

urgences et les hôpitaux n'étaient concentrés que sur le risque d'attentat. On l'a tous été. Moi à deux reprises, car j'étais à la régulation du Samu le soir du 13 novembre 2015, mais on a complètement oublié de faire attention à une pandémie. »
Ses collègues des urgences commencent à donner l'alerte. Puis l'est de la France. Son standard explose au cours de la deuxième quinzaine de février 2020. Il reçoit en général 2 000 appels par jour. Un soir, il monte à 8 000. Et le plus impressionnant est l'absence de toute sonnerie : le téléphone n'a pas le temps de sonner entre deux appels. Raccrocher déclenche instantanément la communication avec un patient en attente.
Le 15 mars, peu avant 23 heures, il poste sur Instagram la photo du compteur affichant le nombre d'appels reçus ce jour-là : 10 775. *#dujamaisvu #plusdedixmilleappels #folie #coronavirus #samu #toujourslatoujoursprets #aphp*. L'urgentiste envoie aussi un SMS à son « ami » futur Premier ministre, alors chargé de coordonner les stratégies de sortie progressive du confinement : *« Avec le bol que tu as, les volcans d'Auvergne vont entrer en éruption. »* Patrick Pelloux connaît Jean Castex depuis quinze ans, époque de ses fonctions à la Direction des hôpitaux et de l'organisation des soins (DHOS). En 2008, ce dernier, alors directeur de cabinet de Xavier Bertrand, avait pris sa défense active contre la nouvelle ministre de la Santé, Roselyne Bachelot .
Le mercredi 6 janvier 2021, à 16 h 30, il est invité à Matignon pour un tête-à-tête d'un peu moins de deux heures. Jean Castex lui consacrera trois entrevues et trois tweets, et a salué, le 29 juillet 2020, *« une voix forte et une parole libre dont je sais la valeur et j'apprécie la sincérité »*. Mais que se cache-t-il derrière cette formule diplomatique ? *« Pour lui, je suis un baromètre »*, sous-titre Patrick Pelloux. Un baromètre grande gueule qui estime que la pénurie de masques est due à une perte de la souveraineté du pays, un baromètre qui lutte contre le lobby de l'industrie pharmaceutique et redoute de *« possibles guerres entre pays pour se procurer ces doses de vaccin »*. Un baromètre qui s'enthousiasme tout en s'inquiétant : *« Les vaccins à ARN messager vont probablement permettre la mise au point des premiers vaccins contre les cancers. Vous imaginez le business pour le lobby pharmaceutique ?! »* Un

baromètre qui ne trouve pas de mots assez durs contre le Conseil scientifique et son président, *« Jean-François Delfraissy, qui fait cet aparté au mois de juin en disant qu'on pourrait diriger la France juste avec des comités d'experts. Ah ben oui, ça s'appelle une dictature »*, ni contre le *« Monsieur Vaccin »* du gouvernement : *« Alain Fischer ne comprend plus rien. Il est très très bon avec son microscope et ses éprouvettes, mais en termes de vaccin, il le dit lui-même, il est totalement liquéfié. Il fallait pas le mettre à ce poste. »* Et enfin : *« Santé publique France, cet organisme censé regrouper les institutions après la canicule de 2003 – on y revient – et qui n'est qu'une énorme usine à gaz »* ; *« ce truc absolument épouvantable d'annoncer les morts tous les jours, c'est une connerie sans nom »*. Et il indique que sa conversation avec le Premier ministre a dépassé le thème de la santé pour aborder aussi la laïcité et le pacte républicain. Le ministre de la Santé Olivier Véran lui confie une mission sur la radicalisation et la prévention dans les hôpitaux. La voix du soignant qui a beaucoup trop vu la mort tremble quand il en parle : *« L'objectif de l'islam politique est de se fixer sur le système sanitaire et social. Je mène ce combat pour mes amis assassinés. »*

« Ce truc absolument épouvantable d'annoncer les morts tous les jours, c'est une connerie sans nom. »

Comme la plupart des médecins et des journalistes, Patrick Pelloux a dit des bêtises sur le Covid en assurant notamment qu'il *« ne voyait pas arriver »* de seconde vague. *« Je me suis planté sur la durée, j'étais convaincu qu'après la première vague il y aurait une immunité collective et que ça allait passer. Maintenant j'ai compris qu'avec ces putains de mutants il va falloir prévoir différents vaccins et que ça va prendre des années. »*
Vendredi 15 mai 2020, Emmanuel Macron visite une seconde fois l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Le même hôpital que Jean-François Mattei, après la canicule, et le même accueil. *« On est désespérés, on ne croit plus en vous »*, lui lance une infirmière. Une autre ajoute :

« On veut du flouze, du pèze, de la fraîche, on veut de l'argent. C'est pas 300 euros qu'il faut, c'est bien plus pour garder notre personnel. En réanimation, les deux tiers des effectifs partent. » Patrick Pelloux regarde Emmanuel Macron à la télé. Il est sensible à l'adresse aux Français du 12 mars et son appel à *« faire nation »*. Mais quatre jours plus tard, il n'aime pas du tout son *« Nous sommes en guerre »* : *« Ce côté guerrier n'est vraiment pas approprié, mais on décide, avec l'Amuf, de ne pas critiquer, d'être plutôt bienveillants et de faire unité. »* Ironie de son histoire tourmentée, il est appelé en renfort au service réanimation de l'hôpital Saint-Antoine, dont il avait été chassé comme un malpropre, en septembre 2008, pour être placardisé au standard et dans une ambulance comme simple praticien hospitalier du Samu de Paris.

Le 21 mars 2020, son ami Christian Guémy alias l'artiste urbain C215, met en vente les tirages de son œuvre *L'Amour au temps du coronavirus* au profit de la Fondation des Hôpitaux. Patrick Pelloux finit sa visite en réanimation et publie sur Instagram une photo de ce pochoir d'un couple qui s'embrasse avec des masques de chirurgien. Son téléphone sonne. C'est la présidente de la Fondation. Brigitte Macron. Elle l'interroge : *« Est-ce que je peux vous soutenir à travers la Fondation ? Que peut-on donner pour aider le personnel ? »* Patrick Pelloux détaille son manque de blouses et de gants. Il l'avertit aussi d'un conflit complexe entre les réanimateurs médicaux et les anesthésistes. Avant de raccrocher, elle lui lance : *« Tenez-moi au courant de ce qu'on peut faire. »* Le contact est établi. Elle l'appelle après certaines de ses interventions médiatiques, l'encourage, le flatte : *« C'est vraiment bien ce que vous avez dit. »*

De son côté, Patrick Pelloux devient son lanceur d'alerte de poche. Il plaide auprès d'elle dès janvier pour la nomination d'un médecin militaire à la tête de la vaccination, se lamente mi-mars de la suspension du vaccin AstraZeneca, pointe un risque de ségrégation sociale si on ne prend pas soin des personnes confinées les plus pauvres, argumente, sans être écouté, pour un déconfinement plus rapide. Il lui raconte aussi qu'il faut 10 secondes pour vacciner un patient mais 10 minutes pour remplir le formulaire informatique qui va avec ; dont une case qui le rend fou : après avoir coché le sexe,

homme ou femme, la machine demande systématiquement si l'homme est enceinte. *« Non mais tu t'arraches la tête ! Du coup, moi, tous les hommes que j'ai vaccinés sont enceintes. »*
Après une série d'appels, Patrick Pelloux passe aux SMS. Le premier date du 13 mai 2020, à 10 h 43. *« Chère Madame, quand serait-il possible de vous parler pour vous présenter notre projet de colloque international sur la pandémie ? Veuillez agréer l'expression de mes salutations respectueuses. PP. »* Elle lui répond quatre minutes plus tard et le rappelle. Le 4 mars 2021, il lit sur internet qu'Emmanuel Macron a lancé la veille, en conseil de défense sanitaire : *« Vous êtes gentils, mais tant que vous avez des vaccins dans les frigos, je ne reconfinerai pas les gens. »* À 10 h 32, Patrick Pelloux rédige un message à son épouse : *« Chère Madame, la vaccination sur le terrain est catastrophique, elle n'est pas du tout à la hauteur des objectifs du président. Le corps médical a engendré une véritable prohibition ridicule et décevante pour le pays. Les doses sont dans les congélateurs et il ne se passe presque rien pendant que les États-Unis auront vacciné 200 millions de personnes fin mai. C'est désespérant. Avec mes salutations les plus distinguées. »* Elle répond à 10 h 34 : *« Je vous appelle tout à l'heure. » « Merci, chère Madame. » « Brigitte Macron est vraiment ultrabienveillante avec moi. Elle est d'une intelligence… tu sens que ça mouline là-dedans. Elle écoute tout, mais ne prend pas parti, et je ne sais pas ce qu'elle fait de mes infos. Je ne demande rien. » « Merci pour ces échanges si importants »*, insiste la Première Dame lors d'une fugace rencontre le 10 juin 2021, au palais des Congrès de Paris, à la fin du colloque de la Société de réanimation de la langue française. Mais, quand Emmanuel Macron reçoit quatre urgentistes à l'Élysée, le 2 novembre 2020, Patrick Pelloux n'est pas invité. *« C'est pas grave, je ne suis pas à ça près »*, fait-il mine de se contenter. De toute façon, Brigitte Macron va le rappeler.



1 - Nicolas Merckling, « En y passant ses vacances, Jean-Pierre Raffarin débarrasse Combloux de l'ombre de Megève », *Le Temps*, 19 août 2003.
2 - *Merci pour ce moment*, Paris, Les Arènes 2014.
3 - Tribune publiée dans *Le Journal du dimanche* du 19 novembre 2016.



« Je me sens comme l'un des rouages de la démocratie, qui a pour mission de toujours poser des questions qui comptent. J'y mets une grande charge de devoir. Il faut arriver à être bon. Je vis des moments uniques, imprévisibles, que j'ai la chance de raconter. Ce ne sont pas – sauf exceptions – des moments qui changent le monde, mais ils restent. Le problème c'est que, très souvent, on voit uniquement ce qu'on nous laisse voir. »

14 MAI 2017
Dans la bulle Macron depuis le 14 mai 2017

LAURENCE BENHAMOU
LA SENTINELLE

LERTE. *« Emmanuel Macron officiellement investi président de la*

A *République. »* Le 14 mai 2017 à 11 heures, 21 minutes et 55 secondes, Laurence Benhamou prend ses fonctions à l'Élysée et rédige sa première alerte[1] du quinquennat. Depuis, elle en a signé pas moins de 339, ainsi que 4 241 dépêches sur le chef de l'État. En quatre ans, presque trois par jour. Laurence Benhamou est la journaliste la plus méconnue, mais la plus influente de l'Élysée. La moins citée, mais la plus copiée-collée de France. Sa vie professionnelle est le feuilleton le plus contemporain, le plus concret et le plus franco-français du bras de fer millénaire entre pouvoir et contre-pouvoir. En sauvant la salle de presse qu'Emmanuel Macron voulait expulser, en témoignant méticuleusement de tous ses faits et gestes – quoi qu'il lui en coûte en termes de conflits avec les communicants successifs de sa bulle –, en partageant en temps réel l'intégralité des nombreuses informations à sa disposition et en se remettant en permanence en question, Laurence Benhamou est devenue la sentinelle de la presse présidentielle. La gardienne d'une certaine vision du journalisme. Et elle accepte pour la première fois de raconter son expérience et sa vision du métier en s*lugs*, du nom de ces mots-clefs, entre crochets, inventés bien avant les hashtags pour permettre le classement des dépêches sur une même information. Avant son « Vis ma vie de reporter au Palais », avant son tuto-coulisses, commençons par ce qui est en général à la fin, le *background*, le dernier paragraphe de toutes les dépêches qui contextualise, rappelle les faits antérieurs et permet de prendre du recul.

[afp]

Notre sentinelle est un des sept agenciers (de l'AFP, Reuters, AP et Bloomberg) présents dans l'enceinte du palais de l'Élysée sans en être les employés ; elle n'est que l'une des 1 575 journalistes de l'AFP. L'Agence France-Presse à l'Élysée, c'est la rencontre de deux puissantes institutions très françaises mondialement connues. Depuis la place de la Bourse à Paris, l'AFP envoie ses textes dans 152 pays, et a des sièges continentaux à Washington pour l'Amérique du Nord, Hong Kong pour l'Asie, Montevideo pour l'Amérique latine et Nicosie pour le Moyen-Orient. L'Agence est

étroitement surveillée par le pouvoir : les ministères de l'Économie, des Affaires étrangères et de la Culture ont chacun un représentant à son conseil d'administration. L'AFP surveille étroitement le pouvoir : ses journalistes ont également un bureau permanent à Matignon, à l'Assemblée, au Sénat, au ministère de l'Intérieur et à la préfecture de police de Paris. Elle est l'école de la rigueur et de la neutralité. Ses textes sont épurés et ne sont signés que des initiales de leurs auteurs. Le travail y est toujours collectif. L'AFP est la colonne vertébrale de tous les journaux radio et télévisés qui peuvent se payer ce coûteux abonnement, la première source des sites d'info qui font la course pour reprendre quasi instantanément les dépêches en modifiant quelques mots (ce qu'on appelle « bâtonner les dépêches ») et envoyer des *push* des alertes de Laurence sur nos smartphones. Pour les politiques comme pour les journalistes, si c'est à l'AFP, c'est que c'est vrai. La « reprise AFP » est l'objectif de tous les élus et de tous les journalistes des autres rédactions qui veulent compter à l'échelle nationale. Laurence Benhamou est donc à un poste clef.

[parcours]

Cette quinquagénaire passionnée de jeux vidéo a un parcours à la fois très classique et très original de journaliste économique, volontairement égarée en politique. Arrivée au *desk* de l'AFP l'année de la réélection de François Mitterrand, en 1988, elle se fait remarquer l'année de l'élection de François Hollande, en 2012, avec un billet de blog hilarant sur un autre président, *« Ma correspondance torride avec Obama »*, dans lequel elle décrit et romance les mails groupés du président américain qu'elle a commencé à recevoir quand elle couvrait la crise des subprimes comme correspondante Finance et High-tech à New York en 2008. Elle a aussi dirigé la première cellule vidéo de l'AFP, tenu la rubrique Sciences et Technologies, et commencé en 1992 au service Agriculture, avec une leçon qu'elle a retenue toute sa vie.

[leçons]

Un mois avant de quitter le service, Laurence Benhamou est invitée à une exposition sur le lait à La Villette. Un agriculteur lui explique

alors, blasé, qu'on donne des farines animales à manger aux vaches. Cela l'étonne tellement qu'elle en parle à ses parents le soir même. Et puis… rien. L'erreur de sa vie. Quelques mois plus tard, la crise de la vache folle fait les gros titres et en mars 1996, l'Union européenne met en place un embargo total sur tous les bovins en provenance du Royaume-Uni. Le monde découvre une maladie mortelle issue des farines animales. Elle se jure de toujours écouter désormais sa petite voix intérieure. *« Je me suis sentie tellement conne que je me suis promis de ne plus jamais me dire "c'est comme ça" quand un truc m'étonne. »* Dès lors, elle cultive sa naïveté et muscle sa fraîcheur en lisant Bertolt Brecht et *L'Exception et la Règle* : *« Ce qui est usuel, soyez-en stupéfait. »* Ce qu'elle va appliquer partout jusqu'à la présidence de la République.
Seconde grande leçon apprise avant d'arriver à l'Élysée : ne jamais se laisser obnubiler par les chiffres. Chargée de couvrir le ministère de l'Économie à la fin de l'ère Chirac, elle ne s'intéresse qu'à la valse des milliards (de francs) du PIB et du chômage et pratique alors un journalisme à l'américaine se résumant à une expression utilisée à la fois dans les écoles de journalisme et dans les commissariats : *« Follow the money »*. *« Pendant très longtemps, ma seule priorité a été l'argent. Je m'aperçois avec le recul que je n'avais pas l'œil assez politique. »* Son regard change en deux temps. D'abord avec le choc de la photo du petit Aylan : *« J'ai beau chercher, je ne vois pas l'argent. »* La rédactrice ultrarationnelle est obligée d'admettre l'importance de l'image et de l'émotion dans la propagation de l'information. Mais c'est surtout *Charlie Hebdo* qui change sa vision du métier. En décembre 2014, elle couvre l'hebdomadaire satirique en tant que journaliste Médias de l'AFP : *« Je ne m'intéressais pas trop à la fatwa dont il faisait l'objet. J'écris sur ce journal de manière éco parce que je scanne ses finances et que je vois qu'il risque de fermer. On leur téléphone pour assister à une conf' de rédaction et on attend juste la date exacte pour la première quinzaine de janvier. »* Trop tard. Après l'attentat du 7 janvier 2015 qui décime la rédaction et la marche républicaine, *« j'ai vu comment un journal qui va mourir faute de lectorat change le monde. J'avais tort de ne m'intéresser qu'à l'argent ».* Elle décide de basculer en politique. Au début de l'été 2016, Laurence

Benhamou pose sa candidature en interne à l'AFP pour couvrir l'Élysée. Dans son service, comme dans la plupart des rédactions de France, Alain Juppé puis François Fillon sont alors les deux favoris. Elle mise sur le candidat En Marche, sous les rires de certains collègues. *« J'ai cru en la présidentialité de Macron comme en un joueur de tennis que tu trouves super bon aux premiers tours, ou comme en un type de* The Voice *qui chante super bien. »*

« J'ai cru en la présidentialité de Macron comme en un type de The Voice qui chante super bien. »

[campagne]

Quelques jours avant sa nomination au service politique, le 3 mars 2017, Laurence Benhamou s'arrange pour être dans le public de la matinale de RTL dont Emmanuel Macron est l'invité, après avoir, enfin, présenté son programme la veille. Aux premières notes du générique de fin de l'émission, elle se faufile vers le candidat. *« Bonjour, je m'appelle Laurence Benhamou, je suis journaliste à l'AFP et j'espère être nommée à l'Élysée. »* Face à elle pour la première fois, Emmanuel Macron la scanne, sort son plus grand sourire, son clin-d'œil-regard-intense et répond en deux mots : *« Moi aussi. » « C'était très chouette, je ne m'attendais pas du tout à quelqu'un d'aussi sympa. J'ai couvert bien des patrons qui ne faisaient pas ça. »* Un mois plus tard, elle assiste au meeting du 17 avril en écarquillant les yeux quand elle entend des militants scander très sérieusement : *« En même temps ! En même temps ! »*

[passation]

À l'Élysée, les agenciers AFP sont comme les présidents : ils se relaient. Laurence Benhamou arrive donc au Palais le 14 mai 2017, bientôt suivie de Jérôme Rivet qui explique : *« L'AFP envoie toujours des binômes. L'actualité est tellement dense qu'on doit être deux. Même si Laurence est capable de passer 12 heures consécutives au Salon de l'agriculture. »* Et ils commencent par observer le travail du

binôme sortant, Hervé Asquin et Sabine Wibaux. Hervé lui raconte sa relation directe avec François Hollande qu'il rencontre régulièrement dans son bureau. Parallèlement, elle découvre les innombrables rituels républicains directement hérités de la monarchie. La pompe et les dorures. Les meubles Ancien Régime et les tableaux d'art contemporain issus du mobilier national. Elle tente de comprendre le fonctionnement de ce lieu et analyse que celui-ci n'existe que par la parole d'un homme qui donne des ordres à tous, dont son Premier ministre de l'autre côté de la Seine, à Matignon. Des ordres que les intéressés apprennent souvent par la télévision ou par l'intermédiaire des dépêches qu'elle écrit. Sous ses yeux, le président *« devient un personnage. Mais cette distance le rend beaucoup plus froid. Il est bien meilleur dans l'impro. »*

[gao]

Le premier voyage officiel, juste après l'investiture, est aussi le premier coup de semonce pour la presse. Le 19 mai 2017, Emmanuel Macron doit s'envoler vers la base militaire de Gao, au Mali. Et pour la première fois, la présidence fait savoir que les journalistes qui couvrent l'Élysée ne sont pas les bienvenus. Sibeth Ndiaye, directrice de la communication, ordonne à chaque rédaction l'envoi de journalistes spécialisés Défense ou Diplomatie. Un bras de fer s'engage. Une polémique naît. Les macronistes finissent par renoncer. Laurence apprend à 17 heures qu'elle doit être dans l'avion à 21 heures, donc elle n'a pas le temps de se faire vacciner. Et elle découvre la compétition et l'égoïsme de certains de ses confrères. Pendant qu'elle discute avec des soldats, une journaliste d'un prestigieux quotidien national s'entretient avec des pilotes d'hélicoptères, mais refuse de lui répéter ce qui s'est dit. *« Je trouve ça scandaleux, elle ne joue pas le jeu et elle garde tout pour son papier. Face à la volonté de morceler de l'Élysée, il faut que nous coopérions pour conserver le sens de la totalité, parce que la seule manière d'analyser le quinquennat, c'est dans sa globalité. S'il nous manque des bouts, il peut y avoir des contradictions, des doubles discours et des incompréhensions. »* Puis, soudain, juste avant la conférence de presse conjointe des présidents français et maliens, Évelyne Richard, légendaire ange gardien de la presse pour tous les

voyages officiels depuis Pompidou, s'approche. *« Je suis désolée de t'interroger ainsi, mais ils m'ont demandé quelle allait être ta question. »* On lui explique alors que, selon l'usage, lors des conférences de presse communes à deux chefs d'État, les journalistes se coordonnent avant pour déterminer qui posera une question, sachant qu'il y a, en général, quatre questions en tout, avec en moyenne deux questions par pays. *« Je n'avais jamais entendu parler d'un truc pareil. Encore maintenant, je trouve sidérant d'avoir uniquement une ou deux questions par pays. »*

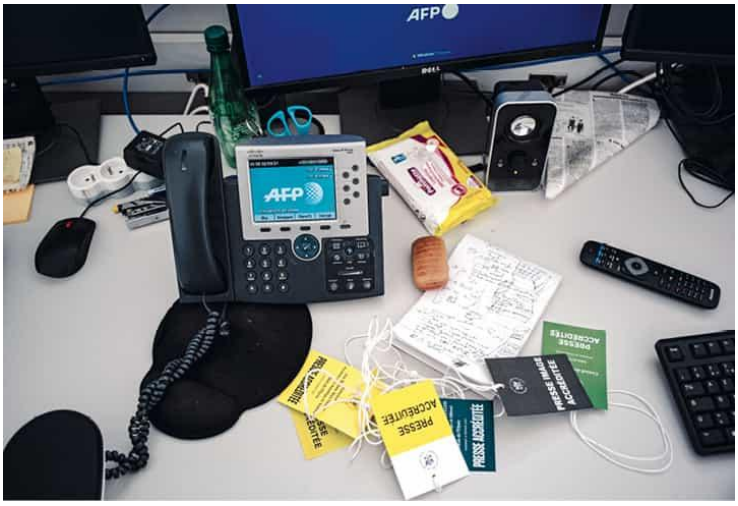
[Dangeau]

L'agencière globe-trotteuse se rend rapidement compte qu'elle pourra beaucoup observer, mais très peu interagir avec le président. *« Je comprends alors que ça va être très très dur de faire autrement que le journal de Dangeau[2] qui écrivait : "Le roi est à la chasse, le roi a dîné, le roi a joué au piquet." »* En quatre ans, elle n'a jamais eu une vraie conversation avec lui. Emmanuel Macron ne l'a jamais appelée, contrairement à François Hollande qui a notamment passé un coup de fil en personne à l'AFP pour annoncer sa séparation avec Valérie Trierweiler, le samedi 25 janvier 2014. *« Quand j'échange avec lui, je me sens toujours en mission officielle pour poser des questions d'actualité et je suis concentrée sur la retranscription de ses propos. Je n'ose pas bavarder. Chacun son rôle. Nous n'avons jamais eu de* small talk*, jamais eu de complicité. »* Elle observe qu'il se permet d'appeler par leurs prénoms certains journalistes qui ont couvert sa campagne, mais qu'il s'interdit toute véritable proximité avec la presse. Elle se sent intégrée dans une mécanique colossale, mais étonnamment exclue de toute relation personnelle. Et certains conseillers la snobent ouvertement. Pas Bruno Roger-Petit, ancien journaliste devenu conseiller Mémoire du président : *« Laurence Benhamou est une très bonne agencière, cultivée, que nous avons eu tort de regarder de haut au début. J'ai connu une époque où les journalistes accrédités étaient un appendice de la cour où chacun accompagnait le grand homme. Sous Mitterrand, le problème, c'était la révérence. Aujourd'hui les trois quarts des accrédités cherchent plutôt le moment de gloire où ils pourront punaiser le président sur leur*

tableau de chasse. Laurence Benhamou, elle, est sur la ligne du journalisme. Elle regarde le chef de l'État comme une bête politique qui la passionne, mais elle n'est ni dans la révérence, ni dans l'irrévérence. Elle est toujours dans la recherche de la compréhension. » Parmi ses confrères, Michel Rose, le premier correspondant de l'agence Reuters à écrire exclusivement en anglais, est amusé par sa voisine de bureau. Et admiratif : *« Laurence, c'est un peu le Columbo des journalistes de l'Élysée. Elle a l'air un peu maladroite. Elle est sous-estimée, et déboule parfois comme un cheveu sur la soupe dans les réceptions de l'Élysée, mais en fait rien ne lui échappe. Et à la fin, c'est elle qui a la clef de l'énigme. »*

En quatre ans, elle n'a jamais eu une vraie conversation avec lui.





« Mes lecteurs sont d'abord mes collègues. Je suis là pour les aider. Et je me dois d'être exhaustive car même quand ça n'a pas l'air d'être important, ça peut intéresser un média quelque part, donc tout est important. »

[légitimité]

Quand il est de bonne humeur, Emmanuel Macron apprécie la joute intellectuelle et tente de convaincre de la pertinence de son projet tous les êtres vivants autour de lui, badauds comme journalistes, enfants comme électeurs, ceux qui lui demandent un selfie comme ceux qui l'insultent. Mais quand il est de mauvaise humeur ou que les questions l'irritent, il pioche souvent dans sa bibliothèque de phrases toutes faites : *« Ce ne sont pas les journalistes qui m'intéressent, ce sont les Français »*, *« Vous ne vous intéressez pas à la vie des gens »* ou *« Les enfants, vous êtes dans votre bocal ».*
Le 26 juillet 2018, interrogé par l'AFP devant la mairie de Campan, dans les Hautes-Pyrénées, sur l'affaire Benalla qui fait les gros titres depuis une semaine, le président ne prend pas la mesure de l'émoi populaire que provoque l'affaire qui va empoisonner tout son quinquennat et répond dédaigneusement : *« Je crois que c'est une tempête dans un verre d'eau. Et pour beaucoup, c'est une tempête sous un crâne. » « Il donne le sentiment que nous ne sommes pas légitimes à poser des questions, et il le fait très souvent »*, déplore Laurence Benhamou.
Une fois, une seule fois sur des centaines d'échanges, elle tente de rompre la glace avec une blague liftée. Lors de la visite d'une usine

en difficulté fin 2018, elle lance une petite pique malicieuse loin des micros et des caméras pour engager la conversation sur un thème d'actualité avec l'homme souvent présenté comme le « président des riches » : *« Là, vous pouvez facilement dire que c'est bien d'avoir des riches parce qu'ils peuvent racheter l'usine ! »* Flop. Blanc. Gêne. Le clin d'œil a disparu. Le regard est toujours intense, mais de colère froide. Et Emmanuel Macron réplique, sachant qu'il parle à une reporter salariée : *« Vous, vous êtes riche. »* Cette cérébrale hypersensible en est mortifiée : *« Je me suis demandé pendant plusieurs semaines ce que j'aurais pu lui répondre. Il est impossible de dire "moins riche que vous" à un président de la République. Au fond, ce qui m'a beaucoup affectée, c'est l'énorme question de légitimité journalistique qui s'est posée à moi. Les riches ne pourraient-ils pas poser de questions sur les pauvres ? Les Blancs sur les Noirs ? Les hétéros sur les homos ? Tu ne peux donc pas écrire sur ce qui n'est pas toi ? »*

[surprises]

Pour bénéficier de cette exceptionnelle fenêtre sur cour (d'honneur), Laurence Benhamou respecte une triple règle : interdiction de quitter la salle de presse pour se balader dans le Palais, de rendre public ce qu'elle voit quand les grilles sont closes et que la cour est fermée à la presse, de donner les noms des visiteurs qui ne sont pas dans l'agenda officiel du président. Celui-ci pouvant faire entrer qui il veut par la grille du Coq, l'entrée la plus discrète de l'Élysée, avenue Gabriel, les règles sont limpides et respectées. Mais se trouver entre les murs du Palais permet tout de même quelques surprises, si on est à l'affût, comme elle, du moindre frémissement sur le perron.

Surprise anecdotique, le 28 mai 2018, quand elle est prévenue 30 minutes avant que le chef de l'État va rencontrer Mamadou Gassama, le Malien qui a escaladé quatre étages pour sauver un enfant de 4 ans suspendu au-dessus du vide. Elle est témoin de l'entrevue pendant laquelle Emmanuel Macron salue son héroïsme et lui propose une procédure de naturalisation exceptionnelle ainsi que l'intégration au service civique des sapeurs-pompiers.

Surprise historique, le 13 septembre 2018, quand elle aperçoit un convoi sur le point de partir et insiste pour monter à bord lorsqu'elle

apprend qu'il s'agit d'une visite à la famille de Maurice Audin, le militant communiste torturé et tué par la France lors de la guerre d'Algérie. Le président vient reconnaître la responsabilité de l'État et quand Josette Audin, sa veuve, lui lance devant ses deux enfants : *« Je voulais vous dire merci »*, il l'interrompt : *« Non, ce serait plutôt à moi de vous demander pardon. »* Laurence tapote frénétiquement sur son smartphone pour masquer son émotion.
Autre surprise également bouleversante, le 14 décembre, en pleine vague des Gilets jaunes, quand elle reçoit un appel d'une attachée de presse lui donnant 15 minutes pour être à l'Élysée. Elle fonce en scooter pour se jeter dans un convoi prêt au départ et se retrouve dans un avion pour Strasbourg, seule journaliste avec le chef de l'État quand les militaires expliquent à celui-ci la traque et la mort du terroriste de l'État islamique qui a tué cinq personnes et en a blessé onze autres sur le marché de Noël.

[expulsion]

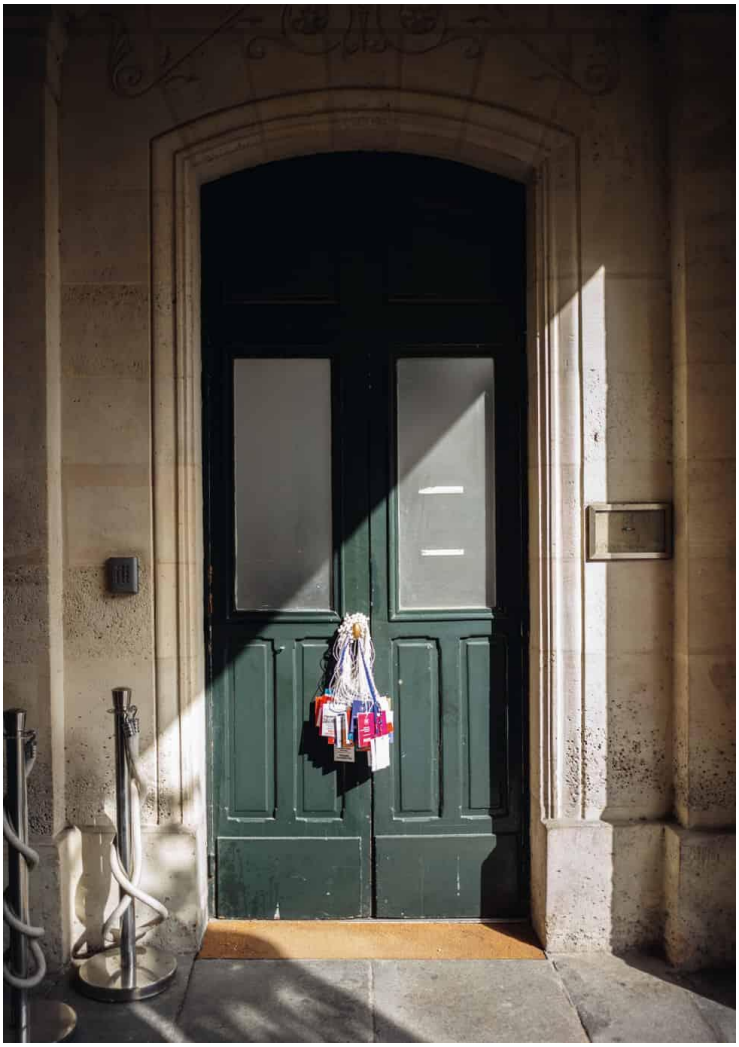
Emmanuel Macron passait régulièrement en salle de presse quand il était secrétaire général adjoint de l'Élysée. Une fois président, il n'en a pas seulement perdu le chemin, il a voulu la supprimer. Mais une guerre de tranchées par presse interposée s'engage alors. L'Élysée assure que c'est juste un petit déménagement, à côté, rue de l'Élysée, que la salle actuelle est trop exiguë, que ce déménagement s'inscrit dans le cadre d'une refonte globale du bâtiment. Les journalistes répondent que même Donald Trump, lui aussi tenté, n'a pas osé fermer la salle de presse de la Maison-Blanche, que le signal d'opacité est catastrophique, que si Marine Le Pen arrive au pouvoir, elle en profitera et qu'une nouvelle salle est de surcroît de l'argent public utilisé inutilement. Communiqué contre communiqué. Dialogue de sourds.
En réalité, comme il l'a confié à quelques proches, Emmanuel Macron a été échaudé par plusieurs précédents. Le 23 juillet 2012, François Hollande raccompagne sur le perron le roi du Bahreïn, Hamad ibn Isa al-Khalifa, régulièrement accusé de réprimer dans le sang toute contestation de son autorité. Une visite secrète dont la presse n'a pas été informée. Mais Nadège Puljak, la journaliste de l'AFP, prend une photo et la tweete. Le 7 janvier 2015, le jour de la

tuerie de *Charlie Hebdo*, une autre journaliste de l'AFP témoigne depuis la même salle de presse avoir vu un François Hollande « livide » foncer vers sa voiture, sans manteau malgré un froid de gueux. Emmanuel Macron ne veut pas être sous le regard permanent des agenciers.
Avec la discrétion et la détermination qui la caractérisent, Laurence Benhamou prend la tête de la fronde. Elle rencontre tous les conseillers qui pourront faire changer d'avis Emmanuel Macron, dont Jean-Marc Dumontet. C'est notamment grâce à Philippe Grangeon, son conseiller spécial, que le projet de suppression de la salle de presse de l'Élysée est officiellement abandonné, en juillet 2019, après plus de deux ans d'atermoiements. Le bureau est réduit de moitié, mais sauvé.

[pool]

À son arrivée, Laurence Benhamou découvre que toutes les rédactions reçoivent des mails comprenant l'étrange mot « pool ». *« Ils disent qu'ils vont prendre des gens par roulement. Au début, je ne réalise pas. »* Le concept de « pool » se construit en opposition au concept de « meute ». Une meute, attroupement quasiment animal de journalistes, se présente de loin comme un amas difforme de caméras, de perches, de micros et de carnets qui se regroupent compulsivement en cercle autour d'une femme ou d'un homme politique en piétinant tout sur son passage, même les poussettes. *« Ça paraît insupportable pour lui quand il veut discuter tranquillement, c'est parfaitement admissible. »* Dans un premier temps, elle trouve donc tout à fait « légitime et censé » l'argument avancé par l'Élysée de sélectionner pour chaque déplacement – souvent par tirage au sort – un ou plusieurs journalistes de chaque type de média (un reporter de presse écrite, un rédacteur télé, un autre de radio, un photographe, un rédacteur de la presse quotidienne régionale) pour ne pas avoir en permanence trop de micros et de caméras. Conséquence, même si son public ou ses lecteurs en ont rarement conscience, quand un reporter est envoyé couvrir un déplacement présidentiel, son boulot se résume souvent à attendre très longtemps, puis à être déminé par un chien renifleur avant de passer la plus grande partie de la journée bloqué dans une

salle de presse. Et son seul contact avec le chef de l'État sera l'écran qui retransmet en direct la pièce d'à côté. À part pour la sentinelle Laurence Benhamou, qui a le brassard magique, le brassard du pool qui lui permet d'être en (quasi)-permanence avec le chef de l'État.



Premier cas pratique, mercredi 31 mai 2017, lors de la cérémonie de changement du pavillon *MSC Meraviglia*, devant les chantiers STX de Saint-Nazaire. La grande majorité des journalistes sont bloqués sur le parking et, sans aucun accès, regardent la vidéo de 11 minutes postée sur la page Facebook d'Emmanuel Macron pour faire leur papier comme s'ils avaient eux-mêmes assisté à la visite des chantiers. Quand ses collègues lui racontent, Laurence

Benhamou découvre ce jour-là un nouveau continent éditorial : les notes de pool. *« Je ne savais pas ce que c'était. Mon métier change profondément ce jour-là. Mon rôle d'agencier est bouleversé. »* Et son tour vient le lundi 4 septembre 2017, à Forbach (Moselle), pour la rentrée scolaire. Elle rédige bien une dépêche à la fin de la visite mais auparavant, on lui demande d'envoyer au service de presse une série de mails relatant l'activité du chef de l'État avec le verbatim précis de ses déclarations et de celles de ses interlocuteurs. L'Élysée transfère ensuite ces mails à tous les journalistes accrédités à l'événement. Ce schéma est devenu la nouvelle norme.

[techniques]

C'est alors que Laurence Benhamou se rend compte que l'Élysée constitue un filtre à sa production. Elle décide donc d'utiliser les réseaux sociaux et crée sur WhatsApp une boucle en agrégeant 64 journalistes accrédités qui couvrent le plus fréquemment l'Élysée. Autre difficulté, elle entend mal ce que dit le président quand il est entouré d'un brouhaha permanent et qu'elle est éloignée physiquement de la bulle par le service d'ordre. Alors elle invente une technique en proposant à un des ingénieurs du son du pool radio de se brancher sur sa perche avec un mini-jack en forme de Y. La sentinelle entend tout.

Dernière idée, comme elle n'arrive pas à écrire aussi vite que parle Emmanuel Macron tout en marchant au milieu de la cohue indescriptible qui est son quotidien, elle se met à utiliser la fonction dictaphone de son téléphone. Voilà comment Laurence Benhamou va passer une partie du quinquennat tête baissée, yeux fermés, à se concentrer sur le son et à parler à son téléphone, en répétant, à quelques centimètres de lui, ce qu'elle entend des échanges du président. La scribe tout terrain devient ainsi le pilier des 145 groupes WhatsApp créés par l'Élysée pour partager les informations pratiques avec tous les journalistes accrédités à chacun des voyages officiels à l'étranger ou déplacements dans l'Hexagone. Elle est celle qui suit le chef de l'État du début à la fin, qui « scripte » tous les échanges, qui donne les noms et les fonctions des personnes qu'il rencontre, qui surligne les moments importants. Un

boulot ingrat mais indispensable : *« C'est ça la démocratie en marche. Il est élu avec ce pouvoir immense donc il faut raconter ce qu'il fait, ce qu'il dit. »*

« Il est élu avec ce pouvoir immense, donc il faut raconter ce qu'il fait, ce qu'il dit. »

[décharge]

Le 16 octobre 2020, il est 22 h 30 quand Emmanuel Macron sort du collège de Conflans-Sainte-Honorine, celui de Samuel Paty. Entouré des ministres de l'Intérieur et de l'Éducation, il se lance dans une brève allocution martiale : *« Ils ne passeront pas. L'obscurantisme et la violence qui les accompagnent ne gagneront pas. »* À sa façon de plier son masque noir, à son regard, à sa respiration, à sa cravate pour une fois légèrement de guingois, l'agencière remarque qu'il n'est pas dans son état normal. Et, pour une fois, Emmanuel Macron ne fixe pas la caméra, mais ne quitte pas Laurence Benhamou des yeux. *« Je sens son émotion, il me regarde mais je ne suis pas certaine qu'il me voie. Je lui permets juste de décharger son intensité sur quelqu'un. »*

[remplacement]

Pendant tout le quinquennat Macron, les journalistes sont pris en sandwich, entre le marteau du service com' qui produit ses propres images du président et l'enclume des images amateurs. D'un côté, les communicants du président tentent d'ubériser la presse et sont dans une stratégie assumée de « désintermédiation ». Lors du premier conseil des ministres, en arrivant dans la Cour d'honneur, Sibeth Ndiaye annonce à l'ancienne journaliste Médias, experte des *fake news* : *« Nous, on veut principalement passer par les réseaux sociaux. »* Sous-entendu, les médias classiques, dont l'AFP, sont du passé. La cellule web de l'Élysée réalise systématiquement des vidéos du chef de l'État qu'elle diffuse sur Facebook Live, parfois pour des sorties publiques qui tiennent volontairement à l'écart la presse. Elle publie sur Twitter, Facebook, Instagram, YouTube, TikTok, des spots à l'image léchée et au montage efficace, qui

empruntent les codes du journalisme et du reportage, mais ne sont que de l'habile communication. De l'autre côté, même s'il est compréhensible que, dans certains cas[3], une caméra ne puisse pas accompagner le président ou qu'il ait droit à des moments privés, l'absence organisée, délibérée, répétée des journalistes dans des déplacements publics importants restera comme le grand problème médiatique du quinquennat. Avec pour conséquence la reprise par les journalistes du monde entier d'images amateurs, comme quand le chef de l'État se fait gifler, le 8 juin 2021 à Tain-L'Hermitage (Drôme), et que c'est le portable d'un complice qui capture le geste.
En résumé, quand Laurence Benhamou elle-même n'a pas le droit de venir, c'est tout simplement mauvais signe pour la démocratie. Des exemples ? Aucun journaliste n'a pu couvrir la visite du président en maraude avec le Samu social de Paris, dans la nuit du 18 février 2019. Seule Soazig de La Moissonnière, sa photographe officielle, était là pour l'immortaliser agenouillé devant la tente d'un sans-abri. Aucun journaliste non plus n'était avec Emmanuel Macron en visite à l'Infectiopôle de La Timone, puis dans le bureau marseillais de Didier Raoult, le 9 avril 2020, pour une visite de trois heures en plein débat sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine. Le lendemain, pas de journaliste pour couvrir ses deux riches heures à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre : 720 000 personnes regarderont sur Twitter une vidéo de 30 secondes mise en ligne par l'Élysée dans laquelle les soignants applaudissent. Mais, sans la séquence complète, combien d'entre eux apprendront que le chef de l'État a aussi été vigoureusement apostrophé quelques minutes auparavant sur le manque de moyens et de reconnaissance dont se plaignent ces mêmes soignants ? Le plus grand regret de Laurence Benhamou est de n'avoir pas été autorisée à suivre la visite si mouvementée de la préfecture carbonisée du Puy-en-Velay : *« Le président a-t-il eu du nez en n'emmenant aucun journaliste ? Ou est-ce qu'au contraire, en ouvrant à la presse, les Français auraient pu avoir une vue plus globale, mieux contextualisée que ces uniques images amateurs de haine nocturne ? »* La sentinelle trouve réponse à nos questions.

L’absence organisée, délibérée, répétée des journalistes dans des déplacements publics importants restera comme le grand problème médiatique du quinquennat.



« Comme on l’a vu avec le Covid, Emmanuel Macron gouverne souvent seul et ses décisions, qui s’imposent à tous, peuvent changer nos vies. Donc il est tellement puissant que ses opinions, sa vision, ses pensées, ses correspondances politiques par SMS et Télégram, ses rencontres publiques sont très importantes. Ce sont des indices de ce qu’il peut décider. »

1 - C’est-à-dire l’annonce d’un fait important.
2 - Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau, fut un célèbre mémorialiste qui chroniqua 36 ans du règne de Louis XIV et inspira Saint-Simon.

3 - Par exemple, il est déontologique de ne jamais diffuser sans leur accord les images des personnes victimes de violences, des militaires en opération ou des familles de victimes en deuil que rencontre fréquemment Emmanuel Macron.

Les deux auteurs remercient :

Gaëlle Lassée, éditrice aussi exceptionnelle que patiente, dont le rire lumineux a éclairé les plus noires de nos nuits blanches, et la si talentueuse graphiste Djohr Guedra qui n'a jamais répondu par un émoji obscène à nos propositions pourtant systématiquement tardives et capillotractées.

Pour leur confiance, les quatorze personnages principaux qui ont accepté de se confier. Merci à la délicate Marie Tanguy, la toute première à avoir accepté d'être dans ce livre, et à son compagnon ; à Benjamin Griveaux ; à Patrick de Perglas *aka* Gépy, sa femme Agnès et son amie Tata qui nous a accueillis dans son salon canin (sans parler des cavistes alentour) ; à Jean-Marc Dumontet, son épouse et ses enfants (la pandémie nous a souvent obligés à nous inviter aux domiciles de nos personnages) ; à Aurélien Taché et ses assistants parlementaires ; à Jean Gaborit, sa mère Martine, son père Christophe, surnommé Totof, ses colocataires et la bouteille de « Kiki vendéen » que nous avons utilisée pour le faire parler ; à Patrick Pelloux ; à Manuel Valls d'avoir accepté de venir dans les locaux de Flammarion pour cette longue interview ; à Sibeth Ndiaye et à Stanislas Guerini qui nous a prêté deux fois son bureau et le siège du parti, rue Sainte-Anne, pour les besoins des deux très longues interviews nocturnes et du shooting ; à Arnaud Jolens de nous avoir choisis pour sortir du silence pour la toute première fois ; à Christophe Castaner, son épouse Hélène à qui nous avons imposé deux longues interviews politiques en plein week-end, et ses deux collaboratrices Clara Koenig et Clémence Lecœur ; à Stéphane Séjourné, toujours accompagné d'Olivier Alexonian (et encore désolés pour la panne d'enregistreur lors d'une des trois interviews) ; à Jonathan Jahan et à sa mère Nathalie qui nous ont permis de débuter ce livre ; merci à Laurence Benhamou et à ses deux filles Eleonora et Lucrezia Romeo. Cyril Dion, Évelyne Richard et son mari, un merci tout particulier.

Clément Léonarduzzi et Anthony Porcheron d'avoir autorisé certaines prises de vue et de très nombreuses interviews à l'Élysée, avec ou sans la surveillance d'attachés de presse, tout en nous laissant une liberté éditoriale absolue. Seul regret : leur refus de nous laisser faire le portrait du chien Némo.

Nicolas Hulot, Clément Beaune, Édouard Philippe et Gilles Boyer, Gérard Collomb, Mounir Mahjoubi, Pierre-Olivier Costa et Tristan Bromet, Mélusine Binder, Ania Ould Lamara Kaci, Xavier Lainé, Loïc Turpin, Sybil Gerbaud, Céline Poizat, Claire Peyron, Valérie Lelonge, Philippe de Villiers, Barbara Frugier, Quentin Lafay, Yann L'Hénoret, Jonathan Guémas, Thibaut Caizergues, Manuel Abitbol, David Nouaille du Puy du Fou, Laurent Berger, Philippe Martin, Laurence Haïm, Valérie Trierweiler, Karim Amellal.

Les sources que nous ne pouvons pas citer, mais qui se reconnaîtront ; elles nous ont offert de précieuses informations. Dont Janis Joplin.

Les confrères qui ont su avant les autres, mais qui ont protégé notre secret pour nous laisser y travailler : Jean-Rémi Baudot, Arthur Berdah, Cyril Graziani et Loïc Signor.

Toute l'association de la presse présidentielle, ainsi que le comité de liaison de la presse.

Christophe Poligani, de nous avoir prêté une salle discrète de son restaurant pour une interview importante.

Eliot Blondet remercie :

Mes parents Stéphane et Céline, mes sœurs Clémentine et Louise, ma mamie, Marcelle, mon grand-père

Philippe, Anne-Marie.
Paul, l'ami prodigieux, à qui je dois absolument tout.
Marie-Bérénice, Ben et Joseph, de m'avoir ouvert leur merveilleux monde et de nous avoir toujours soutenus.
Un merci particulier à Jean-Michel Psaila, Marie Psaila, Isabelle Castoldi, Gwendal Le Boulicaut, Christophe Geyres, David Boyer, Pierre Barlier, Vincianne Lasry pour m'avoir permis de suivre ce quinquennat dans des conditions exceptionnelles.
Isabelle Picarel, Philippe Wojazer, Ludovic Marin, Jean-Claude Coutausse, Albert Facelly, Laurence Geai, Jacques Witt, Sébastien Calvet, François Gilles et Clara Martin et Gilles Desrozier, Patrick Bernard, Christophe Petit-Tesson, Gersende Rambourg, Jean-Baptiste Autissier, Élodie Grégoire, Loïc Venance, de m'avoir tant appris (et à tous les confrères pour leur bienveillance, leur aide, leur rudesse).
Aurélien Meunier &amp, Kristy Sparow, Julie J., Ismaïl M., Ludivine Gaudry, Jeanne Franck, Simon Lambert, Lewis Joly &amp, Kamil Zihnioglu, Thomas R. pour leur amitié.
Marine-Hélène Lafont.
Le pool guyanais, Stéphane Lemouton et Alain Jocard.
Francis, Claire, Danaë pour ces fantastiques dimanches.
Mimi, pour toutes ces longues heures d'attente caféinées ou alcoolisées.
La boulangerie Basso, pour toutes ses mignonneries.
Le CE3P qui m'a tant donné et permis.
Les copains de Louis-Lumière auxquels je dois tant et à qui j'aurais tant à dire, aujourd'hui.

Paul Larrouturou remercie :
Marie-Bérénice, sans qui je ne serais rien.
Benjamin Galouye d'avoir pris soin de ma femme et de mon fils pendant que j'étais en vadrouille géographique ou cérébrale pour ce livre. Merci d'être un frère aussi extraordinaire depuis le lycée René-Cassin à Bayonne.
Eliot Blondet, le plus humble, le plus prodigieux, le plus précieux des coauteurs.
Mes parents, Hélène et Dominique, et mes deux sœurs, Claire et Jeanne.
Mes beaux-parents Catherine et Christian Augère.
Mes grands-parents, Jeanine et Armand Fedida, Marie-Claire et Michel Larrouturou, et ma grand-tante Madeleine Aldax, qui m'accompagnent.
Raphaëlle Bacqué, impératrice de ma bibliothèque devenue la plus merveilleuse des fées sur le berceau de ce projet, de la première seconde à la première lecture.
Les inestimables amis Charlotte Seguin, Alain Pirot, Thomas Lafarge, Amaia Cazenave, Daniel Desesquelle, Marie Martin et Martin Weill.
Yann Barthès, Laurent Bon, Théodore Bourdeau, Élodie Bernard et Guillaume Hennette, de m'avoir offert un poste d'observation aussi exceptionnel sur la vie politique française.
Julien Da Costa, Fanny Duvot, Paul Bouffard, Abda Sall, Pierre Le Baud, Arnaud Bouju, Pierre Caillé, Sara

Bracq, Baptiste Brill, Greg Drai, Emmanuel Ponty, Boris Balducci, Julien Sultan, Thibaut Dautrevaux, Charles Le Morvan, Arthur Despres, Bruno Diego, Clément Duché, Vincent Dupaquier, Alexandre Le Mouroux, Baptiste Gondouin et Sébastien Tête, pour toutes ces aventures inénarrables sur le terrain.
Julien Bellver, Azzeddine Ahmed-Chaouch, Paul Gasnier et Sophie Dupont, Anaïs Lochon, Adrien Tesseyre, Corentin Thoumas, Anthonin Olivo, Olympe Le Touze, aux deux Simon Laigle et Bos, Laurent Macabies, Jérome Bermyn, Raphaëlle Baillot, Perrine Altman, Célia Fantola, Marie Poizot, Fouzia Achaibou.
Margaux Seux, pour ses encouragements inoubliables sur ce livre, devant la photocopieuse.
Lilia Hassaine, deux fois publiée dans la collection « Blanche » de Gallimard, (et son chien Suki) pour le partage de sa surprenante botte secrète pour finir un manuscrit : ça a marché.
M. Joël Aubert, pour ce stage qui m'a tout simplement sauvé en 2007 et ces valeurs humanistes qui me guident depuis.
L'Institut français de presse, excellente école publique de journalisme, à recommander.
Thierry Thuillier, Fabien Namias et Ruth Elkrief, de me laisser publier ce livre à l'orée d'une année présidentielle qui s'annonce palpitante.
Marc Beaugé qui, en publiant dans *Society*, le portrait de Makao, le garde du corps du candidat Macron, m'a donné envie de faire un livre entier de portraits.
Le Petit Train du Touquet.
Le Roi Léon et tous ceux qui disent « chocolatine » et qui auront droit à une dédicace plus longue si la crise sanitaire nous autorise des rencontres.
Votre indulgence pour ce premier livre.



Au fil des mois, dans les couloirs du pouvoir présidentiel, les journalistes Eliot Blondet et Paul Larrouturou ont mené une enquête auprès de personnalités ayant approché de près Emmanuel Macron, à différentes périodes de sa carrière politique.

Ils livrent des portraits sensibles, de témoignages forts en anecdotes inédites, et interrogent ceux qui ont composé le premier cercle macroniste : Benjamin Griveaux, Sibeth Ndiaye, Christophe Castaner ou Arnaud Jolens, le scénographe du président, qui se confie pour la première fois. Ils donnent également la parole aux conseillers de l'ombre comme Marie Tanguy, plume du candidat qui désenchantera progressivement et se choquera de la brutalité de l'homme politique, ou Jean-Marc Dumontet, le producteur qui nous invite, à la suite du chef de l'État, au théâtre ce soir. Ou encore à d'illustres inconnus comme Gépy, seul Gilet jaune reçu à l'Élysée, ou Jonathan Jahan, à qui Emmanuel Macron répondit : « Je traverse la rue, je vous en trouve du travail. »

Dans ce document politique d'un nouveau genre, où les textes de Paul Larrouturou dialoguent avec les photographies d'Eliot Blondet, chaque protagoniste dresse en creux, depuis les coulisses, un portrait du président dans l'exercice de son pouvoir, lucide, incisif, admiratif ou déçu. Parfois admiratif et déçu en même temps.

Photojournaliste pour Abaca Press, ***Eliot Blondet****, 27 ans, couvre l'actualité française ainsi que la politique française et internationale. Il est correspondant au palais de l'Élysée depuis 2017.*

Reporter politique au Lab d'Europe 1, Petit Journal, Quotidien, *maintenant sur LCI,* ***Paul Larrouturou****, 34 ans, est accrédité depuis 2012 à l'Élysée, où il suit Emmanuel Macron depuis le premier jour.*

Flammarion

Photo de couverture © Eliot Blondet / Abaca Press - Design de couverture © Dpitr